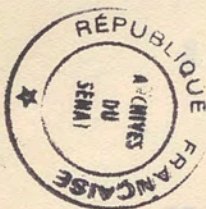


CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



PARIS, LE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration générale, départementale et communale, Algérie).

-0-0-0-0-0-

Présidence de M. CORNU, Président

-0-0-0-0-0-

Séance du jeudi 4 Janvier 1951.

-0-0-0-0-0-

La séance est ouverte à 10 heures 30.

-0-

Présents : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, CORNU, François DUMAS, Léo HAMON, LE BASSER, LIONEL-PELERIN, LODEON, ROGIER, RUPIED, SCHWARTZ, SYMPHOR, Jules VALLE, VERDEILLE, ZUSSY.

Absents : MM. BORGEAUD, CHAINTRON, Mme DEVAUD, MM. FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE, de LACHOMETTE, de La GONTRIE, MENU, MUSCATELLI, SARRIEN, Chérif SISBANE, SOLDANI.

.../.....



ORDRE DU JOUR.

- I - Rapport de M. VALLE sur le projet de loi (n° 767, année 1950), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi du 16 février 1897 et la loi du 4 Août 1926 relatives à la propriété foncière en Algérie.
- II - Rapport de M. DUMAS sur la proposition de résolution (n° 808, année 1950) de M. de La GONTRIE, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron et aux victimes de l'éboulement du 17 Novembre 1950.
- III - Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 828, année 1950) de M. Léo HAMON, tendant à inviter le Gouvernement : 1°) à développer en France l'étude des sciences administratives; 2°) à assurer la diffusion à l'étranger des disciplines françaises en ce domaine.
- IV - Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 882, année 1950), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail.

-0-0-0-0-0-

COMPTE RENDU.

M. CORNU, Président, ouvre la séance.

M. VALLE présente son rapport sur le projet de loi (n° 767, année 1950), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi du 16 février 1897 et la loi du 4 Août 1926 relatives à la propriété foncière en Algérie.

Ses conclusions, tendant à l'adoption du texte de l'Assemblée Nationale, sont adoptées à l'unanimité.

.../.....



- 3 -

M. DUMAS fait adopter, sans modification, les propositions de résolution :

- (n° 808, année 1950) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron et aux victimes de l'éboulement du 17 novembre 1950.
- (n° 817, année 1950) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour accorder dans le département de Saône-et-Loire des secours d'urgence aux victimes des pluies torrentielles dans le vignoble en août 1950, ainsi qu'aux victimes des inondations qui, du 11 novembre au début de décembre 1950, ont recouvert, dans la vallée de la Saône et de ses affluents, les territoires de nombreuses communes.

o

o

o

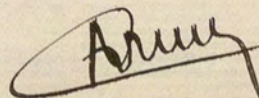
M. Léo HAMON est nommé rapporteur de sa proposition de résolution (n° 828, année 1950) tendant à inviter le Gouvernement :

- 1° - à développer en France l'étude des sciences administratives;
- 2° - à assurer la diffusion à l'étranger des disciplines françaises en ce domaine.

M. ROGIER est nommé rapporteur du projet de loi (n° 882, année 1950), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,





ORDRE DU JOUR

PARIS, LE

Constitution du Bureau de la Commission.

COMPTE-RENDU

Le Président d'âge, M. RUPIED, ouvre la séance  
et invite la Commission à procéder à l'élection de son  
Bureau.

COMMISSION de l'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et  
Communale, Algérie)

Le Bureau est ainsi constitué :

Présidence de M. RUPIED, Président d'âge

Vice-Présidents : MM. VERDEILLE,  
SARRIEN,

Séance du Jeudi 11 Janvier 1951

La séance est ouverte à 16 Heures 45

Présents : MM. BONNEFOUS, BORGEAUD, CHAMPEIX, CORNU,  
Mme DEVAUD, MM. DUMAS, FOUQUES-DUPARC, de  
FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE, Léo HAMON, de LA-  
CHOMETTE, de LA GONTRIE, LE BASSER, LIONEL-  
PELERIN, LODEON, RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ,  
Chérif SISBANE, SOLDANI, SYMPHOR, VALLE, VERDEILLE,  
ZUSSY.

Délégués : MM. Léo HAMON (de M. VAUTHIER)  
RUPIED (de M. ROGIER).

Suppléés : MM. ASSAILLIT (par M. CHAZETTE)  
BOZZI (par M. CHOCHOY)  
MUSCATELLI (par M. JACQUES-DESTREE).

Absent : M. MARRANE.

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Constitution du Bureau de la Commission.

-:-:-

COMPTE-RENDU

Le Président d'âge, M. RUPIED, ouvre la séance et invite la Commission à procéder à l'élection de son Bureau.

Après de brèves explications de vote fournies par MM. CHAMPEIX, HAMON et LE BASSER, le Bureau sortant est réélu à l'unanimité par un vote à mains levées.

Le Bureau est ainsi constitué :

Président : ..... M. CORNU;

Vice-Présidents : .... MM. VERDEILLE,  
SARRIEN;

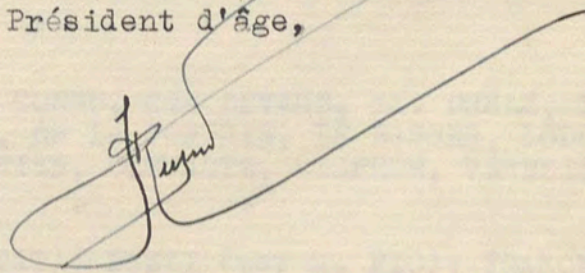
Secrétaires : ..... MM. Chérif SISBANE,  
SCHWARTZ.

M. CORNU a vivement remercié ses collègues de la confiance qu'ils avaient bien voulu, une fois encore, lui témoigner.

Il les a également remerciés, au nom du Bureau tout entier ; il a enfin exprimé sa gratitude au Secrétariat de la Commission pour sa collaboration dévouée.

Les paroles du Président ont été vivement applaudies par la Commission unanime.

Le Président d'âge,





CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE

## ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-

Présidence de M. CORNU, Président

-:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-

Réunion commune avec la Commission des Finances

-:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-

Séance du vendredi 26 janvier 1951

-:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-O:-

La séance est ouverte à 10 heures.

Présents : MM. BONNEFOUS, CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS, Léo HAMON, de LACHOMETTE, de La GONTRIE, LE BASSER, LODEON, MARRANE, RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ, SYMPHOR, VERDEILLE, ZUSSY.

Suppléés : MM. BORGEAUD (par M. RESTAT); BOZZI (par M. PIC); FRANCK-CHANTE (par M. REYNOUARD); LIONEL-PELERIN (par M. BERTAUD); MUSCATELLI (par M. RABOUIN); ROGIER (par M. ABEL-DURAND); SISBANE (par M. LE GUYON).

Absents : MM. ASSAILLIT, FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, SOLDANI, VALLE, VAUTHIER.

.../...



ORDRE DU JOUR

- Audition de M. Henri QUEUILLE, Ministre de l'Intérieur, sur le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

-:-o-:-o-:-o-:-

COMPTE RENDU

M. CORNU, Président, ouvre la séance.

-o-

M. LE PRESIDENT. Mes chers collègues, vous connaissez tous l'objet de la réunion d'aujourd'hui. Il s'agit d'entendre M. le Président Queuille qui a bien voulu, avec sa bonne grâce habituelle, venir parmi nous, en acceptant même un changement de date. Je le remercie encore une fois de la gentillesse qu'il veut bien manifester quand nous faisons appel à son autorité et à ses lumières.

M. LE MINISTRE. Monsieur le Président, je vous remercie de votre accueil. J'ai des devoirs à remplir vis-à-vis de la Commission de l'Intérieur et je dois être à ses ordres quand elle demande des explications.

Ce projet - je voudrais d'abord<sup>le</sup>/rappeler - n'est pas d'initiative gouvernementale. C'est une proposition qui a pris jour à la Commission des Finances sous la forme d'un amendement apporté à la loi des douzièmes provisoires. Le Gouvernement a tenu compte du désir de l'Assemblée Nationale d'examiner si une solution transactionnelle pouvait intervenir pour donner une satisfaction, en ce qui concerne la répartition de la taxe locale aux communes qui se trouvent dans une situation particulièrement

.../...



difficile.

C'est, en effet, de cela qu'il s'agit. Nous avons une taxe locale qui donne des sommes très variables aux communes suivant des règles différentes sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure. On a, depuis longtemps, demandé la modification de cette taxe.

Il nous semblait - je l'ai dit à l'Assemblée Nationale - qu'il était mauvais de modifier le régime de répartition du produit de la taxe locale au début d'un exercice alors que les budgets des communes viennent d'être votés. Cela place les administrateurs locaux dans une situation extrêmement difficile, et rien n'est mauvais pour eux comme l'incertitude dans laquelle ils sont de savoir quelles seront leurs recettes et comment ils pourront équilibrer leur budget. Même s'il y a des erreurs dans la répartition, c'est un problème qui demande à être examiné avec soin, car il est infiniment délicat.

La Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a voulu tout de même que la taxe locale soit répartie sur des bases différentes. Nous avons alors cherché une transaction. Les représentants de divers partis et les auteurs d'amendements se sont réunis un soir, dans mon cabinet, et nous avons cherché une formule transactionnelle, en nous inspirant de ce qui semblait être la décision de l'Assemblée, donnant aux communes la garantie qu'en aucun cas la part qui leur reviendra ne sera inférieure à 500 francs par tête d'habitant. Je croyais que cette solution pourrait faire l'accord mais, contrairement à mon espérance, on a décidé que l'on donnerait aux communes une somme de 800 francs par tête d'habitant. C'est donc ce texte qui vient devant vous. Il prévoit une subvention forfaitaire de 800 francs par tête d'habitant et certaines recettes supplémentaires sont assurées au fonds de péréquation par certains abandons consentis par les grandes villes considérées comme trop avantageuses.

Pour examiner ces propositions, je voudrais d'abord rappeler comment la taxe locale a été instituée, quel régime existait avant elle et quels sont les engagements pris depuis qu'elle a été votée.

Les administrateurs communaux avaient autrefois la possibilité de voter un impôt direct : la taxe sur les ventes au détail. Le conseil municipal, dans la limite du taux fixé, pouvait trouver là des recettes importantes. Cette taxe indirecte produisait des recettes pour la commune qui avait eu



le courage de la voter, car certaines d'entre elles s'étaient heurtées à des difficultés énormes. Cela avait pour conséquence que le service des emprunts contractés était assuré avec le produit de la taxe. Ces communes ont donc pris l'engagement d'amortir les emprunts contractés en n'ayant recours aux centimes additionnels que dans le cas où le produit de la taxe ne serait pas suffisant.

Puis, on a institué la taxe locale. On l'a fait avec le souci d'éviter que les budgets des communes qui avaient autrefois des octrois, ne se trouvent mis en déséquilibre car beaucoup d'entre elles avaient accepté la suppression de ces octrois en remplaçant cette recette par celle de la taxe sur les ventes au détail.

Vous savez comment est perçue la taxe locale. Sur son produit, 60% va à la commune, ce taux étant porté à 65 ou 70% dans le cas des communes très importantes. Sur le surplus, 25% va au fonds de péréquation pour lui permettre d'effectuer un certain nombre d'opérations sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure et 15% au département.

Pourquoi la création du fonds de péréquation a-t-elle été décidée ? Parce qu'on s'est rendu compte que, sur le produit d'un impôt perçu dans l'ensemble de la France, il était juste et équitable que l'on tienne compte de certains facteurs lors de la répartition. Il est certain qu'en équité, on ne doit pas apporter autant à une commune qui est riche et n'a pas besoin de concours extraordinaires pour équilibrer son budget, qu'à une commune pauvre. Ce dernier cas est celui des communes rurales qui doivent souvent couvrir des dépenses considérables, pour l'entretien de leur voirie, par exemple. J'ai dit bien souvent devant la Chambre, autrefois, que la situation des communes misérables était à examiner parce que celles-ci ne pouvaient pas tirer parti des textes que l'on avait donnés aux municipalités la possibilité de voter. Lorsque des réformes partielles du régime des finances locales étaient décidées par la Chambre, on donnait aux municipalités la possibilité d'instituer, par exemple, une taxe sur les locaux à usage professionnel, l'enlèvement des ordures, etc... Dans l'ensemble de la France, en particulier dans les départements de montagne où vous voyez, autour d'un clocher, une mairie et un débitant de boissons, et puis, perdu dans la surface immense, jétées dans la campagne un jour où il faisait vent - pour reprendre l'expression d'un de mes compatriotes - des maisons, il n'y avait pas d'égoûts ni d'enlèvement des ordures ni de locaux à usage professionnel susceptibles d'être taxés. La seule ressource était le centime additionnel.



Pour faire une oeuvre juste, on doit attribuer aux communes leur part de la taxe locale en tenant compte des charges. Une agglomération extrêmement restreinte, comme celle de la banlieue des villes sans charges, ne doit pas bénéficier de l'attribution de la taxe comme la commune qui a 25 kms dans sa plus grande longueur et 12 dans sa plus grande largeur. Ce sont là des chiffres non excessifs, je vous l'assure. Ainsi, dans ma commune qui compte 3.000 habitants, il est heureux que j'aie des grands chantiers qui me donnent des recettes car, sans cette circonstance exceptionnelle, il nous aurait été bien difficile d'équilibrer nos finances.

Alors, comment est-on arrivé à créer un régime pouvant permettre de tenir compte de ces charges des communes lors de la répartition ? On avait institué un fonds de péréquation dont je vous ai dit tout à l'heure comment il était doté. Les administrateurs de ce fonds, parmi lesquels siègent un certain nombre de sénateurs, décidèrent les critères suivant lesquels on répartirait les ressources restant disponibles après avoir donné les 60, 65 ou 70%, suivant le nombre d'habitants. Le fonds de péréquation disait alors aux conseils généraux : vous aurez à répartir les fonds entre les communes en tenant compte, soit de la longueur des chemins, soit de la valeur du centime, soit du nombre de centimes rapporté au nombre d'habitants. C'était sur ces bases, que j'estime très justes, que la répartition devait être faite.

On nous propose aujourd'hui de donner 800 francs par tête d'habitant. La conséquence, je vous l'indiquerai tout à l'heure. Mais le fonds de péréquation recevait en plus 15% du produit de la taxe sur le chiffre d'affaires pour le budget départemental, 15% qui correspondaient à une recette analogue à celle qu'antérieurement le conseil pouvait voter : la taxe sur les ventes au détail, qui constituait une recette pour son budget. C'était le remplacement de cette ressource qui était ainsi décidé et les conseils généraux avaient, de ce fait, une possibilité de venir en aide aux communes particulièrement malheureuses ; pour leur faciliter la construction de chemins, par exemple.

Que se passerait-il maintenant, si l'actuel projet de loi devenait une loi ? Quelles en seraient les conséquences ?

Si nous donnions 800 francs par tête d'habitant à toutes les communes, une fois qu'on aurait prélevé ces 800 francs, il ne resterait plus rien, ou des ressources infiniment minimes, au fonds de péréquation (mouvements), lequel ne pourrait plus donner leur part de 15% aux départements.

.../...



La conséquence serait que les départements pauvres - nous n'avons pu faire le calcul quand l'affaire est venue devant l'Assemblée, car il faut tenir compte de toute une série d'éléments, ce qui est évidemment très compliqué - qui bénéficiaient jusqu'ici de subventions du Ministère de l'Intérieur, seraient alors obligés de voter des centimes, ce qui remettrait en cause les votes émis par les assemblées départementales. C'est ainsi que la Corse serait obligée, pour compenser ce qu'on ne pourrait plus lui donner de voter 1764 centimes, la Creuse : 573; la Lozère : 684; les Basses-Alpes : 348; l'Ariège : 345; le Gers : 416; les Landes : 487; la Corrèze : 290; la Vendée : 341; enfin, je viens de faire ajouter les Côtes-du-Nord : 273. Vous auriez donc, dans votre budget départemental qui a été voté au cours de la session dernière, un trou qu'il faudrait combler avec de nouveaux centimes. Vous voyez que cela aurait des conséquences extrêmement sérieuses. De plus, le fonds de péréquation n'aurait probablement plus les ressources nécessaires pour donner aux communes la garantie qui leur a été promise en 1950, au moins pour deux ou trois ans, à savoir qu'elles recevraient l'équivalent de ce qu'aurait donné la taxe qu'elles avaient institué. Il y aurait donc, là encore, un manque de recettes sur celles qui correspondaient parfois à ces charges d'emprunts auxquelles j'ai fait allusion tout à l'heure, qui placerait ces communes dans une situation difficile. Vous auriez donc mis en cause les budgets votés par les départements et même ceux votés par certaines communes.

On me dira qu'en attribuant 800 francs, nous donnons une satisfaction aux communes rurales. J'objecterai immédiatement qu'on va soulager, non les communes malheureuses, mais celles qui ont un nombre d'habitants déterminé et cela au détriment des communes pour lesquelles les bases de répartition admises par le fonds de péréquation auraient apporté un supplément de recettes. Ce sont celles-là qui vont rester sacrifiées.

Alors, je reste sur la position que j'ai prise à l'autre Assemblée. Je considère que l'on peut accepter comme transaction qu'il y ait une garantie, par exemple de 500 francs par tête d'habitant. Nous garderions ainsi la possibilité, compte tenu du produit actuel de la taxe locale, de donner aux départements les 15% qui leur reviennent, ce qui est indispensable. Nous donnerions en plus au fonds de péréquation une masse de manœuvre pour venir en aide aux communes vraiment pauvres; il y aurait pour celles-là, en fonction de la longueur des chemins, de la valeur ou du nombre des centimes, un supplément qui s'ajouterait aux 500 francs.

J'ai entendu, lors des discussions à l'autre Assemblée, des maires de petites communes qui disaient : nous nous méfions;

.../...



il vaut mieux prendre les 800 francs garantis que de compter sur des avantages hypothétiques. Je ne crois pas que nous puissions nous arrêter à cette objection car, si l'on supprime - et c'est à cela qu'on arriverait - l'aide apportée par le département aux communes rurales, si l'on supprime également la possibilité de tenir compte du nombre des centimes, de la longueur des chemins, etc... on fait quelque chose de non équitable et on ne soutient plus les communes malheureuses. En outre, on remet en cause les budgets départementaux. Alors, pour faire une oeuvre de raison, je crois qu'il faudrait revenir à la proposition transactionnelle acceptée par le Gouvernement.

Si l'on veut aller plus loin que 500 francs - nous avons fait faire des calculs que vous donnera tout à l'heure le directeur de l'administration départementale et communale - on pourrait peut-être admettre 600 francs, mais je ne crois pas qu'il faille aller au-delà.

Cela aurait d'autres conséquences : pratiquement, vous arriveriez à avoir une taxe locale qui serait, en réalité, un impôt d'Etat réparti entre les collectivités locales en tenant compte uniquement du nombre d'habitants. Dès lors, pourquoi limiterait-on cet impôt d'Etat à la taxe locale ? Si l'on admet au départ que toutes les communes doivent être traitées de la même façon, ajoutons alors un supplément à l'impôt foncier, à l'impôt sur les locaux à usage professionnel, et répartissons le produit proportionnellement au nombre des habitants de chaque commune. Le raisonnement vaut pour tout autre impôt qui pourrait être un impôt d'Etat. L'administration locale serait ainsi définitivement privée de toute initiative et de toute responsabilité. Alors, je crois que la solution transactionnelle que je propose, à savoir 500 francs ou 600 à la rigueur, est commandée par la raison et la prudence.

Il y a autre chose : rien n'est plus mauvais en matière d'impôts locaux que l'incertitude dans laquelle on place les impôts communaux et départementaux (approbations). La tâche des maires devient absolument impossible. Lisez les articles du projet de loi. On nous dit qu'un règlement d'administration publique interviendra. Quand l'aura-t-on ? Jusqu'à ce moment, il y aura des communes qui ne sauront pas où elles en seront de leurs recettes. Bien mieux : on décide qu'avant le 1er mars - ce qui est absolument impossible - on apportera un régime nouveau, alors que l'Association des maires dit qu'il faudrait que les administrateurs locaux travaillent en collaboration avec les administrations compétentes des deux Assemblées et le Gouvernement pour arrêter un régime définitif. Tant qu'on aura tous les mois une discussion sur un pareil sujet, je vous assure que l'administra-



tion locale ne sera pas facile à conduire. Cela empêchera d'engager des programmes et de réaliser certains travaux.

Telle est la solution que je propose, tenant compte de certains désirs des Assemblées. Elle n'apportera pas de trouble majeur; aussi, je crois que vous pourriez la retenir.

M. LE PRESIDENT. Monsieur le Président, vous nous avez fait un exposé extrêmement clair et précis.

M. LE BASSER. Monsieur le Président, vous êtes bien, en somme, dans les mêmes dispositions d'esprit que devant l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire que vous démontrez pertinemment que c'est une très mauvaise chose que l'on va faire vis-à-vis des administrations locales, étant donné que celles qui vont avoir à déboursier devront bouleverser leur budget. Ceci est le premier point.

En outre, pendant un nombre de semaines difficiles à déterminer, les administrateurs locaux ne vont pas savoir ni quelles recettes ils devront verser à cette nouvelle caisse ni quelles recettes ils devront en supplément. Donc, pendant quelques semaines, ils ne vont pas pouvoir établir de façon définitive leur budget. C'est bien cela ?

M. LE MINISTRE. Monsieur le Sénateur, c'est cela qui est au fond de ma conviction.

Seulement, j'ai le devoir, en pareille matière, d'essayer de trouver des solutions de conciliation. J'ai pris une position très nette lorsque l'affaire est venue la première fois. Puis, voyant comment les choses évoluaient, je me suis rallié à la solution transactionnelle de 500 francs par tête d'habitant, plus un abandon sur les recettes qui vont aux grandes communes, ainsi qu'il ressort de l'article 2 du projet.

Dans une pareille matière, il faut essayer d'établir entre les maires une sorte d'entente sur la base du sacrifice que les grandes villes vont consentir. Mais, bien entendu, si je travaille pour rapprocher les points de vue des deux Assemblées, j'ai signalé les inconvénients que vous dites et je les signalerai encore.

M. LE BASSER. D'autant que vous vous étiez appuyé sur l'opinion des maires et sur celle de votre administration. Cette dernière estimait que le Parlement ne devrait pas modifier le régime de la taxe locale pour 1951, surtout au cours d'une fin de session plus ou moins agitée, et qu'une modification devrait être étudiée par le fonds de péréquation à la lumière des seuls



enseignements qu'il était susceptible de posséder.

M. LE MINISTRE. Il est exact que l'association des maires avait protesté contre le bouleversement qui pouvait être apporté. Mais il est exact aussi que l'association, sans doute parce qu'il y a là-bas des majorités variables suivant les présents qui assistent à telle ou telle délibération - ce qui n'est pas vrai pour les assemblées parlementaires - a changé sa position, car elle nous demande de faire un effort plus grand dans le sens de la péréquation, tout en demandant un délai.

Dans la première réunion, il est vraisemblable qu'il y avait surtout des maires de grandes villes; dans la seconde, ce devait être principalement des maires de petites communes (sourires).

M. LE BASSER. Nous arrivons, par conséquent à cette modification et, au paragraphe 1 bis, quand vous avez calculé la somme attribuée à la commune en application du paragraphe précédent, vous n'avez pas fait intervenir ce qui venait du fonds de péréquation de la garantie de recettes. Vous vous êtes basé uniquement sur la différence existant entre la perception locale des 60 ou des 75% par tête d'habitant et le chiffre de 500 ou de 800 francs.

M. LE MINISTRE. C'est justement parce qu'il est difficile d'avoir en cette matière des précisions que nous avons dû attendre pour faire certains calculs.

Une commune a actuellement, au titre de la taxe locale, 60% du produit de cette taxe, plus une garantie donnée par le fonds de péréquation, plus un supplément donné par le conseil général en raison de ses charges. Il faut évaluer tout cela. Le résultat donne plus ou moins de 800 francs. S'il donne 800 francs, vous n'avez droit à aucun supplément. La commune qui arrive à 800 francs n'aura rien, alors qu'une commune qui n'a besoin de rien se verra attribuer une somme considérable.

M. LE BASSER. Je pose cette question, parce que cela ne ressort pas du texte de l'Assemblée Nationale.

"Lorsque la somme attribuée à la commune en application du paragraphe précédent est inférieure, au cours d'une année, à 800 francs par tête d'habitant, elle est complétée à concurrence de cette somme par prélèvement sur le produit de la taxe locale non attribué en application du paragraphe qui précède."

Par conséquent, il ne s'agit que de la répartition des 60 ou 75% et non pas des autres recettes que la commune pourrait avoir. Je crois que l'attention de la commission doit être

.../...



appelée sur ce point (marques d'approbation).

M. DE LA GONTRIE. Quelles que soient les précisions qui pourraient être données ici, c'est tout de même le texte qui prévaudra. Or, il n'est pas douteux que les explications qui viennent de nous être données sont en contradiction formelle avec le texte, car la garantie des 800 francs est donnée pour les 60 ou 75%. Puis, on ajoutera ensuite la garantie de recettes et la quote part sur le fonds de péréquation. Mais il ne faut pas qu'on dise que ce plafond est garanti comme une espèce de somme de tout ce qui est prévu. Je rends mes collègues attentifs à cette différence qui est considérable.

M. LE MINISTRE. Cela ne correspond pas à ce que j'ai dit devant la Commission de l'Assemblée Nationale; je crois qu'il y a là une erreur de rédaction.

Seulement, quand vous parlez, mon cher Président, du fonds de péréquation et de son intervention possible, surtout après votre interprétation, je vous réponds que si, théoriquement, le fonds de péréquation doit apporter un supplément, en réalité, il ne l'apportera pas.

M. DE LA GONTRIE. Nous sommes d'accord; c'est bien ce que nous avons craint.

M. MARRANE. Dans son exposé, M. le Ministre de l'Intérieur a indiqué que, si on maintenait le texte voté par l'Assemblée Nationale en garantissant 800 francs il ne resterait plus rien pour la répartition du fonds de péréquation. M. de Tinguy a précisé que, si l'on votait les 500 francs, cela ferait une différence de 3,5 milliards et M. le Ministre vient de nous dire que si on donne ces 3,5 milliards, il ne restera rien. Cela ne paraît pas conforme aux appréciations du Ministre des Finances et du Ministre de l'Intérieur qui avaient cru, l'année dernière, supprimer la subvention de 3.750 millions sans inconvénient, sans savoir s'il resterait quelque chose à attribuer par le fonds de péréquation. Ce qui paraît possible maintenant ne l'était pas l'année dernière. Je voudrais bien une explication sur ce point.

Par ailleurs, l'Assemblée Nationale a voté le texte des 800 francs. Elle a décidé également qu'en 1951, conformément d'ailleurs à des décisions déjà prises par le Parlement, ces 3.750 millions, ne devraient pas être prélevés sur le fonds national. Mais il faudrait alors que le Ministère de l'Intérieur inscrivît cette dépense dans son budget. Or, je ne l'y ai pas vu. Aussi, j'aimerais que M. le Ministre nous donnât une explication quant à ses intentions. Pour le fonds national, cela a une grosse



importance parce qu'en définitive l'on ne tiendrait pas compte du vote du Parlement - d'ailleurs, dans ses déclarations, M. Edgar Faure n'a pas pris d'engagement à ce sujet. En réalité, M. le Ministre de l'Intérieur ne désire pas que nous votions les 800 francs parce qu'il veut se réserver la possibilité d'inscrire, comme l'année dernière, au mépris du vote du Parlement, les 3.750 millions des subventions d'équilibre à la charge du fonds de péréquation.

En outre, il a été indiqué à l'Assemblée Nationale qu'avant le 1er mars un projet serait déposé par le Gouvernement concernant une nouvelle répartition de la taxe additionnelle. Il serait bon que nous ayons le temps d'en discuter. Aussi, je demande à M. le Ministre s'il a l'intention de nous distribuer rapidement ce projet.

Enfin, en ce qui concerne la réforme des finances locales, quand le Gouvernement prendra-t-il une décision ? On nous garantit pour nos communes les recettes sur la base de 1948. Mais, depuis, les dépenses ont augmenté. Je voudrais donc également que M. le Ministre nous indiquât ce qu'il envisage pour permettre aux communes d'équilibrer leur budget. Si l'on maintenait toujours les recettes au taux de 1948, il est évident que les communes deviendraient rapidement inadministrables.

M. LE BASSER. J'aborde maintenant la question des départements. Si l'on se réfère au paragraphe 1 bis, il est bien entendu que le paragraphe 1 reste le même. Par conséquent, les 15% attribués jusqu'ici sur la taxe additionnelle aux départements devraient toujours l'être quelles que soient les modifications apportées dans la répartition. Or, - ceci est absolument extraordinaire - on vient nous dire aujourd'hui, à nous, présidents de Conseils généraux, que cette modification du paragraphe 1 bis amènera une modification du paragraphe 1er qui aura pour objet la suppression de l'attribution de 15% en faveur des départements.

VOIX NOMBREUSES. Non !

M. LE BASSER. C'est ce qu'on a dit tout à l'heure.

M. LE MINISTRE. Non ! Ce ne sont pas les 15% qui vont disparaître mais les 25% qui étaient donnés aux départements par le fonds de péréquation. Tout à l'heure, j'ai commis une erreur.

M. LE BASSER. Venant de vous, j'ai pris cela comme un acte de foi.



Enfin, il y a des situations départementales différentes suivant les cas. Certains départements ont pris à leur charge des dépenses d'assistance, comme dans la Loire-Inférieure, ou des dépenses de chemins, en Savoie ou dans la Mayenne, par exemple. Il n'en est pas moins vrai, Monsieur le Président, que, lorsqu'on examine la situation dans son ensemble, on s'aperçoit qu'il y a des communes, petites ou grandes - au point de vue des recettes s'entend - et que cela ne va pas toujours de pair avec la superficie. Il arrive, en conclusion, que les communes grandes au point de vue des recettes ont pu diminuer leurs centimes ou même les supprimer, alors que les petites communes, toujours au point de vue des recettes, ont pu diminuer leurs centimes ou même les supprimer, alors que les petites communes, toujours au point de vue des recettes, ont été obligées d'augmenter les leurs. Or, quand on fait la comparaison avec les départements, on s'aperçoit très nettement que ceux-ci sont à mettre conjointement avec les petites communes du point de vue des recettes. Ils ont été obligés d'augmenter leurs centimes parce qu'ils ne recevaient pas des taxes indirectes un produit suffisant (très bien ! très bien !)

Les départements se sont dressés contre ce projet parce qu'il n'a pas été tenu compte d'eux dans la teneur du document. Veut-on arriver à la suppression du département, ce qui a été envisagé par certains ? Je me souviens d'un discours de M. Jules Moch, à Aix-les-Bains, où il disait que les départements étaient quelque chose d'artificiel et, comme le disait le président Herriot, qu'il y avait en fait l'Etat et les communes, les départements étant peu de choses.

La conséquence, c'est que les départements vont être à nouveau obligés de voter des centimes alors que leurs budgets ont été équilibrés, par suite des compressions, "sur une corde raide". Avec ce projet, les communes vont recevoir une manne et les départements rien du tout. C'est extrêmement grave et sérieux. Je crois que les présidents de conseils généraux, hier, ont manifesté dans ce sens. Devant un pareil état de choses, qui m'apparaît difficile à concevoir, nous voudrions qu'on tint compte de la situation des départements dans ce projet de loi, comme on tient compte de celle des communes pauvres.

M. DE LA GONTRIE. J'ajoute une considération supplémentaire en ce qui concerne la situation des départements. J'ai l'impression que personne ne se fait d'illusion et qu'à partir de l'instant où une somme sera garantie aux communes, le fonds de péréquation présentera une caisse absolument vide.

M. LE MINISTRE. Avec les 800 francs de garantie mais non avec 500.



M. DE LA GONTRIE. Théoriquement, les départements doivent toucher une partie de ces fonds pour rétablir une sorte d'égalité entre eux en fonction de leur importance, de leur population, de leurs dépenses nécessaires, etc... Or, à partir de l'instant où toutes les sommes versées par le fonds de péréquation seraient distribuées aux communes, il ne restera plus rien ou à peu près pour les départements. Par conséquent, vous allez officialiser les inégalités que jusqu'ici on avait voulu combattre. Les départements ne recevront que leur petite quote part, moyennant quoi, le vœu du législateur ne sera pas atteint.

C'est la raison pour laquelle les présidents de conseils généraux, qui ont eu, hier, l'occasion de se réunir, seraient particulièrement heureux qu'à la seconde Assemblée - puisque la première semble ne pas s'en être préoccupée - une sorte de garantie, moins importante sans doute que pour les communes, fût accordée aux départements.

Les départements, à l'heure actuelle, sont administrés avec les plus grandes difficultés. Ce n'est pas révéler un secret que de dire que leurs charges obligatoires ne cessent d'augmenter et leurs recettes de diminuer. Nous sommes obligés de venir au secours d'une foule de petites communes. Les résultats ? Devenant la partie de moins en moins prenante, nous nous trouvons dans l'obligation d'augmenter nos centimes additionnels, souvent dans une proportion très importante, moyennant quoi - je m'excuse de le dire - l'impopularité de la majoration de certaines feuilles d'impôts rejaillit pour une grande part sur les départements qui n'en peuvent mais.

Nous pensons que les départements qui ont un rôle à jouer dans l'administration du pays, ont le droit de demander que l'on se penche sur leur sort. Nous avons, du reste, l'intention de prier la commission de l'Intérieur d'examiner un amendement, dont la rédaction sera confiée à notre ami Le Basser et de proposer en séance que les départements aient, eux aussi, une certaine garantie.

En tout cas, il est une chose certaine : si la somme de 800 francs est garantie aux communes, il n'y aura plus rien à répartir ; par conséquent, les départements auront moins de ressources que l'an dernier.

M. LE BASSER. Quelle est actuellement la moyenne nationale ?

M. LE MINISTRE. 2.500 francs pour 1951.

M. DUMAS. Sur quoi cette moyenne est-elle établie ? Que comprend-elle ?

.../...



M. LE BASSER. C'est une moyenne qui tient compte de toutes les recettes venant du fonds de péréquation et de la garantie des recettes. Cela ne ressort pas du texte initial qui ne comprend que la différence entre la somme attribuée directement à la commune et la différence avec les 2.500 francs.

M. MOATTI. Le chiffre de 2.500 francs est obtenu en divisant le rendement total de la taxe pour l'année 1951 par le nombre d'habitants de la France. Donc, quel que soit le mode de répartition, cela ne modifie pas le rendement total. 110 milliards divisés par 41.800.000 donnent 2.500 francs.

M. LE BASSER. Au point de vue de l'article 3, je rejoins M. Marrane. Je voudrais vous demander quelle est l'attitude du Ministère de l'Intérieur vis-à-vis de cet article. Vous savez que cela a prêté une grande discussion. Nous avons eu l'occasion, l'année dernière, à la tribune, d'expliquer pourquoi nous considérons que cette mesure tout à fait exceptionnelle ne devait pas être prise cette année. Or, on s'aperçoit que, dans le budget de l'Intérieur, on a supprimé précisément le fameux chapitre 503 : "Dépenses d'intérêt général de l'Etat pour les communes". Mais, la position de M. le Ministre du Budget a été contrebattue, et assez énergiquement par l'Assemblée Nationale qui, finalement, en est arrivée à inclure cet article 3.

Quelles seront les positions du Ministère de l'Intérieur et - puisque son président est ici présent - de la Commission des Finances du Conseil de la République sur cet article 3, étant donné que le raisonnement de M. Edgar Faure a été le suivant : "c'est une initiative de dépense et vous n'avez pas le droit de la prendre. J'aimerais avoir ces avis.

Je voudrais que, dans cette répartition, on tint compte tout de même de points intéressants comme l'équipement scolaire, le logement ou les adductions d'eau. Au lieu de tenir compte de la superficie ou de la population, il faudrait tout de même favoriser toutes les communes qui ont fait un effort sur ces points névralgiques actuels : le logement et l'équipement scolaire.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'INTERIEUR. M. le Président Queuille va répondre à M. Le Bassier et à M. Marrane, et ensuite nos collègues pourront poser des questions.



- 15 -

M. LE MINISTRE. Je voudrais répondre à M. Le Basser que j'ai été le premier, tout à l'heure, dans cette discussion à reconnaître la situation difficile des départements. Le vote du texte adopté par l'Assemblée Nationale aurait pour résultat de conduire les départements pauvres à voter un nombre de centimes dont le produit se substituerait à la perte des recettes et qui serait particulièrement élevé. J'ai donné des indications pour la Corse, la Creuse, la Lozère, l'Ariège, les Basses-Alpes, les Landes. Le nombre des centimes de remplacement à voter s'échelonne de 273 à 1.764. Nous votons des subventions aux budgets des départements pauvres, et ce sont ces départements qui recevront, du fait du vote du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, des atteintes particulièrement graves à leur budget. Il ne faut pas que nous apparaissions comme hostiles aux petites communes. C'est pourquoi je me suis résolu à la solution de 500 francs par tête d'habitant.

La taxe locale donne lieu à une répartition aux communes qui varie entre 60, 65 et 70% du produit de la taxe locale dans la commune et 65/70% pour les communes importantes. Voilà une part du produit de la taxe locale. 15% vont, en outre, au budget départemental, et 25% au fonds de péréquation. La grosse partie de ces 25% est attribuée au fonds de péréquation "communes" et le reste au fonds de péréquation "départements". Cela représente 1.300 millions qui vont précisément à ces départements pauvres qui perdraient cette attribution complémentaire si, d'aventure, les ressources du fonds de péréquation étaient asséchées. Si l'on dit : il faut maintenir ces 1.300 millions de francs, il faut que les 15% reviennent aux départements. Si l'on assèche complètement les ressources du fonds de péréquation il est certain que ces 1.300 millions de francs supplémentaires manqueront dans les caisses des départements. Il faut que nous laissions un crédit disponible, car le département, si intéressant soit-il perdrait ses droits et la justice n'y trouverait pas son compte. Il ne faut pas sacrifier les départements, j'ai eu les mêmes préoccupations tout à l'heure, et je crois que c'est une des raisons pour lesquelles le projet devra être retouché.

Si les finances départementales sont dans une situation critique et si les communes sont trop avantagées, on n'aura rien fait, parce que le département supprimera le concours qu'il accorde actuellement aux communes pauvres.

Je réponds à M. Le Basser qui a parlé tout à l'heure de la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de tenir compte

.../...



de certains efforts en vue du logement et des constructions scolaires, qu'en réalité il ne faut peut-être pas être aussi restrictif. Il est possible que, dans certaines communes le projet à venir en priorité soit l'exécution de travaux communaux tels que l'adduction d'eau ou des travaux d'assainissement. Ce n'est pas sur la nature des travaux qu'on doit se baser. Il faut laisser le conseil municipal juger de l'urgence qu'il convient de donner aux travaux, mais il faut tenir compte de la situation financière réelle. C'est pourquoi des critères ont été adoptés sur le nombre des centimes et la valeur du centime démographique départi.

Je crois qu'en s'appuyant sur ces bases qui ne sont pas, du reste, le résultat d'une improvisation mais qui servaient autrefois au calcul du taux des subventions et qui servent encore au ministère de l'Agriculture, on tient compte de votre préoccupation et que c'est la position la plus équitable, la plus normale.

J'arrive à la question d'exécution qui m'a été posée au sujet de l'article 3. Je ne crois pas manquer à la solidarité ministérielle en disant que le Ministère de l'Intérieur a, à ce sujet, la position que vous devinez. J'ai parlé, tout à l'heure, de certaines contradictions que l'on relève dans des délibérations d'associations avec lesquelles nous collaborons d'une façon tout à fait amicale. Mais, en matière d'économies de crédits budgétaires, le Gouvernement se trouve en présence de la situation suivante. On lui impose des économies, le Ministère des Finances vous proposera des économies, je ne sais pas encore lesquelles puisqu'elles n'ont pas été définitivement arrêtées. Je suis obligé de faire une réserve : étant donné les indications fournies par le Parlement, si le Gouvernement reprend l'attitude qu'il avait l'année dernière, il a peu de chances de triompher. Ce serait beaucoup plus facile si la Commission des Finances de l'Assemblée apportait des ressources compensatoires aux 25 milliards d'économies qui sont imposées.

Cela me permet de rejoindre une des observations de M. Marrane. Sortant un peu de mon rôle de ministre de l'Intérieur, je vous dirai que si les communes ont des dépenses particulièrement lourdes à supporter, si elles ont des inquiétudes pour l'équilibre de leur budget, la politique financière suivie depuis trois ans, du fait du redressement de la monnaie, a permis aux budgets communaux la réalisation d'économies sur l'exécution de leurs travaux.

Incontestablement, les maires et les conseils généraux qui ont voté des crédits en 1945, 1946, 1947 pour la réalisation



- 17 -

des travaux publics, ont été contraints du fait de la hausse des prix d'ajouter des suppléments, qui, quelquefois, ont atteint 20, 30% même du montant d'évaluation des travaux. En 1949 et en 1950 nous avons vu le contraire; tous les travaux publics qui ont été mis en chantier, soit par les maires, soit par les conseils généraux, ont été réalisés avec des rabais qui, parfois, ont atteint 35% et qui s'élevèrent en tout cas en moyenne à 25%.

M. de MONTALEMBERT. Pour les gros travaux !

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances. Bien que nous soyons apparemment loin de la politique de défense des intérêts communaux, il me paraît indispensable que nous contribuions à l'équilibre du budget et le Ministère des Finances saura sur quels points il peut faire des économies, si possible ailleurs que sur le dos des communes et des départements.

M. DE LA GONTRIE. Il faudrait que l'Etat fasse des économies

M. LE MINISTRE. La demande que vous faites est celle que j'adresse au Ministre des Finances, et j'espère bien le convertir avant que la loi de finances vienne devant l'Assemblée.

M. Marrane m'a demandé tout à l'heure pourquoi le Gouvernement n'avait pas fait voter le projet sur les finances locales. Ce projet a été déposé; il a été adopté par la Commission de l'Intérieur de l'autre assemblée. Il est venu devant la Commission des Finances il y a déjà plusieurs semaines, et il est apparu qu'un accord pouvait très bien être réalisé et assez vite mais je ne peux pas dire dans combien de temps le rapport de la Commission des Finances sera déposé. Il faut reconnaître que le calendrier parlementaire est particulièrement chargé. Nous nous trouvons en face d'obligations importantes, nous avons été obligés par exemple, de faire voter en priorité le projet de réarmement. Je prends volontiers l'engagement d'insister auprès du rapporteur de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale pour que ce projet vienne en discussion le plus rapidement possible et que nous puissions faire état des dispositions législatives nouvelles qui nécessiteront d'ailleurs de la part du Ministère des Finances des révisions d'assiette, de calculs, pour la perception de l'impôt.

.../...



M. Marrane m'a demandé quelle suite je pensais donner à l'article du projet de loi qui comporte en réalité une résolution. En fait, le Gouvernement doit déposer avant le 1er mars un projet qui établit, je l'espère, d'une façon définitive le régime de la répartition de la taxe locale. M. Marrane voudra bien reconnaître qu'il ne serait pas correct vis-à-vis de l'Assemblée de déposer ce projet au moment où celle-ci va être saisie de la question de la répartition des finances locales, puisque je dois tenir compte des discussions qui vont avoir lieu et des différents points de vue. Je vous demanderai même de modifier la date du 1er mars parce qu'il n'est pas possible que nous préparions d'ici cette date le règlement d'administration publique pour l'application de l'article 2, et que nous travaillions dans le même temps à un projet de modification du régime de la répartition de la taxe locale.

Je crois que j'ai répondu à la plupart des questions qui m'ont été posées.

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances. M. Le Basser a demandé quelle sera l'attitude de la Commission des Finances à l'égard de l'article 3. L'Assemblée Nationale a le droit de prendre des initiatives financières en dehors du budget. Par conséquent, cet article 3 est parfaitement admissible et n'a rien d'inconstitutionnel, ni l'attribution d'une somme, si bien que tel qu'il est, il est constitutionnel mais inopérant.

Si, au contraire, on attend la discussion du budget, bien que le principe soit indiqué ici, comme nous nous trouverons en période de discussion budgétaire, l'Assemblée Nationale n'aura pas le droit d'augmenter les dépenses en matière de budget.

Il y a une autre contradiction. Si on avait indiqué dès aujourd'hui : "au chapitre 5021, on inscrira une somme" c'était parfaitement possible, mais, au moment du budget, on ne pourra pas le faire.

M. RESTAT. J'avais posé la même question à la séance du 9 mars 1950. M. le Secrétaire d'Etat aux Finances me répondit textuellement : (lecture).

Ce qui signifie que, tant que la loi de 1941 n'est pas abrogée, le Gouvernement est dans l'obligation de maintenir les ressources. Je voudrais tout de même qu'on se mette d'accord; la loi n'étant pas abrogée, la réponse qui fut faite le 9 mars 1950 implique l'inscription budgétaire.

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances. C'est une



possibilité, ce n'est pas une obligation.

M. RESTAT. C'est la réponse du Ministre.

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances. On n'a pas abrogé toutes les lois qui fixaient des rémunérations pour certains emplois sous la Révolution, mais ce n'est pas inscrit au budget. Ce n'est pas parce que la loi n'a pas été abrogée que l'on est obligé d'inscrire. C'est une possibilité pour le Ministre, d'inscrire malgré l'opposition du Parlement. Le Parlement ne peut se substituer au Gouvernement au moment de la discussion budgétaire. Si l'on avait dit : "les sommes nécessaires seront inscrites au chapitre 5021, c'était une obligation pour le Ministre de les inscrire, Maintenant, c'est une faculté pour lui.

M. VERDEILLE. Je voudrais souligner en le regrettant le caractère improvisé de cette mesure qui aura comme conséquence, non seulement de bousculer les précisions budgétaires déjà établies mais également de créer des injustices, et d'aller quelquefois à l'encontre du but poursuivi. Je suis certain que tout le monde n'y voit pas très clair dans ce projet, et pour ma part, j'y trouve quelque obscurité.

Cette notion du nombre d'habitants qui intervient et qui intervient à peu près seule, a un caractère vraiment trop arbitraire et trop sommaire. Si nous comparons des communes de même population prises dans un département, nous trouvons déjà des différences importantes; si nous voulons comparer des communes de même population prises dans l'ensemble du pays, les différences seront encore plus importantes.

J'ai l'honneur d'administrer une petite commune de 600 habitants dont la superficie est de 6157 hectares, qui compte 186 kilomètres de chemins. Vous trouverez des communes de même population qui auront infiniment moins de charges que la mienne. J'ai à entretenir 5 églises, 5 écoles, 5 cimetières, 5 presbytère etc...

Je crois vraiment qu'à l'encontre du but poursuivi, les communes les plus misérables seront moins aidées qu'actuellement.

Dans certains départements comme le mien, on a fait un fonds commun pour l'assistance et pour les chemins communaux et ruraux. Les communes pauvres touchent 92% de subventions sur les dépenses de discalité. Cette somme de 300.000 à 400.000 francs, donnée par solidarité par le département à ces petites communes, va venir en déduction de la somme de 500 ou 800 francs par habitant. Cela me paraît particulièrement injuste.



Je crois qu'il faudra chercher un plan de répartition moins sommaire que celui-ci, décentraliser un peu plus, ne pas répartir entièrement de Paris, car les conditions sont extrêmement différentes selon les départements et les communes. A l'échelon départemental, on a fait des études beaucoup plus précises pour la répartition des subventions. Il y aurait lieu de s'inspirer du travail effectué dans nos conseils généraux pour une répartition qui a fait ses preuves, qui a 20, 30, 50 années d'expériences. Il serait peut-être bon d'avoir recours à cet échelon intermédiaire qu'est le département pour adopter, pour assouplir la législation.

M. LE MINISTRE. C'est précisément ce que nous voulons faire avec le fonds de péréquation : donner aux conseils généraux la possibilité de choisir entre certains critères, ce qui leur laisse la liberté de tenir compte de la situation locale pour cette attribution de la subvention. Il est donc très important que l'on maintienne le fonds de péréquation, que les administrateurs du fonds et que les conseils généraux puissent délibérer, pour savoir sur quelle base on répartira les charges locales.

On vient de voir qu'il n'y a plus de fonds de péréquation si l'on prend tout pour répartir suivant la base fixée par la loi. M. Verdeille vient de dire très justement, et je suis d'accord avec lui, qu'on ne tient pas compte ainsi des nécessités locales. Les ressources qui vont au fonds de péréquation seront asséchées si l'on adopte la répartition de 800 francs par tête d'habitant. Le fonds de répartition n'aura plus rien à répartir. Il faut venir en aide aux communes les plus misérables. Je crois qu'il faut admettre la solution de conciliation autour de laquelle j'avais cru rallier les représentants des petites et les représentants des grandes communes. Mon espérance a été déçue. Je demande au Conseil de la République de reprendre la position que j'avais prise à l'Assemblée Nationale, de décider que le fonds de péréquation gardera une dotation lui permettant d'accorder, en plus de la répartition de 500 francs par habitant, un supplément qui ira aux petites communes.

Ce n'est pas la seule objection que je ferai au texte voté par l'Assemblée Nationale. L'article premier, dit que les versements seront effectués trimestriellement par fraction minimum de 200 francs par tête d'habitant. Or, vous ne pouvez pas à la fin d'un trimestre savoir exactement ce qu'il faudra donner aux communes pour que le total atteigne les 800 francs par tête d'habitant, puisque vous n'êtes pas fixé sur le rendement de la taxe.

Les 800 francs par tête d'habitant correspondent à l'ensemble des retenues faites sur le produit de la taxe locale, c'est-à-dire 60%, c'est-à-dire une garantie dans la mesure où elle



a été maintenue. Il faut donc que ce dernier alinéa soit plus simple. Il pourrait être rédigé ainsi : "les versements prévus aux alinéas ci-dessus, seront effectués par fraction trimestrielle", par ce que vous ne pouvez pas donner quelque chose qui dépasse les disponibilités qui sont dans la caisse. Il est bon d'avoir une formule de prudence.

Je ne vois aucun inconvénient, au contraire, à ce que la situation des départements soit fixée dans le trimestre mais je demande qu'elle soit fixée avec la même préoccupation que pour les communes : ne pas assécher le fonds de péréquation. Nous n'allons pas mettre une subvention par tête d'habitant qui enlève des ressources permettant au département de donner une garantie.

M. DUCHET. Je crois aussi que l'amendement de M. de Tinguy du Pouet est extrêmement dangereux parce qu'il supprime le fonds de péréquation, parce qu'il rend la situation de certains départements et de certaines communes infiniment difficile. J'espère d'ailleurs que le Conseil de la République dans sa sagesse va reprendre le texte du Gouvernement. Cependant, je ne me fais pas d'illusions. J'ai beaucoup d'estime pour la Haute Assemblée, mais je ne suis pas très sûr qu'elle nous suive. C'est pourquoi je pose une question à M. le Ministre : quelle serait la situation par exemple d'une commune qui aurait un rendement important de la taxe locale, 4.000 à 5.000 francs par habitant, quelle serait sa situation dans l'avenir, mais aussi, quelle serait sa situation cette année. La IVème République n'admet pas les effets rétroactifs; il faut un règlement d'administration publique. Comment les communes auxquelles on pourrait prélever une certaine somme, équilibreront-elle cette année, et dans les années futures, leur budget ?

M. LE MINISTRE. Je réponds à M. Duchet qu'il y a toujours, en ce qui concerne le rendement d'une taxe quelle qu'elle soit, des incertitudes et que nous devons faire des prévisions les plus raisonnables possibles et même, si nous sommes prudents, les faire au-dessous de ce que nous croyons être la vérité définitive que nous ne connaissons qu'au début de l'exercice suivant. Nous n'avons pas manqué à cette prudence et, dans les indications données aux préfets, il a été prévu que le rendement de la taxe devait être une recette inférieure certainement à la réalité. Dans l'ensemble, je crois que nous avons là un petit volant de sécurité qui fait que si cet article 2 est appliqué dans un esprit pratique et pour ne pas porter atteinte à ce qui a été prévu, dans les communes il n'y aura pas de grosses modifications à apporter aux budgets locaux. C'est la raison pour laquelle certains maires des grandes villes ont accepté cet article. Ainsi, il n'y aura pas de diminution catastrophique dans l'état actuel des choses, compte tenu de la modération



apportée dans les propositions de la Commission des Finances à la Chambre. Par conséquent, je ne crois pas que nous ayons trop d'ennuis.

Ce qu'il faut considérer comme plus sérieux, ce sont les prétentions que l'on a de vouloir faire que la taxe donne un rendement égal par tête d'habitant dans toutes les communes. Si on met 800 francs en supprimant le fonds de péréquation, on portera un coup de hache très grave dans les recettes des collectivités locales. Ce qui est grave aussi, c'est qu'on pourrait généraliser et dire qu'un impôt d'Etat - car la taxe deviendrait un impôt d'Etat - sera institué sur la propriété foncière, par exemple, et réparti dans les mêmes conditions que la taxe locale, ce qui dessaisirait les communes de l'administration.

Ce serait un précédent dangereux. En réalité, ce serait la suppression de la taxe en tant qu'impôt voté pour les collectivités locales. Par conséquent, nous devons apporter dans le règlement d'administration publique une très grande prudence et je ne serais pas fâché que l'Assemblée suive le Gouvernement pour dire qu'il faut se garder d'improvisations qui sont trop hâtives et qui ont pour résultat de compromettre une législation. Je peux bien vous faire cette confidence personnelle. J'ai souvent été le défenseur des petites communes au temps de ma jeunesse, mais, dans les circonstances actuelles, je trouve que ce que l'on nous propose est au point de vue de la bonne administration de ce pays extrêmement dangereux, surtout si l'on généralise et si l'on prend cette pratique de mettre en cause les budgets locaux qui résultent d'une taxe votée au prorata des habitants. Je pense aux villes qui avaient des octrois, etc... C'est pourquoi, je me permets d'insister pour que vous vous orientiez vers la transaction que le Gouvernement a acceptée par la Chambre. Je crois - sur ces prévisions, M. le Directeur, pourra vous donner des précisions - que nous pourrions, si nous voulons faire un pas vers l'autre Assemblée, admettre le chiffre de 600 francs à la rigueur par tête d'habitant.

M. Roger DUCHET. Je vous signale, Monsieur le Ministre, que j'ai été surpris de voir que les maires des grandes villes s'étaient ralliés à certaines taxes qui satisfaisaient les petites communes. J'en ai cherché la raison. La voici : c'est qu'en réalité il n'y a aucun rapport entre le nombre des habitants et l'importance de la taxe.

Il y a des villes moyennes qui ont une taxe très élevée et des grandes villes qui ont une taxe moins forte. A cet égard, je vous citerai le cas de la ville de Beaune et de la ville d'Auxerre. La première a 12.000 habitants; la taxe lui a rapporté 50 millions. La seconde a 23.000 habitants; la taxe lui a



rapporté 70 millions. Le drame n'est pas le même pour le maire de Beaune et pour celui d'Auxerre. La ville de Beaune vit par le vin, pour le vin et il est normal que sa taxe lui rapporte. Dès cette année, je demande vraiment s'il y aura des répercussions fâcheuses dans l'équilibre de son budget.

M. LE MINISTRE. Vous devez avoir la taxe complémentaire de 25 centimes. Celle-là est en dehors du projet.

M. Roger DUCHET. Elle a rapporté 7 millions 500.000 francs (sourires).

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances. Je voudrais m'adresser à la fois à M. le Ministre de l'Intérieur et à certains de mes collègues. Ce n'est pas une observation tenant à l'ensemble du projet. C'est un point de procédure qui paraît important. L'article 2 prévoit une contribution des communes les plus favorisées. Le taux de cette contribution doit être fixé par un règlement d'administration publique pris sur avis conforme de la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale et des Commissions compétentes du Conseil de la République.

J'ai été très heureux de voir M. le Ministre compter dans une certaine mesure sur le Conseil de la République ...

UN COMMISSAIRE. Sur le Sénat.

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances.... Pour ajuster certaines choses qui peuvent être des imperfections de l'Assemblée Nationale. Nous serons très heureux de voir nos commissions mêlées à ce travail, mais il faudrait prévoir des modalités qui leur permettent une certaine efficacité. Ce n'est pas la première fois qu'on voit ce texte. A l'expérience de cinq années, il est totalement inopérant. Du moment qu'il faut un avis conforme des commissions de l'Assemblée Nationale, ou bien nous délibérons avant et nous ne savons pas ce qu'on fera du texte, ou bien, nous délibérons après que l'avis conforme aura été donné et, dans ce cas, ce n'est pas la peine que nous nous réunissions pour délibérer.

Sur le projet, en première lecture, nous faisons des observations dont l'Assemblée tient ou ne tient pas compte. Si le Gouvernement va devant l'Assemblée et trouve des modalités qui conviennent à elle et à lui, il est parfaitement inutile que nous nous réunissions. J'aimerais avoir le sentiment du Gouvernement pour que nous ayons une efficacité, je ne dirai pas totale, mais satisfaisante.

.../...



- 24 -

M. LE MINISTRE. Il m'est difficile de trancher une question de droit constitutionnel à l'occasion de ce budget. Nous essaierons de réaliser l'accord avant que cette affaire ne vienne devant la Commission. J'ai l'intention de constituer une commission dans laquelle j'appellerai certains rapporteurs de commissions compétentes ou les spécialistes de ces questions. Je convoquerai, avec les représentants du Conseil de la République, ceux de l'Assemblée Nationale, pour qu'on puisse aboutir à un accord.

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances. C'est une Commission mixte, Monsieur le Ministre, je vous remercie.

M. Raymond BONNEFOUS. Monsieur le Ministre, vous nous avez dit que si le chiffre de 800 francs était retenu, le fonds de péréquation risquait d'être vidé. Vous nous avez dit, d'autre part, que les départements pauvres avaient reçu ...

M. LE MINISTRE. Recevraient.

M. Raymond BONNEFOUS.... Cette année environ un milliard 300 millions.

Les Présidents de conseils généraux sont d'accord pour reconnaître que le pourcentage est insuffisant, mais il y a un article qui prévoit un supplément de recettes pour le fonds de péréquation. Je voudrais donc savoir si l'apport de l'article 2 restitue une somme suffisante pour qu'on puisse en tenir compte dans la fixation de l'article premier bis.

M. LE DIRECTEUR? Cet article 2 ne précise rien. Quels vont être le prélèvement et la ponction que nous allons opérer, dans lesquels le rendement est supérieur à la moyenne nationale ? Je n'en sais rien. Cela dépendra de la volonté du Parlement. C'est la raison pour laquelle cet article 2 est difficile à mettre sur pied. En tout cas, quel que soit le chiffre dont nous priverons les communes, ce sera un chiffre de recettes sur lequel elles avaient compté. Il faudra qu'il soit assez important pour fournir des recettes et pas trop élevé pour frustrer les communes.

M. LE PRESIDENT de la Commission des Finances. A moins que dans le budget on inscrive de telles sommes que ces communes puissent se rattraper sur la participation des dépenses.

M. LE DIRECTEUR. C'est un autre problème car les communes ont déjà prévu des recettes à parvenir dans leur budget.

M. Jacques MASTEAU. Je reviens à l'article 3. Il est

.../...



- 25 -

écrit que la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général, etc... seront inscrites au chapitre 5021 du budget du Ministère de l'Intérieur et qu'elles ne pourront en aucun cas être prélevées sur les ressources du fonds de péréquation. Je fais l'hypothèse que le texte demeure en cette forme et qu'il soit définitivement voté.

Ce qui lui manque, c'est la somme pour que soit déterminée la participation de l'Etat, mais l'obligation est inscrite. Est-ce que le Ministre des Finances pensera pouvoir satisfaire à la loi en inscrivant chapitre 503 "mémoire" ou chapitre 503 "un franc" ? Lorsque ce texte a été voté, c'est une somme qui devrait correspondre à trois milliards cinq cent millions du dernier crédit, si le texte restait ce qu'il est. Je pense que pour que la volonté du législateur soit respectée, il devrait au moins être inscrit 3 milliards 750 millions. Il y a une voie que nous avons suivie, c'est celle de la lettre rectificative. Le texte n'est pas une satisfaction passagère : il doit être honoré, sinon, je regretterais que l'année dernière nous ayons apporté notre approbation à un prélèvement dépouillant sur l'affirmation qu'il était fait à titre exceptionnel. Je m'adresse donc au responsable du budget du Ministère de l'Intérieur pour que cet article 3 ne reste pas vide de sens.

Et maintenant, un dernier mot. Je prends mon département pour rejoindre certaines observations de mes collègues maires expérimentés en cette matière. Dans la Vienne, il y a deux communes dont l'une reçoit 6.585 francs par tête d'habitant et l'autre 2 francs. Elles sont cependant d'importance sensiblement égale. Pourquoi cela ? L'une a un dépôt de carburant. Ainsi, l'article 4 est un vœu. C'est une sorte de résolution.

M. LE MINISTRE. Je répondrai qu'en ce qui concerne le chapitre 503 et sa dotation, j'ai tout à l'heure indiqué que le Gouvernement devait trouver 25 milliards d'économies. Et que le malheureux ministre du Budget est obligé de faire preuve d'imagination pour trouver ces ressources.

PLUSIEURS COMMISSAIRES. Il en a.

M. LE MINISTRE. Le ministre de l'Intérieur a fait savoir depuis bien longtemps qu'il serait mauvais de prendre un certain nombre de ressources sur le dos des finances locales qui, à l'heure actuelle, connaissent une période difficile.

En ce qui concerne la différence qu'il y a entre les attributions faites aux deux communes voisines dont vous avez parlé, il y a des choses que nous ne ferons pas disparaître et qui, quelquefois sont justifiées. Je vous citerai le cas d'une commune que l'Electricité de France a transformée en pays lacustre. Il y

.../...



a un chantier pour faire un barrage. Or, cette commune n'a pas de services municipaux, ses ressources sont très réduites : elle compte 200 habitants et elle est obligée de faire des dépenses considérables que ne peuvent pas couvrir les centimes locaux qui sont déjà en nombre excessif. Qu'à ce moment là, vous ayez 60% de la taxe locale qui soient perçus au profit de cette commune qui aura, par exemple, à faire des transports de malades dans des conditions déterminées, cela est tout à fait normal. D'ailleurs, ceci correspond à une modification qui fait qu'on ne perçoit plus la taxe locale au siège social de l'entreprise mais au lieu où l'on fait les travaux. Il y a donc là quelquefois une raison très légitime pour que, pendant les travaux, il y ait des recettes supplémentaires encaissées par la commune.

Mais l'article 2 permettra de dire à certaines communes trop avantagées à ce moment : vous devez faire quelque chose et faire un geste de solidarité à l'égard des communes malheureuses. De même, il serait anormal qu'on donne une part importante à des communes "capitalistes" qui ont des revenus considérables. Il y a là un apport fait à l'égard des communes malheureuses; pour ma part, je ne puis faire aucune étude tant que je ne saurai pas quel sera le texte adopté par le Parlement.

Je crois qu'au fond, quand on a le souci de la bonne administration locale, ce que l'on pourrait faire c'est adopter le chiffre de 500 francs. Je me permets d'insister devant la Commission du Sénat et devant les présidents de conseils généraux pour revenir à cette solution. J'insiste pour que vous modifiiez le dernier paragraphe parce qu'on ne peut pas faire donner cette somme sans savoir ce que l'on aura à répartir. Je me suis permis de suggérer un texte plus souple. Je vous demanderai de le retenir et c'est, quant aux départements, une garantie si on leur donne 500 francs.

M. Jacques MASTEAU. Je vous remercie, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de l'idée si nettement dégagée que les économies doivent être recherchées ailleurs.

M. MARRANE. Après les observations de mes collègues, je me borne à enregistrer que M. le Ministre de l'Intérieur ne prend pas l'engagement d'obtenir du Gouvernement que l'article 3 soit appliqué, puisqu'il ne s'engage pas à faire figurer les 3 milliards 500 millions qui devraient y être après la loi du 3 septembre 1941.

M. DUMAS. Ces observations m'en suggèrent une autre. Il s'agit des modalités de cette répartition dans tous les départements. Il y a des circonstances tout à fait particulières que l'administration ne peut pas prévoir. Serait-il possible qu'on puisse laisser au conseil générale le soin de tenir compte de certaines circonstances particulières moyennant que le Préfet ait reconnu que la loi est formelle.

.../...



M. LE MINISTRE. Je vous réponds, M. le Sénateur, que la loi est formelle. Le conseil général ne peut choisir qu'entre les critères adressés par le conseil d'administration du fonds de péréquation. Mais vous avez en cette matière une possibilité très grande de faire modifier le point de vue du fonds national.

Le conseil d'administration du fonds national est constitué par un certain nombre de membres siégeant dans cette assemblée. Le comité national du fonds de péréquation est en rapport avec l'association des conseillers généraux, et l'association des maires. Nous pouvons très bien demander qu'un critère nouveau soit offert à certains conseils généraux. Déjà certaines réalisations ont été faites par le fonds national dans le sens que vous indiquez, puisqu'il y a plusieurs critères délimités dans des conditions que je crois heureuses.

J'ajoute que, pour le fonds de péréquation proprement dit, si toutes choses restaient égales d'ailleurs, il aurait d'autres ressources qui viendraient de la diminution du fonds de garantie. Actuellement, on donne la garantie qui avait été prévue jusqu'à concurrence de 100% pour l'année dernière et de 90% pour cette année. Cette garantie doit disparaître. Ce sont des disponibilités, tirées de la caisse de péréquation, qui nous permettraient de faire l'effort supplémentaire que l'on désire en faveur des collectivités locales.

Que les conseils généraux émettent des vœux à ce sujet pour la modification de ces critères, nous interviendrons alors auprès du centre national.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Abel-Durand.

M. ABEL-DURAND. Je veux apporter moi aussi un exemple très caractéristique, mais dans le sens inverse de celui de M. Verdeille et qui pourtant, tend aux mêmes conclusions.

La petite commune de mon département est la plus intéressante. C'est celle où la taxe locale rapporte, proportionnellement, le plus. Il en résulte que cette commune, par le produit de la taxe locale, a des réserves telles qu'elle n'a pas besoin de centimes additionnels. Il est essentiel que le fonds de péréquation soit le plus largement doté pour permettre de corriger ces inconvénients que M. le Ministre a très bien reconnus.

/...



La réforme des finances locales est faite pour les communes en raison du développement des taxes locales, des taxes indirectes. Le budget des communes à l'heure actuelle est tout à fait différent ce qu'il était en 1938. A l'heure actuelle, les anciennes contributions ne représentent que la plus faible partie des ressources de communes. Qu'on ne parle donc pas, en ce qui concerne les communes, de réforme des finances locales. Elle est faite à l'heure actuelle.

La réforme à faire tend à introduire dans le mode de perception des formes qui les rendent plus supportables. Si la réforme est faite en ce qui concerne les communes, elle n'est pas faite en ce qui concerne les départements qui, eux, sont alimentés presque exclusivement par les anciennes contributions. Les départements sont entrés avant l'Etat lui-même dans la voie de l'aide aux petites communes. Croyez-vous, M. le Président, qu'il est facile de faire abandonner par les maires les avantages que les conseils généraux leur ont accordés auparavant ? On aboutit à cette conséquence qu'on voit le conseil général placé sur la corde raide, comme vous le disiez tout à l'heure vous-même, obligé, pour ne pas avoir un nombre de centimes trop élevé, de réduire la dotation de ses chemins vicinaux, dépendant, que des villes et des communes peuvent, non seulement faire des travaux dont l'utilité est réelle, mais les faire, ce qui est un énorme avantage, avec une partie de leurs impôts sans recourir à l'emprunt.

Je considère la réforme des finances locales comme secondaires. Ce qui me paraît beaucoup plus important, c'est une réforme de l'organisation déterminant exactement quelles sont les charges de la commune et celles du département. La situation actuelle est une situation de désordre qui crée des problèmes délicats. On voit s'opposer des administrateurs communaux et des administrateurs départementaux. Pour ma part, dans mon département, ce sont les difficultés les plus grandes que je puisse avoir.

Puisque l'occasion s'en présente, j'attire votre attention sur ce désordre qui existe à l'heure actuelle dans notre organisation locale. Il y a des empiètements et, de ce fait, il y a des conséquences financières pénibles dont très certainement l'Etat lui-même et les contribuables sont victimes, ainsi que l'intérêt général.

M. LE MINISTRE. Je laisse de côté la réforme des finances



locales dont j'ai dit que nous essayerons d'obtenir, dès qu'elle sera en état, la discussion. Nous pourrions prendre le problème d'une façon plus générale que nous ne le faisons aujourd'hui. Je reste pour l'instant sur le problème en discussion.

M. ABEL-DURAND vient de me donner un argument nouveau pour que j'insiste auprès de vous de façon à ce qu'on n'éponge pas les ressources du fonds de péréquation, non pas seulement pour les raisons que j'ai déjà données, à savoir qu'il y a des communes qui ont des fonds et d'autres qui n'en ont pas, mais aussi parce que la situation des communes est essentiellement variable.

Voici, par exemple, une commune qui n'a pas engagé de travaux. Allez-vous lui dire : vous avez une situation par trop mauvaise, nous vous donnons 800 francs. Si elle engage de gros emprunts, elle a droit à plus et on doit tenir compte des charges nouvelles qui vont être créées. C'est là qu'interviennent les critères qui peuvent faire que l'on adapte la répartition de la taxe locale à la situation réelle des communes, situation qui peut être changée en l'espace de un ou deux ans. Si vous n'avez pas un volant de manoeuvre qui vous permette de tenir compte d'emprunts souvent considérables qui sont contractés par de petites communes, en particulier pour les projets d'adduction d'eau, vous ne faites pas quelque chose d'équitable. Je connais de misérables communes qui, ayant traversé l'année dernière une période de sécheresse pendant laquelle l'alimentation en eau était extrêmement difficile, ont fait des emprunts qui portent sur des millions. La situation de ces communes étant, au point de vue finances, fortement obérée par ces emprunts, si on leur donne, sur le produit de la taxe locale, la même fraction qu'antérieurement, on fait quelque chose qui n'est pas juste. Je me permets d'insister sur ce point.

Je considère que pour l'intérêt des petites communes, les communes pauvres qui ont à réaliser des programmes particulièrement lourds, il faut retenir les projets de conciliation, proposant 500 francs par tête d'habitants, et une aide du fonds en proportion des charges, conformément aux critères établis par le comité national, critères qui, je le répète, peuvent être modifiés eux-mêmes, pour tenir compte de certains facteurs locaux.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Pic.



M. PIC. Je fais partie du comité du fonds national de péréquation et j'ai été très satisfait d'entendre la plupart de nos collègues et vous-même, soutenir la thèse suivant laquelle il faut maintenir le fonds de péréquation. Que ce fonds de péréquation ait donné lieu à des critiques pour les critères qu'il a imposés aux conseils généraux, c'est une question secondaire. Il n'en reste pas moins qu'il est à la base de la solution que vous envisagez avec le projet de loi actuel, quel que soit, d'ailleurs, le taux qui sera finalement retenu, 500, 600 ou 800 francs.

Le problème est celui-ci : il consiste à prendre au fonds de péréquation des sommes pour les attribuer à de petites communes, mais de telle sorte qu'on n'assèche pas complètement les ressources du fonds. La ponction qui sera faite sur un certain nombre de villes et qui est prévue par l'article 2 qui nous est soumis, compensera-t-elle ce que, par ailleurs, à l'article premier, le fonds de péréquation sera obligé de donner en supplément à certaines autres communes ? M. Moatti nous a fait savoir qu'il lui était à l'heure actuelle impossible de répondre à cette question, puisque cela dépend d'un règlement d'administration publique, qui sera pris ultérieurement. Je voudrais pourtant lui demander s'il ne sera pas possible, à titre consultatif, d'appeler à siéger dans cette commission quelques-uns des membres du comité national du fonds de péréquation ?

M. LE MINISTRE. Je suis tout à fait d'accord avec vous sur ce point. J'ai dit, tout à l'heure, que pour le travail préparatoire, j'avais l'intention de réunir une commission consultative. Je ne manquerai pas de faire appel à certains membres du comité du fonds de péréquation.

M. PIC. Je vous remercie, M. le Ministre. Si, par conséquent, ce que le fonds de péréquation recevra de l'article 2 est équivalent à ce qu'il donnera en plus en vertu de l'article premier, il n'y a pas de danger d'assèchement du fonds. Ce danger n'existerait pas non plus si le Parlement avait suivi le vote que le Conseil de la République avait émis l'année dernière, en refusant de changer le pourcentage qui avait été fixé pour la taxe locale. Je sais que vous allez me répondre : ne changez pas, à l'occasion de ce projet de loi,

/...



- 31 -

la répartition telle qu'elle résulte de la loi du 31 décembre 1949 qui a favorisé les communes les plus peuplées, parce que le budget de la ville de Paris est voté et que vous allez soulever des tempêtes dans la capitale, dans les grandes villes, etc... Je réponds à cela que l'année dernière, on a bousculé les pourcentages demandés aux petites communes, et que l'on n'a pas tenu compte des décisions que, pour notre part, nous avions prises, je crois presque à l'unanimité, de façon à remettre en vigueur le taux unique pour toutes les communes. En 1950, le fonds n'aura touché, dans la Seine, que 10% alors que dans l'ancien système, il en touchait 20.

J'ai entendu indiquer que les décisions de l'association des maires de France étaient quelque peu contradictoires. Nous sommes, ici, un certain nombre de collègues à faire partie du comité de l'association des maires de France et je crois pouvoir indiquer à M. le Président Queuille, sur ce point, de la taxe locale, que cette association a toujours pris la même position, à savoir qu'elle réclame le même traitement pour toutes les communes et que c'est, ensuite, au fonds de péréquation à faire la péréquation nécessaire.

Je voudrais dire un mot à l'occasion de l'intervention de notre collègue M. Dumas qui a regretté que les formules applicables par les conseils généraux et imposées par le comité national du fonds de péréquation, conformément à la loi, ne soient pas assez souples. Je me propose, au cours de la prochaine réunion du comité national, d'apporter une suggestion, à savoir qu'on pourrait prévoir parmi les critères arrêtés par le comité national, que le conseil général aurait la faculté de disposer librement d'un certain pourcentage de la part du fonds commun communal, 20 ou 25%, lesquels seraient répartis sous forme de grosses subventions à de petites communes défavorisées, chose qui, je le reconnais volontiers, ne peut pas être faite actuellement.

Je voudrais, enfin, demander à M. le Ministre s'il est disposé à informer les préfets que le vote de cette loi - que beaucoup d'administrateurs communaux attendent - est susceptible de modifier parfois dans des proportions considérables, les budgets primitifs de nos communes. Le maire qui vous parle vous fera l'aveu qu'il n'a pas encore voté son budget de 1951. J'ai suspendu le travail que je faisais sur mon budget dès que l'Assemblée Nationale a eu voté cette loi, car cette loi a, pour une commune de 1.000 habitants, des conséquences considérables. Je voudrais deman-

/...



der à M. le Ministre s'il est disposé à demander aux préfets de bien vouloir ne pas trop harceler, du moins jusqu'au vote de cette loi, les administrateurs locaux, pour qu'ils puissent adapter leur projet de budget primitif avec les dispositions nouvelles qui seront prises.

M. LE MINISTRE. Vous avez fait vous-même la réponse. Ceux qui n'avaient pas voté le budget et qui ont appris par la presse le vote de la nouvelle loi ont attendu. L'exposé que vous venez de faire montre que, pour le règlement d'administration publique, nous aurons des difficultés assez considérables. Il faut qu'il y ait ce travail préparatoire qui permette, peut-être, de rapprocher des points de vues, a fin de ne pas trop perturber la situation présente. Nous réglerons ce problème en rapport avec le fonds national et avec les commissions, de manière à éviter les désaccords qui ne manqueraient pas d'apparaître si de tels contacts n'étaient pas pris.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo HAMON. M. le Ministre propose de ramener la garantie de 800 francs à 500 francs. Mais ce qui sera gagné ainsi par le fonds de péréquation sera sensiblement contrebalancé par la perte des crédits prévus à l'article 3.

M. LE MINISTRE. Vous reconnaîtrez qu'il y a pour le Ministère du budget une situation nouvelle, étant donné les 25 milliards d'économies à trouver. Nous n'avons pas délibéré à ce sujet, mais honnêtement, je suis obligé de vous dire qu'il est probable qu'on me demandera d'apporter pour les 25 milliards, une contribution. Si vous voulez vous pencher sur le budget du Ministère de l'Intérieur et vous demander sur quel chapitre, il est possible de rogner, vous verrez que ce n'est pas sur le budget des subventions aux communes, ni sur le chapitre "police". Où faire ces économies ? C'est un problème auquel, pour l'instant, je ne peux répondre. Mais je veux m'en tenir aux 3.500 millions. On ne peut pas rogner et garder la dotation telle qu'elle est. Je sais que c'est l'habitude de demander des choses qui sont un peu contradictoires.

M. Léo HAMON. Je voudrais dire qu'en ce qui concerne l'article 2, 4e alinéa, je ne comprends pas sa rédaction. Il y est question du nombre des habitants du département dans

/...



lequel la taxe est instituée. Comme il s'agit de la taxe obligatoire, j'avoue que je ne comprends pas ce que cela veut dire.

M. LE DIRECTEUR de l'Administration Générale. C'est une mauvaise rédaction, vous avez parfaitement raison.

M. Léo HAMON. Concernant l'assujettissement ou le non assujettissement à la taxe des établissements commerciaux et industriels des communes, vous avez bien voulu donner l'indication qu'une conférence ministérielle était parvenue à un certain accord. Je voudrais vous demander s'il est bien entendu que, dorénavant, il n'y aura pas assujettissement à la taxe dont nous délibérons aujourd'hui, des établissements subventionnés par les communes.

M. LE MINISTRE. Je vous promets d'étudier ce problème en accord avec les finances.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Maroger.

M. MAROGER. Je voudrais rappeler qu'au fond, la taxe locale désavantage les départements. Si les communes ont trouvé dans la taxe locale une aide substantielle pour l'établissement de leur budget, il n'en est pas de même pour les départements. Une commune moyenne touche 800 francs par habitant. Compte-tenu de la répartition, cela va représenter, dans cette commune - dont je vous dirai que je suis le maire - dans le budget de cette commune, trois fois plus de recettes que le produit des centimes. Dans une autre commune, ce sera l'inverse, la taxe locale représentera à peine le tiers du produit des centimes.

Nous souhaitons que dans la réforme, on prenne en considération la situation des départements. Le point qui résulte de ce qu'on nous a dit tout à l'heure, c'est que cette taxe locale n'est pas parfaite. Elle donne lieu à des abus de perception. Certaines communes ont trop, d'autres pas assez.

Croyez-vous qu'il est raisonnable de bouleverser l'équilibre financier des communes pour l'exercice 1951 ? Le Gouvernement avait pris l'initiative de présenter dans sa loi de finances un texte qui avait la sagesse de prévoir qu'il ne s'appliquerait qu'en 1952. Est-il possible d'obtenir qu'on revienne à cette règle ? Car finalement vous nous proposez une solution transactionnelle qui va consister à faire un arrangement sans que nous sachions ce que cela donnera.

Maintenant que nous sommes saisis de cette question, ne serait-il pas plus sage de chercher, avec le concours du Gouvernement, dans les conditions que vous avez indiquées, l'a-

/...



mélioration de ce système en disant : ce sera pour 1952.

M. LE MINISTRE. Je crois qu'il n'y a pas une grande divergence entre le point de vue exprimé par M. Maroger et celui que j'ai soutenu à l'Assemblée Nationale.

M. MAROGER. C'est avant le 1er février que doivent être élaborés les budgets communaux. Mais, étant donné que la loi n'est pas encore votée, envisagez-vous de donner un délai supplémentaire aux communes et lequel ?

M. LE MINISTRE. Il m'est difficile de spéculer sur l'avenir des travaux parlementaires. Que voulez-vous que je prévoie ? Je ne suis pas le législatif. Je donne au moment des discussions le point de vue du Gouvernement, mais je ne sais pas finalement ce qui sortira des débats en cours. Il m'est difficile de dire à des communes : ne votez pas votre budget.

Actuellement, on a laissé tout de même un certain volant. Je peux même dire que le maire que je suis a voté son budget il y a seulement quatre ou cinq jours. Je me suis arrangé pour faire des prévisions budgétaires qui peuvent être rattrapées dans un sens ou dans l'autre au moment du vote du budget supplémentaire.

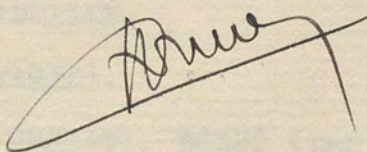
M. LE PRESIDENT. Personne ne demande plus la parole ?

Nous avons je crois épuisé l'ordre du jour de la séance de ce matin.

Je tiens à vous remercier, M. le Ministre, au nom de la Commission tout entière, des explications si pertinentes que vous avez bien voulu fournir aux différentes questions qui vous ont été posées par MM. les commissaires.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,





CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et  
Communale, Algérie)

-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. CORNU, Président

-O-O-O-O-O-O-

Séance du Jeudi 1er Février 1951

-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 10 Heures

-oOo-

Présents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD,  
MM. DUMAS, Léo HAMON, LE BASSER, LODEON, MARRANE, RUPIED,  
SARRIEN, SYMPHOR, VERDEILLE.

Délégué : M. RUPIED (de M. SCHWARTZ).

Suppléés : MM. BORGEAUD (par M. RESTAT), BOZZI (par M. PIC),  
MUSCATELLI (par M. CHAPALAIN),  
SISBANE Chérif (par M. GADOIN), SOLDANI (par M. DARMANTHE),  
VAUTHIER (par M. CLERC), ZUSSY (par M. RADIUS).

Absents : MM. FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN, ROGIER,  
VALLE.

-oOo-

..../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. LE BASSER sur le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif à la taxe locale.
- II - Rapport de M. ROGIER sur le projet de loi (n° 882, année 1950) tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 Février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail.
- III - Nomination de rapporteurs pour :
- a) la proposition de résolution (n° 826, année 1950) de M. CORNU, tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le Bureau de l'Assemblée Nationale un projet de loi instituant l'incompatibilité entre toute fonction d'autorité ou d'enseignement public et l'appartenance au parti communiste ;
  - b) le projet de loi (n° 1, année 1951) modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie.
  - c) le projet de loi (n° 2, année 1951) tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs ;
  - d) la proposition de résolution (n° 31, année 1951) de Mme Eboué, tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux sinistrés de Pigeon en Guadeloupe.

-oOo-

COMPTE-RENDU

M. CORNU, Président, ouvre la séance et donne la parole à M. LE BASSER, Rapporteur.

../..



- 3 -

M. LE RAPPORTEUR donne lecture de la partie de son rapport consacrée à l'historique de la taxe locale.

1°) La taxe sur les ventes au détail. -

La taxe locale additionnelle sur le chiffre d'affaires a son origine dans une loi du 6 novembre 1941 qui avait permis à certaines communes d'instituer une taxe locale additionnelle à la taxe d'Etat sur les transactions et qui frappait les ventes au détail, les opérations d'entreprises de travaux, les locations et prestations de services.

Limitée, à l'origine, aux villes de plus de 50.000 habitants, ayant déjà recours à certaines taxes (taxes sur les spectacles au tarif maximum, taxe additionnelle sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et de fonds de commerce, taxe sur le gaz et l'électricité au taux de 4 % au moins), la faculté d'instituer la taxe locale sur les ventes au détail et prestations de services fut ensuite étendue par la loi de finances du 31 décembre 1942, d'une part, dans les conditions de fiscalité prévues par la loi du 6 novembre 1941, aux communes sans octroi de plus de 30.000 habitants et aux communes de banlieue également sans octroi faisant partie des mêmes agglomérations que ces dernières ; d'autre part, aux communes qui suppriment leur octroi quel que soit, par ailleurs, le chiffre de leur population.

La loi n° 27 du 27 Janvier 1944, portant modification et codification des textes relatifs aux taxes sur le chiffre d'affaires, permit l'institution de la taxe locale :

1 - aux communes de plus de 10.000 habitants et aux communes de banlieue faisant partie des mêmes agglomérations que celles-ci sous réserve qu'elles aient déjà recours à la taxe sur les spectacles au tarif maximum et à la taxe sur le gaz et l'électricité au taux de 4 % au moins, cette dernière taxe pouvant être instituée, dans ce cas, nonobstant toutes dispositions contractuelles contraires susceptibles de figurer dans les traités de concessions ;

2 - aux communes, quel que soit le chiffre de leur population, qui, ayant un octroi, décidaient de le supprimer.

Les taux auxquels la taxe pouvait être perçue et qui, en aucun cas, ne devaient être inférieurs à 0,10 %, variaient suivant les communes.

../..



- 4 -

Pour les communes de plus de 10.000 habitants ou faisant partie d'une même agglomération qu'une ville de plus de 10.000 habitants, qui remplissaient les conditions de fiscalité exigées par la loi du 27 janvier 1944, le taux de la taxe ne pouvait être supérieur à :

- 1°) 0,10 %, réserve faite des droits acquis lorsque ces collectivités conservaient leur octroi ;
- 2°) 0,50 %, lorsqu'elles n'avaient pas d'octroi.

Pour les communes qui supprimaient leur octroi, le taux de la taxe ne pouvait être supérieur à 0,75 %. Toutefois, des arrêtés des Secrétaires d'Etat à l'Intérieur et aux Finances, pouvaient autoriser ces collectivités à percevoir la taxe à un taux supérieur à 0,75 % sans qu'il pût excéder 1%.

Ce maximum fut porté à 1,50 % par l'ordonnance du 30 décembre 1944.

En outre, l'ordonnance précitée du 30 décembre 1944 prévoyait la perception d'une surtaxe locale exceptionnelle frappant les établissements servant des boissons à consommer sur place et les restaurants des catégories supérieures. Les taux de cette surtaxe étaient égaux à la moitié des taux de la taxe sur les transactions perçue sur ces établissements à des taux majorés (10 ou 18 %) au profit de l'Etat.

L'expérience devait révéler que les communes qui avaient supprimé leur octroi avant le 1er janvier 1943 avaient des besoins aussi impérieux que les communes qui supprimaient leur octroi en vue de bénéficier de la taxe locale ; il a paru souhaitable d'accorder à toutes les communes ayant supprimé leur octroi, quelle que fût la date de cette suppression, la possibilité d'instituer la taxe locale au taux maximum de 1,50 %. Tel fut l'objet de l'ordonnance du 2 mars 1945.

Mais jusqu'alors, le nombre des villes susceptibles d'instituer la taxe locale était resté très limité, alors que le relèvement des traitements et salaires, la hausse des prix et la reprise des travaux ne manquaient pas d'accroître considérablement les charges de toutes les collectivités.

.../...



C'est dans ces conditions qu'intervient l'ordonnance du 4 mai 1945, qui permet à toutes les communes d'instituer la taxe locale sans remplir les conditions antérieurement exigées de population et de fiscalité.

Cette ordonnance maintenait à 0,10 % le maximum pouvant être perçu dans les villes conservant leur octroi. Elle rendait, par contre, applicable à toutes les communes n'ayant pas d'octroi - y compris celles qui n'en avaient jamais possédé - le maximum de 1,50 % qui était jusqu'ici réservé aux communes ayant supprimé leur octroi.

Subsidiairement, la surtaxe locale applicable aux recettes des établissements vendant à consommer sur place passibles de la taxe sur les transactions à des taux majorés était incorporée à la taxe locale dont elle constituait désormais les taux majorés. Elle était, de ce fait, rendue facultative comme la taxe locale elle-même .

Les avantages procurés aux communes par la taxe locale furent tels que cette imposition s'est rapidement généralisée et qu'il ne subsistait plus, en Juillet 1948, que trois communes ayant maintenu leur octroi.

Mais, malgré les nombreuses modifications apportées au régime de la taxe locale, cette imposition n'était perçue jusqu'au 1er janvier 1948 que sur les ventes au détail, les opérations d'entreprises de travaux, les locations et prestations de services.

Si l'application de l'assiette était facile pour ces trois dernières activités, il en était différemment pour les ventes au détail. Il était difficile de fixer un critérium précis de la vente au détail ; tantôt on se référait à la qualité du vendeur, le détaillant livrant directement au consommateur, tantôt la notion du prix était retenue, le prix de détail s'opposant au prix de gros, tantôt intervenaient les quantités vendues, ou quantités variant suivant la nature des marchandises ; la qualité de l'acheteur, commerçant ou particulier, s'imposait aussi. En définitive, on aboutissait à des décisions variables, complexes et souvent contestables.

D'autre part, les départements dont les charges avaient pourtant autant augmenté que celles des communes, étaient jusqu'alors écartés de la faculté d'instituer une taxe sur les ventes.



- 6 -

2°) La taxe sur les ventes à la consommation -

La loi du 22 décembre 1947 étendit le champ d'application de la taxe locale à toutes les ventes à la consommation y compris les ventes en gros.

D'autre part, ce texte portait de 1,50 à 1,75 % le taux maximum de la taxe pouvant être instituée par les communes et permettait aux départements d'instituer une taxe au taux unique de 0,25 % frappant les mêmes opérations que la taxe communale.

La taxe sur les ventes à la consommation et les prestations de services a été appliquée au cours de l'année 1948. Cette taxe frappait non seulement les ventes au détail, mais celles effectuées à toute personne qui s'abstient de revendre les marchandises et les consomme pour ses propres besoins. Les notions de quantité ou de prix n'étaient plus prises en considération, non plus que la qualité du vendeur.

L'assiette de la taxe était assez large et elle évitait les difficultés que comportait la définition de la vente au détail. Elle permettait aux communes industrielles, sur le territoire desquelles se trouvent des établissements producteurs vendant directement à la consommation, de bénéficier de ressources importantes.

Mais cette taxe faisait peser une charge excessive sur les prestataires de services qui payaient d'abord la taxe locale sur les marchandises qu'ils utilisaient puisqu'ils les "consommaient", puis acquittaient à nouveau la taxe locale sur leurs recettes de prestataires de services. D'où un poids réel de la taxe qui était de l'ordre de 3 à 4 %.

De plus, l'impôt grevait lourdement les prix de revient industriels.

Enfin, la taxe aboutissait à une répartition inéquitable de l'impôt. Certaines communes qui se trouvaient au lieu du siège social d'établissements effectuant des ventes importantes à la consommation se trouvaient très favorisées. C'est ainsi que la seule ville de Douai, en sa qualité de siège des Comptoirs de vente des charbons des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, a encaissé en 1948, sur les seules

../..



ventes de charbon, 92.278 Francs, soit à ce titre, 2.636 Francs par habitant. D'autres communes, au contraire, sur le territoire desquelles avaient lieu la consommation elle-même, n'en encaissaient aucune recette.

Cette situation était une source de difficultés considérables. Elle a conduit, par la loi du 16 juin 1948, à prévoir un système suspensif de la taxe locale qui permit de reporter la charge de l'impôt sur l'acheteur du bien consommé lorsqu'il est industriel et de faire bénéficier ainsi de la taxe, la commune de consommation. Toutefois, ce résultat n'était pas entièrement atteint, lorsque le siège social de l'entreprise consommatrice ne se trouvait pas au même endroit que l'usine ou l'établissement consommateur lui-même.

### 3°) La taxe actuelle -

a) Assiette . - Pour ces diverses raisons, il n'a pas paru possible de laisser subsister ce régime d'imposition.

Le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale a, dans son article 250, modifié profondément le régime de la taxe locale en étendant son champ d'application à toutes les opérations soumises à la taxe sur les transactions et en prévoyant la perception à un taux uniforme de 1,50 % dans toutes les communes.

Toutefois, pour conserver dans toute la mesure possible à la taxe son caractère d'impôt sur la consommation locale et pour éviter une incidence trop lourde sur les prix, les affaires donnant lieu au paiement de la taxe à la production ont été exemptées de la taxe locale bien qu'elles soient passibles de la taxe sur les transactions.

Par ailleurs, et comme dans le passé, les importations, les achats effectués par des commerçants auprès des personnes non assujetties à la taxe sur les transactions et les travaux de façon effectués pour le compte de producteurs fiscaux demeurent exonérés de la taxe locale.

Ainsi, la nouvelle taxe dite "en cascade" frappe toutes les ventes effectuées par des non-producteurs fiscaux.



- 8 -

Dès son entrée en vigueur, elle a fait l'objet de certaines critiques que l'on peut résumer ainsi :

1°) Elle frappe plus lourdement les produits agricoles que les produits industriels, le nombre d'intermédiaires étant généralement plus élevé pour les premiers.

2°) Elle crée des inégalités dans les circuits commerciaux différents qui peuvent exister à l'intérieur d'une même profession, ce qui est susceptible de fausser les conditions de la concurrence et de favoriser les entreprises intégrées.

Toutefois, la loi du 31 juillet 1949 a réduit des inconvénients en réduisant de 50 % le taux de la taxe locale pour les grossistes qui revendent à d'autres grossistes ou à des détaillants des produits de la terre achetés à des agriculteurs et en instituant un taux majoré de 2,70 % pour les affaires réalisées par les entreprises "intégrées".

b) Répartition. - L'article 251 du décret du 9 décembre 1948 prévoyait que le produit de la taxe locale était attribué à concurrence de :

15 % au département du lieu de recouvrement ;  
60 % aux communes du lieu de recouvrement ;  
25 % à un fonds national de péréquation.

Dans le département de la Seine, ces pourcentages étaient de :

15 % au département ;  
75 % aux communes ;  
10 % au fonds national de péréquation.

Ce régime spécial était motivé par le fait que, dans la Seine, la taxe locale était perçue, antérieurement au décret du 9 décembre 1948, à un taux plus élevé que dans le reste du territoire.

La loi du 31 décembre 1949 a modifié comme suit ces pourcentages :

- Villes de moins de 10.000 habitants :  
60 % aux communes ;  
25 % au fonds de péréquation.

../..



- 9 -

- Villes de 10.000 à 100.000 habitants :  
65 % aux communes ;  
20 % au fonds.
- Villes de plus de 100.000 habitants et stations classées :  
70 % aux communes ;  
15 % au fonds.
- Département de la Seine :  
75 % aux communes ;  
10 % au fonds.

La part des départements est restée, fixée dans tous les cas, à 15 %.

En outre, les communes ont été autorisées à percevoir à leur profit exclusif une surtaxe de 0,25 % au maximum.

Voilà donc l'état actuel de la question.

M. LE BASSER expose ensuite l'économie du projet de loi soumis à l'examen de la Commission.

Etant donné l'heure tardive, la suite du débat est reportée à la semaine prochaine.

o

o o

M. CORNU est ensuite nommé rapporteur de sa proposition de résolution (n° 826, année 1950) tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale un projet de loi instituant l'incomptabilité entre toute fonction d'autorité ou d'enseignement public et l'appartenance au parti communiste.

o

o o

../..



- 10 -

M. VALLE est nommé rapporteur du projet de loi (n° 1, année 1951) modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie.

°

° °

M. DUMAS est nommé rapporteur du projet de loi (n° 2, année 1951) tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs.

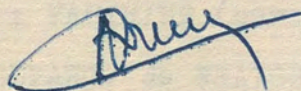
°

° °

M. LODEON est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 31, année 1951) de Mme Eboué, tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux sinistrés de Pigeon en Guadeloupe.

La séance est levée à 12 Heures 45.

Le Président,





CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE \_\_\_\_\_

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----  
Présidence de M. CORNU, Président

-----  
Séance du jeudi 8 février 1951

-----  
La séance est ouverte à 10 heures

Présents : MM. CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS, FRANCK CHANTE  
Léo HAMON, de LA GONTRIE, LE BASSER, LIONEL-PELERIN,  
LODEON, MARRANE, RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ, SYMPHOR,  
VALLE, VERDEILLE, ZUSSY.

Excusé : M. ROGIER

Suppléés : MM. ASSAILLIT (par M. DESCOMPS) ; BORGEAUD (par M. RES-  
TAT) ; BOZZI (par M. LAFFORGUE) ; MUSCATELLI (par  
M. RADIUS) ; Sisbane Chérif (par M. POUGET) ;  
SOLDANI (de M. PIC) ; VAUTHIER (par M. CLERC).

Absents : MM. BONNEFOUS, FOUQUES DUPARC, de FRAISSINETTE, de LA-  
CHOMETTE.

-----  
/...



Ordre du Jour

- I - Suite du rapport de M. Le Basser sur le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif à la taxe locale.
- II - Rapport de M. Rogier sur le projet de loi (n° 882, année 1950) tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail.
- III - Rapport de M. Cornu sur sa proposition de résolution (n° 826, année 1950) tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le Bureau de l'Assemblée Nationale un projet de loi instituant l'incompatibilité entre toute fonction d'autorité ou d'enseignement public et l'appartenance au parti communiste.

-----

## Compte-rendu

LE PRESIDENT M. CORNU ouvre la séance et donne la parole à M. Le Basser, rapporteur.

M. LE BASSER expose l'historique de la taxe locale et rappelle les déclarations faites devant la Commission par le Ministre de l'Intérieur, lors de sa récente audition.

A propos du prélèvement, sur le Fonds de péréquation, des sommes destinées à payer les subventions pour dépenses d'intérêt général, M. Réveillaud fait remarquer que, pour 1950, le Ministre du Budget n'a pu réussir dans son dessein, car au 31.12.50, le Fonds n'avait plus de disponibilités.

Il craint, toutefois, que le Ministre ne fasse main basse sur les rentrées postérieures au I.I.1951, mais relevant toujours de l'exercice 1950.

M. LE BASSER déclare qu'il vérifiera si les craintes de M. Réveillaud sont fondées.

Il aborde, ensuite, l'examen de l'article premier du pro-



- 3 -

jet de loi. Il exprime la conviction que le Fonds de péréquation pourra supporter la garantie de 800 francs par tête d'habitant votée par l'Assemblée Nationale.

Par mesure de précaution, cependant, il voudrait que la garantie accordée aux communes, soit variable. Elle pourrait osciller entre 600 et 800 francs, selon les disponibilités de Fonds.

M. VERDEILLE propose que les sommes disponibles du Fonds soient réparties de deux façons. La moitié en serait répartie selon le système de la garantie par tête d'habitant. L'autre moitié serait répartie entre les communes, selon les critères en vigueur actuellement et fixés par le Fonds lui-même.

M. REVEILLAUD, juge cette façon de procéder irréalisable en pratique.

M. CHAMPEIX préférerait à la solution du rapporteur celle de l'Assemblée Nationale : garantie fixée à 800 francs par tête d'habitant.

M. PIC apporte quelques précisions chiffrées dans le débat.

On escompte pour 1951 un rendement de la taxe égal à 115 milliards.

Sur cette somme le Fonds de péréquation recevra 20 milliards.

Quatorze milliards lui seraient nécessaires pour la garantie des recettes si les règles valables en 1950 s'appliquaient. En fait, 12,5 milliards suffiront.

Il restera donc 8 milliards environ.

Pour assurer aux communes une garantie de 500 francs, il faudrait 4 milliards pour une garantie de 800 francs, 9 milliards et demi seraient nécessaires.

On sait, d'autre part, que les recettes de 1948 ne seront plus, cette année, garanties qu'à 90% de leur montant.

/...



- 4 -

Ceci entraînera une recette de 1 milliard 5, environ, au Fonds de péréquation. Cette plus value sera moins importante que ne le prévoyait M. Marrane lors de la séance précédente.

En effet, les 10% de réduction ne porteront pas sur l'ensemble des recettes garanties, mais sur l'allocation destinée à assurer cette garantie.

M. MARRANE conteste, vivement, ce raisonnement. Le fonds bénéficiera, selon lui, d'une plus value supérieure à 10% de l'allocation. En effet, soit une commune, qui en 1950 a perçu 90 millions de recettes au titre de la taxe locale.

La hausse des prix, au moins égale à 5%, portera cette recette à 95 millions environ. Donc la garantie des recettes ne portera que sur 5 milliards et non sur 10 milliards.

Finalement, le Président met aux voix l'adoption du chiffre de 800 francs de garantie par tête d'habitant.

Le chiffre est adopté par 15 voix contre 5.

M. PIC souligne, en le déplorant, que l'adoption de la garantie par tête d'habitant revient à supprimer, purement et simplement, le fonds, car l'attribution de la garantie est calculée automatiquement.

Une longue discussion s'ouvre, ensuite, sur une modification que le rapporteur propose d'ajouter au dernier alinéa de l'article.

Cet alinéa est ainsi rédigé :

"Les versements prévus aux alinéas ci-dessus seront effectués trimestriellement, par fractions, d'un minimum de 200 francs par habitant".

La rédaction de cet alinéa devrait s'arrêter après le mot : "trimestriellement".

Il est, en effet, évident que le versement ne pourra être effectué par fractions d'un minimum de 200 francs, puisqu'il faudra tenir compte de la différence entre la somme provenant de l'attribution directe et la somme provenant de la nouvelle attribution qui sera compensatrice.

/...



- 5 -

Finalement, la proposition du rapporteur est adoptée à mains levées.

Il propose, ensuite, l'adjonction d'un alinéa nouveau ainsi rédigé ;

"En tout état de cause, les départements devront recevoir pour l'exercice 1951, une somme d'un montant au moins égal à l'attribution qui devait leur être allouée par le Fonds de péréquation pour l'année 1951."

En effet, la situation des départements mérite d'être prise en considération au même titre que celle des communes. Une attribution de 500 francs par habitant entraînerait une dépense de 4 milliards. La disposition prévue dans le nouveau texte assurera aux départements une garantie de recettes égale à celle qu'ils recevraient du Fonds si la législation n'était pas modifiée.

M. CHAMPEIX souligne, dans la discussion qui suit, que certains maires profitent du rendement de la nouvelle fiscalité indirecte pour diminuer leurs centimes.

Il y a là une solution de paresse qui ne saurait être tolérée. La Commission devrait inviter le Ministre de l'Intérieur à mettre en garde les Préfets contre ces pratiques, en les chargeant de vérifier strictement les budgets des maires se trouvant dans cette situation.

La suggestion de M. Champeix est adoptée.

La modification de M. Le Basser, également.

L'article premier, ainsi modifié, est adopté.

Etant donné l'heure tardive, la suite de l'examen du projet de loi est renvoyée à une séance ultérieure.

"  
" "

Le rapport de M. Rogier sur le projet de loi (n° 882, année 1950) tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collec-

/...



I. 8.2.51.

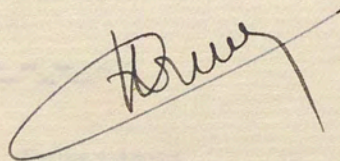
- 6 -

tifs de travail, est adopté sans débat.

Le texte de l'Assemblée Nationale est adopté sans modification.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,

A handwritten signature, likely of the President, written in dark ink. The signature is stylized and appears to be 'Rue' or similar, enclosed within a large, sweeping oval flourish.



CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. CORNU, Président

1ère séance du jeudi 15 février 1951

La séance est ouverte à 10 heures

Présents : MM. BONNEFOUS, BORGEAUD, CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD,  
MM. DUMAS, Léo HAMON, de LACHOMETTE, LE BASSER,  
LODEON, MARRANE, SARRIEN, SYMPHOR, VALLE, VERDEILLE,  
ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BOZZI, ROGIER.

Suppléant : M. PIC, de M. SOLDANI.

Absents : MM. FOUQUES DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE, de  
LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN, MUSCAPELLI, RUPIED,  
SCHWARTZ, Sisbane CHERIF, VAUTHIER.

/...



- 2 -

## Ordre du Jour

-----

- I - Suite de l'examen du rapport de M. Le Basser sur le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.
- II - Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 51, année 1951) portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et à l'Algérie et au domaine public national.

-----

## Compte-rendu

Le Président M. CORNU ouvre la séance et donne la parole à M. Le Basser.

M. LE BASSER rappelle que l'Assemblée Nationale vient d'adopter le chapitre 5020 du Budget du Ministère de l'Intérieur avec la dotation initiale de trois milliards 790 millions.

Il en est ainsi décidé.

Pour l'article 4 la date du 1er mars, indiquée dans le texte de l'Assemblée Nationale, ne peut être maintenue, car le Gouvernement n'aura pas le temps de préparer, d'ici là, un projet de loi, réformant le régime de la taxe locale.

De plus, il ne faut pas se borner, une fois de plus, à modifier "par la bande" une matière si importante.

Il faut que le projet de loi comporte une réforme complète de la taxe ainsi que l'octroi d'un minimum de recettes garanti à chaque commune.

La Commission approuve son rapporteur.

L'article 4 est adopté sous la forme suivante :

"Le Gouvernement devra déposer avant le 1er juillet 1951 un projet de loi portant révision d'ensemble des modalités de ré-

/...



- 2 -

## Ordre du Jour

-----

- I - Suite de l'examen du rapport de M. Le Basser sur le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.
- II - Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 51, année 1951) portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et à l'Algérie et au domaine public national.

-----

## Compte-rendu

Le Président M. CORNU ouvre la séance et donne la parole à M. Le Basser.

M. LE BASSER rappelle que l'Assemblée Nationale vient d'adopter le chapitre 5020 du Budget du Ministère de l'Intérieur avec la dotation initiale de trois milliards 790 millions.

Il en est ainsi décidé.

Pour l'article 4 la date du 1er mars, indiquée dans le texte de l'Assemblée Nationale, ne peut être maintenue, car le Gouvernement n'aura pas le temps de préparer, d'ici là, un projet de loi, réformant le régime de la taxe locale.

De plus, il ne faut pas se borner, une fois de plus, à modifier "par la bande" une matière si importante.

Il faut que le projet de loi comporte une réforme complète de la taxe ainsi que l'octroi d'un minimum de recettes garanti à chaque commune.

La Commission approuve son rapporteur.

L'article 4 est adopté sous la forme suivante :

"Le Gouvernement devra déposer avant le 1er juillet 1951 un projet de loi portant révision d'ensemble des modalités de ré-

/...



- 3 -

partition de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires avec un minimum garanti par commune".

Sur l'article 2, M. LE BASSER observe qu'il y a lieu, d'abord, de déterminer la date de son application. 1951 ou 1952 ?

Il préférerait, personnellement, 1952.

M. DUMAS pense, lui, que l'application la plus rapprochée serait la meilleure. Il faut, en effet, que le Fonds dispose encore d'une certaine masse de manoeuvre lorsqu'il aura versé la garantie aux communes. Cette masse servant à pallier la nouvelle injustice ainsi commise.

M. HAMON estime que cet article 2 est absolument extravagant. Il n'est aucunement lié à l'idée d'un déficit à combler, le prélèvement fait sur les grandes villes pourra donc être déterminé au gré de l'administration.

DE toutes façons le budget des communes importantes sera bouleversé.

Cet article doit être disjoint.

M. CHAMPEIX estime que les dispositions de cet article sont injustes. Le principe de la garantie de base est faux ; tout système qui reposera sur lui sera faux également. Ceci dit, il faut que les grandes villes, qui ont bénéficié d'avantages appréciables en 1950, fassent un effort de solidarité envers les petites communes deshéritées.

M. PIC d'accord avec M. Le Basser estime que les dispositions de l'article 2 sont insuffisamment précises.

Il faut prélever quelque chose sur les grandes villes mais veiller à ne pas commettre d'injustice, car il se peut très bien que certaines villes de plus de 10.000 habitants aient des rentrées de recettes réduites, par rapport à leur nombre d'habitants alors que de petites communes sont dans la situation inverse.

On pourrait donc préciser que pour être touchées par le prélèvement les grandes villes devraient :

- avoir un quotient local supérieur au quotient national ;
- qu'elles aient perçu, en perception directe, une plus value en 1951 par rapport à 1950.

M. LE BASSER regrette que l'on s'oriente vers une solution

/...



- 4 -

entrant dans le détail des mesures à prendre. Le Parlement doit voter des principes clairement énoncés. C'est à l'administration de les appliquer.

M. MARRANE insiste sur le devoir de solidarité des grandes communes à l'égard des petites.

Il propose que l'on maintienne les deux premiers alinéas de l'article 2 et qu'on y ajoute les dispositions suivantes :

"Les communes bénéficiant d'une attribution supérieure à 60%, ainsi que celles bénéficiant en 1951 d'une attribution supérieure au quotient moyen national, ne percevront que 50% de la plus value supplémentaire résultant du rendement de la taxe en 1951 par rapport à 1950 et les 50% restant, seront attribués au Fonds de Péréquation.

"La plus value attribuée aux communes sinistrées à, au moins 30%, ne subira aucune retenue supplémentaire".

M. Pic établit qu'il faut dans la rédaction de cet article répondre à trois questions :

1°) - la plus value du rendement de la taxe sera-t-elle seule frappée ?

2°) - le sera-t-elle à concurrence de 50% ?

3°) - qui fixera le taux de ce prélèvement ?

M. MARRANE est d'accord sur ces principes, mais il faudra également préciser quel taux le prélèvement ne saurait dépasser car il ne faut pas laisser les maires des grandes villes dans l'incertitude.

M. PIC approuve cette observation et présente le texte suivant :

"Article 2.

"L'article 1577 du Code Général des Impôts est complété par un paragraphe 5 ainsi conçu :

"5 - En sus des attributions directes, dont il a été doté au paragraphe 2, le Fonds National de péréquation recevra, pour l'année 1951, une contribution des communes les plus favorisées.

"Cette contribution sera calculée comme suit :

/...



"Il sera déterminé un quotient moyen national de la taxe locale et un quotient local d'après des bases administratives identiques.

"La plus-value du rendement, en perception directe, de la taxe locale de 1951 par rapport à 1950, à percevoir par les communes de plus de dix mille habitants et par les communes de moins de 10.000 habitants dont le quotient local a dépassé en 1950 le quotient national, sera l'objet, au profit du Fonds National de Péréquation à concurrence d'un maximum de 50% d'une contribution fixée par arrêté du Ministre de l'Intérieur après avis du Comité du Fonds de péréquation".

"Le taux de ce prélèvement sera réduit de moitié pour les communes sinistrées à plus de 30%."

Le texte de M. Pic est adopté à mains levées. Après une vive protestation de M. Léo HAMON qui observe que, non seulement, les petites communes auront obtenu la garantie de 800 francs par tête d'habitant, mais encore un prélèvement sur les grandes villes.

Il est, ensuite, décidé qu'une autre séance sera tenue le soir même à 17 heures pour mettre, définitivement, au point les textes adoptés. Une autre séance pourrait être tenue le mardi 20 pour étudier la situation propre au département de la Seine.

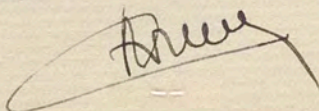
( )

M. ROGIER est, ensuite, nommé rapporteur du projet de loi (n° 51, année 1951) portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et à l'Algérie et au domaine public national.

( )

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,





PARIS, LE \_\_\_\_\_

Suite de l'examen du rapport de M. LE BASSER sur  
le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif aux modalités  
de répartition du produit de la taxe locale additionnelle  
aux taxes sur le chiffre d'affaires.

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale  
et Communale, Algérie)

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Présidence de M. CORNU, Président

-o-o-o-o-o-o-o-o-

2me Séance du Jeudi 15 Février 1951

-o-o-o-

La séance est ouverte à 17 Heures

-oOo-

Présents : M. CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS, LE BASSER, RUPIED.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BOZZI, LODEON, ROGIER.

Suppléants: MM. PIC (de M. SOLDANI)  
POUGET (de M. VALLE).

Absents : MM. BONNEFOUS, BORGEAUD, CHAMPEIX, FOUQUES-DUPARC,  
de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE, Léo HAMON,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN,  
MARRANE, MUSCATELLI, SARRIEN, SCHWARTZ, Chérif  
SISBANE, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

-oOo-

..//..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Suite de l'examen du rapport de M. LE BASSER sur le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

-oOo-

COMPTE-RENDU

Le Président, M. CORNU, ouvre la séance.

M. LE BASSER demande que le projet de loi soit adopté définitivement dans la forme suivante :

Article premier

"Il est ajouté à l'article 1577 du Code Général des Impôts un paragraphe 1 bis ainsi conçu :

"1 bis - Lorsque la somme attribuée à la commune en application du paragraphe précédent est inférieure, au cours d'une année, à 800 Francs par habitant, elle est complétée à concurrence de cette somme par prélèvement sur le produit de la taxe locale non attribué en application du paragraphe qui précède.

"Toutefois, lorsque la moyenne du revenu brut du patrimoine, à l'exclusion du revenu des immeubles bâtis, a atteint ou dépassé 100 Francs par habitant au cours des trois derniers exercices, la moitié du revenu brut en excédent sera déduite de la somme à allouer en vertu de l'alinéa qui précède.

"Les versements prévus aux alinéas ci-dessus seront effectués trimestriellement.

"En tout état de cause, les départements devront recevoir pour l'exercice 1951 une somme d'un montant au moins égal à l'attribution qui devait leur être allouée par le

../..



- 3 -

Fonds de péréquation pour l'année 1951 suivant les critères établis par son Comité".

### Article 2

L'article 1577 du Code Général des impôts est complété par un paragraphe 5 ainsi conçu :

"5 - En sus des attributions directes, dont il a été doté au paragraphe 2, le Fonds national de péréquation recevra, pour l'année 1951, une contribution des communes les plus favorisées.

"Cette contribution sera calculée comme suit :

"Il sera déterminé un quotient moyen national de la taxe locale et un quotient local sur des bases administratives comparables.

"La plus-value du rendement, en perception directe, de la taxe locale de 1951 par rapport à 1950, à percevoir par les communes de plus de dix mille habitants, et par les communes de moins de dix mille habitants dont le quotient local a dépassé en 1950 le quotient national, sera l'objet, au profit du Fonds National de péréquation, à concurrence d'un maximum de 50 %, d'une contribution fixée par arrêté du Ministre de l'Intérieur après avis du Comité du Fonds de péréquation".

"Le taux de ce prélèvement sera réduit de moitié pour les communes sinistrées à plus de 30 %".

### Article 3

Les sommes nécessaires à l'attribution aux collectivités locales, y compris celles des départements d'outre-mer, de la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général supportées par celles-ci, conformément aux lois en vigueur, seront inscrites au chapitre 5020 du budget du Ministère de l'Intérieur et ne pourront en aucun cas être prélevées sur les ressources du Fonds de péréquation alimenté par la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

### Article 4

Le Gouvernement devra déposer avant le 1er juillet 1951 un projet de loi portant révision d'ensemble des modalités de répartition de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires avec un minimum garanti par commune.

..//..



- 4 -

Article 5

La présente loi aura effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951!

Il en est ainsi décidé.

La séance prévue pour le mardi 20 est annulée, étant entendu que les élus de Paris présenteront leurs suggestions sous forme d'amendements en séance publique.

o

o o

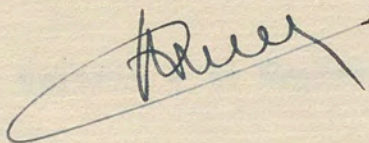
M. CORNU demande ensuite à la Commission de le mandater pour intervenir dans la discussion du projet de loi (n° 89, année 1951) concernant la réorganisation du Conseil économique.

Il réclamera la représentation des Maires de France au sein du Conseil.

Il en est ainsi décidé.

La séance a lieu à 17 Heures 30

Le Président,





PARIS, LE \_\_\_\_\_

I - Examen du projet de loi (n° 800, année 1950) relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électorales.

II - Rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 2, année 1951) tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 Octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares.

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et Communale,

Algérie).

-o-o-o-o-o-o-o-o-

Présidence de M. CORNU, Président

-o-o-o-o-o-

1ère Séance du Jeudi 22 Février 1951

-o-o-

La séance est ouverte à 11 Heures

-oOo-

Présents : MM. BONNEFOUS, CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS, Léo HAMON, LE BASSER, LODEON, MARRANE, ROGIER, RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI, SYMPHOR, VALLE, VERDEILLE, ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX.

Suppléants : MM. de GRACIA (de M. MUSCATELLI),  
POUGET (de M. BORGEAUD),  
TAMZALI (de M. Chérif SISBANE).

Absents : MM. FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN, SARRIEN,  
VAUTHIER.

-oOo-



- 2 -

## ORDRE DU JOUR

-----

- I - Examen du projet de loi (n° 800, année 1950) relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives.
- II - Rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 2, année 1951) tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 Octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs.
- III - Examen de la proposition de résolution (n° 788, année 1950) de M. HELINE, tendant à inviter le Gouvernement à décider que la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 soit célébrée le 8 mai de chaque année.
- IV - Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 104, année 1951) tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.
- V - Rapport de M. VALLE sur le projet de loi (n° 1, année 1951) modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 août 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie.

-oOo-

## COMPTE-RENDU

-----

Le Président, M. CORNU ouvre la séance.

°

° °

La Commission adopte le rapport de M. SCHWARTZ sur le projet de loi (n° 800, année 1950) relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives.

../..



- 3 -

Le rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 2, année 1951) tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 Octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs, est adopté à l'unanimité.

°

° °

Le rapport de M. VALLE sur le projet de loi (n° 1, année 1951) modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 Août 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, est également adopté sans débat.

°

° °

M. SYMPHOR est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 104, année 1951) tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Ses conclusions tendant à l'adoption sans modification du texte de l'Assemblée Nationale sont adoptées immédiatement.

°

° °

Par 7 voix contre 2, la Commission décide ensuite de ne pas examiner la proposition de résolution (n° 788, année 1950) de M. HELINE, tendant à inviter le Gouvernement à

../..



- 4 -

décider que la commémoration de l'armistice du 8 Mai 1945 soit célébrée le 8 mai de chaque année.

°

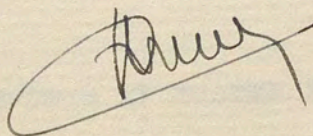
°   °

La Commission aborde ensuite l'examen des amendements au projet de loi relatif à la réforme de la taxe locale . Etant donné les difficultés soulevées par l'amendement n° 22 de M. MARRANE, relatif au régime de la taxe dans le département de la Seine, il est décidé qu'une réunion des élus parisiens sera provoquée par le rapporteur, en vue de réaliser un accord sur ce point.

Il est décidé qu'une séance sera tenue ultérieurement dans la soirée afin de continuer l'examen des amendements.

La séance est levée à 13 Heures.

Le Président,





PARIS, LE \_\_\_\_\_

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=

Présidence de M. CORNU, Président

O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O

2ème séance du jeudi 22 février 1951

=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O=O

La séance est ouverte à 15 heures 30

=O=O=O=O=O=

Présents : MM. BONNEFOUS, BORGEAUD, CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS,  
Léo HAMON, de LACHOMETTE, de La GONTRIE, Le BASSER,  
MARRANE, ROGIER, RUPIED, SCHWARTZ, ZUSSY.

Excusés : MM. BOZZI, SOLDANI.

Suppléants : MM. BARRET (de M. ASSAILLIT), BERTAUD (de M. FOUQUES-  
DUPARC), DEBU-BRIDEL (de M. LIONEL-PELERIN), GADOIN  
(de M. LODEON), de GAULLE (de M. MUSCATELLI), PIC  
(de M. CHAMPEIX), POUGET (de M. SISBANE), RESTAT  
(de M. SARRIEN).

Absents : MM. de FRAISSINETTE, FRACCK-CHANTE, SYMPHOR, VALLE,  
VAUTHIER, VERDEILLE.



ORDRE DU JOUR

- Examen des amendements déposés sur le projet de loi (n° 28, année 1951) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

=O=O=O=O=O=O=O=

COMPTE RENDU

LE PRESIDENT, M. CORNU, ouvre la séance.

La Commission poursuit l'examen des amendements au projet de loi (n° 28, année 1951) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Elle décide de donner son accord aux amendements :

|        |          |     |            |
|--------|----------|-----|------------|
| N°s 17 | présenté | par | M. PIC     |
| 3      | "        | "   | M. MASTEAU |
| 21     | "        | "   | M. MARRANE |
| 18     | "        | "   | M. PIC     |
| 30     | "        | "   | M. MASTEAU |
| 24     | "        | "   | M. POUGET  |
| 19     | "        | "   | M. PIC     |
| 20     | "        | "   | M. PIC     |

Elle décide, par contre, de rejeter les amendements :

.../...



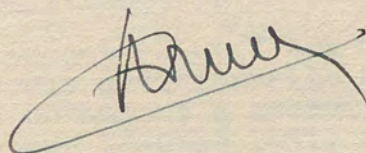
|     |    |          |     |             |
|-----|----|----------|-----|-------------|
| N°s | 14 | présenté | par | M. HOUCKE   |
|     | 23 | "        | "   | M. DIETHELM |
|     | 10 | "        | "   | M. MAUPOIL  |
|     | 13 | "        | "   | M. POUGET   |
|     | 25 | "        | "   | M. BERTAUD  |
|     | 4  | "        | "   | M. MASTEAU  |
|     | 5  | "        | "   | M. MASTEAU  |
|     | 1  | "        | "   | M. PINTON   |
|     | 11 | "        | "   | M. VARLOT   |
|     | 27 | "        | "   | M. ROUBERT  |
|     | 2  | "        | "   | M. PINTON   |

(Voir le texte des amendements en annexe).

La Commission décide enfin de laisser le Conseil de la République seul juge de l'adoption ou du rejet de l'amendement n° 22 de M. Marrane concernant le département de la Seine.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Président,





N° 1  
19 janvier 1951  
-----

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951  
-----

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (N° 28 - Année 1951)  
-----

A M E N D E M E N T

Présenté par :

MM. PINTON et LASSAGNE -  
-----

Article 2

Dans le texte proposé pour le nouveau paragraphe 5 de l'article 1577  
du Code général des impôts, au premier alinéa,  
remplacer le millésime : "1951"  
par : "1952".

EXPOSE des MOTIFS

Les dispositions du projet relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, qui tendent notamment à accroître la dotation du fonds national de péréquation, pour l'année 1951, par une contribution des communes les plus favorisées, se révèlent particulièrement inopportunes à l'époque où les budgets communaux sont votés ou à la veille de l'être.

En frappant les communes dont le quotient local est supérieur au quotient moyen national, d'une contribution fixée à des taux progressifs, qui ne sont même pas déterminés, on tient en suspens l'exécution même des budgets communaux, les administrateurs des communes étant laissés dans l'incertitude sur la quotité réelle des ressources dont ils pourront disposer pour l'année 1951.



N° 2

Conseil de la République  
année 1951

9 Janvier 1951

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28, année 1951)

## AMENDEMENT

Présenté

par MM. PINTON et LASSAGNE

## Article 2

Après l'avant-dernier alinéa de cet article, insérer les dispositions suivantes :

"Toutefois cette contribution ne sera pas exigée des communes dans lesquelles le produit de la taxe locale correspondra à un coefficient égal ou inférieur à 40 % de l'ensemble des dépenses supportées par la commune."

## EXPOSE DES MOTIFS :

Au cours des débats qui se sont déroulés à l'Assemblée Nationale, on a pu constater l'état d'inégalités criantes dans la répartition du fonds national de répartition.

Il convient d'observer que, par suite de circonstances économiques diverses : transfert d'établissements industriels, installation de chantiers pour l'exécution de travaux publics ou privés, des communes peuvent être plus favorisées que d'autres dans la perception de la taxe locale.

Au surplus les besoins des communes ne sont pas les mêmes.

Il convient aussi de considérer la situation des communes qui, par leur situation géographique, ont des ressources provenant des exploitations forestières et demandent à leurs habitants moins d'impositions et de taxes ou redevances d'usage.

Par contre, les communes importantes ont à faire face, avec des ressources qui tendent de plus en plus à se stabiliser, à des charges qui ne cessent de s'accroître malgré la vigilance de leurs administrateurs qui doivent, pour ne pas aggraver la fiscalité locale, adapter les dépenses aux recettes.

Il en résulte une restriction des dépenses extraordinaires dont certaines s'avèrent cependant indispensables.

....



N° 3  
21 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. Jacques MASTEAU  
au nom de la Commission des Finances

=====

Article Premier

- a) Faire précéder le début de cet article de la numérotation "I"
- b) Remplacer le dernier alinéa par un paragraphe II ainsi conçu :

II - En tout état de cause, les départements devront recevoir du Fonds national de péréquation, pour l'exercice 1951, une somme au moins égale à 1350 millions de francs.



N° 4

Conseil de la République  
année 1951  
-----

21 Février 1951

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
---

## A M E N D E M E N T

Présenté

par M. Jacques MASTEAU  
au nom de la Commission des Finances  
--

## Article 2

Dans le 1er alinéa du texte proposé pour constituer le § 5 de l'article 1577 du Code général des impôts, remplacer les mots :

"pour l'année 1951"

par les mots : "chaque année".



N° 5

21 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
---

## A M E N D E M E N T

Présenté

par M. Jacques MASTEAU

au nom de la Commission des Finances  
---

## Article additionnel 2 bis (nouveau)

Ajouter après l'article 2 un article additionnel 2 bis (nouveau) reprenant les deux derniers alinéas de l'article 2 proposé par la Commission, ainsi modifiés :

"A titre exceptionnel pour l'année 1951 et par dérogation aux dispositions de l'article 2 qui précède, la plus-value du rendement, en perception directe, de la taxe locale de 1951 par rapport à 1950, à percevoir par les communes de plus de dix mille habitants, et par les communes de moins de dix mille habitants dont le quotient local a dépassé en 1950 le quotient national, sera l'objet, au profit du Fonds national de péréquation, à concurrence d'un maximum de 50 %, d'une contribution fixée par arrêté du Ministre de l'Intérieur après avis du comité du fonds de péréquation.

"Le taux de ce prélèvement sera réduit de moitié pour les communes sinistrées à plus de 30 %."



N° 6  
21 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. Jacques MASTEAU  
au nom de la Commission des Finances

=====

Article 3

A la quatrième et à la cinquième lignes de cet article,  
remplacer les mots :

" seront inscrites au chapitre 5020 du Budget du  
Ministère de l'Intérieur et ne pourront en aucun cas  
être prélevées "

par les mots :

" ne seront en aucun cas prélevées". )



N° 7  
21 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. Jacques PASTEAU  
au nom de la Commission des Finances

=====

Article 4

- a) A la deuxième ligne, après les mots :  
" des modalités de répartition"  
ajouter les mots :  
" aux communes".
- b) A la fin de l'article, supprimer les mots :  
" par commune ".



N° 8

Conseil de la République  
année 1951  
-----

21 Février 1951

## PROJET DE LOI

DU  
REPARTITION/PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113 - année 1951)

## A M E N D E M E N T

Présenté

par M. Jacques MASTEAU  
au nom de la Commission des Finances

## Article 5

Compléter cet article par les mots suivants :

"à l'exception de l'article 2 qui prendra effet du 1er  
janvier 1952".



N° 3

11 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
-----

## A M E N D E M E N T

Présenté

par M. Jacques MASTEAU  
au nom de la Commission des Finances  
-----

## Article 2

A partir du 4ème alinéa, rédiger comme suit la fin de cet article :

"Il sera déterminé un quotient moyen national de la taxe locale et un quotient local sur des bases administratives comparables qui seront fixées par un règlement d'administration publique, après avis du comité du fonds de péréquation.

"Les communes dont le quotient local sera supérieur au quotient moyen national seront frappées, au profit du fonds national de péréquation, d'une contribution fixée à des taux progressifs selon l'importance de la différence entre le quotient local et le quotient national.

"Les taux et modalités de cette contribution seront fixés par le règlement d'administration publique prévu ci-dessus.

"Le taux de ce prélèvement sera réduit de moitié pour les communes sinistrées à plus de 30 %."



N° 10  
22 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

P ROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. M. VARLOT, MAUP OIL, REYNOUARD et FRANCK-CHANTE

-----

Article 1er

Dans le texte proposé p our le paragraphe 1er bis de l'article 1577 du Code général des Impôts, rédiger ainsi le second alinéa :

"Toutefois lorsque la moyenne du revenu net imposable à la contribution foncière des propriétés non bâties du patrimoine immobilier de la commune aura atteint ou dépassé cent francs par habitant au cours des trois années précédentes, la moitié du revenu net en excédent sera déduite de la somme à allouer en vertu de l'alinéa qui précède.

Exposé des motifs

La notion de revenu brut du patrimoine communal est une notion imprécise et variable qui provoquera des interprétations et des discussions qu'il convient d'éviter. Elle est pour l'avenir un critère dangereux puisque fonction d'un revenu qu'il suffira de réduire pour que la loi ne joue pas. La notion de revenu net telle qu'elle découle des articles 1402 à 1406 du Code général des Impôts évitera ces inconvénients.



N° 11  
22 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

AMENDEMENT

présenté

par MM. VARLOE et MAUPOIL

-----

Article 2

Dans le texte proposé pour la paragraphe 5 de l'article 1577 du Code général des Impôts, au quatrième alinéa, deuxième ligne, supprimer les mots :

" à percevoir par les communes de plus de dix mille habitants, et par les communes de moins de dix mille habitants dont le quotient local a dépassé en 1950 le quotient national".

EXPOSE DES MOTIFS

La discrimination envisagée entre les communes ayant une population supérieure ou inférieure à 10.000 habitants réussit, une fois de plus, à créer des inégalités entre les communes de diverses importances et risque de pénaliser les petites communes et les communes rurales qui ne reçoivent déjà que 60% de la taxe perçue sur leur territoire, alors que les taux de 65 et 70% s'appliquent aux communes de 10 à 100.000 habitants et de plus de 100.000 habitants.

Il est injuste que la contribution demandée aux communes favorisées en faveur du fonds national de péréquation soit fonction du nombre des habitants car les charges pour créer un gros mouvement d'affaires sont proportionnellement aussi élevées dans les petites communes que dans les grandes; il est immoral de pénaliser plus une commune de 9.000 habitants qu'une commune de 11.000.



N° 12  
22 Février 1951

686

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. Max MATHIEU, Robert GRAVIER, Georges HAIRE et Charles BARRET

-----

Article 2

Remplacer le dernier alinéa du texte proposé pour constituer le paragraphe 5 de l'article 1577 du Code général des Impôts par les deux alinéas suivants :

" Le taux de ce prélèvement sera réduit progressivement, pour les communes sinistrées, suivant le coefficient de destruction.

" Ce prélèvement sera réduit du quart pour les communes dont le coefficient de destruction est compris entre 15% et 30%, de moitié pour un coefficient compris entre 30% et 45%, des trois quarts pour un coefficient compris entre 45% et 60%, et nul pour un coefficient dépassant 60%."



N° 13  
22 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

AMENDEMENT

présenté

par M. POUGET

-----

Article Premier

Compléter cet article par un nouvel alinéa ainsi conçu :

" En tout état de cause, il sera, par priorité, prélevé sur le Fonds de péréquation, avant la garantie de recettes, le montant nécessaire pour assurer aux communes déshéritées l'attribution déjà faite en 1950".



N° 14 rectifié

23 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
-----

A M E N D E M E N T

Présenté

par M. Jules HOUCHE  
--

Article additionnel A (nouveau)

Avant l'article 1er, insérer un article additionnel A (nouveau)  
ainsi conçu :

"Les 2ème, 3ème et 4ème alinéas du § 1 de l'article 1577  
du Code général des impôts sont remplacés par les dispositions sui-  
vantes :

"60 pour 100 à la commune,

"15 pour 100 au département".



N° 15

22 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
-----

## A M E N D E M E N T

Présenté

par M. Léo HAMON  
-----

## Article additionnel 2 ter (nouveau)

Insérer un article additionnel 2 ter (nouveau) ainsi conçu :

"I - L'article 271 du Code Général des Impôts est complété par le paragraphe suivant :

23°) Les affaires réalisées par les départements, par les communes et par leurs régies.

II - L'article 290 du Code Général des Impôts est complété par le paragraphe suivant :

15°) Les affaires réalisées par les départements, par les communes et par leurs régies."



N° 16  
22 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. Léo HAMON

=====

Article additionnel 2 Quater (nouveau)

Insérer un article additionnel 2 quater (nouveau) ainsi conçu :

"Il est ajouté au Code général des  
Impôts un article 1577 bis ainsi conçu :

Le chiffre de la population des communes est déterminé par référence aux résultats du dernier recensement auquel il a été procédé.

Néanmoins,

1°/ dans les communes où un programme de constructions d'habitations à bon marché ou à loyer modéré dûment approuvé est en cours d'exécution, la population est majorée tous les ans d'un chiffre fixé par arrêté préfectoral au vu des déclarations de logements mis en location souscrites par l'Office d'habitation;

2°/ dans les cas, autres que ceux régis par le paragraphe précédent, où le dernier recensement accuse, par rapport aux précédents, une augmentation de population de plus de 20 %, le chiffre de la population est calculé en ajoutant chaque année une majoration forfaitaire égale à l'augmentation annuelle moyenne de population qu'a fait ressortir le précédent recensement".



22 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
--

## A M E N D E M E N T

Présenté

par MM. PIC, DENVERS et  
les membres du groupe Socialiste  
---

## Article Premier

Au 1er alinéa du texte proposé pour le § 1er bis de l'article 1577 du  
Code général des Impôts, à la 2ème ligne, remplacer les mots :

"est inférieure, au cours d'une année"

par les mots :

"aura été inférieure, pour l'exercice précédent".



N ° 18  
22 Février 1951

692

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. PIC, DENVERS  
et les membres du groupe socialiste.

=====

ARTICLE 2

Au troisième alinéa du texte proposé pour le § 5  
de l'article 1577 du Code Général des Impôts, après les mots :

" Il sera déterminé"

insérer les mots :

" sur les résultats de l'exercice précédent".

(le reste sans changement)



N° 19 rectifié

23 février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
-----

A M E N D E M E N T

Présenté

par M. PIC, DENVER

et les membres du groupe socialiste  
-----

Article 2

Avant le dernier alinéa de l'article 2, insérer un alinéa nouveau  
ainsi rédigé :

"Les communes dont le quotient local est supérieur au  
quotient national et dont la perception directe en 1950 a été  
supérieure aux rentes garanties majorées de 10 % au sens de la  
loi du 31 décembre 1949, pourront être l'objet d'une contribution  
supplémentaire fixée dans les mêmes conditions que la contribution  
prévue au paragraphe ci-dessus."



N° 20  
22 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

=====

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE  
(n° 28 et 113, année 1951)

=====

A M E N D E M E N T

présenté

par M. PIOT, DENVERS  
et les membres du groupe socialiste.

-----

ARTICLE 2

Compléter cet article par un nouvel alinéa ainsi conçu :

" L'arrêté prévu ci-dessus devra être pris avant  
le 1er Août 1951 ".



N° 21

22 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

PARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113 , année 1951)

---

## AMENDEMENT

Présenté

par MM. MARRANE et Henri BARRE

--

## Article premier

Compléter le texte proposé pour constituer le § 1 bis de l'article 1577  
du Code général des Impôts par un nouvel alinéa ainsi conçu :

"Les dispositions de l'article 290 du décret n° 48-1986 du 9  
décembre 1948, portant réforme fiscale, sont prorogées pour l'année  
1951 en faveur des communes dont la première attribution définitive  
est inférieure à 60 %."



N° 22

Conseil de la République  
année 1951

22 février 1951

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)

## A M E N D E M E N T

Présenté

par MM. MARRANE et Henri BARRE

## Article additionnel 2 bis A (nouveau)

Ajouter un article additionnel 2 bis A (nouveau) ainsi conçu :

"L'article 1577 du Code Général des impôts est complété par un paragraphe 6 ainsi conçu :

"6 - Les fonds spéciaux du département de la Seine, institués par les lois des 31 Décembre 1942 et 2 Juillet 1943 concernant la répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, sont supprimés.

"Les communes de la Seine conserveront à titre définitif 50 % du produit de la taxe perçue sur leur territoire.

"Il est institué dans le département de la Seine, un Fonds unique départemental de péréquation concernant la répartition de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires en remplacement des deux Fonds départementaux institués par les lois des 31 décembre 1942 et 2 Juillet 1943.

"Le Fonds unique départemental de péréquation de la Seine sera alimenté par :

"- une contribution de la Ville de Paris s'élevant à 7 % de la taxe perçue sur son territoire ;

"- une contribution des communes suburbaines égale à 25 % du produit de la taxe perçue sur leur territoire.

"La répartition du Fonds s'effectuera entre les communes suivant des modalités fixées par un Comité départemental de péréquation.

"Pour l'année 1951, les attributions accordées aux communes en sus de leur garantie de recettes de l'exercice 1948, ne pourra être réduite de plus de 1/10

"Le comité de péréquation visé ci-dessus sera composé en majorité par des élus de la Seine : Conseillers généraux et Maires des communes suburbaines.

"Un décret interviendra pour déterminer :

"- la composition de ce Comité ;

"- les modalités de désignation des membres et de fonctionnement du Comité.

"Toutes dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées."



N° 23

22 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, A nnee 1951)  
-----

## A M E N D E M E N T

Présenté

par MM. DIETHELM, BOLIFRAUD et LOISON  
--

## Article additionnel B (nouveau)

Avant l'article 1er, insérer un article additionnel B (nouveau) ainsi conçu :

"Le premier paragraphe de l'article 1577 du Code général des impôts  
est complété comme suit :

"Le même pourcentage de 75 % est applicable aux communes du département de Seine et Oise, comprises dans un périmètre qui sera fixé par décret, après avis du Comité du Fonds de péréquation".



N° 24

22 février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
-- --

AMENDEMENT

Présenté

par MM. POUGET, ROUBERT, de MENDITTE, DUBOIS, de GRACIA  
et REYNOUARD  
--

Article 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

"Pour le calcul du quotient local il sera tenu compte dans les  
stations classées de la moyenne arithmétique entre la population  
sédentaire et la population flottante."



N° 25

22 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)  
---

## A R R E N D E M E N T

Présenté

par MM. BERTAUD et JACQUES DESTREE  
---

## Article Premier

Compléter comme suit cet article :

"Il est assuré aux communes de la Seine excepté Paris  
par le fonds commun spécial n° 1 créé par la loi du 31 août 1942,  
par priorité avant toute autre répartition, une somme égale à  
50 % du montant des taxes perçues sur leur territoire."



N° 26 rectifié

22 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

PROJET DE LOI

RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)

-----  
A M E N D E M E N T

Présenté

par MM. BERTAUD, JACQUES DESTREE et Mme DEVAUD

--  
Article 4

Compléter comme suit cet article :

"Ce projet de loi devra notamment prévoir une refonte complète des modalités actuellement en vigueur pour la répartition entre les communes de la Seine, hormis Paris, de la part communale de façon à leur assurer 50 % au moins du produit des taxes perçues sur leur territoire."



N° 27

22 Février 1951

Conseil de la République  
année 1951  
-----

## PROJET DE LOI

REPARTITION DE LA TAXE LOCALE ADDITIONNELLE ( n° 28 et 113 , Année 1951 )  
-----

## A M E N D E M E N T

Présenté

par MM. ROUBERT et PIC  
-----

## Article 2

Avant le dernier alinéa de cet article, insérer un nouvel alinéa ainsi conçu :

"Pour le calcul du quotient local ainsi que pour le versement des sommes attribuées aux communes par application de l'article 1er, le comité du Fonds de péréquation ne sera pas tenu par les chiffres du recensement de 1946 et pourra s'entourer de tous renseignements utiles pour la fixation du chiffre de la population."



N° 28

23 Février 1951

Conseil de la République

année 1951

-----

## PROJET DE LOI

RÉSTITUTION DU PRODUIT DE LA TAXE LOCALE (n° 28 et 113, année 1951)

-----

S O U S A M E N D E M E N T

à l'amendement de M. Léo HAMON n° 16

Présenté

par M. DUPIC, Mme Yvonne DUMONT

et les membres du groupe communiste

-----

Article additionnel 2 quater (nouveau)

Compléter comme suit l'alinéa 1° du texte proposé par l'amendement de M. Léo HAMON :

"Cette disposition s'étendra également aux communes sinistrées, dont la reconstitution des dommages immobiliers a entraîné une augmentation de la population résultant de la reconstruction."



N° 31  
23 Février 1951

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE  
Année 1951

-----

PROJET DE LOI

TAXE LOCATIVE  
(n° 28 et 113 - année 1951)

-----

A M E N D E M E N T

présenté

par M. Jacques MASTEAU  
au nom de la Commission des Finances

-----

ARTICLE 2

Compléter cet article par les dispositions suivantes :

" Pour les exercices ultérieurs, les communes dont le quotient local sera supérieur au quotient moyen national seront frappées, au profit du fonds national de péréquation, d'une contribution fixée à des taux progressifs selon l'importance de la différence entre le quotient local et le quotient national.

" Les taux et modalités de cette contribution seront fixés par le règlement d'administration publique prévu ci-dessus.

" Le taux de ce prélèvement sera réduit de moitié pour les communes sinistrées à plus de 30 %".



ORDRE DU JOUR

PARIS, LE \_\_\_\_\_

Rapports de M. ROZIER sur :

1<sup>o</sup>) la proposition de loi (n° 51, année 1951) modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national ;

2<sup>o</sup>) la proposition de résolution (n° 423, année 1950)

INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE  
ET COMMUNALE, ALGERIE)

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. CORNU, Président

-O-O-O-O-O-O-O-

Séance du Jeudi 1er Mars 1951

-O-O-

La séance est ouverte à 11 Heures

-oOo-

Présents : MM. ASSAILLIT, CHAMPEIX, CORNU, François DUMAS,  
LE BASSER, LIONEL-PELERIN, LODEON, MARRANE,  
MUSCATELLI, ROGIER, RUPIED, SCHWARTZ, SYMPHOR, Jules  
VALLE, VERDEILLE.

Excusés : MM. BOZZI, Léo HAMON.

Absents : MM. Raymond BONNEFOUS, BORGEAUD, Mme DEVAUD,  
MM. FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, SARRIEN, Chérif  
SISBANE, SOLDANI, VAUTHIER, ZUSSY.

-oOo-

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR  
-----

Rapports de M. ROGIER sur :

- 1°) la proposition de loi (n° 51, année 1951) modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national ;
- 2°) la proposition de résolution (n° 425, année 1950) de M. CORNU, tendant à inviter le Gouvernement à abroger la disposition illégale de l'arrêté du 16 mars 1949 concernant le paiement des émoluments aux secrétaires des Conseils de Prud'hommes.

-oOo-

COMPTE-RENDU  
-----

Le Président, M. CORNU, ouvre la séance.

La Commission adopte le rapport de M. ROGIER sur la proposition de loi (n° 51, année 1951) adoptée par l'Assemblée Nationale, portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national.

Le texte voté par l'Assemblée Nationale est adopté sans modification.

M. ROGIER présente ensuite son rapport sur la proposition de résolution (n° 425, année 1950) tendant à inviter le Gouvernement à abroger la disposition illégale de l'arrêté du 16 Mars 1949 concernant le paiement des émoluments aux secrétaires des Conseils de Prud'hommes.

Ses conclusions tendant à l'adoption de la proposition de résolution sont adoptées à l'unanimité.

../..



- 3 -

M. LE BASSER est ensuite désigné pour étudier le budget du Ministère de l'Intérieur qui vient d'être adopté par l'Assemblée Nationale.

La séance est levée à 11 Heures 30.

Le Président;





ORDRE DU JOUR

PARIS, LE

Nomination d'un représentant du Conseil de la République au sein de la Commission d'étude des divers régimes d'allocations familiales, créée par la loi n° 51-250 du 7 mars 1951.

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. RUPIED, Président d'Age

-----

Séance du jeudi 8 mars 1951

-----

La séance est ouverte à 11 heures

-----

Présents : MM. BONNEFOUS, BOZZI, DUMAS, LODEON, MARRANE, RUPIED, SYMPHOR.

Excusés : MM. CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD, MM. ROGIER, SOLDANI.

Absents : MM. ASSAILLIT, BORGEAUD, FOUQUES DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE, Léo HAMON, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LE BASSER, LIONEL-PELERIN, MUSCATELLI, SARRIEN, SCHWARTZ, Chérif SISBANE, VALLE, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

-----

"Je ne puis que vous rappeler que des représentants sont au nombre de trois pour chacune des Commissions du Travail et de la Sécurité Sociale, et de la Famille. .../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Nomination d'un représentant du Conseil de la République au sein de la Commission d'étude des divers régimes d'allocations familiales, créée par la loi n° 51-258 du 2 mars 1951.

-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président d'âge, M. RUPIED, ouvre la séance.

Il donne lecture d'une lettre adressée par M. Pierre Schneider, Ministre de la Santé Publique et de la Population, à M. le Président du Conseil de la République:

"La loi n° 51-258 du 2 mars 1951 qui a majoré, à titre provisoire, certaines prestations familiales au titre des mois de février et de mars 1951 a prévu qu'une Commission mixte parlementaire et interministérielle réunie sous la présidence du Ministre de la Santé Publique et de la Population procédera à une étude d'ensemble des divers régimes d'allocations familiales et déposera avant le 25 mars 1951, après avis des deux Commissions supérieures des Allocations Familiales, son rapport et ses conclusions afin qu'un projet de loi puisse être déposé devant le Parlement avant le 5 avril 1951 et voté avant le 30 avril.

"D'ores et déjà, Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale s'apprête à convoquer la Commission supérieure siégeant auprès de son Département pour le 16 mars 1951.

"Devant l'exiguité des délais qui lui sont impartis par le législateur et eu égard à l'ampleur de sa tâche, la nouvelle Commission doit être en mesure d'entreprendre ses travaux le plus rapidement possible et au plus tard au début de la semaine prochaine.

"C'est pourquoi je vous serais très reconnaissant de bien vouloir inviter les Commissions Parlementaires intéressées à désigner aussitôt que possible et en tout cas dans le courant de cette semaine leurs représentants à la Commission d'Etudes.

"Je me permets de vous rappeler que ces représentants sont au nombre de trois pour chacune des Commissions du Travail et de la Sécurité Sociale, et de la Famille, de la Popu-

.../...



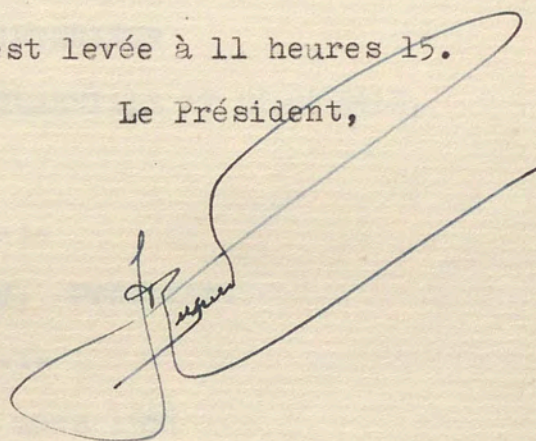
- 3 -

lation et de la Santé Publique, de deux pour la Commission de l'Agriculture et de un pour chacune des Commissions de la Production Industrielle, des Moyens de Communication, de l'Intérieur, des Finances, de la Justice et de Législation, de la Reconstruction et des Dommages de Guerre, de la Marine et des Pêches et des Affaires Economiques."

M. SYMPHOR est nommé par la Commission de l'Intérieur pour représenter plus particulièrement les départements d'outre-mer.

La séance est levée à 11 heures 15.

Le Président,





PARIS, LE

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE,  
ALGERIE)

Présidence de M. CORNU, Président

Séance du jeudi 15 mars 1951

La séance est ouverte à 10 heures 30

Présents : MM. BORGEAUD, BOZZI, CHAMPEIX, CORNU, DUMAS,  
FRANCK-CHANTE, Léo HAMON, LE BASSER, LIONEL-  
PELERIN, LODEON, ROGIER, RUPIED, SCHWARTZ,  
VALLE, ZUSSY.

Excusée : Mme DEVAUD.

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, FOUQUES DUPARC,  
de FRAISSINETTE, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE,  
MARRANE, MUSCATELLI, SARRIEN, Chérif SISBANE,  
SOLDANI, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE.



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Examen du Budget du Ministère de l'Intérieur (C.R. n° 149, année 1951) (A.N. n°s 11041, 12008, 12049, 12073, 12187).

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. CORNU, président, ouvre la séance.

M. LE BASSER, chargé d'étudier le budget du Ministère de l'Intérieur, passe en revue ses différents chapitres.

La Commission décide de présenter des observations sur les chapitres suivants :

chapitre 1050Centres administratifs et techniquesdépartementaux

La Commission avait demandé l'an dernier la suppression de ces organismes. Or, les crédits qui leur sont alloués sont, cette année, en augmentation, d'où cela vient-il ?

chapitre 1110Traitements des personnels hors cadres

Aucune suite ne semble avoir été donnée à la suggestion que présentait à ce sujet M. Cornu, l'an dernier. Pourquoi ?

chapitre 1200Inspection générale de l'Administration

M. Queuille avait déclaré l'an dernier devant la Commission que l'on allait réorganiser ce service en accroissant

.../...



- 3 -

la compétence des inspecteurs généraux. Or, l'Assemblée Nationale en propose la suppression.

Va-t-on, au moment où chaque ministère crée sa propre inspection générale, supprimer la plus ancienne, celle du Ministère de l'Intérieur ?

#### chapitre 1240

##### Personnel titulaire de la Sûreté Nationale

Le Ministère de l'Intérieur qui avait étatisé la police des villes de plus de 10.000 habitants, pense maintenant effectuer l'opération inverse.

Cela va mettre à la charge des communes des dépenses considérables.

Par ailleurs où en est l'évolution du statut de la gendarmerie ? De qui va-t-elle dépendre finalement ?

#### chapitre 3080

##### Personnel des Préfectures - Frais de déplacement

La Commission unanime regrette les abus qui sont constatés [par les Préfets et les Sous-Préfets] dans l'utilisation des voitures que le département met à leur disposition.

#### chapitre 3300

##### Sûreté Nationale - Travaux neufs

Il est regrettable que l'on entreprenne encore des travaux de construction de bâtiments pour une administration alors que la reconstruction des immeubles privés progresse si lentement.

#### chapitre 5160

Subvention de l'Etat aux collectivités locales pour l'équipement de dépenses contre l'incendie des zones forestières

.../...



- 4 -

Cette subvention a été réduite et le matériel mis à la disposition des communes est trop souvent étranger. Pourquoi ? Où en est d'une façon générale la modernisation du matériel d'incendie et du matériel de la Sûreté ?

chapitre 6010

Secours d'extrême urgence aux victimes

des calamités publiques

Le montant du chapitre, 30 millions, est ridiculement faible. Il devrait être au moins décuplé.

Il est décidé qu'une autre réunion aura lieu pour continuer l'examen du budget le jeudi 22 mars à 11 heures.

La séance est levée à 12 heures 45.

Le Président,





ORDRE DU JOUR

PARIS, LE

Suite de l'examen du budget du Ministère de l'Intérieur (O.R. n° 149, année 1951 - A.N. n°s 11041, 12008, 12049, 12073, 12187).

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE,  
ALGERIE).

M. LE BASSER donne connaissance du rapport de  
M. Marteau sur -o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

La Commission des Finances présente des observations  
qui rejoignent la Commission de l'Intérieur, lors de sa dernière séance ; dans ces  
conditions, l'Intérieur est adopté par la Commission de l'Intérieur.  
-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o- La Basser en séance publi-  
que sera très brève.

Séance du Jeudi 22 Mars 1951

M. MARRANE -o-o-o-o- Commission en'il votera contre  
l'ensemble du budget du Ministère de l'Intérieur.

La séance est ouverte à 11 Heures

La séance est -oOo- à 11 Heures 43.

Présents : MM. BOZZI, CORNU, DUMAS, LE BASSER, MARRANE, RUPIED,  
VERDEILLE.

Excusés : MM. CHAMPEIX, Léo HAMON, ROGIER, SOLDANI.

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BORGEAUD, Mme DEVAUD,  
MM. FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN, LODEON,  
MUSCATELLI, SARRIEN, SCHWARTZ, SISBANE CHERIF, SYMPHOR,  
VALLE, VAUTHIER, ZUSSY.

-oOo-

../..



ORDRE DU JOUR  
-----

Suite de l'examen du budget du Ministère de l'Intérieur (C.R. n° 149, année 1951 - A.N. n°s 11041, 12008, 12049, 12073, 12187).

-:-:-

COMPTE-RENDU  
-----

Le Président, M. CORNU, ouvre la séance.

M. LE BASSER donne connaissance du rapport de M. Masteau sur le budget du Ministère de l'Intérieur.

La Commission des Finances propose des observations qui rejoignent exactement celles présentées par la Commission de l'Intérieur, lors de sa dernière séance ; dans ces conditions, l'intervention de M. Le Basser en séance publique sera très brève.

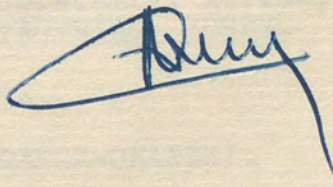
Il en est ainsi décidé.

M. MARRANE informe la Commission qu'il votera contre l'ensemble du budget du Ministère de l'Intérieur.

Acte lui en est donné.

La séance est levée à 11 Heures 45.

Le Président,





ORDRE DU JOUR

PARIS, LE \_\_\_\_\_

## I - Désignation de rapporteurs pour :

a) le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général des agents communaux ;

b) la proposition de loi (n° 239, année 1951) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1000 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de réengagement des agents communaux ;

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale

et Communale, Algérie)

Présidence de M. CORNU, Président

Séance du Jeudi 26 avril 1951

La séance est ouverte à 10 Heures 30

-oOo-

Présents : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, CORNU, François DUMAS, Léo HAMON, LE BASSER, LODEON, MARRANE, MUSCATELLI, RUPIED, SARRIEN, SOLDANI, SYMPHOR, VAUTHIER, ZUSSY.

Excusés : MM. ROGIER, SCHWARTZ.

Suppléant : M. GADOIN (de M. FRANCK-CHANTE).

Absents : MM. BORGEAUD, Mme DEVAUD, MM. FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN, SISBANE Chérif, VALLE, VERDEILLE.

-oOo-



- 2 -

## ORDRE DU JOUR

-----

## I - Désignation de rapporteurs pour :

- a) le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général des agents communaux ;
- b) la proposition de loi (n° 239, année 1951) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 ;
- c) la proposition de résolution (n° 193, année 1951) de M. Mostefaï El Hadi, tendant à la désignation d'une Commission à l'effet d'enquêter sur place sur les causes du malaise algérien et sur la valeur des révélations faites à la tribune de l'Assemblée Nationale touchant à l'existence à Fedja M'Zala (département de Constantine) d'une milice organisée clandestinement en vue d'une intervention armée ;
- d) la proposition de résolution (n° 213, année 1951) de M. Monichon, tendant à inviter le Gouvernement à relever les maxima dans les limites desquels les communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simples factures.

## II - Communication de M. Léo HAMON concernant le mode de calcul des indemnités allouées aux maires et adjoints.

-oOo-

## COMPTE-RENDU

-----

M. CORNU, Président, ouvre la séance.

- I -

M. DUMAS est nommé pré-rapporteur du projet de loi

../..



- 3 -

(n° 270, année 1951) portant statut général des agents communaux.

- II -

M. HAMON est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 239, année 1951) adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 Juillet 1948 .

- III -

La Commission décide qu'il n'y a pas lieu de procéder pour l'instant à la nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 193, année 1951) de M. Mostefaï El Hadi, tendant à la désignation d'une Commission à l'effet d'enquêter sur place sur les causes du malaise algérien et sur la valeur des révélations faites à la tribune de l'Assemblée Nationale touchant à l'existence à Fedja M'Zala (département de Constantine) d'une milice organisée clandestinement en vue d'une intervention armée.

- IV -

M. VAUTHIER est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 213, année 1951) de M. Monichon, tendant à inviter le Gouvernement à relever les maxima dans les limites desquels les communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simples factures.

- V -

M. HAMON fait ensuite à la Commission une communication sur le mode de calcul des indemnités allouées aux maires

../..



- 4 -

et adjoints.

Il a l'intention de déposer une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 18 octobre 1945 et les textes subséquents réglementant cette matière.

M. HAMON pense que sa proposition retiendrait davantage l'attention de l'Assemblée Nationale si elle était contresignée par un nombre important de membres de la Commission de l'Intérieur.

Son texte se caractérise par deux points essentiels :

- l'indemnité de fonctions serait obligatoire dans les communes de plus de cinq mille habitants, facultative dans les autres ;

- elle serait calculée par référence au traitement de certaines catégories de fonctionnaires et non plus selon un barème fixe.

M. HAMON serait heureux d'avoir l'opinion de la Commission sur ces deux points.

M. MARRANE est hostile aux deux; de toute façon, il faudrait consulter d'abord le groupe des Sénateurs-Maires.

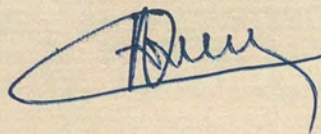
M. CHAMPEIX serait favorable lui à l'obligation de l'indemnité pour toutes les communes quelles qu'elles soient.

Il est décidé que M. HAMON consultera d'abord le groupe des Sénateurs-Maires sur cette question.

Le Président sollicitera par lettre l'avis des commissaires absents de la présente séance.

La séance est levée à 11 Heures 30.

Le Président,





PARIS, LE \_\_\_\_\_

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. SISBANE Chérif, Secrétaire

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Séance du jeudi 10 mai 1951

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 10 heures

-O-O-O-O-O-O-

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, DUMAS, Léo HAMON, LE BASSER, LODEON,  
MARRANE, RUPIED, SISBANE, SYMPHOR, VAUTHIER.

Excusés : MM. BONNEFOUS, CORNU, ROGIER, SCHWARTZ, VALLE.

Suppléants: M. PIC (de M. ASSAILLIT); M. RESTAT (de M. BORGEAUD).

Absents : Mme DEVAUD, MM. FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, FRANCK-  
CHANTE, de LACHOMETTE, de la GONTRIE, LIONEL-PELERIN,  
MUSCATELLI, SARRIEN, SOLDANI, VERDEILLE, ZUSSY.

-O-O-O-O-O-O-O-

.../...



ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. Léo HAMON sur la proposition de loi (n° 239, année 1951) relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat.
- II - Avant-rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général des agents communaux.
- III - Examen du Règlement d'Administration publique pris en application de la loi du 27 mars 1951 portant réforme de la taxe locale.

-o-o-o-o-o-o-o-

COMPTE RENDU

M. SISBANE Chérif, Secrétaire, ouvre la séance.

M. Léo HAMON demande à la Commission d'adopter sans modification la proposition de loi (n° 239, année 1951) relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

M. DUMAS présente ensuite un avant-rapport sur le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général des agents communaux.

Il remarque notamment que, si le statut tel qu'il a été voté par l'Assemblée Nationale peut être appliqué aux communes importantes, il est absolument inapplicable aux communes rurales. Il comporte de nombreuses dispositions contradictoires. Il est indispensable de le modifier profondément. Ceci exigera du temps, il paraît donc impossible de régler cette affaire avant la séparation du Parlement.

.../...



M. MARRANE propose que la Commission adopte sans modification le texte de l'Assemblée Nationale étant donnée l'urgence de la promulgation de ce texte.

M. Léo HAMON critique vivement l'attitude l'Assemblée Nationale qui a mis trois ans à voter le statut et qui le transmet au Conseil de la République à une époque telle que celui-ci ne puisse pas l'examiner sérieusement.

Il se rallierait cependant à la proposition de M. Marrane à condition que le vote du Conseil de la République soit assorti d'une motion situant les responsabilités.

Sur la proposition du rapporteur, la Commission décide d'entendre, lors de sa prochaine séance, le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur afin de connaître la pensée du Gouvernement sur cette affaire.

Etant donné le petit nombre des présents, M. MARRANE n'insiste pas pour qu'il soit voté immédiatement sur sa proposition.

°                    °  
°

La Commission examine ensuite le projet de décret, en forme de règlement d'administration publique, pris en application de la loi du 27 mars 1951 relative à la taxe locale.

(Voir pièce jointe au présent procès-verbal).

Elle décide d'émettre un avis favorable sur ce texte sous réserve de l'obtention de certaines précisions chiffrées qui pourraient être fournies par le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur lors de sa prochaine audition.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*(Libery)*



Projet de Décret d'application de la loi du  
27 mars 1951 relative à la taxe locale

R A P P O R T  
-----

à Monsieur le Président du Conseil  
-----

Le but de la contribution instituée par l'article 2 de la loi du 27 mars 1951 précitée, est de compenser en partie les charges résultant, pour le fonds de péréquation, de l'application de l'article 1er qui prévoit le versement aux communes percevant moins de 800 francs par habitant au titre de la taxe locale, une attribution complémentaire à concurrence de cette somme.

Il a paru nécessaire de fixer cette contribution dont le montant ne sera connu pour chaque commune, que plusieurs mois après l'établissement des budgets primitifs à des taux raisonnables, afin de ne pas bouleverser trop profondément l'équilibre de ces budgets à une époque où il ne peut plus être voté d'impositions supplémentaires pour rétablir cet équilibre et où les collectivités intéressées devront faire face à des charges nouvelles très importantes (revalorisation du traitement de leur personnel notamment).

De plus, tout en respectant les dispositions de la loi précitée, prévoyant que les taux de cette contribution doivent être progressifs suivant l'importance de la différence entre le quotient national et le quotient local, il a semblé équitable de prévoir des taux adaptés à la situation des villes d'une certaine importance où la moyenne des charges par habitant est plus élevée que dans les petites communes.

Cette possibilité a été d'ailleurs expressément prévue au cours des travaux parlementaires.

L'article premier du projet de décret ci-joint a pour objet de définir le quotient national, les autres articles précisant les conditions de calcul du quotient local.

Il a paru, à cet égard, indispensable de définir la notion de "revenu du domaine" qui doit entrer en ligne de compte dans une certaine mesure, dans le calcul du quotient local; la définition adoptée est la même que celle prévue par l'article 1er de la loi.

Les dispositions des articles 2 et 6 sont motivées par le fait qu'il n'existe pas de liste complète et officielle des

.../...



MINISTERE DE L'INTERIEUR  
-----

Direction de l'Administration  
Générale, Départementale  
et Communale  
---

2 ème Bureau

D E C R E T N°        du  
-----

portant règlement d'administration publique pour l'appli-  
cation de l'article 2 de la loi n° 51-375 du 27 mars 1951,  
instituant au profit du Fonds National de Péréquation une  
contribution pour 1951 sur le produit de la taxe locale  
additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires perçu  
par certaines communes

--:--

Le Président du Conseil des Ministres,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, du Ministre du  
Budget et du Ministre des Finances et des Affaires Economiques,

Vu l'article 2 de la loi n° 51-375 du 27 mars 1951 et notam-  
ment son avant-dernier alinéa ainsi conçu : "Les taux et modalités  
de cette contribution seront fixés par règlement d'administration  
publique pris sur avis conforme des commissions de l'Intérieur  
et des Finances de l'Assemblée Nationale et sur avis des commis-  
sions compétentes du Conseil de la République",

Vu les articles 1576 et 1577 du Code Général des Impôts,

Vu l'avis conforme de la Commission de l'Intérieur de l'As-  
semblée Nationale,Vu l'avis de la Commission des Finances de l'Assemblée Na-  
tionale,Vu l'avis de la Commission de l'Intérieur du Conseil de la  
République,Vu l'avis de la Commission des Finances du Conseil de la  
République,

.../...



Le taux moyen de la taxe de séjour est égal à la moyenne arithmétique des différents taux votés par le conseil municipal ou, si celui-ci en fait la demande dans le mois qui suivra la publication du présent décret, à la valeur de l'expression suivante :

$$\frac{b1 \times n1 + b2 \times n2 + b3 \times n3 + b4 \times n4 + b5 \times n5}{n1 + n2 + n3 + n4 + n5}$$

où b<sup>1</sup>, b<sup>2</sup>, b<sup>3</sup>, b<sup>4</sup>, b<sup>5</sup> représentant le x taux le la taxe de séjour applicable à chaque catégorie de chambres d'hôtel ou de meublés,

et n<sup>1</sup>, n<sup>2</sup>, n<sup>3</sup>, n<sup>4</sup>, n<sup>5</sup>, le nombre de chambres l'hôtel ou meublés classés dans les différentes catégories prévues pour l'application des taux ci-dessus.

Article 5.— Les communes dont le quotient local est supérieur au quotient national sont frappées d'une contribution par habitant calculée en fonction du barème suivant :

| Différence entre le quotient local et le quotient national | Taux de la contribution              |                                     |                                      |                                       |                                       |                                      |
|--|--------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
|  | communes de moins de 2.000 habitants | communes de 2.001 à 5.000 habitants | communes de 5.001 à 10.000 habitants | communes de 10.001 à 35.000 habitants | communes de 35.001 à 70.000 habitants | communes de plus de 70.000 habitants |
| Tranche comprise entre :                                   | :                                    | :                                   | :                                    | :                                     | :                                     | :                                    |
| 100 et 150% du quotient national                           | 5%                                   | 4%                                  | 3%                                   | 2,5%                                  | 1,5%                                  | 1%                                   |
| 150 et 200%  | 12%                                  | 10%                                 | 9%                                   | 7%                                    | 5%                                    | 3%                                   |
| 200 et 300%  | 30%                                  | 25%                                 | 20%                                  | 15%                                   | 10%                                   | 6%                                   |
| 300 et 400%  | 40%                                  | 35%                                 | 30%                                  | 25%                                   | 20%                                   | 15%                                  |
| 400 et 500%  | 65%                                  | 60%                                 | 55%                                  | 50%                                   | 45%                                   | 40%                                  |
| supérieure à 500%  | 80%                                  | 80%                                 | 80%                                  | 80%                                   | 80%                                   | 80%                                  |

Le montant de la contribution est déterminé en multipliant le résultat obtenu par l'application du barème ci-dessus par le chiffre de la population qui a servi à déterminer le quotient local. Le montant de cette contribution ne pourra en aucun cas être supérieur au montant des attributions directes sur le produit de la taxe locale du 1er janvier au 31 décembre 1950.

Article 6.— Le taux de cette contribution est réduit de moitié pour les communes sinistrées dont le montant global des principaux fictifs de la contribution foncière bâtie et de la contribution mobilière a diminué de plus de 30% en 1950 par rapport à ce même montant pour l'année des premières destructions.



CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ORDRE DU JOUR

PARIS, LE

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale  
et Communale, Algérie).

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Présidence de M. CORNU, Président

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Séance du Jeudi 17 mai 1951

-o-o-o-o-

La séance est ouverte à 10 Heures

-oOo-

Présents : M. CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS, Léo HAMON, MARRANE,  
RUPIED, SCHWARTZ, SISBANE CHERIF, VERDEILLE, ZUSSY.

Suppléants: M. BRUNET (de M. FRANCK-CHANTE),  
M. CLAPAREDE (de M. BORGEAUD).

Excusé : M. ROGIER.

Absents : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX,  
FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, de LACHOMETTE,  
de LA GONTRIE, LE BASSER, LIONEL-PELERIN, LODEON,  
MUSCATELLI, SARRIEN, SOLDANI, SYMPHOR, Jules VALLE,  
VAUTHIER.

-oOo-

.../...



ORDRE DU JOUR

- I - Examen du projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général des agents communaux.
- II - Examen de la proposition de loi (n° 10.818 A.N.) portant création d'une Société d'Etudes d'Economie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan.

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

COMPTE RENDU

Le Président, M. CORNU, ouvre la séance.

M. DUMAS, rapporteur du statut des agents communaux expose à la commission les caractéristiques générales de ce projet.

Le projet de loi présenté le 10 février 1949 par le Gouvernement expose que celui-ci "avait scrupule à proposer au Parlement un texte restreignant, en un certain sens, l'autonomie communale en instituant un statut général et obligatoire applicable à tous les fonctionnaires des collectivités locales".

Mais, pour tenir compte du désir de l'Assemblée Nationale, le Gouvernement a déposé un projet, comprenant 91 articles, répartis en 10 titres ou chapitres, et c'est dans ce même cadre que le projet a été discuté, et voté par l'Assemblée Nationale, pour nous être envoyé le 19 avril 1951.

En voici les caractéristiques principales :

- I - l'article 1er déclare que le statut est applicable aux agents des communes et des Etablissements publics communaux et intercommunaux (et aux sapeurs-pompiers) titularisés dans un emploi permanent et à temps complet.

Cependant, le titre X (art. 83) prévoit un statut local pour le personnel titularisé dans un emploi permanent, à temps non complet.

.../...



C'est donc le personnel titularisé dans un emploi permanent à temps complet qui sera en cause, sauf au dernier § de cet exposé.

- II - Un certain nombre de droits et avantages sont accordés au personnel communal dans la limite de ceux dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat :
- droit syndical;
  - statut applicable aux deux sexes, sauf dispositions spéciales;
  - recrutement et avancement réglementés, avec possibilité de mutation dans une autre commune; de détachement dans une autre administration; mise en disponibilité;
  - rémunération assurée, avec indemnité de résidence et indemnités prévues par le Code de la famille;
  - garanties disciplinaires et dossier individuel;
  - congés normaux et congés de maladie;
  - pension de retraite au moyen de l'affiliation obligatoire à la Caisse nationale des retraites des personnels des collectivités locales (sauf pour les fonctionnaires communaux bénéficiaires déjà d'un régime de retraites plus avantageux);
  - régime de sécurité sociale institué en faveur des fonctionnaires de l'Etat par le décret du 31 décembre 1946, étendu aux personnels régis par le présent statut, ainsi qu'aux retraités.
- III - Quelques obligations sont, d'autre part, prévues par le statut :
- interdiction aux agents communaux d'avoir des intérêts dans une entreprise soumise au Contrôle de l'Administration ou service dont ils font partie; d'exercer, à titre professionnel, une activité privée lucrative;
  - responsabilité de l'exécution des tâches confiées;
  - discrétion professionnelle et autres devoirs normaux.
- IV - Il est créé dans chaque département un syndicat de communes auquel sont obligatoirement affiliées toutes les communes occupant moins de 40 agents soumis au statut (à l'exception



du chef-lieu du département).

Une Commission paritaire communale est créée dans les chefs-lieux de départements et dans chacune des villes occupant plus de 40 agents.

Ces Commissions paritaires donnent des avis au Conseil Municipal ou au Bureau du Syndicat de Communes, et précisent les modalités d'application du statut. Elles peuvent arbitrer des conflits.

- V - En opposition avec les propositions du Gouvernement, l'article 86 crée un Comité paritaire national des Services municipaux qui participe à l'établissement des règles générales de fonctionnement des Services (recrutement, avancement, discipline).

C'est ce Comité paritaire national qui établit un classement-type, détaillé par catégorie, de tous les emplois nécessaires au fonctionnement des Services municipaux.

Il peut procéder aux études sur l'organisation et le perfectionnement des méthodes de travail des Services municipaux. Il sera consulté sur les différends qui n'auraient pu être tranchés par les Commissions paritaires.

- VI - Le statut est applicable aux personnels des communes du département de la Seine, mais n'est pas applicable aux personnels de la ville de Paris.
- VII - Le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels un mode spécial de nomination n'est pas fixé par les dispositions en vigueur. Il suspend et révoque les titulaires de ces emplois dans les formes prévues par le Statut.
- VIII - Le Conseil municipal ou le Comité du Syndicat de communes (suivant le cas), fixent, par délibérations soumises à approbation, les conditions de recrutement pour l'accès aux différents emplois.

Le Maire a la faculté de déterminer par arrêté les modalités d'application des règles de recrutement qu'il jugera opportunes.

A l'exception des emplois réservés, nul ne peut être titularisé s'il n'a satisfait aux épreuves d'un concours ou d'un examen d'aptitude, ou s'il ne possède un diplôme spécial (après concours sur titres) et s'il n'a dans tous les cas effectué un stage d'un an.

Dispense de diplômes, stage, concours ou examens peut être accordée aux candidats qui justifient avoir exercé antérieurement, comme titulaires, pendant 2 ans au moins, soit un .../...



emploi immédiatement inférieur dans la même administration, soit un emploi équivalent dans une autre administration.

IX- Les personnels en fonctions dans un emploi de début à temps complet (l<sup>rs</sup> auxiliaires, en d'autres termes) pourront être titularisés dans leur emploi.

X- Quant au personnel titularisé dans un emploi permanent à temps non complet, son statut sera établi par le Conseil municipal ou le Comité du Syndicat de communes (suivant le cas), après avis des Commissions paritaires.

Dans la même forme seront déterminées les dispositions d'ordre statutaire applicables aux personnels occupant des emplois ayant un caractère occasionnel ou assurant des fonctions ayant un caractère temporaire.

M. DUMAS indique à la Commission que le texte de l'Assemblée Nationale devra obligatoirement subir des modifications car il comporte des contradictions et des erreurs de rédaction.

La motion que présentait, lors de la dernière séance, M. Marrane, tendant à l'adoption tel quel de ce texte, ne peut donc être adoptée.

M. MARRANE soutient que c'est pourtant le seul moyen de voter, avant de longs mois, un statut désiré par tous les employés communaux.

La motion de M. Marrane est rejetée à mains levées.

Sur la proposition de M. Hamon, la Commission adopte la motion suivante qui sera communiquée à la Presse :

"La Commission de l'Intérieur sous la présidence de M. Cornu, son président, a poursuivi l'examen du statut des agents communaux.

"La Commission a regretté que le retard apporté par l'Assemblée Nationale au vote de ce texte ait mis le Conseil de la République, saisi seulement depuis moins d'un mois, dans l'impossibilité d'émettre un avis sérieux avant le 22 mai.

"Unanime pour admettre le principe d'un statut du personnel communal, saisie de divers amendements et suggestions d'amélioration émanant notamment des personnels intéressés, la Commission après un premier examen d'ensemble du statut et considérant la nécessité de mises au point essentielles, a chargé son rapporteur de la saisir de propositions définitives dès la

../...



reprise des travaux parlementaires en juillet.

"Elle a affirmé sa résolution de mettre le Conseil de la République en état de délibérer sur le projet de loi avant la fin du mois de juillet, afin que l'Assemblée Nationale nouvellement élue puisse se prononcer sur le texte, en seconde lecture, aussitôt après."

L'examen du statut est alors renvoyé à la prochaine séance de la Commission.

°                    °  
°

La Commission adopte sans discussion la proposition de loi (n° 387, année 1951) portant création d'une Société d'Etudes d'Economie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan.

M. CORNU est chargé de rapporter cette affaire en séance publique.

°                    °  
°

La Commission donne enfin un avis favorable au projet de règlement d'administration publique, pris en application de l'article 2 de la loi du 27 mars 1951 relatif à la taxe locale.

(Voir pièces jointes)

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,



Projet de Décret d'application de la loi du  
27 mars 1951 relative à la taxe locale

R A P P O R T  
-----

à Monsieur le Président du Conseil  
-----

Le but de la contribution instituée par l'article 2 de la loi du 27 mars 1951 précitée, est de compenser en partie les charges résultant, pour le fonds de péréquation, de l'application de l'article 1er qui prévoit le versement aux communes percevant moins de 800 francs par habitant au titre de la taxe locale, une attribution complémentaire à concurrence de cette somme.

Il a paru nécessaire de fixer cette contribution dont le montant ne sera connu pour chaque commune, que plusieurs mois après l'établissement des budgets primitifs à des taux raisonnables, afin de ne pas bouleverser trop profondément l'équilibre de ces budgets à une époque où il ne peut plus être voté d'impositions supplémentaires pour rétablir cet équilibre et où les collectivités intéressées devront faire face à des charges nouvelles très importantes (revalorisation du traitement de leur personnel notamment).

De plus, tout en respectant les dispositions de la loi précitée, prévoyant que les taux de cette contribution doivent être progressifs suivant l'importance de la différence entre le quotient national et le quotient local, il a semblé équitable de prévoir des taux adaptés à la situation des villes d'une certaine importance où la moyenne des charges par habitant est plus élevée que dans les petites communes.

Cette possibilité a été d'ailleurs expressément prévue au cours des travaux parlementaires.

L'article premier du projet de décret ci-joint a pour objet de définir le quotient national, les autres articles précisant les conditions de calcul du quotient local.

Il a paru, à cet égard, indispensable de définir la notion de "revenu du domaine" qui doit entrer en ligne de compte dans une certaine mesure, dans le calcul du quotient local; la définition adoptée est la même que celle prévue par l'article 1er de la loi.

Les dispositions des articles 2 et 6 sont motivées par le fait qu'il n'existe pas de liste complète et officielle des

.../...



MINISTERE DE L'INTERIEUR  
-----

Direction de l'Administration  
Générale, Départementale  
et Communale  
---

2 ème Bureau

D E C R E T N°        du  
-----

portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 2 de la loi n° 51-375 du 27 mars 1951, instituant au profit du Fonds National de Péréquation une contribution pour 1951 sur le produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires perçu par certaines communes

-:-:-

Le Président du Conseil des Ministres,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, du Ministre du Budget et du Ministre des Finances et des Affaires Economiques,

Vu l'article 2 de la loi n° 51-375 du 27 mars 1951 et notamment son avant-dernier alinéa ainsi conçu : "Les taux et modalités de cette contribution seront fixés par règlement d'administration publique pris sur avis conforme des commissions de l'Intérieur et des Finances de l'Assemblée Nationale et sur avis des commissions compétentes du Conseil de la République",

Vu les articles 1576 et 1577 du Code Général des Impôts,

Vu l'avis conforme de la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale,

Vu l'avis de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale,

Vu l'avis de la Commission de l'Intérieur du Conseil de la République,

Vu l'avis de la Commission des Finances du Conseil de la République,

.../...



Le taux moyen de la taxe de séjour est égal à la moyenne arithmétique des différents taux votés par le conseil municipal ou, si celui-ci en fait la demande dans le mois qui suivra la publication du présent décret, à la valeur de l'expression suivante :

$$\frac{b1 \times n1 + b2 \times n2 + b3 \times n3 + b4 \times n4 + b5 \times n5}{n1 + n2 + n3 + n4 + n5}$$

où b1, b2, b3, b4, b5 représentant le x taux de la taxe de séjour applicable à chaque catégorie de chambres d'hôtel ou de meublés,

et n1, n2, n3, n4, n5, le nombre de chambres d'hôtel ou meublés classés dans les différentes catégories prévues pour l'application des taux ci-dessus.

Article 5.- Les communes dont le quotient local est supérieur au quotient national sont frappées d'une contribution par habitant calculée en fonction du barème suivant :

| Différence entre le quotient local et le quotient national | Taux de la contribution              |                                     |                                      |                                       |                                       |                                      |
|--|--------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
|  | communes de moins de 2.000 habitants | communes de 2.001 à 5.000 habitants | communes de 5.001 à 10.000 habitants | communes de 10.001 à 35.000 habitants | communes de 35.001 à 70.000 habitants | communes de plus de 70.000 habitants |
| Tranche comprise entre :                                   | :                                    | :                                   | :                                    | :                                     | :                                     | :                                    |
| 100 et 150% du quotient national                           | 5%                                   | 4%                                  | 3%                                   | 2,5%                                  | 1,5%                                  | 1%                                   |
| 150 et 200%  | 12%                                  | 10%                                 | 9%                                   | 7%                                    | 5%                                    | 3%                                   |
| 200 et 300%  | 30%                                  | 25%                                 | 20%                                  | 15%                                   | 10%                                   | 6%                                   |
| 300 et 400%  | 40%                                  | 35%                                 | 30%                                  | 25%                                   | 20%                                   | 15%                                  |
| 400 et 500%  | 65%                                  | 60%                                 | 55%                                  | 50%                                   | 45%                                   | 40%                                  |
| supérieure à 500%  | 80%                                  | 80%                                 | 80%                                  | 80%                                   | 80%                                   | 80%                                  |

Le montant de la contribution est déterminé en multipliant le résultat obtenu par l'application du barème ci-dessus par le chiffre de la population qui a servi à déterminer le quotient local. Le montant de cette contribution ne pourra en aucun cas être supérieur au montant des attributions directes sur le produit de la taxe locale du 1er janvier au 31 décembre 1950.

Article 6.- Le taux de cette contribution est réduit de moitié pour les communes sinistrées dont le montant global des principaux fictifs de la contribution foncière bâtie et de la contribution mobilière a diminué de plus de 30% en 1950 par rapport à ce même montant pour l'année des premières destructions.



ML  
MJ  
JV  
SV  
JC

735

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951.

|   | Popula-<br>tion : | Attribution :<br>directe<br>:taxe 1950. | Quotient<br>: local | Contribution<br>:(loi 27/3/51) | Observations :   |
|---|-------------------|---|---------------------|--------------------------------|--|
| MATAFELON (Ain)                           | 235               | 1.463.869                               | 6.186               | 165.604                        | Le rendement<br>de taxe locale   |
| VENIZEL (Ain)                             | 481               | 4.459.050                               | 9.270               | 1.054.544                      | par habitant :   |
| DION (Allier)                             | 1.471             | 5.564.640                               | 3.783               | 158.132                        | a été détermi-<br>né en fonction<br>de la popula-<br>tion municipa-<br>le totale de<br>1946. |
| LARAGNE-MONTEGLIN<br>(Hautes-Alpes)       | 1.794             | 4.899.040                               | 2.731               | 44.491                         | Ce rendement<br>de taxe devrait<br>être modifié :  |
| BOUVRON S/AUDRY<br>(Ardennes)             | 269               | 1.967.420                               | 7.313               | 313.223                        | pour les com-<br>munes sinis-<br>trées pour les<br>quelles il                                |
| MERENS-LES-VALS<br>(Ariège)               | 337               | 1.527.400                               | 4.532               | 70.264                         | doit être cal-<br>culé d'après :   |
| VILLETTE S/Aube<br>(Aube)                 | 177               | 1.012.103                               | 5.718               | 99.881                         | la population<br>de 1936, lors-<br>que celle-ci<br>est plus favo-<br>rable.                  |
| ROQUEFORT (Aveyron)                       | 1.357             | 19.507.170                              | 13.638              | 7.329.157                      |  |
| St MARC JAUMEGARDES<br>(Bouches-du-Rhône) | 152               | 3.386.400                               | 22.278              | 1.871.576                      |  |
| VILLERS BOGAGE<br>(Calvados)              | 576               | 6.776.900                               | 11.764              | 2.247.552                      |  |
| AUTHON (Eure)                             | 289               | 2.251.366                               | 7.762               | 401.421                        |  |
| BON ENCOMIÈRE<br>(Lot-et-Garonne)         | 1.566             | 7.966.760                               | 5.087               | 587.280                        |  |
| LA MEUFPE (Manche)                        | 527               | 4.853.570                               | 9.209               | 1.134.525                      |  |
| BRACHEN (Hte-Marne)                       | 125               | 1.302.620                               | 10.420              | 367.500                        |  |
| CHÉRY-le-PETIT-Meuse                      | 102               | 3.624.570                               | 35.534              | 2.337.636                      |  |
| MESLE s/Sarthe (Orne)                     | 595               | 4.509.500                               | 7.579               | 772.012                        |  |
| VENING (Moselle)                          | 642               | 12.787.055                              | 19.917              | 6.692.400                      |  |
| ARENT (Puy-de-Dôme)                       | 279               | 1.645.174                               | 5.896               | 172.366                        |  |
| ST-REMY (Hte-Saône)                       | 284               | 2.460.729                               | 8.664               | 522.553                        |  |
| PIGUES (Savoie)                           | 467               | 7.564.200                               | 16.197              | 3.478.368                      |  |



S.V.

CAICUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-

Commune d'AVESNES

Population municipale totale : 4.770 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 16.194.240 Fr

Quotient local par habitant : 3.395 Fr

Prélèvement :

- |  |   |                        |
|--|---|------------------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150 % du quotient<br>national (2.235 Fr) | ) | 1.117,5 x 4 % = 44,700 |
| - sur la tranche excédant 150 %<br>du quotient national                            | ) | 42,5 x 10 % = 4,25     |

---

 48,95

Montant global du prélèvement :

48,95 x 4.770 = 233.491 Fr



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

--:--:--:--

Commune de B A V A I

Population municipale totale 1936 (1) : 2.796 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 7.015.735 Frs.

Quotient local par habitant : 2.509 Frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre (   
100 et 150 % du quotient ( 274 x 4 % = 10 f 96  
national (2.235 Frs) (

Montant global du prélèvement :

10 f 96 x 2.796 = 30.644 Frs.

(1) - (Commune sinistrée)



## CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE

PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-

Commune de BORDEAUX

Population municipale totale 1936 (1) : 245.378

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 935.258.339 Frs

Quotient local par habitant : 3.796 Frs.

Prélèvement :

- |  |   |                               |              |
|--|---|-------------------------------|--------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150 % du quotient<br>national (2.235 Frs). | ( | 1 % : 1.117,5 x 1 % = 11.175  | (            |
| - sur la tranche excédant 150 %<br>du quotient national                              | ( | 3 %      143,5 x 3 % = 13,305 |              |
|  |   |                               | <u>24,48</u> |

24,48 x 246,378 = 6.031.333 Frs.

(1) Commune sinistrée.



J.C.

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-

Commune de CHATENAY-MALABRY

Population municipale totale : 9.036

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 41.000.000 Frs

Quotient local par habitant : 4.538

Prélèvement global : 1.334.617 Frs.

- sur la tranche comprise entre )  
100 et 150% du quotient )  
national (2.235 frs) )



CALCUL DE LA CONTRIBUITION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-:-

Commune de C A M B R A I

Population municipale totale 1936 (1) : 27.466 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 103.241.088 Frs.

Quotient local par habitant : 3.759 Frs.

Prélèvement :

|   |   |                           |
|---|---|---------------------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150 % du quotient<br>national (2.235 frs) | { | 1.117,5 x 2,5 % = 27,9375 |
|---|---|---------------------------|

|   |   |                    |
|---|---|--------------------|
| - sur la tranche excédant 150 %<br>du quotient national | { | 406,5 x 7 = 28,455 |
|---|---|--------------------|

-----  
56,3925

Montant global du prélèvement

56,39 x 27.466 = 1.548.807 Frs.

(1) commune sinistrée.



S.V.

CAICUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-

Commune de DOUAI

Population municipale totale 1936 (1) : 38.379 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 132.967.704 Fr

Quotient local par habitant : 3.464 Fr

Prélèvement :

|   |   |                            |                     |
|---|---|----------------------------|---------------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150 % du quotient<br>national (2.235 Fr). | } | 1.117,5 x 1,50 % = 16,7625 |                     |
| - sur la tranche excédant 150 %<br>du quotient national                             |   | }                          | 111,5 x 5 % = 5,575 |
|   |   |                            |                     |

Montant global du prélèvement

 $22,3375 \times 38.379 = 857.291 \text{ Fr}$ 

(1) commune sinistrée.



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

--:--:--:--:--

Comaune de DUGNY

Population municipale totale 1936 (1) : 2.703

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 7.000.000 Frs

Quotient local par habitant : 2.590

Prélèvement :

|   |                    |
|---|--------------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150% du quotient<br>national (2.235 frs). | } 355 x 4% = 14,20 |
|---|--------------------|

Montant global du prélèvement :

14,20 x 2.703 = 38.386 Frs.

(1) Commune sinistrée.



MJ.

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

--:--:--:--

Commune de E T R O E U N G T

Population municipale 1936 (1) : 1.696 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 4.575.928 Frs.

Quotient local par habitant : 2.698 Frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre  
100 et 150 % du quotient  
national (2.235 frs). {  $46 \times 5 \% = 23 \text{ f } 15$

Montant global du prélèvement =

$23 \text{ f } 15 \times 1.696 = 39.22 \text{ Frs.}$

(1) commune sinistrée.



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

744

-:-:-:-:-

Commune de FEIGNIES

Population municipale totale : 5.058 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 11.681.160 F

Quotient local par habitant : 2.318 F

Prélèvement :

|                                   |                 |
|-----------------------------------|-----------------|
| - sur la tranche comprise entre ) |                 |
| 100 et 150 % du quotient )        | 83 x 3 % = 2,49 |
| national ( 2.235 F )              |                 |

Montant global du prélèvement

 $2,49 \times 5.058 = 12.594 \text{ F}$



ML

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-----

Commune de HAUTMONT.

Population municipale totale 1936 (1) : 14.559

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 43.543.988 frs.

Quotient local par habitant : 2.991 frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre  
100 et 150% du quotient  
national (2.235 frs).

$$\left\{ \begin{array}{l} 756 \times 2,5\% = 18 \text{ F } 90 \end{array} \right.$$

Montant global du prélèvement

$$18 \text{ F } 90 \times 14.559 = 275.165 \text{ frs.}$$

(1) commune sinistrée.



J.V.

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-

Commune du HAVRE

Population municipale totale 1936 (1) : 161.760

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 598.752.473 Frs.

Quotient local par habitant : 3.701

Prélèvement :

|  |   |                       |
|--|---|-----------------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150 % du quotient<br>national (2.235 Frs). | { | 1117,5 x 1 % = 11,175 |
| - sur la tranche excédant<br>150 % du quotient national                              | { | 348,5 x 3 % = 10,455  |
|  |   | <hr/> 21.630          |

$$21,6 \times 161,760 = 3.494.016 \text{ Frs}$$

$$\text{Réduction de 50 \% ..... } 1.747.008 \text{ Frs}$$

(1) Commune sinistrée à + 30 % (montant global des principaux fic-  
(tifs de la contribution mobilière  
(et foncière bâtie a diminué  
(+ 30 % en 1950 par rapport à ce  
(même montant pour l'année des  
(premières destructions.



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

---:---:---:---:---

Commune de l'HAY-les-ROSES

Population municipale totale : 7.786

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 34.300.000 Frs

Quotient local par habitant : 4.408

Prélèvement global : 1.000.501 Frs

- sur la tranche comprise entre {  
100 et 150% du quotient {  
national (2.235 frs). {



CAICUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-:-

Commune de LE PLESSIS-ROBINSON

Population municipale totale : 10.118

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 54.900.000F

Quotient local par habitant : 5.431

Prélèvement global : 2.645.654 fr

- que la tranche comprise entre  
100 et 150 % du quotient  
national ( 2.235 Fr)



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-:-

Commune de NOISY-LE-SEC

Population municipale totale : 1936 (1) : 22.036

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 70.500.000

Quotient local par habitant : 3.200

Prélèvement global : 531.067

Réduction de 50% (1) :  $531.067 : 2 = 265.534$

(1) Commune sinistrée + 30% - Montant global des principaux fictifs de la contribution foncière bâtie et de la contribution mobilière a diminué de plus de 30% en 1950 par rapport à ce même montant pour l'année des lères desstructions.



J.C.

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-:-

Commune de PARIS

Population municipale totale : 1936 : 2.787.466

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 14.388 millions

Quotient local par habitant : 5.169

## Prélèvement :

|   |      |               |
|---|------|---------------|
| - sur la tranche comprise entre )<br>100 et 150% du quotient )<br>national (2.235 francs) ) | 1%   | 11,175        |
| - sur la tranche excédant 150% )<br>du quotient national )                                  | 2,5% | 27,9375       |
| - sur la tranche excédant 200% )<br>du quotient national )                                  | 5%   | 34,95         |
|   |      | <hr/> 74,0625 |

Montant global du prélèvement

 $74,06 \times 2.783.466 = 206.143.491 \text{ frs}$



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951.

-----

Commune de PETIT - FAYT

Population municipale totale : 290 h.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 831.160 Frs.

Quotient local par habitant : 2.866 Frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre  
100 et 150% du quotient  
national (2.235 frs).      {  $631 \times 5\% = 31 \text{ f } 55$

Montant global du prélèvement

$31 \text{ f } 55 \times 290 = 9.149 \text{ frs.}$



M.L.

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVEUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951.

-o-o-

Commune de PONT -sur - SARTRE

Population municipale totale : 2.140

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 5.571.779 Frs.

Quotient local par habitant : 2604 Frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre (

|                                  |   |                    |
|----------------------------------|---|--------------------|
| 100 et 150% du quotient national | { | 369 x 4% = 14 F 76 |
| (2.235 frs).                     |   |                    |

Montant global du prélèvement

 $14 \text{ F } 76 \times 2.140 = 31.585 \text{ Frs.}$



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

--:--:--

Commune de ROUEN

Population municipale totale 1936 (1) : 117.854

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 656.036.148 Frs.

Quotient local par habitant : 5.566

Prélèvement :

|  |   |                               |
|--|---|-------------------------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150 % du quotient<br>national (2.235 Frs). | { | $1.117,5 \times 1\% = 11,175$ |
| - sur la tranche excédant<br>150 % du quotient national                              | { | $1.117,5 \times 3\% = 33,525$ |
| - sur la tranche excédant<br>200 % du quotient national                              | { | $1.096 \times 5\% = 65,76$    |
|  |   | <hr/> 110,46                  |

Montant global du prélèvement

110 Frs x 117.854 = 12.963.940 Frs.

(1) commune sinistrée.



J.V.

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-

Commune de SAINT-ETIENNE

Population municipale totale de 1936 (1) : 185.324

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 450.350.370 Frs.

Quotient local par habitant : 2.417

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre { 182 x 1% = 1 F 82  
100 et 150 % du quotient  
national (2.235 Frs). }

Montant global prélèvement

1 f 82 x 186.324 = 339.109 Frs.

(1) commune sinistrée.



## CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE

PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-

Commune de S O M A I N

Population municipale totale : 11.917 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 29.699.216 Frs.

Quotient local par habitant : 2.492 Frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre  
100 et 150 % du quotient  
national (2.235 Frs). { 257 x 2,5 % = 6.425 Frs

Montant global du prélèvement

 $6.425 \times 11.917 = 76.566 \text{ Frs.}$



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

--:--

Commune de TOULOUSE

Population municipale totale : 254.955

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 694.967.525 Frs.

Quotient local par habitant : 2.726

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre {  
100 et 150 % du quotient  
national (2.235 Frs). {  $491 \times 1\% = 4,91$

Montant global du prélèvement

$4,91 \times 254.955 = 1.251.829$  Frs.



MJ.

CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

-:-:-:-:-

Commune de TRITH St-LEGER

Population municipale totale : 5.280 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 21.566.484 Frs.

Quotient local par habitant : 4.084 Frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre  
100 et 150 % du quotient  
national (2.235 frs). { 1.117, 5 x 3 % = 33.525 Frs.

- sur la tranche excédant 150 % { 731,5 x 9 = 65.835  
du quotient national

Total 99.360 Frs

Montant global du prélèvement :

 $99,36 \times 5,280 = 524.620 \text{ Frs.}$



CAICUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951

--:--:--:--

Commune de VALENCIENNES

Population municipale totale 1936 (1) : 40.078 hab.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 166.723.256 Fr

Quotient local par habitant : 4.160 Fr

Prélèvement :

- |  |   |                            |               |
|--|---|----------------------------|---------------|
| - sur la tranche comprise entre<br>100 et 150 % du quotient<br>national ( 2.235 Fr). | ) | 1.117,5 x 1,50 % = 16,7625 |               |
| - sur la tranche excédant 150 %<br>du quotient national                              | ) | 807,5 x 5 %                | = 40,375      |
|  |   |                            | <hr/> 57,1375 |

Montant global du prélèvement :

$$57,1375 \times 40,078 = 2.289.957$$

(1) Commune sinistrée.



CALCUL DE LA CONTRIBUTION SPECIALE  
PREVUE PAR LA LOI DU 27 MARS 1951.

-0-0-

Commune de Wandignies-Hamage

Population municipale totale : 1012 H.

Attribution directe de la taxe locale en 1950 : 2.583.062 Frs.

Quotient local par habitant : 2.552 Frs.

Prélèvement :

- sur la tranche comprise entre (   
 100 et 150% du quotient natio- {  $317 \times 5\% = 15 \text{ F } 85$    
 nal (2.235 frs). )

Montant global du prélèvement :

$15,85 \times 1.012 = 16.040 \text{ Frs.}$



PARIS, LE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Séance du samedi 19 mai 1.951

-:-:-:-:-

Présidence de M. SISBANE Chérif, Secrétaire

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 19 heures.

-:-:-:-:-

Présents : Mme DEVAUD, MM. Léo HAMON, SISBANE, VALLE.Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BORGEAUD, BOZZI, CHAMPEIX,  
CORNU, DUMAS, FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE,  
FRANCK-CHANTE, de LACHOMETTE, de la GONTRIE, LE  
BASSER, LIONEL-PELERIN, LODEON, MARRANE, MUSCATELLI,  
ROGIER, RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ, SOLDANI, SYMPHOR,  
VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

-:-:-:-:-

.../...



ORDRE DU JOUR

- I - Examen de la proposition de loi (n° 447, année 1951) tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal.

--:--:--:--

COMPTE RENDU

M. SISBANE Chérif, Président, ouvre la séance.

La Commission adopte, sans discussion la proposition de loi (n° 447, année 1951) tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal.

M. VALLE est nommé rapporteur et la Commission décide de demander la discussion immédiate de ce texte.

La séance est levée à 19 heures 5.

Le Président,

*(Signature)*



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE \_\_\_\_\_

## ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 275,  
année 1951) portant statut des agents étrangers

## II - Nomination COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et  
l'aménagement du territoire  
Communale, Algérie)

-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. CORNU, Président

-O-O-O-O-O-O-O-

Séance du Jeudi 5 Juillet 1951

-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 10 Heures 30

-oOo-

Présents : MM. BORGEAUD, CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD,  
MM. François DUMAS, FRANCK-CHANTE, Léo HAMON,  
LE BASSER, MARRANE, ROGIER, SOLDANI, ZUSSY.

Suppléant : M. PINTON ( de M. Jules VALLE ).

Absents : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, BOZZI,  
FOUQUES-DUPARC, de FRAISSINETTE, de LACHOMETTE,  
de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN, LODEON, MUSCATELLI,  
RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ, Chérif SISBANE,  
SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE.

-oOo-

../..



- 2 -

## ORDRE DU JOUR

=====

- I - Rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut des agents communaux.
- II - Nomination de rapporteurs pour :
- la proposition de loi (n° 383, année 1951) relative à l'aménagement des lotissements défectueux ;
  - le projet de loi (n° 440, année 1951) relevant le montant des pensions des sapeurs pompiers ;
  - la proposition de loi (n° 446, année 1951) relative au branchement à l'égout de l'agglomération rouennaise ;
  - la proposition de loi (n° 449, année 1951) portant organisation du département de la Guyane Française ;
  - la proposition de loi (n° 450, année 1951) tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics.

-oOo-

## COMPTE-RENDU

=====

M. CORNU, Président, ouvre la séance.

o

o

o

../..



- 3 -

Le Rapporteur du Statut des agents communaux, M. DUMAS, regrette que le Groupe des Sénateurs-Maires ne se soit pas encore réuni.

La Commission ne peut entamer l'étude de ce projet, sans avoir un avis de représentants qualifiés des Maires de France.

M. PINTON, en constatant, lui aussi, que l'on ne peut passer aujourd'hui à l'examen des articles, présente les remarques suivantes, d'une portée générale, sur le Statut.

1ère Observation. -

#### Transfert d'autorité

Le fait nouveau et grave, c'est que, à l'exception des villes importantes, les communes sont en fait dépossédées de leurs pouvoirs vis-à-vis du personnel municipal. On assiste au transfert de l'autorité du Maire à un Syndicat Intercommunal.

Le corollaire est qu'en fait il n'y a plus de personnel communal, qui devient intercommunal, et, par conséquent, interchangeable. En outre, de très nombreux problèmes d'ordre humain et surtout financier se trouvent ainsi posés aux petites communes, en même temps que celui de l'autonomie municipale.

Les agents des petites communes, à temps incomplet, réglaient directement leurs rapports avec la Municipalité ; l'article 83 impose un statut qui ne pourra tenir compte des possibilités locales.

2me Observation. -

L'autorité municipale est dépouillée, au profit d'organismes, irresponsables d'une partie essentielle de ses prérogatives. La détermination des échelles de traitement lui échappant (article 21), elle se verra imposer des dépenses qu'elle n'aura ni acceptées, ni votées. En revanche, on lui laisse généreusement la prérogative de rechercher les recettes correspondantes.

../..



- 4 -

Destruction de l'autorité du Maire

De façon beaucoup plus constante, l'autorité du Maire est gravement battue en brèche, non seulement pour les communes occupant moins de 40 employés, par un transfert de pouvoir à un Syndicat intercommunal, mais d'une manière plus générale en lui retirant quelques-uns de ses droits essentiels au profit d'un organisme irresponsable.

En revanche, il conserve bien entendu l'entière responsabilité de décisions qu'il sanctionnera sans les avoir prises.

Car la formule de l'article 18 "le Maire nomme à tous les emplois communaux ... il suspend et révoque" assortie de cette précision "sous réserve des dispositions particulières prévues par la présente loi" n'est pas seulement une déférente hypocrisie, un hommage rendu à une autorité bafouée par ailleurs; elle signifie surtout qu'on laisse au Maire, devant le corps électoral et le Conseil municipal, la responsabilité de décisions qui lui auront été imposées de l'extérieur.

Il faut noter à cet égard les articles 16, 21, 24, 29, 30: On se rendra compte des moyens qui seront finalement laissés au Maire pour assurer l'exécution de ses ordres ou des décisions du Conseil municipal et, par extension, la bonne marche des services municipaux.

3me Observation. -

La situation des villes

Dans les commissions paritaires communales, c'est-à-dire pour les villes occupant plus de quarante agents, la dépossession du Maire va beaucoup plus loin encore.

Il est admis que, dans une commune, le Conseil municipal est assimilé au pouvoir législatif, donc légifère, décide des dépenses, prend les décisions. Le Maire détient le pouvoir exécutif, donc administre et fait exécuter sous sa responsabilité les décisions du Conseil Municipal. Les rapports avec le personnel municipal sont, par conséquent, du ressort du Maire, puisque c'est ce dernier qui doit supporter les conséquences du bon ou du mauvais comportement des agents; Aussi, on ne peut comprendre que les délégués de l'administration à la Commission paritaire soient désignés par le Conseil Municipal et non pas par le Maire. Cette disposition est

../..



- 5 -

d'autant plus inexplicable que, dans la Commission paritaire intercommunale, nous rencontrons des Maires, désignés, non par les conseils municipaux, mais par leurs collègues du Syndicat intercommunal.

4me Observation. -

Dispositions abusives

On ne peut contester la nécessité d'un Statut du personnel municipal qui doit recevoir, contre l'arbitraire ou l'étroitesse d'esprit de certaines municipalités, des garanties qui ne sont refusées ni aux fonctionnaires de l'Etat, ni aux agents des entreprises nationalisées.

Mais certaines dispositions sont exorbitantes. Elles ont visiblement été dictées par les dirigeants syndicalistes de la C.G.T. et reçues avec la plus extrême complaisance par le rapporteur communiste du projet.

M. PINTON donne quelques exemples à l'appui de ce qu'il avance.

LE RAPPORTEUR déclare qu'il approuve les observations de M. Pinton.

M. HAMON demande que l'on fasse diligence pour l'examen de ce texte car, avant les élections, la Commission a promis aux personnels intéressés de faire voter le statut avant le départ pour les grandes vacances.

La Commission décide d'entendre, lors de sa prochaine séance, M. Moatti, directeur des Affaires communales au Ministère de l'Intérieur.

Elle laisse le soin à son Président de la convoquer en temps utile.

o

o

o

M. MARRANE est ensuite désigné comme rapporteur de la proposition de loi (n° 383, année 1951) relative à l'aménagement des lotissements défectueux.

.../...



- 6 -

M. VERDEILLE est nommé rapporteur du projet de loi (n° 440, année 1951) relevant le montant des pensions des sapeurs pompiers.

°

° °

M. LE BASSER est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 446, année 1951) relative au branchement à l'égout de l'agglomération rouennaise.

°

° °

M. LODEON est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 449, année 1951) portant organisation du département de la Guyane Française.

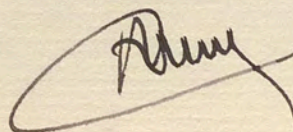
°

° °

M. Léo HAMON est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 450, année 1951) tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics.

La séance est levée à 12 Heures.

Le Président,





S.V.

PARIS, LE \_\_\_\_\_

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE  
ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. CORNU, Président

Séance du Jeudi 19 Juillet 1951

La séance est ouverte à 10 heures

--:-

Présents : MM. CORNU, DUMAS François, FRANCK-CHANTE, Léo HAMON,  
de LACHOMETTE, LE BASSER, LODEON, MARRANE, SARRIEN,  
SISBANE CHERIF.

Suppléants: M. BRIZARD ( de M. SCHWARTZ); M. PIC ( de M. CHAMPEIX);  
M. PINTON ( de M. de LA GONTRIE); M. RESTAT ( de  
M. BORGEAUD); M. TAMZALI ( de M. VALLE).

Excusé : M. ROGIER.

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BOZZI, Mme DEVAUD, MM. FOUQUES  
DUPARC, de FRAISSINETTE, LIONEL-PELIERIN, MUSCATELLI,  
RUPIED, SOLDANI, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE,  
ZUSSY.

--:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

- Rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux.  
(A.N. n°s 6366 - 4401 - 4288 - 5364 - 7747 - 12786).

-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président, M. CORNU, ouvre la séance.

M. DUMAS présente à la Commission un avant-rapport sur le projet de loi relatif au statut des agents communaux; il en donne lecture.

(voir pièce annexée au présent Procès-verbal) →

La Commission répond par l'affirmative et sans discussion aux questions 1, 2 et 5 posées par le Rapporteur.

Un débat s'engage sur la 3ème question et la 4ème.

Faut-il admettre la réunion en un syndicat des communes occupant moins de 40 agents à temps complet.

M. MARRANE pense que oui, dans la mesure où les décisions des syndicats ne s'imposeront pas obligatoirement aux maires. Les syndicats permettront aux magistrats municipaux de s'appuyer sur leurs décisions pour régler leurs conflits avec le personnel.

M. PINTON est du même avis. Il préférerait que l'adhésion au syndicat soit facultative pour les communes n'ayant pas d'agent à temps complet.

M. DUMAS demande à la Commission si elle serait favorable à un abaissement du chiffre de 40.

M. Léo HAMON n'est pas partisan de cet abaissement. Ce serait faire un mauvais cadeau aux communes que l'on chargerait de régler seules leurs difficultés avec leur personnel.

../..



- 3 -

La Commission devrait demander au Ministère de l'Intérieur des précisions afin de savoir les conséquences qu'entraînerait une modification du chiffre de 40.

M. Léo HAMON demande, en outre, instamment qu'il soit établi des règles statutaires pour les instituteurs secrétaires de mairie.

M. DUMAS observe que le statut qui est déjà bien difficile à mettre sur pied ne concerne que les agents à temps complet. Si l'on embrouille toutes les questions et si l'on doit envisager un nouveau statut pour les agents à temps incomplet, le rapporteur se démettra de sa tâche.

La loi du 12 août 1930 accorde d'ailleurs pour l'instant des garanties très suffisantes au personnel à temps incomplet.

M. MARRANE observe que les instituteurs secrétaires de mairie ont déjà un statut en tant qu'employés de l'Etat. Il ne semble pas qu'ils puissent être soumis à deux statuts différents.

Car, ailleurs, l'Administration des petites communes est tellement variée, les problèmes qu'elles ont à résoudre sont tellement différents que, vouloir régler leur personnel par des dispositions prises à l'échelon national, serait commettre un attentat contre leurs libertés.

M. PINTON partage entièrement l'avis de M. MARRANE ainsi que la quasi unanimité des commissaires présents.

M. MARRANE signale qu'il faudra, lors de la prochaine séance, demander aux représentants du Ministre de l'Intérieur, dans quelle mesure des employés communaux déjà fonctionnaires de l'Etat pourront bénéficier d'un statut autre que celui de la Fonction Publique.

La Commission décide alors d'entendre, lors de sa prochaine séance, les représentants des syndicats du personnel ainsi que les fonctionnaires compétents du Ministère de l'Intérieur.

Après cette séance consacrée aux auditions, une autre séance pourrait être tenue qui serait consacrée à l'examen des articles du projet de loi.

../..



I. 19.7.51

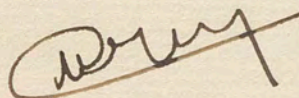
771

- 4 -

La Commission décide enfin de demander une prolongation de deux mois du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour examiner ce texte.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Dorcy', written over a horizontal line.



## AVANT-RAPPORT

-:-:-:-:-

sur le projet de loi relatif au statut des agents  
communaux

fait

par M. DUMAS  
Sénateur

-:-:-:-:-

Mes chers Collègues,

Nous avons déjà examiné ensemble le projet de loi voté par l'Assemblée Nationale, portant statut général du personnel des communes/des établissements publics communaux.

Ainsi que la convocation de M. Le Président vous en a informés, nous envisageons à la prochaine séance, de terminer la discussion générale de ce texte en prenant position sur quelques points essentiels.

Je crois devoir vous fournir mon avis sur ces points, après avoir d'ailleurs consulté le groupe des Sénateurs laïques.

Deux questions se posent sur un plan général et doivent être résolues en premier. Je les reprends l'une et l'autre :

1°) Le principe du statut du personnel communal doit-il être accepté ou remis en cause ?

Ce principe se trouve posé, tant par le projet de loi qu'a présenté le Gouvernement, qu'admis par le projet adopté par l'Assemblée Nationale. Je crois que nous sommes unanimes à accepter le principe du statut.

2°) Dans l'élaboration de ce statut, faut-il ne retenir

.../...



que l'intérêt et les convenances du personnel communal suivant la tendance qui semble avoir dominé les décisions de la précédente Assemblée Nationale, ou bien faut-il rechercher une solution d'équilibre c'est-à-dire un texte qui, tout en apportant à ce personnel les garanties désirables, sauvegarde les attributions et les pouvoirs essentiels des Maires et des municipalités ?

Là aussi, la réponse du groupe des sénateurs-maires a été affirmative. Certes, le statut a pour objet de donner au personnel communal des garanties, toutes les garanties qui sont nécessaires et normales. Mais cette condition doit s'accomoder parfaitement de la nécessité non moins grande de ne pas empiéter sur les libertés communales et sur les attributions et les pouvoirs essentiels des Maires.

C'est donc en m'inspirant de cette double considération que je soumettrai à votre appréciation le texte de chacun des articles du projet.

A l'occasion de la discussion générale demandée par notre collègue, M. Léo HAMON, trois autres questions sont posées qui ont un caractère plus particulier, mais qui, d'autre part, conditionnent l'économie du texte et la rédaction de maints articles du projet.

3°) La réunion en un syndicat, des communes occupant moins de 40 agents à temps complet, doit-elle être admise ?

Le texte voté par l'Assemblée Nationale, comme celui proposé par le Gouvernement prévoit la création, dans chaque département, d'un syndicat des communes occupant moins d'un nombre déterminé d'agents soumis au présent statut, c'est-à-dire titularisés dans un emploi permanent à temps complet.

Le texte adopté déclare que ce syndicat a pour objet de faciliter aux communes l'application du présent statut, mais on ajoute :

... Il (le syndicat) exerce, en outre, les attributions qui lui sont conférées par la présente loi (article 13) ...

Avec le groupe des Sénateurs-maires, j'estime que tant que le syndicat aura pour rôle de faciliter aux communes l'application du statut, il sera le bienvenu. Mais il ne faut pas que des attributions importantes/soient conférées qui lui permettent d'avoir des pouvoirs de décisions dessaisissant ainsi les maires de prérogatives essentielles.

C'est ainsi que se pose la question.

Le projet du Gouvernement prévoyait lui aussi la constitution obligatoire de ces syndicats intercommunaux, il serait intéressant

.../...



savoir les raisons pour lesquelles cette initiative a été prise.

Je dois attirer également votre attention sur le fonctionnement de ces syndicats intercommunaux. Si, comme il y a tout lieu de le penser, il s'agit de syndicats intercommunaux réglementés par les lois des 22 mars 1890 et 13 novembre 1917 modifiant la loi municipale, modifiées elles-mêmes par les lois des 26 juin 1925, 5 avril 1927, 7 avril 1931 et 30 octobre 1935, il s'agira de constituer un syndicat administré par un Comité.

Chaque commune est représentée dans le Comité par deux délégués. Le Comité élit annuellement, parmi ses membres, les membres de son bureau. C'est à ce dernier, évidemment, que de nombreuses délégations pourraient être données. Mais il n'en reste pas moins que le Comité Syndical doit tenir deux sessions par an, or, le Syndicat s'étendant à l'ensemble du département, peut comprendre jusqu'à plusieurs centaines de communes.

A raison de deux délégués par commune, il faudrait trouver des salles de réunions à l'image de celles de l'Assemblée Nationale, sans compter les autres inconvénients d'aussi larges assemblées. Si donc le principe du syndicat de communes est admis, il y aura lieu d'envisager son fonctionnement dans un cadre plus étroit que celui du département (arrondissements, cantons ou régions ou même par analogie d'importance du personnel).

4°) La quatrième question posée peut d'ailleurs réduire elle-même l'importance en volume du syndicat intercommunal. J'estime avec le groupe des sénateurs-maires qu'il faut préciser la situation des communes n'occupant pas d'agents permanents à temps complet.

Une obscurité existe dans le projet de l'Assemblée Nationale comme d'ailleurs dans celui du Gouvernement.

L'article premier est formel en déclarant que le présent statut s'applique aux agents titularisés dans un emploi permanent à temps complet. L'article 83 donne pouvoir au Conseil municipal dans les communes occupant plus de 40 agents et au Comité du syndicat de communes dans les autres localités de déterminer auprès de la Commission paritaire le statut du personnel titularisé dans un emploi permanent à temps non complet ainsi que les dispositions d'ordre statutaire applicables aux personnels occupant des emplois ayant un caractère occasionnel ou temporaire.

Il semble bien que dans son esprit le législateur a voulu viser les communes ayant des agents régis par le statut c'est-à-dire un ou des agents titularisés dans un emploi permanent à temps complet.

A côté d'eux se trouvent d'autres agents ayant un emploi à temps non complet ou un emploi occasionnel ou temporaire. On a voulu que des dispositions d'ordre statutaire - qu'il faut alors prévoir aussi souples que possible - existent également en leur faveur en dehors du statut. Mais, dans les communes où n'existe



aucun agent à temps complet soumis au statut, je ne crois pas que l'on doive envisager que l'article 83 est applicable.

En effet, nous connaissons tous de nombreuses petites communes rurales où il est difficile de trouver un secrétaire de mairie (lorsque l'instituteur n'exerce pas cette fonction) ou un garde champêtre ou valet communal. On est parfois très heureux de pouvoir faire appel à un retraité ou à un habitant du pays pour consacrer quelques heures aux services publics.

Un règlement aussi souple soit-il ne pourrait prévoir tous ces cas et c'est pour cela sans doute qu'on laisse ces communes en dehors de tout statut général, ce qui n'empêche pas de prévoir un statut local, ne serait-il que verbal où l'expression d'un contrat temporaire.

Si tel est également votre avis, je vous demanderai, lorsque nous en serons à l'article 83, de compléter en conséquence libellé de son texte.

5°) La création d'un Comité paritaire national consultatif des services municipaux doit-elle être maintenue ? J'ai discuté également de cette question avec le groupe des sénateurs-maires qui, sur ce point, a retenu les arguments de notre collègue M. Marrane faisant remarquer que le Comité paritaire national prévu par l'article 86 et qui se superpose au Conseil national des services publics départementaux et communaux déjà existant, a, sur ce dernier, l'avantage d'être un comité paritaire, c'est-à-dire de comprendre un nombre de maires beaucoup plus important que le Conseil national.

Je serais donc pour ma part disposé à vous conseiller de maintenir la création du Comité paritaire national consultatif à condition qu'il ne soit que consultatif.

Je vous demande, mes chers Collègues, de bien vouloir prendre position clairement sur ces diverses questions par une suite de votes qui ne permettront de vous soumettre la rédaction que j'envisage en ce qui concerne les divers articles du projet de statut.

Nous pourrions même dès maintenant, si vous le désirez, commencer par l'article premier l'examen de ces textes.



# TITRE PREMIER

## Dispositions générales

### Article premier

Le présent statut s'applique aux agents des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux et aux sapeurs pompiers titularisés dans un emploi permanent à temps complet, sans qu'il soit dérogé aux dispositions législatives et réglementaires qui créent, en faveur de certaines catégories d'agents, un régime spécial.

Il ne s'applique pas aux personnels des établissements communaux qui présentent un caractère industriel ou commercial.

Le conseil municipal fixe par délibération la liste des emplois permanents confiés à un personnel exclusivement communal dont les titulaires sont soumis au présent statut.

Le statut particulier des titulaires des emplois permanents non soumis au présent statut général est fixé par le Conseil municipal, après avis de la Commission paritaire compétente.

Les attributions dévolues par la présente loi au conseil municipal et au maire sont exercées en ce qui concerne le personnel des établissements publics communaux et intercommunaux, par la commission administrative, le conseil d'administration ou le comité chargé de la gestion et de l'administration de l'établissement public et leur président.

---:---:---

En résumé, ce texte est celui de l'Assemblée Nationale, avec une addition au 3e paragraphe, conforme à un amendement que m'a remis M. Pinton, et qui est justifié notamment par l'addition des sapeurs-pompiers aux catégories d'agents bénéficiaires du statut, addition que n'avait pas retenu le texte du Gouvernement.

A noter, dans la discussion, que cet article a soulevé à l'Assemblée Nationale, une intervention de M. Yves Fagon (page 6007, séance du 8 novembre 1949) invitant ses collègues à lire le texte qui dispose que le statut n'est applicable qu'aux agents à temps complet.



## Article 2.

-----

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte a été très discuté à la Chambre, notamment, en ce qui concerne la substitution des syndicats professionnels aux intéressés pour le pouvoir contre des décisions individuelles, mais il est précisé qu'il s'agit des décisions individuelles portant atteinte aux intérêts collectifs des agents. Moyennant que cette condition soit expresse et rigoureuse, je propose l'adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale, conforme d'ailleurs à celui qu'avait proposé le Gouvernement.

Celui-ci avait précisé les droits de nomination des Maires aux emplois communaux dans un paragraphe 2 de cet article 2. Ce paragraphe n'a pas été retenu ici par la Chambre, mais reporté en tête de l'article 18 qui appartient au Titre III, Recrutement. Je crois aussi que cette affirmation du pouvoir des Maires, qui ne saurait être omise, sera, toutefois, mieux placée au Titre III.

Enfin, après le vote de cet article 2, la Chambre a été saisie d'amendements tendant à réglementer le droit de grève des employés communaux (article 2 bis à 2 septies). Une grosse majorité de l'Assemblée a estimé que cette réglementation ne devait pas être limitée, le cas échéant, seulement aux fonctionnaires communaux, et qu'elle n'est pas de la compétence spéciale de la Commission de l'Intérieur. Elle n'a donc pas été retenue par le biais du présent statut.

## Article 3.

-----

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte est conforme à celui proposé par le Gouvernement, et ne paraît devoir soulever aucune difficulté.

## Article 4.

-----

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte est le même que celui du projet gouvernemental, du moins dans son esprit. Je propose son adoption.



Article 5

(Adoption du texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte est également conforme à celui du Gouvernement, à la seule différence qu'il vise, in fine, les articles 14 et 14bis, au lieu du seul article 14, parce que l'Assemblée Nationale a scindé cet article en deux parties.

Article 6.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Cet article est conforme à celui proposé par le Gouvernement.

Article 7.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Là aussi, il y a conformité de texte, entre l'Assemblée Nationale et le projet du Gouvernement. Adoption proposée.

Article 8.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

C'est le texte du projet gouvernemental, adopté par l'Assemblée Nationale. Je propose de l'adopter.

Article 9.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte a fait l'objet, à la Chambre, d'une discussion sur

/...



la notion de la faute de service, en raison des répercussions du paragraphe 2.

Le Gouvernement, qui a, lui-même proposé ce texte, en a expliqué la portée, et l'article 9 a été adopté ainsi rédigé. Il est d'ailleurs la reproduction de la loi sur la fonction publique. C'est un texte du Conseil d'Etat.

Article 10.

(Adoption du texte voté par  
l'Assemblée Nationale).

Ce texte, conforme à celui proposé par le Gouvernement, ne paraît pas devoir soulever de difficultés spéciales.

Article 11.

(Adoption du texte voté par  
l'Assemblée Nationale).

M. Maurice Violette a contesté, à la Chambre, les possibilités d'application de ce texte dans les petites et moyennes communes n'ayant pas un service du personnel.

Son point de vue n'a pas été admis.

Par contre, c'est la rédaction qu'il a proposée, en accord avec le Ministre de l'Intérieur, qui a été adoptée pour le 2e alinéa de l'article, ajouté au texte proposé par le Gouvernement.

C'est, également, cette rédaction que je propose.

Article 12.

(Adoption du texte voté par  
l'Assemblée Nationale).

Le personnel est vis-à-vis de la municipalité dans une situation statutaire et réglementaire.



Ce texte, proposé par le Gouvernement, a été adopté par l'Assemblée Nationale, après les explications fournies par le Ministre de l'Intérieur, en réponse à une observation de M. Violette qui trouvait, en effet, sibyllin.

C'est en tenant compte de ces explications (page 604I, séance du 10 novembre 1949) que j'en propose, à mon tour, l'adoption.



PARIS, LE \_\_\_\_\_

I - Audition des représentants des Syndicats de communes  
communal.

II - Audition de M. BOZZI, Président des Syndicats  
municipaux et communaux de l'Algérie et de  
ou d'un de ses collaborateurs

III - Examen du projet de loi sur le statut  
statut

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, départementale et  
l'après-midi)  
Communale, Algérie).

-o-o-o-o-o-o-o-

Présidence de M. CORNU, Président

-o-o-o-o-

Séance du Jeudi 26 Juillet 1951

-o-o-o-o-

La séance est ouverte à 9 Heures 30

-oOo-

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD, MM. François  
DUMAS, Léo HAMON, LE BASSER, LODEON, MARRANE,  
MUSCATELLI, SARRIEN, SCHWARTZ, Chérif SISBANE,  
SOLDANI, VERDEILLE, ZUSSY.

Suppléants: MM. GADOIN (de M. FRANCK-CHANTE),  
PIC (de M. ASSAILLIT),  
PINTON (de M. BORGEAUD).

Excusé : M. ROGIER.

Absents : MM. BONNEFOUS, de FRAISSINETTE, de LACHOMETTE,  
de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN, RUPIED, SYMPHOR,  
VAUTHIER.

-oOo-

..../..



ORDRE DU JOUR  
=====

- I - Audition des représentants des Syndicats du personnel communal.
- II - Audition de M. MOATTI, Directeur des Affaires Départementales et communales du Ministère de l'Intérieur, ou d'un de ses collaborateurs .
- III - Examen du projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut du personnel communal.

(Une seconde séance est à prévoir dans le courant de l'après-midi).

-oOo-

COMPTE-RENDU  
=====

M. CORNU, Président, ouvre la séance.

La Commission procède à l'audition de différentes délégations syndicales représentant le personnel communal.

Les délégués de la Fédération Force Ouvrière se déclarent partisans de l'adoption, sans modification, du texte voté par l'Assemblée Nationale et renoncent en conséquence à présenter des observations. Les délégués de la Fédération autonome présentent, par contre, plusieurs observations tendant à modifier le texte de l'Assemblée Nationale. (Voir pièces jointes au présent procès-verbal).

Les délégués des fédérations C.G.T. et C.F.T.C. qui sont entendus ensemble présentent différentes observations et remettent à la Commission deux notes les résumant (voir annexes au présent procès-verbal).

o

o

o

../..



- 3 -

Après l'audition des syndicats, la Commission entend deux représentants de M. MOATTI, Directeur des Affaires Départementales au Ministère de l'Intérieur, à qui sont posées, par plusieurs commissaires, des questions techniques concernant l'économie du projet en cours d'examen.

La séance est ensuite suspendue à 13 Heures.

Elle est reprise à 15 Heures 15.

La Commission aborde alors l'examen du deuxième avant-rapport de M. DUMAS et elle en adopte les articles 1er à 17, en faisant siennes les modifications suggérées au texte de l'Assemblée Nationale par le rapporteur. (Voir pièces jointes au présent procès-verbal).

La séance est levée à 17 Heures.

Le Président,





# Personnels des Services Publics et des Services de Santé

SIÈGE SOCIAL :

213, RUE LAFAYETTE  
PARIS (10°)

Tél. : NORD 51-68

C.C.P. PARIS 597-65

SECRÉTARIAT

Afin de permettre un classement sérieux  
des dossiers, prière de faire une lettre pour  
chaque affaire.



PARIS, LE

26 JUILLET 1951

Monsieur le Président,

Messieurs,

Par lettre en date du 25 Avril dernier, nous avons l'honneur de vous rappeler, en attirant votre attention sur le vote en première lecture par l'Assemblée Nationale du statut des personnels communaux, que ce rapport émanant de la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale avait été élaboré en tenant compte d'un projet primitif établi en 1947 par les représentants particulièrement qualifiés de l'Association des Maires de France et ceux des organisations syndicales.

A ce sujet, nous voulons rappeler que ce projet a été le résultat de très nombreuses séances de travail au cours desquelles MM. les représentants des Maires de France ont, en particulier, examiné toutes les répercussions du projet en matière d'autonomie communale et fait en sorte qu'aucune atteinte ne lui soit portée.

C'est en raison, d'ailleurs, de la défense de ce principe que MM. les membres de la commission de l'intérieur ont repoussé, à l'unanimité, le projet gouvernemental qui visait à restreindre encore davantage l'autonomie communale.

En soulignant que le texte adopté par l'Assemblée Nationale était sensiblement différent du projet primitif, privant ainsi les travailleurs communaux de nombreuses garanties statutaires cependant légitimes, nous



vous faisons connaître qu'il constituait néanmoins pour eux un réel progrès sur la situation actuelle.

Par ailleurs, nous vous demandions, sans remettre en cause l'ensemble du projet, d'y apporter un certain nombre d'aménagements demandés par les travailleurs communaux portant sur les articles visant la titularisation, la limite d'âge, les conséquences de l'application de certaines peines disciplinaires, la rémunération en cas de maladie, le détachement pour cause de maternité et l'extension de l'application du statut en cause aux personnels de la Ville de Paris, de la Préfecture de la Seine et des administrations annexes.

Et nous vous demandions en conclusion, compte tenu de ces quelques modifications, de voter l'ensemble du projet afin que ce statut dont on parle depuis près de 30 ans devienne enfin une réalité.

Aujourd'hui, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'insister sur la nécessité de doter les agents communaux d'un statut. Seuls, dans la nation, ils ne bénéficient pas de règles statutaires normales, ce qui a comme conséquence, en ce qui concerne la rémunération, de les priver dans de nombreux cas, du minimum garanti auquel peut prétendre le travailleur le moins bien partagé en cette matière.

A ce sujet, nous voulons souligner que des employés communaux à temps complet : cantonniers, gardes-champêtres ou secrétaires de mairie sont rétribués actuellement dans des conditions insuffisantes puisque l'on trouvait encore au début de l'année, notamment dans le département de la Charente, des employés communaux à temps complet gagnant moins de 6.000 frs par mois.

L'absence de règles statutaires aboutit à bien d'autres conséquences pénibles pour les agents communaux, notamment en matière de stabilité de l'emploi, de droit syndical et de garantie disciplinaire.

Mais, ce que nous voulons souligner devant vous, Messieurs, c'est que cette situation exceptionnelle a également des conséquences fâcheuses pour les administrations communales, l'absence de statut ayant des répercussions directes sur la qualité et l'activité des personnels et, par voie de conséquence, sur la gestion des communes de notre pays.

Mais, si nous pensons que la nécessité d'un statut est reconnue par tous et en particulier par de



nombreux Maires de France, comme en témoigne cette lettre du 18 Juillet émanant de l'Association des Maires de France dans laquelle, sous la signature de M. LE GALLO, secrétaire général de l'Association des Maires de France, il est précisé que "cette importante question n'avait pas échappé à l'attention des Maires de France qui, depuis 2 ans, est intervenue à plusieurs reprises, pour accélérer le vote de ce statut, nous savons aussi qu'un certain nombre d'élus municipaux et de Maires témoignent d'une certaine méfiance à l'égard de dispositions statutaires qui leur paraissent porter atteinte au principe de l'autonomie communale.

A ce sujet, nous voulons affirmer une fois encore, au nom de notre organisation, que nous avons toujours défendu l'autonomie communale en tant que principe démocratique s'inscrivant dans le cadre d'un régime démocratique nécessaire à la vie et au développement de nos organisations syndicales.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons toujours demandé l'abrogation de l'article 78 de la loi de finances de 1937 qui fait peser un joug insupportable sur les administrations municipales brimant et les personnels, et les administrateurs de nos villes et communes.

Dans ces conditions, nous nous sommes efforcés tout au long de notre projet initial, de dégager les personnels communaux et, par voie de conséquence, les élus municipaux, de l'emprise des Ministères de tutelle Intérieur et Finances.

Nous nous sommes efforcés, sans porter atteinte aux prérogatives des élus municipaux et des Maires précisées par la loi de 1884, d'introduire dans le statut des personnels communaux des règles permettant aux employeurs, c'est-à-dire aux Maires et Conseils municipaux, et aux employés, c'est-à-dire à l'ensemble des travailleurs de nos communes, de régler leurs affaires entre eux sans être obligés de rendre des comptes à des tiers, en l'occurrence à des services ministériels qui ignorent, bien souvent, l'essentiel des difficultés que rencontrent les élus municipaux dans la gestion des communes et le rôle des employés municipaux qui, au surplus, réalisent des travaux qui devraient être, bien souvent, à la charge des Ministères qui les imposent aux communes.

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé qu'il y ait des syndicats de communes chargés d'appliquer le statut.



Cette institution, bien loin de porter atteinte au principe de l'autonomie communale apportera au contraire, notamment aux Maires des moyennes et petites communes, une aide appréciable en matière de personnel et mettra fin à toute une série de difficultés relevant, pour la plupart, de l'immixtion des Ministères de tutelle dans les affaires communales.

Ajoutons que les Maires ou élus municipaux qui siégeront dans ces commissions seront eux-mêmes des délégués librement choisis par leurs collègues ayant des intérêts communs, ce qui fait disparaître toute notion d'obligation imposée par un organisme qui n'aurait pas l'agrément des intéressés.

C'est pour la même raison que nous avons demandé l'institution du comité paritaire national consultatif.

Une telle institution sur le plan national, rend aux Maires une représentation qui leur a été ravie dans l'actuel Conseil National des Services Publics entièrement placé sous le contrôle des représentants des Ministères et dans lequel il est presque impossible de faire aboutir les revendications les plus modestes ou de procéder à des réformes administratives les plus insignifiantes.

Naturellement, le personnel communal, dans le cadre de ces nouvelles institutions qui atténuent, en attendant l'abrogation de l'article 78, les conséquences de l'ingérence des Ministères dans des administrations locales, demande un certain nombre de garanties.

Il pense que l'autonomie communale ne saurait avoir comme conséquence, notamment, de le réduire à une inconcevable misère - alors que comme les autres personnels, il devrait au moins bénéficier obligatoirement du minimum garanti - ou de le livrer à l'arbitraire de décisions disciplinaires incompatibles avec la notion de liberté et de justice sociale contenue dans le principe de l'autonomie communale.

L'autonomie communale qui nous vient des premières franchises communales, a été réalisée pour diminuer la misère et la servitude des citoyens. On comprendrait mal aujourd'hui qu'elle puisse avoir comme conséquence d'engendrer la misère et l'arbitraire.

Ce sont, Messieurs, les raisons pour lesquelles nous vous demandons de reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée, en y faisant figurer les correctifs joints à cette déclaration.

Il va de soi que le statut est seulement valable



pour les employés à temps complet, exception faite pour certaine catégorie très limitée de travailleurs, tels les professeurs d'enseignements spéciaux.

Par ailleurs, nous voulons ajouter que les agents des services publics de Paris, de la Préfecture de la Seine et des administrations annexes ont réclamé par un amendement, le bénéfice d'un tel statut. Nous insistons donc pour que vous fassiez vôtre une demande qui mettrait fin aux difficultés actuelles.

Ainsi, en marquant votre accord avec nos propositions, il serait mit fin à une situation qui est à la fois pénible pour les collectivités municipales et les travailleurs qui en dépendent.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Messieurs, à l'assurance de notre parfaite considération.

Pour le Bureau Fédéral :

Le secrétaire général,

  
H. LARTIGUE



EXTRAITS DE LA LETTRE QUE NOUS VOUS AVONS ADRESSEE

---

EN DATE DU 25 AVRIL 1951

---

-O-

A N N E X E I

contenant un certain nombre d'observations que nous considérons comme essentielles, c'est-à-dire qu'il nous serait agréable que, les prenant en considération, vous modifiiez votre rapport en ce sens.

-O-

Article 86 bis.— Nous rappelons que nos diverses organisations tiennent essentiellement à la titularisation des personnels, c'est pourquoi nous demandons des modifications à cet article par l'introduction des mots : "seront titularisés" remplaçant ceux "pourront être titularisés".

Ceci nous apparaît d'autant plus possible que le procès-verbal de la séance de la Commission de l'Intérieur du 30 Juin 1949 qui a débattu la question, indique que les articles 83 à 91 sont remplacés par ceux portant les numéros 78 à 87 du rapport N° 5.364.

Or, l'article 84 indiquait bien : "seront titularisés". Nous pensons donc qu'il s'agit là d'une erreur de la Commission de l'Intérieur. En tout état de cause, nous tenons essentiellement à l'obligation de la titularisation.

".....

Article 80.— Le deuxième paragraphe de cet article devrait être supprimé, compte tenu des règles édictées par le paragraphe premier.

".....

O  
O O

A N N E X E II

concernant certaines modifications que nous voudrions également voir introduire dans le rapport.

".....

Article 19, 1er paragraphe : Celui-ci devrait être rédigé ainsi qu'il suit :

A l'exception des bénéficiaires de la législation sur les



emplois réservés, nul ne peut être nommé à un emploi dans les services communaux s'il a dépassé 30 ans au 1er Janvier de l'année en cours. Cette limite d'âge sera reculée d'une période égale à la durée des services militaires obligatoires ou à celle des empêchements à l'exercice de la fonction publique, prévus par l'ordonnance du 15 Juin 1945 modifiée ; elle sera également reculée de la durée des services accomplis en qualité de titulaire ou auxiliaire soit au compte de l'Etat, soit au compte d'un département ou d'une autre commune. Cette limite d'âge sera reculée également d'une année par enfant à charge au profit des pères et mères de famille.

"....."

Article 36. - La rédaction du 2ème paragraphe devrait être la suivante :

L'agent frappé de suspension peut continuer, pendant la durée de celle-ci, à percevoir l'intégralité de son traitement, ou bien être atteint d'une privation partielle dans la limite maximum de 50% de ce dernier.

"....."

Article 47. - Ajouter un 2ème paragraphe ainsi conçu :

Le Maire pourra, après consultation de la commission paritaire, maintenir tout ou partie de la rémunération totale des intéressés, si ceux-ci à l'expiration du congé de maladie, ne sont pas en mesure de reprendre leur emploi.

services communaux s'il a dépassé 30 ans au 1er Janvier de l'année en cours. Cette limite d'âge sera reculée d'une période égale à la durée des services militaires obligatoires ou à celle des empêchements à l'exercice de la fonction publique, prévus par l'ordonnance du 15 Juin 1945 modifiée ; elle sera également reculée de la durée des services accomplis en qualité de titulaire ou auxiliaire soit au compte de l'Etat, soit au compte d'un département ou d'une autre commune. Cette limite d'âge sera reculée également d'une année par enfant à charge au profit des pères et mères de famille.

Article 58. - Ajouter :

Le détachement est accordé de plein droit dans les cas prévus à l'article 57, paragraphe C. " soit au compte d'un département ou d'une autre commune. Cette limite d'âge sera reculée également d'une année par enfant à charge au profit des pères et mères de famille.

-0-

Par ailleurs, une erreur s'est très certainement glissée dans la rédaction au Journal Officiel de l'article 69 où il est dit :

"La mise en disponibilité est accordée de droit à la femme fonctionnaire ayant un enfant âgé de moins de 5 ans frappé d'une infirmité exigeant des soins continus et demandant, pour l'élever, à quitter temporairement les cadres de l'Administration."

La véritable rédaction telle qu'elle résultait d'ailleurs du rapport N° 7.747 et de l'amendement déposé en séance publique consistait à dire :

"..... à la femme fonctionnaire ayant un enfant âgé de moins de 5 ans ou frappé d'une infirmité exigeant des soins continus....." " soit au compte d'un département ou d'une autre commune. Cette limite d'âge sera reculée également d'une année par enfant à charge au profit des pères et mères de famille.



Nous serions également très désireux que soit repris un amendement qui avait été déposé en séance publique se rapportant aux agents de la Ville de Paris et ainsi rédigé :

"Article 84.- Le présent statut s'applique au personnel de la Ville de Paris, de la Préfecture de la Seine et des administrations annexes. Il pourra être complété par des dispositions particulières."

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir faire introduire un tel article dans le texte soumis à votre haute Assemblée.

"....."

00 00



CONSEIL  
de la  
REPUBLIQUE

Commission de l'Intérieur

-:-

J.V.

2me AVANT-RAPPORT

sur le projet de loi relatif au Statut des  
Agents Communaux,

fait

par M. DUMAS,  
Sénateur.

-:-:-

Mes Chers Collègues,

A la suite de la discussion générale qui s'est déroulée au sein de la Commission, il convient d'aborder l'examen des articles du projet de loi, ce qui n'a pu être fait à notre précédente séance, en l'absence de tout représentant du Ministère de l'Intérieur, d'une part, et avant que la Commission ait entendu elle-même les délégués des diverses organisations syndicales intéressées, d'autre part.

Cette audition précèdera immédiatement l'examen des articles. Les textes que je vous sou mets ci-après pourraient donc ne plus correspondre, sur certains points, à ce que vous désirez envisager et à ce que j'envisagerai moi-même après les échanges de vues. Mais il importe, pour avancer en besogne, que nous ayons des textes précis sur lesquels baser notre étude et c'est dans cet esprit que je vous les présente ci-après :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

"Le présent statut s'applique aux agents des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux titularisés dans un emploi permanent à temps complet, sans qu'il soit dérogé aux

.../...



dispositions législatives et réglementaires qui créent, en faveur de certaines catégories d'agents, un régime spécial.

"Il ne s'applique pas aux personnels des établissements communaux qui présentent un caractère industriel ou commercial.

"Le conseil municipal fixe par délibération la liste des emplois permanents confiés à un personnel exclusivement communal dont les titulaires sont soumis au présent statut.

"Les attributions dévolues par la présente loi au conseil municipal et au maire sont exercées en ce qui concerne le personnel des établissements publics communaux et intercommunaux, par la commission administrative, le conseil d'administration ou le comité chargé de la gestion et de l'administration de l'établissement public et leur président".

-----  
Ce texte est celui proposé par le Gouvernement. Il ne diffère de celui adopté par l'Assemblée Nationale que par l'adjonction des sapeurs-pompiers que celle-ci y avait faite. Dans de précédentes propositions, j'avais retenu ce texte de la Chambre. Et déjà notre collègue, M. Pinton, m'avait remis un amendement à insérer entre les § 3 et 4 de l'article visant le cas des statuts particuliers.

Les renseignements que, depuis, j'ai recueillis à plusieurs reprises auprès des Services du Ministère de l'Intérieur m'ont incité à vous demander aujourd'hui le retour pur et simple au texte du Gouvernement, ce qui, en même temps, rend inutile l'amendement de M. Pinton. Les sapeurs-pompiers sont soumis, en effet, à un statut spécial par application d'une loi de 1871.

D'autre part, dans les villes qui ont des sapeurs-pompiers titularisés dans cette fonction à temps complet (Paris étant hors de cause), le corps est formé de professionnels et de volontaires. Les professionnels seraient ainsi soumis à des règles disciplinaires autres que celles appliquées aux volontaires. Il importe cependant que, pour le bon fonctionnement d'un corps de sapeurs-pompiers, la même discipline, les mêmes règles jouent ; que les officiers n'aient pas à faire une distinction dans les mesures qu'ils pourraient avoir à prendre à l'encontre de plusieurs hommes. L'Intérieur insiste pour cette disjonction des sapeurs-pompiers.

Je m'y associe, en formulant le vœu qu'après le vote du présent statut, le Ministre de l'Intérieur prépare un décret mettant au point le statut spécial des sapeurs-pompiers, en s'inspirant de toutes les dispositions qui pourront être retenues en leur faveur.



Article 2

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte a été très discuté à la Chambre, notamment, en ce qui concerne la substitution des syndicats professionnels aux intéressés pour se pourvoir contre des décisions individuelles, mais il est précisé qu'il s'agit des décisions individuelles portant atteinte aux intérêts collectifs des agents. Moyennant que cette condition soit expresse et rigoureuse, je propose l'adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale, conforme d'ailleurs à celui qu'avait proposé le Gouvernement.

Celui-ci avait précisé les droits de nomination des Maires aux emplois communaux dans un paragraphe 2 de cet article 2, et cela, à la demande du Conseil d'Etat. Ce paragraphe n'a pas été retenu ici par la Chambre, mais reporté en tête de l'article 18 qui appartient au Titre III, Recrutement. Je crois aussi que cette affirmation du pouvoir des Maires, qui ne saurait être omise, sera mieux placée au Titre III (Recrutement).

Enfin, après le vote de cet article 2, la Chambre a été saisie d'amendements tendant à réglementer le droit de grève des employés communaux (articles 2 bis à 2 septies). Une grosse majorité de l'Assemblée a estimé que cette réglementation ne devrait pas être limitée, le cas échéant, seulement aux fonctionnaires communaux, et qu'elle n'est pas de la compétence spéciale de la Commission de l'Intérieur. Elle n'a donc pas été retenue par le biais du présent statut.

Article 3.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte est conforme à celui proposé par le Gouvernement, et ne paraît devoir soulever aucune difficulté.

Article 4.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte est le même que celui du projet gouvernemental, du moins dans son esprit. Je propose son adoption.

Article 5.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte est également conforme à celui du Gouvernement, à la seule différence qu'il vise, in fine, les articles 14 et 14bis, au lieu du seul article 14, parce que l'Assemblée Nationale a scindé cet article en deux parties.

../..



Article 6.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Cet article est conforme à celui proposé par le Gouvernement.

Article 7.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Il y a aussi, il y a conformité de textes entre l'Assemblée Nationale et le projet du Gouvernement. Adoption proposée.

Article 8.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

C'est le texte du projet gouvernemental, adopté par l'Assemblée Nationale. Je propose de l'adopter.

Article 9.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte a fait l'objet, à la Chambre, d'une discussion sur la notion de la faute de service, en raison des répercussions du paragraphe 2.

Le Gouvernement qui a, lui-même proposé ce texte, en a expliqué la portée et l'article 9 a été adopté ainsi rédigé. Il est d'ailleurs la reproduction de la loi sur la fonction publique. C'est un texte du Conseil d'Etat.

Article 10.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Ce texte, conforme à celui proposé par le Gouvernement, ne paraît pas devoir soulever de difficultés spéciales.

Article 11.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

M. Maurice Violette a contesté, à la Chambre, les possibilités d'application de ce texte dans les petites et moyennes communes n'ayant pas un service du personnel.



Son point de vue n'a pas été admis.

Par contre, c'est la rédaction qu'il a proposée, en accord avec le Ministre de l'Intérieur, qui a été adoptée pour le 2<sup>me</sup> alinéa de l'article, ajouté au texte proposé par le Gouvernement.

C'est également cette rédaction que je propose.

#### Article 12.

(Adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale).

Le personnel est vis-à-vis de la municipalité dans une situation statutaire et réglementaire.

Ce texte, proposé par le Gouvernement, a été adopté par l'Assemblée Nationale, après les explications fournies par le Ministre de l'Intérieur, en réponse à une observation de M. Violette qui le trouvait, en effet, sibyllin.

Ces explications étaient nécessaires. Mais celles-ci ayant été données, je ne crois pas qu'il soit indispensable de déclarer, dans une loi portant statut d'un personnel, que ce personnel est dans une situation statutaire. Je vous laisse toutefois juges de la question.



TITRE II

Dispositions organiques.

Syndicats de communes pour le personnel.

Commissions administratives  
paritaires.

Article 13.

Il est créé dans chaque département un syndicat de communes auquel sont obligatoirement affiliées toutes les communes occupant de 1 à 30 agents soumis au présent statut, c'est-à-dire agents titularisés dans un emploi permanent à temps complet.

Ce syndicat a pour objet de faciliter aux communes l'application du présent statut. Il exerce, en outre, les attributions qui lui sont conférées par la présente loi.

Un décret fixera les conditions de constitution et de fonctionnement de ces syndicats intercommunaux dans le cadre des dispositions de la loi municipale complétée à cet égard par les lois des 22 mars 1890, 13 novembre 1917 et subséquentes.

Un amendement de M. Pinton tend à ajouter le paragraphe ci-après :

"L'adhésion à ce syndicat sera facultative pour les communes n'employant aucun agent permanent à temps complet, étant spécifié qu'en aucun cas ne sera autorisée la transformation d'un emploi à temps complet en plusieurs emplois à temps incomplet".

o

o

o

Ce texte est inspiré de l'esprit de celui adopté par la Chambre, mais il a été rédigé pour bien établir que, conformément aux dispositions de l'article 1er, seuls sont en cause les personnels titularisés dans un emploi permanent à temps complet. L'adjonction demandée par M. Pinton laisse la faculté, aux communes qui n'ont aucun agent à temps complet d'adhérer au syndicat intercommunal en cause. Bien peu useront de cette faculté. On verra plus loin que le syndicat intercommunal (article 83) collaborera à l'établissement de règles statutaires pour le personnel



à temps non complet qui, dans les communes faisant obligatoirement partie du Syndicat, travaille à côté des agents à temps complet. Peut-être certaines des communes n'ayant aucun agent à temps complet voudront-elles s'inspirer des règles ainsi élaborées. Ce serait leur raison d'être au sein du Syndicat.

D'autre part, je propose la promulgation d'un décret qui devra fixer les modalités de constitution et de fonctionnement du Syndicat. Je crois utile ce complément administratif, parce que le fonctionnement des syndicats intercommunaux pour la réalisation de travaux en commun (route, adduction d'eau, électrification, etc...) n'est pas identique au fonctionnement des syndicats qui nous préoccupent, bien qu'une même législation en forme le cadre. C'est ainsi qu'il faudra pratiquement envisager la réunion du Comité Syndical et du Bureau syndical au chef-lieu de département, bien que ce chef-lieu ne fasse jamais partie du syndicat. Or, le siège du syndicat devrait être l'une des communes associées, si une disposition contraire n'était pas édictée.

En outre, le Bureau du Syndicat devra être plus étoffé qu'il n'est prévu pour un Syndicat limité à quelques communes d'une même région dans les cas habituels, étant donné que ses pouvoirs étendus seront conférés à ce Bureau, afin de ne pas mettre trop souvent en mouvement le vaste appareil du Comité syndical s'étendant à tout le département.

#### Article 14.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

°  
° °

Je réserve toutefois le nombre de 40 agents. Il devra être celui que vous aurez adopté à l'article 13.

L'article 14 du projet gouvernemental comprenait également les dispositions prévues à l'article 14 bis du texte adopté par la Chambre, celle-ci ayant scindé en deux parties l'article 14 du projet ci-dessus.

A noter qu'un amendement de M. Pinton, qui me paraît justifié, propose de libeller comme suit le premier alinéa de l'article 14;

à partir des mots : comprenant d'une part ...

"le maire et des délégués choisis par lui parmi les adjoints

.../...



les Conseillers municipaux, les chefs de services municipaux et, d'autre part, en nombre égal, des représentants du personnel..."

Puisque le Maire nomme et révoque aux emplois, il paraît normal que les délégués municipaux de la Commission paritaire communale soient désignés par lui.

#### Article 14 bis

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Là aussi, le nombre de 40 agents est réservé et dépend de celui que vous aurez fixé en votant l'article 13.

#### Article 15.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Là encore, le nombre de 40 agents pourrait être modifié.

Par ailleurs, quand il s'agit des syndicats intercommunaux, on prévoit sagement le Bureau au lieu du Comité syndical, afin de ne pas réunir ce dernier au-delà des sessions réglementaires. Le Bureau, plus étoffé par le décret prévu à l'article 13, pourra utilement jouer le rôle du Conseil municipal dans une ville ayant une Commission paritaire locale.

#### Article 16.

"Les Commissions paritaires communales et la Commission intercommunale se réunissent sur convocation de leur président. Cette convocation est obligatoire chaque fois qu'elle est demandée par la moitié au moins des membres de la Commission ou lorsqu'un conseil municipal, ou le bureau du syndicat de communes, sollicite un avis.

Toutefois, le Conseil municipal, pour la commission paritaire communale, et le Bureau du Syndicat de communes en ce qui concerne la Commission paritaire intercommunale, peuvent fixer une ou plusieurs sessions obligatoires pour les travaux des commissions paritaires.

Dans ce cas, les demandes d'avis sont renvoyées à la plus proche réunion obligatoire.

Les Commissions paritaires communales et intercommunale donnent des avis aux maires et au Bureau du syndicat de communes,



notamment sur les modalités d'application de la présente loi et chaque fois qu'elles sont consultées par un maire ou le Bureau du Syndicat de communes.

Les Commissions paritaires intercommunales peuvent donner leur avis sur les conflits provoqués par l'application du présent Statut dans les communes possédant moins de ... agents à temps complet.

Les Commissions paritaires communales pourront, en pareil cas, demander l'avis du Comité national prévu à l'article 86."

Ce texte est une synthèse du projet gouvernemental, de celui adopté par l'Assemblée Nationale et d'amendements de notre collègue M. Pinton.

Il substitue notamment le Bureau du syndicat intercommunal au Comité, comme l'a prévu la Chambre et pour les raisons que j'ai déjà exposées.

Enfin, pour la première fois, se trouve visé le Comité National consultatif prévu par l'article 86, mais en lui laissant son rôle consultatif.

#### Article 17.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte, proposé également par le Gouvernement, ne me paraît devoir soulever aucune objection.

### TITRE III

#### Recrutement

#### Article 18.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte est plus complet que celui proposé par le Gouvernement qui disait cependant l'essentiel.



D'autre part, il reprend la déclaration nécessaire, demandée par la Commission permanente du Conseil d'Etat, sur les pouvoirs de nomination du Maire, disjointe de l'article 2.

#### Article 19.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

A ce texte, je propose d'ajouter le paragraphe ci-après :

"Toutefois, aucune limite d'âge n'est fixée pour les emplois de professeurs dans les Conservatoires de musique à caractère communal, de même que pour ceux des écoles régionales des Beaux-Arts qui sont régies sur le plan communal".

Il faut tenir compte, en effet, que les professeurs de ces conservatoires et écoles sont recrutés opportunément en raison de l'oeuvre qu'ils ont derrière eux et qui les a fait connaître ; même un prix le Rcm peut avoir plus de 30 ans sans bénéficier d'un délai supplémentaire.

La bonne marche de ces écoles exige cette adjonction.

#### Article 20.

"Sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent statut, le conseil municipal ou le comité du syndicat de communes prévu à l'article 13 ci-dessus, suivant le cas, fixe par délibérations soumises à l'approbation les conditions de recrutement pour l'accès aux différents emplois.

Le maire a la faculté de déterminer par arrêtés les modalités d'application des règles de recrutement qu'il jugera opportuns.

A l'exception des bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés, titulaires d'un emploi de début à ce titre, nul ne peut être titularisé dans un emploi permanent dans les services communaux s'il n'a satisfait aux épreuves soit d'un concours, soit d'un examen d'aptitude, ou s'il ne possède un diplôme spécial, et en ce dernier cas, après concours sur titres et s'il n'a, dans tous les cas, effectué un stage d'un an dans l'emploi qu'il sollicite.

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur fixera la liste des diplômes et des programmes des concours pour l'accès à certains emplois administratifs ou techniques spécialisés, déterminés par le plan de reclassement, en raison de leur analogie avec certains emplois de l'Etat.

Les agents masculins qui n'ont pas accompli de services



militaires ne peuvent être titularisés qu'un an après la libération de leur classe.

Peuvent être dispensés par les maires les conditions de diplôme et de stage, les candidats qui justifient avoir assumé pendant trois ans, comme titulaires, l'emploi immédiatement inférieur dans la même administration.

Peuvent en outre être dispensés de concours et examens les candidats qui justifient avoir occupé, pendant deux ans au moins, un emploi équivalent dans une autre administration où les conditions de recrutement sont identiques à celles de la nouvelle administration.

Les emplois de secrétaire général ou secrétaire de mairie, directeur général des services techniques et de direction de service autres qu'administratifs peuvent être pourvus par la voie de recrutement direct parmi les personnes justifiant des conditions de diplômes ou de capacités requises pour occuper ces emplois et bénéficier des indices y afférents.

La nomination a un caractère conditionnel. Elle peut être annulée au cours de la période de stage à l'issue de laquelle est prononcée l'admission définitive dans les cadres municipaux. En cas d'insuffisance professionnelle, les agents ainsi recrutés peuvent être licenciés au cours du stage.

Le congé de maladie n'entre pas en ligne de compte pour la durée du stage.

La période du stage entre en ligne de compte pour l'avancement et pour la retraite, après validation conformément au règlement de la Caisse nationale des retraites."

Ce texte est celui de l'Assemblée Nationale auquel j'ai simplement substitué, au paragraphe 6, les paragraphes 6 et 7 de l'article ci-dessus, qui correspondent à un amendement de M. Pinton.

Toutefois, je crois devoir ramener de 5 à 3 ans la condition de durée que notre collègue prévoyait (paragraphe 6). Sa proposition rejoint un certain nombre de préoccupations exprimées devant la Chambre.



TITRE IVRémunérationArticle 21.-

L'article 21 est, dans le projet de l'Assemblée Nationale, en contradiction avec l'article 23, ce qui eût été l'une des raisons rendant inapplicable le texte voté par l'Assemblée Nationale.

Tout est donc à reprendre ou à refondre en ce qui concerne les articles 21 et 23 qui peuvent, soit être réunis en un seul, soit être remplacés par les articles 21 et 23 du projet gouvernemental qui eux, sont acceptables.

Plusieurs autres solutions ont été examinées favorablement par votre rapporteur.

La première est celle préconisée par une fédération nationale des syndicats de personnels communaux, et que je reproduis ci-après :

"Il sera établi par le Comité paritaire national consultatif des services municipaux, prévu à l'article 86, un classement-type détaillé par catégorie, de tous les emplois nécessaires au fonctionnement de tous les services communaux.

"Ces catégories seront divisées en échelons. L'échelon le plus bas de la première catégorie devra comporter un traitement net qui pourra être inférieur à 120% du minimum vital fixé par la loi. Les échelles de traitements des diverses catégories seront fixées par arrêté pris par M. le Ministre de l'Intérieur.

"Des arrêtés pris dans la même forme fixent la liste et le montant des indemnités ou primes visées aux articles 21 bis et 22.

"Le Conseil municipal, après avis de la commission paritaire, classe chaque agent à la place qu'il doit occuper, compte tenu de ses attributions et de ses capacités, dans la hiérarchie-type résultant des barèmes ministériels de reclassement et lui affecte le traitement correspondant.

"Chaque année, ces échelles de salaires et traitements seront arrêtées pour l'année en cours. Toutefois, elles pourront, sur la demande d'une des parties, être modifiées entre temps."

(Cette rédaction entraînerait la suppression de l'article 23).

D'autre part, un amendement de M. Pinton tend à rédiger comme suit l'article 21 :



"Les Ministres de l'Intérieur, des Finances et le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Fonction publique et Réforme administrative) fixent, par arrêté, les échelles de traitements maxima susceptibles d'être attribuées par le Conseil municipal aux titulaires des emplois administratifs ou techniques déterminés par le plan de reclassement en raison de leur analogie avec certains emplois de l'Etat.

"Compte tenu de cet arrêté, le Comité paritaire national consultatif des services municipaux prévu à l'article 86 établit :

"1°) un classement-type détaillé, par catégorie, de tous les emplois nécessaires au fonctionnement de tous les services municipaux tenant compte, d'une part, de la limitation fixée au paragraphe précédent pour les emplois analogues à certains emplois de l'Etat et, d'autre part de la position hiérarchique des autres emplois par rapport à ceux ayant un caractère d'analogie avec les emplois de l'Etat. Les catégories seront divisées en échelons ;

"2°) le tableau des effectifs maxima de chacune des catégories d'emplois communaux, compte tenu de l'importance respective des différentes communes.

"Dans la limite du classement-type et des effectifs fixés par le Comité paritaire national consultatif, après avis de la commission paritaire intercommunale et sur proposition du Comité du syndicat de communes, pour les communes occupant moins de 40 agents, d'une part; après avis de la commission paritaire communale, pour les communes occupant plus de 40 agents, d'autre part, le Conseil municipal fixe l'effectif des différents emplois communaux et les échelles de traitements des différentes catégories de personnels.

"L'échelon le plus bas de la première catégorie des emplois communaux devra comporter un traitement net qui ne pourra être inférieur à 120% du minimum vital fixé par la loi.

"Chaque année, ces échelles de traitements seront arrêtées pour l'année en cours. Toutefois, des modifications pourront intervenir à tout temps sur la demande du maire ou, selon le cas, du syndicat de communes ou de la commission paritaire communale."

Le texte de notre collègue Pinton, pour être différent du précédent dans son libellé, s'en rapproche sur bien des points.

En vous laissant le soin de choisir entre le texte du Gouvernement et les deux autres reproduits ci-avant, je voudrais attirer votre attention sur un point spécial.

Je suis entièrement d'accord avec les syndicats professionnels j'en suis sûr avec la plupart des maires, pour lire que l'intervention du Ministre des Finances n'est pas désirable en la circonstance. Les finances publiques ne sont pas directement en cause. Si ce ministère bornait son intervention à l'examen des incidences directes sur les finances publiques, de la rémunération des agents



communaux, je préconiserais, au contraire, sa consultation. Mais nous connaissons tous les prétentions exorbitantes de certains trésoriers généraux ou receveurs municipaux qui, sous couvert de l'avis réglementaire de l'administration des Finances, s'érigent en juges du point de savoir si un emploi est nécessaire ou non dans une commune et si l'importance que lui attache le maire est justifiée; seul ce dernier est qualifié pour apprécier exactement ce point et la gestion des budgets communaux montre que les édiles communaux n'ont pas de leçon à recevoir dans ce domaine, de ceux qui gèrent les finances de l'Etat !

L'intervention du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique n'est pas davantage désirable que celle du Ministre des Finances, mais pour d'autres raisons. Les renseignements que j'ai recueillis prouvent que, jusqu'à présent, la fonction publique n'a jamais su apprécier exactement le rôle des agents communaux. Elle n'a jamais su situer normalement ce rôle et son importance sur l'échiquier des fonctions publiques. Son avis ne peut donc que fausser une équitable et saine appréciation de ces questions.

C'est pour ces raisons que je préfère vous proposer de ne retenir, dans le texte de M. Pinton, comme dans celui du Gouvernement que l'intervention du Ministre de l'Intérieur. C'est ce que préconisent les syndicats du personnel et, sans que ce soit peut-être pour les mêmes raisons, je suis entièrement d'accord avec eux sur ce point.

Par contre, je me sépare de tous les textes présentés (Gouvernement, syndicats et M. Pinton) sur l'alinéa qui prévoit que, "chaque année, les échelles de salaires et traitements seront arrêtées pour l'année en cours". Je crains que cette phrase ne soit le prélude de l'échelle mobile des salaires. Les fonctionnaires de l'Etat ne seraient-ils pas ensuite, en droit de l'invoquer ?

Si c'est la signification qu'il faut donner à ce texte, j'ai le droit de m'étonner qu'il figure dans le projet gouvernemental.

Je sais que je ne serai pas approuvé par tous les membres de la Commission en prenant cette position, et cependant mon devoir est de déclarer que, personnellement, je ne suis pas partisan de ce texte. Je ne doute pas de l'attitude que prendra à cet égard le Conseil de la République, mais je demande à la Commission de vouloir bien se prononcer sur ce point, comme sur le texte d'ensemble de l'article 21.

#### Article 22.--

"Des primes de rendement pourront être attribuées périodiquement à tout agent ou tout groupe formant équipe dans l'un des cas suivants :

1°) avoir dépassé, au cours de l'année considérée, les normes de rendement fixées par le maire, après avis du chef de service et de la commission paritaire compétente;



2°) avoir accompli avec succès une tâche présentant un caractère particulier d'urgence ou de difficulté;

3°) avoir permis, grâce à son esprit d'initiative, la réalisation d'économies ou l'augmentation de la productivité du travail individuel ou commun.

Les primes attribuées conformément aux dispositions de l'article précédent à un groupe d'agents formant équipe sont dites primes collectives de rendement. Elles se répartissent également entre les membres de l'équipe. Le cumul des primes individuelles et collectives est autorisé."

Ce texte diffère de celui de l'Assemblée Nationale par son dernier paragraphe que la Chambre avait supprimé. Je ne crois pas cet alinéa inutile, puisqu'il peut être favorable au bon fonctionnement des services communaux, considération qui ne peut nous être indifférente.

#### Article 23.-

La suppression ou le maintien d'un article 23 dépend de la décision qui aura été prise sur l'article 21.

### TITRE V

#### Notation et Avancement

#### Article 24.-

"Il est attribué chaque année, à tout agent en activité, une note chiffrée accompagnée d'une appréciation écrite exprimant sa valeur professionnelle.

Le maire note les agents après avis du chef de service.

Les notes chiffrées ainsi attribuées sont obligatoirement portées à la connaissance des intéressés et des commissions paritaires inscrites aux articles précédents. Celles-ci peuvent, sur leur initiative et à la requête de l'intéressé, attirer l'attention du maire sur la note chiffrée et lui en demander justification. Dans ce cas, communication doit être faite à la commission de tous les éléments d'information utiles.

Les éléments pour la détermination des notes seront précisés, titre indicatif, par le Comité paritaire prévu à l'article 86."



Ce texte est inspiré à la fois du texte gouvernemental de celui adopté par l'Assemblée Nationale et d'un amendement de M. PINTON.

Tout d'abord, au second paragraphe, il suffit d'envisager l'avis du chef de service, sans ajouter que celui-ci peut être un secrétaire général.

Le 3ème alinéa reproduit la suggestion de M. PINTON.

Le 4ème alinéa du texte de l'Assemblée Nationale me paraît inopportun et j'ai cru pouvoir le disjointre.

#### Article 25

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Aucune observation à formuler.

#### Article 26

( Texte du projet gouvernemental)

" Pour l'ensemble ou pour une partie des personnels communaux, il pourra être procédé, sur le plan départemental, à une péréquation générale de la notation. Les modalités de cette péréquation seront fixées par la Commission paritaire intercommunale à laquelle seront adjoints, pour la circonstance, des membres de la ou des commissions paritaires communales."

La comparaison entre le texte gouvernemental et celui adopté par l'Assemblée Nationale montre, à mon sens, que le premier doit être opportunément repris.

#### Article 27

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ce texte ne soulève aucune observation de ma part.

#### Article 28

(Texte du projet gouvernemental)

"L'avancement d'échelon se traduit par une augmentation de traitement. Il est fonction à la fois de l'ancienneté et de la notation de l'agent. Sauf les dispositions particulières prévues



au présent statut, l'avancement d'échelon dans chaque catégorie d'emploi se fera compte tenu des notes attribuées conformément à l'article 24.

Un décret fixera les anciennetés, moyenne minimum et maximum, exigibles dans chaque échelon pour être promu à l'échelon supérieur.

Pour tous les agents d'un même grade, l'ensemble des avancements d'échelon devra respecter la moyenne de l'ancienneté ainsi prévue."

Je ne crois pas pouvoir vous proposer le texte de l'article 28 adopté par l'Assemblée Nationale, parce que celui du projet gouvernemental est conforme aux observations formulées le 11 février 1949 par la Commission permanente du Conseil d'Etat. Une autre procédure risquerait donc de soulever une observation, assez justifiée, de la Haute-Assemblée, ce qui retarderait l'application d'une loi que le personnel intéressé désirerait prochaine.

#### Article 29

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ajouter : " Un arrêté du ministre de l'Intérieur fixera, pour chaque grade, les minima d'ancienneté exigés pour l'accès au grade supérieur, compte-tenu des conditions imposées aux fonctionnaires de l'Etat occupant des emplois analogues".

°  
° °

L'adjonction du dernier paragraphe est la conséquence normale de la non intervention du Ministre des Finances préconisée d'autre part. Un simple arrêté ministériel sera d'ailleurs une tutelle beaucoup moins lourde et paperassière que celle de l'Administration des Finances et à la fois une garantie pour les maires contre les tendances démagogiques qui pourraient prévaloir, éventuellement, auprès de certains membres du Conseil Municipal.

Un amendement de M. PINTON demande la suppression du § 3 de l'article ci-dessus. Mais cet article étant la reproduction d'une disposition de la loi du 12 mars 1930 sur les fonctionnaires et agents communaux, je n'ai pas cru devoir le disjoindre et vous laisse juger de la question.

Un second amendement de M. PINTON propose de rédiger comme suit le § 5 de l'article 29.

../..



" Tout agent remplaçant exceptionnellement un agent d'un grade supérieur, au delà de deux semaines, bénéficiera, pendant les trois premiers mois du remplacement, d'une indemnité égale à la moitié de la différence existant entre le traitement qui lui serait attribué s'il était nommé dans ce grade et son traitement personnel, et à partir du 4ème mois, d'une indemnité égale à la totalité de la différence entre ces traitements".

Cette suggestion est opportune et je m'y associe volontiers.

### Article 30

"Les listes d'aptitude sont communiquées chaque année, pour avis, à la Commission paritaire communale ou intercommunale, suivant le cas. Celle-ci peut charger de l'examen des listes, une Sous-Commission de six membres comprenant obligatoirement trois délégués du Maire, ou du Bureau du Syndicat de communes suivant le cas et trois représentants du personnel.

En aucun cas, un agent ne peut être appelé à donner son avis sur l'avancement d'un agent d'une catégorie supérieure à la sienne.

La Commission paritaire ou la Sous-Commission peut s'adjoindre des techniciens n'ayant que voix consultative.

Les listes d'aptitude comprendront un nombre de candidats égal au nombre d'emplois susceptibles de devenir vacants dans l'année, nombre majoré de 50 %. Elles seront arrêtées par l'autorité investie du pouvoir de nomination."

°  
° °

Le texte de l'article 30 proposé par le Gouvernement est celui qui a été adopté par l'Assemblée Nationale.

J'en propose un autre, conforme à un amendement de M. PINTON, qui ne s'écarte pas de l'esprit du texte qui nous a été envoyé. Mais, j'estime, avec notre collègue, que l'on n'a pas été bien inspiré en reproduisant une procédure appliquée aux fonctionnaires de l'Etat. Ceux-ci sont loin du responsable qui est le Ministre. Les agents communaux en sont près, puisque c'est le Maire. Il faut comparer ce qui est comparable et, en la circonstance, le texte amendé par M. PINTON correspond aux réalités.

.../...



TITRE VI

Garanties disciplinaires.

Article 31

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Le dernier § de cet article ne figure pas dans le projet du Gouvernement. Il constitue une mesure de bienveillance que j'adopterai volontiers... si tel est votre avis.

Article 32

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Le projet gouvernemental préconisait également ce texte. J'en propose l'adoption.

Article 33

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ce texte, identique à celui du projet gouvernemental, ne paraît soulever aucune observation.

Article 34

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Au 4ème §, au lieu de : " conformément à l'avis émis", je propose de libeller : " conformément à l'avis ainsi émis". Le Conseil d'Etat a préconisé cette formule, le projet gouvernemental l'avait retenue, mais sans doute une erreur matérielle a fait disparaître le mot ainsi du texte sorti des délibérations de l'Assemblée.

Article 35

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ce texte est conforme à celui du gouvernement. Pas d'observations.

Article 36

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Le Gouvernement et l'Assemblée Nationale sont d'accord sur ce texte.

../..



Des organisations syndicales professionnelles demandent que soit repris un amendement repoussé tant par l'Assemblée Nationale que par sa Commission de l'Intérieur, tendant à rédiger comme suit le 2me alinéa de l'article 36 :

"L'agent frappé de suspension peut continuer, pendant la durée de celle-ci, à percevoir l'intégralité de son traitement ou bien être atteint d'une privation partielle du traitement. La décision prise devra déterminer la quotité de la retenue, qui ne pourra pas dépasser 50 % du total".

La Commission de l'Intérieur de la première Assemblée a estimé cet amendement dangereux. L'Assemblée ne l'a pas adopté. Je vous le signale, mais ne puis vous en proposer l'adoption.

Article 37.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Le Gouvernement et l'Assemblée Nationale ont été d'accord sur ce texte.

Je vous en propose l'adoption.

Article 38.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Pas d'observation sur ce texte, conforme à celui proposé par le Gouvernement.

Article 39.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte se diffère de celui du projet gouvernemental que parce qu'il envisage le recours devant le Conseil de discipline d'appel, outre la décision au 1er degré.

Aucune autre observation.



Suite du 2ème Rapport fait par M. DUMAS

-----

TITRE VII

Positions

Article 40

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du projet gouvernemental.  
Pas d'observations.

Chapitre Premier

Activité - Congé

Article 41

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Pas d'observations. D'accord avec le texte du Gouvernement.

Article 42

"Tout agent en activité a droit à un congé de trente jours consécutifs ou de vingt-quatre jours ouvrables pour une année de service accompli."

(le reste, suivant le texte de l'Assemblée Nationale)

o o  
o

Les trois derniers paragraphes sont conformes au texte de l'Assemblée Nationale et à celui du Gouvernement.

Au premier paragraphe, je propose simplement d'ajouter aux mots "trente jours consécutifs", ceux "ou vingt-quatre jours ouvrables" pour tenir compte d'une suggestion de chefs d'administration municipale. Il s'agit, en effet, de répartir équita-

../



blement les congés. Pour cela il faut supprimer la tentation des agents qui, morcelant leur congé annuel, cherchent à faire coïncider chaque tranche avec une fête ou un pont, gênant ainsi l'ensemble de leurs camarades qui désirent se reposer normalement pendant un mois.

#### Article 43

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Le second paragraphe a été ajouté par l'Assemblée Nationale au texte du Gouvernement. Il me paraît justifié et j'en propose l'adoption.

#### Article 44

"Un arrêté du Maire, pris après avis de la Commission paritaire communale ou intercommunale, suivant le cas, déterminera les conditions dans lesquelles des autorisations d'absence pourront être accordées aux agents soumis au présent Statut, à l'occasion de certains événements familiaux."

o o  
o

Le projet gouvernemental prévoyait qu'un arrêté ministériel déterminerait ces conditions. L'Assemblée Nationale laissait ce soin au Comité paritaire national prévu à l'article 86. Dans l'un et l'autre cas le Maire serait désaisi d'une décision qui lui appartient normalement, puisqu'il est le responsable du fonctionnement de l'Administration municipale.

D'autre part, l'intervention de la Commission paritaire aidera à unifier les méthodes en question dans le cadre du département, en tenant compte notamment des nécessités et des usages locaux.

#### Article 45

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ce texte ajoute, aux propositions du Gouvernement, un 4° qui ne paraît pas devoir être discuté.

D'autre part, M. PINTON propose d'ajouter, au 2ème paragraphe, la réserve ci-après :

"Toutefois, le Maire pourra limiter le nombre, la fréquence et la durée de ces autorisations d'absence, de telle façon qu'elles

../



ne puissent entraîner aucune gêne dans le fonctionnement des services".

~~Cette proposition m'a paru intéressante et je pensais devoir vous la proposer purement et simplement, tellement elle paraît normale.~~

Mais il s'agit, en la circonstance, du texte figurant dans le statut des fonctionnaires de l'Etat. Par ailleurs, les représentants des syndicats d'agents communaux m'ont affirmé que le 2°) de l'article 45 n'a jamais donné lieu à aucun abus.

En fait, la réserve formulée serait sans objet ; mais doit-elle, en principe, être méconnue ? Je vous demande de vous prononcer.

#### Article 46

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement.  
Pas d'observations.

#### Article 47

(Texte de l'Assemblée Nationale)

La Chambre a repris le texte du projet gouvernemental que je vous propose d'adopter.

Une proposition des Syndicats va plus loin mais on ne peut aller au-delà des dispositions des fonctionnaires de l'Etat.

#### Article 48

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du projet gouvernemental  
J'en propose l'adoption.

#### Article 49

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Texte proposé par le Gouvernement.  
Pas d'observations.

.. /



Article 50

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ce texte est également celui du projet gouvernemental.

Des délégués du personnel ont demandé qu'il ne soit pas fait appel au Comité médical départemental chargé d'examiner les fonctionnaires de l'Etat, mais à la Commission de réforme de la Caisse nationale de retraites des agents des Collectivités locales.

Le décret n° 48-606 du 2 avril 1948, portant règlement d'administration publique du décret du 19 septembre 1947 qui a institué cette Caisse, stipule, en son article 19 : l'invalidité doit être constatée par une Commission de réforme constituée dans le cadre du département et dont la composition et le fonctionnement seront fixés par un arrêté concerté des ministres de l'Intérieur, des Finances, du Travail et de la Santé Publique.

Des renseignements sont demandés au Ministère de l'Intérieur sur cette question afin que nous soyons à même d'établir une comparaison entre le Comité médical visé à l'article 50 et la Commission départementale de réforme qui a dû être instituée par arrêté interministériel. Nous pourrions alors apprécier s'il est opportun de substituer la Commission au Comité.

Article 51

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement.  
D'accord.

Article 52

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Texte également du projet gouvernemental. D'accord.

Article 53

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement. Pas d'observations.

Article 54

(Texte de l'Assemblée Nationale)



- 5 -

Même texte que celui du Gouvernement. Pas d'observations.

Article 55

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Accord unanime.

Article 56

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Accord avec le texte du Gouvernement. Pas d'observations.

Chapitre II

Détachement

Article 57

(Texte de l'Assemblée Nationale)

L'Assemblée Nationale a ajouté la dernière phrase, concernant le détachement de plein droit dans les cas prévus au paragraphe C.

Je n'y suis pas hostile, mais des maires m'ont signalé le cas où, dans une Mairie dont le personnel appartiendrait à divers syndicats, plusieurs agents occupant des postes importants seraient investis chacun d'un mandat syndical. Avec le détachement de plein droit, le Maire, responsable des services, ne pourrait rien faire, pas même ajourner le détachement dans l'intérêt bien établi du service.

Doit-on, dès lors, adopter ce texte sans aucune réserve?

Article 58

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement. D'accord.

Article 59

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement. Pas d'observations.

../



Article 60

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement.

Un syndicat a demandé la suppression du 2ème paragraphe de cet article.

Je ne suis pas partisan de cette suppression, car on ne saurait admettre que le personnel n'ait que des droits sans aucune contre-partie, pas même celle de ne pas augmenter les difficultés de fonctionnement du service qui peuvent résulter de leur départ.

Article 61

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement. D'accord.

Article 62

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement. Pas d'observations.

Article 62 bis

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Cet article, ajouté par l'Assemblée Nationale, me paraît devoir être pris en considération. Il correspond à une décision d'équité, en même temps qu'il pourra faciliter, le cas échéant, le recrutement d'un fonctionnaire spécialisé d'une autre administration à un poste délicat de l'administration communale.



PARIS, LE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et  
Communale, Algérie).

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. CORNU, Président

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Séance du Jeudi 2 Août 1951

-O-O-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 10 Heures

-oOo-

Présents : M. CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS, Léo HAMON,  
de LACHOMETTE, LE BASSER, LODEON, MARRANE,  
MUSCATELLI, ROGIER.

Suppléant : M. GADOIN (de M. FRANCK-CHANTE).

Excusés : MM. CHAMPEIX, SOLDANI.

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BORGEAUD, BOZZI,  
de FRAISSINETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PÉLERIN,  
RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ, Chérif SISBANE,  
SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

-oOo-

../..



ORDRE DU JOUR

=====

Suite de l'examen du Statut des agents communaux.

-oOo-

COMPTE-RENDU

=====

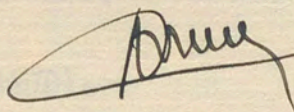
M. CORNU, Président, ouvre la séance.

La Commission poursuit l'examen du rapport de M. DUMAS sur le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux.

Elle adopte les articles 17 à 27 du Statut, en faisant siennes toutes les modifications proposées par le rapporteur. (Voir l'avant-rapport de M. DUMAS annexé au procès-verbal du 26 juillet 1951).

La séance est levée à 12 Heures.

Le Président,





PARIS, LE \_\_\_\_\_

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et  
Communale, Algérie)

-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. CORNU, Président

-O-O-O-O-O-O-

Séance du Jeudi 9 Août 1951

-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 10 Heures

-oOo-

Présents : MM. CHAMPEIX, CORNU, Mme DEVAUD, MM. DUMAS,  
FRANCK-CHANTE, Léo HAMON, LE BASSER, LODEON,  
MARRANE, MUSCATELLI, ROGIER, SARRIEN, Chérif  
SISBANE, SYMPHOR.

Suppléant : M. GADOIN (de M. BORGEAUD).

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BOZZI, de FRAISSINETTE,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN,  
RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE,  
ZUSSY.

-oOo-

../..



I. 9.8.51

- 2 -

## ORDRE DU JOUR

=====

Suite de l'examen du statut des agents communaux.

(La Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale a refusé la prolongation de délai demandée. L'Assemblée Nationale confirmera sans doute cette position.

Il y a lieu de prévoir, en conséquence, une séance de commission le jeudi après-midi).

-oOo-

## COMPTE-RENDU

=====

M. CORNU, Président, ouvre la séance.

La Commission poursuit l'étude du Statut des agents communaux.

LE PRESIDENT fait connaître à la Commission que l'Assemblée Nationale a cru devoir refuser la prolongation du délai constitutionnel qui lui avait été demandée par le Conseil de la République pour l'examen du Statut des agents communaux.

Le Rapporteur ainsi que tous les membres de la Commission manifestent leur vif mécontentement devant cette décision qui laisse mal augurer des rapports de la nouvelle Assemblée avec le Conseil de la République.

M. CHAMPEIX pense que, dans ces conditions, il est inutile d'examiner plus avant le texte du Statut. Ses amis et lui-même sont partisans d'un avis défavorable à l'ensemble du texte, qui serait émis à la majorité absolue du Conseil de la République.

Le Rapporteur précise qu'à première vue, il était assez tenté par cette solution, mais il ne faudrait pas que le personnel communal souffre de la légèreté des décisions de l'Assemblée Nationale.

../..



- 3 -

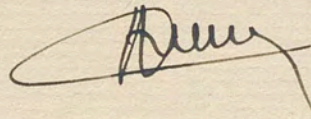
M. LE BASSER appuie ce point de vue et la Commission, dans sa grande majorité, décide de continuer l'examen de l'avant-rapport de M. DUMAS.

Les Commissaires prennent la décision de tout mettre en oeuvre pour que le texte rédigé par la Commission soit adopté à la majorité absolue du Conseil de la République.

L'étude du rapport de M. DUMAS est alors poursuivie et les articles 41 à 62 bis sont adoptés dans la rédaction proposée par le rapporteur (Voir pièces jointes au présent procès-verbal).

La séance est levée à 12 Heures 30.

Le Président,





Suite du 2ème Rapport fait par M. DUMAS

-----

TITRE VII

Positions

Article 40

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du projet gouvernemental.  
Pas d'observations.

Chapitre Premier

Activité - Congé

Article 41

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Pas d'observations. D'accord avec le texte du Gouvernement.

Article 42

"Tout agent en activité a droit à un congé de trente jours consécutifs ou de vingt-quatre jours ouvrables pour une année de service accompli."

(le reste, suivant le texte de l'Assemblée  
Nationale)

o o  
o

Les trois derniers paragraphes sont conformes au texte de l'Assemblée Nationale et à celui du Gouvernement.

Au premier paragraphe, je propose simplement d'ajouter aux mots "trente jours consécutifs", ceux "ou vingt-quatre jours ouvrables" pour tenir compte d'une suggestion de chefs d'administration municipale. Il s'agit, en effet, de répartir équita-

.. /



blement les congés. Pour cela il faut supprimer la tentation des agents qui, morcelant leur congé annuel, cherchent à faire coïncider chaque tranche avec une fête ou un pont, gênant ainsi l'ensemble de leurs camarades qui désirent se reposer normalement pendant un mois.

#### Article 43

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Le second paragraphe a été ajouté par l'Assemblée Nationale au texte du Gouvernement. Il me paraît justifié et j'en propose l'adoption.

#### Article 44

"Un arrêté du Maire, pris après avis de la Commission paritaire communale ou intercommunale, suivant le cas, déterminera les conditions dans lesquelles des autorisations d'absence pourront être accordées aux agents soumis au présent Statut, à l'occasion de certains événements familiaux."

° °  
°

Le projet gouvernemental prévoyait qu'un arrêté ministériel déterminerait ces conditions. L'Assemblée Nationale laissait ce soin au Comité paritaire national prévu à l'article 86. Dans l'un et l'autre cas le Maire serait désaisi d'une décision qui lui appartient normalement, puisqu'il est le responsable du fonctionnement de l'Administration municipale.

D'autre part, l'intervention de la Commission paritaire aidera à unifier les méthodes en question dans le cadre du département en tenant compte notamment des nécessités et des usages locaux.

#### Article 45

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ce texte ajoute, aux propositions du Gouvernement, un 4° qui ne paraît pas devoir être discuté.

D'autre part, M. PINTON propose d'ajouter, au 2ème paragraphe, la réserve ci-après :

"Toutefois, le Maire pourra limiter le nombre, la fréquence et la durée de ces autorisations d'absence, de telle façon qu'elles



- 3 -

ne puissent entraîner aucune gêne dans le fonctionnement des services".

~~Cette proposition m'a paru intéressante et je pensais devoir~~  
vous la proposer purement et simplement, tellement elle paraît normale.

Mais il s'agit, en la circonstance, du texte figurant dans le statut des fonctionnaires de l'Etat. Par ailleurs, les représentants des syndicats d'agents communaux m'ont affirmé que le 2°) de l'article 45 n'a jamais donné lieu à aucun abus.

En fait, la réserve formulée serait sans objet ; mais doit-elle, en principe, être méconnue ? Je vous demande de vous prononcer.

#### Article 46

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement.  
Pas d'observations.

#### Article 47

(Texte de l'Assemblée Nationale)

La Chambre a repris le texte du projet gouvernemental que je vous propose d'adopter.

Une proposition des Syndicats va plus loin mais on ne peut aller au-delà des dispositions des fonctionnaires de l'Etat.

#### Article 48

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du projet gouvernemental  
J'en propose l'adoption.

#### Article 49

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Texte proposé par le Gouvernement.  
Pas d'observations.

.. /



Article 50

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Ce texte est également celui du projet gouvernemental.

Des délégués du personnel ont demandé qu'il ne soit pas fait appel au Comité médical départemental chargé d'examiner les fonctionnaires de l'Etat, mais à la Commission de réforme de la Caisse nationale de retraites des agents des Collectivités locales.

Le décret n° 48-606 du 2 avril 1948, portant règlement d'administration publique du décret du 19 septembre 1947 qui a institué cette Caisse, stipule, en son article 19 : l'invalidité doit être constatée par une Commission de réforme constituée dans le cadre du département et dont la composition et le fonctionnement seront fixés par un arrêté concerté des ministres de l'Intérieur, des Finances, du Travail et de la Santé Publique.

Des renseignements sont demandés au Ministère de l'Intérieur sur cette question afin que nous soyons à même d'établir une comparaison entre le Comité médical visé à l'article 50 et la Commission départementale de réforme qui a dû être instituée par arrêté interministériel. Nous pourrions alors apprécier s'il est opportun de substituer la Commission au Comité.

Article 51

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement.  
D'accord.

Article 52

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Texte également du projet gouvernemental. D'accord.

Article 53

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement. Pas d'observations.

Article 54

(Texte de l'Assemblée Nationale)



- 5 -

Même texte que celui du Gouvernement. Pas d'observations.

Article 55

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Accord unanime.

Article 56

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Accord avec le texte du Gouvernement. Pas d'observations.

Chapitre II

Détachement

Article 57

(Texte de l'Assemblée Nationale)

L'Assemblée Nationale a ajouté la dernière phrase, concernant le détachement de plein droit dans les cas prévus au paragraphe C.

Je n'y suis pas hostile, mais des maires m'ont signalé le cas où, dans une Mairie dont le personnel appartiendrait à divers syndicats, plusieurs agents occupant des postes importants seraient investis chacun d'un mandat syndical. Avec le détachement de plein droit, le Maire, responsable des services, ne pourrait rien faire, pas même ajourner le détachement dans l'intérêt bien établi du service.

Doit-on, dès lors, adopter ce texte sans aucune réserve?

Article 58

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également le texte du Gouvernement. D'accord.

Article 59

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement. Pas d'observations.

../



Article 60

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement.

Un syndicat a demandé la suppression du 2ème paragraphe de cet article.

Je ne suis pas partisan de cette suppression, car on ne saurait admettre que le personnel n'ait que des droits sans aucune contre-partie, pas même celle de ne pas augmenter les difficultés de fonctionnement du service qui peuvent résulter de leur départ.

Article 61

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement. D'accord.

Article 62

(Texte de l'Assemblée Nationale)

C'est également celui du Gouvernement. Pas d'observations.

Article 62 bis

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Cet article, ajouté par l'Assemblée Nationale, me paraît devoir être pris en considération. Il correspond à une décision d'équité, en même temps qu'il pourra faciliter, le cas échéant, le recrutement d'un fonctionnaire spécialisé d'une autre administration à un poste délicat de l'administration communale.



JV.

CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE \_\_\_\_\_

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et Communale)

-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. SARRIEN, Vice-Président

-O-O-O-O-

Séance du Mardi 21 Août 1951

-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 15 Heures

-oOo-

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, Mme DEVAUD, MM. DUMAS,  
Léo HAMON, LIONEL-PELERIN, LODEON, ROGIER, SARRIEN,  
SCHWARTZ, SOLDANI, ZUSSY.

Suppléants : MM. BERTAUD (de M. LE BASSER),  
CHAINTRON (de M. MARRANE),  
POUGET (de M. SISBANE Chérif),  
RESTAT (de M. BORGEAUD).

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, de FRAISSINETTE,  
FRANCK-CHANTE, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE,  
MUSCATELLI, RUPIED, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE.

-oOo-

../..



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

DE L'ÉTAT

PARIS

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR

(Administration Générale, Départementale et Communale)

Présidence de M. SARRAILLE, Vice-Président

Présidence de M. SARRAILLE, Vice-Président

Le 15 Mars 1937

Séance du Mardi 21 Août 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Le 15 Mars 1937

Présidents : MM. BERTHOD (de M. BASSIN)

CHAUMONT (de M. BARRAS)

FOUST (de M. BISSACHE CHÉRI)

RESTAT (de M. BONSARD)

Présidents : MM. ASSAULT, BERNARD, de THAISIN

FRANCY-CHATEL, de LACROIX, de LA GORRIE

MUSCATINI, ROSTER, BIKON, VANHORN, VERDIERE



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Suite de l'examen du projet de loi portant statut des agents communaux.

-oOo-

COMPTE-RENDU

Le Vice-Président, M. Sarrien, ouvre la séance.

M. DUMAS, Rapporteur du Statut des Agents communaux indique à la Commission qu'à la suite de la décision de la Conférence des Présidents qui a fixé le jour où s'ouvrirait le débat sur ce texte en séance publique, il est indispensable que l'examen du projet de loi, en première lecture, soit terminé aujourd'hui même.

Il invite donc ses collègues à abréger autant que possible leurs observations.

M. DUMAS présente ensuite la dernière partie de son avant-rapport qui va de l'article 74 à l'article 91.

(Voir annexe n° 1)

Les modifications qu'il propose au texte de l'Assemblée Nationale sont adoptées dans leur ensemble.

La première lecture du texte est ainsi terminée.

(Voir annexe n° 2).

M. DUMAS est alors officiellement désigné comme rapporteur.

LE PRESIDENT le remercie de l'effort considérable qu'il a fourni à cette occasion.

.../...





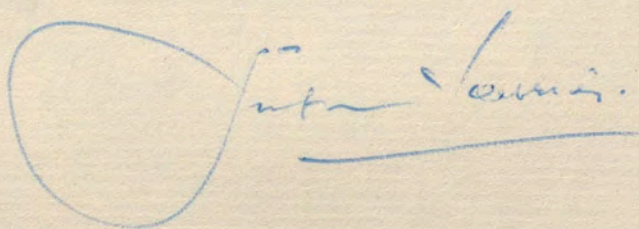


- 3 -

Il est décidé que la prochaine séance sera consacrée  
à une seconde lecture du texte ainsi étudié.

La séance est levée à 13 Heures.

Le Président,





--

Il est décidé que la proposition de loi relative à la réorganisation des services de l'enseignement primaire sera examinée par la commission des finances du Sénat.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président,

*[Signature]*

IV.

Mes

ran  
met  
ne  
l'a

d'o



## STATUT GENERAL

du Personnel des Communes et des Etablissements  
Publics Communaux

-oOo-

Dernier Avant-Rapport

fait

par M. DUMAS,  
Sénateur.

--:-

Mes Chers Collègues,

La Commission ayant adopté les textes des articles figurant aux sept premiers titres du projet, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après mes propositions pour les trois derniers titres, qui ne sont pas les moins importants, tout en reprenant, à la suite, l'article 13 réservé jusqu'à l'examen général du projet.

TITRE VIII

Cessation de fonctions.

Article 74.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte est aussi celui du projet du Gouvernement. Pas d'observations.

Article 75.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

C'est aussi le texte du projet gouvernemental. D'accord.

Article 76.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Reproduction du texte Gouvernemental. Pas d'observations.

../..



Article 76 bis.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Cette adjonction me paraît tout à fait justifiée, puisqu'elle est la conséquence logique de celles des dispositions du Statut qui prévoient des nominations d'agents d'une commune dans une autre.

Article 77.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte, également proposé par le Gouvernement, ne soulève pas d'observations de ma part.

Article 78.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte est aussi celui du Gouvernement.

Cependant, je vous propose volontiers la modification suggérée par M. Pinton au 2<sup>me</sup> alinéa, qui devrait dès lors être rédigé comme suit :

"L'agent licencié dans les conditions ci-dessus sans avoir droit à pension, bénéficie d'un reclassement par priorité dans les emplois vacants des communes du département, à condition qu'il remplisse les conditions d'aptitude nécessaires à l'exercice de sa profession".

La partie soulignée est celle dont M. Pinton propose l'adjonction.

Je suggère, d'autre part, encore que l'esprit de cette disposition ne soit pas douteux, d'ajouter le mot "similaires", ou l'expression "de même nature" après les mots : "emplois vacants".

Article 78 bis.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Je propose l'adoption de cette adjonction apportée par l'Assemblée Nationale.

Article 79.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Le deuxième paragraphe de cet article n'était pas compris dans le texte gouvernemental. Il s'agit d'une possibilité laissée aux Municipalités. C'est un droit de bienveillance qui leur est donné et qui pourrait être parfois vraiment opportun.

J'en propose l'adoption.



Article 80.

(Texte du projet du Gouvernement).

Il faut, pour cet article, reprendre comme base d'étude le texte du projet gouvernemental. Celui adopté par l'Assemblée Nationale comporte des contradictions entre les deux premiers alinéas. C'est l'un des articles du projet de l'Assemblée Nationale qui rendraient la loi inapplicable. La rédaction du Gouvernement permet d'ailleurs de donner satisfaction, dans la mesure possible, au 2<sup>me</sup> alinéa du texte de la Chambre, sans que subsiste la contraction visée ci-dessus.

Une discussion assez confuse s'est d'ailleurs déroulée à l'Assemblée Nationale au sujet de cet article, qui a fait l'objet d'amendements peut-être trop rapidement conçus, ce qui explique sa rédaction improvisée ; Cependant, une idée intéressante s'est dégagée de cette discussion : celle de réduire l'âge de l'admission à la retraite en faveur des agents des services insalubres (malgré qu'il soit difficile de déterminer très équitablement les emplois devant figurer dans cette catégorie.

Un texte inspiré de celui de la Chambre, mais adapté à l'ensemble des dispositions de l'article 80, suffirait-il pour que cette réforme pût être pratiquement appliquée ?

Je pose cette question, parce qu'il y aurait alors trois catégories d'agents du point de vue de leur admission à la retraite :

- Catégorie A ( Services sédentaires) ;
- Catégorie B ( Services actifs) ;
- Catégorie C ( Services insalubres).

Les fonctionnaires de l'Etat ne sont répartis qu'entre les catégories A et B.

Le règlement de la Caisse Nationale des retraites des agents des collectivités locales ne prévoit, lui aussi, que les catégories A et B. Ce côté de la question est signalé aux Services du Ministère de l'Intérieur, afin que des renseignements complémentaires nous soient apportés à la prochaine réunion de la Commission, qui nous permettent de statuer sur la suite à donner au projet de créer une catégorie C.

Quant au 3<sup>me</sup> et dernier alinéa de l'article 80 du texte de l'Assemblée Nationale, il n'est à sa place ni dans cet article, ni dans le titre VIII. Il sera à examiner au titre suivant.

.../...



TITRE IX

Pensions et Sécurité Sociale.

Article 81.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte comporte un second alinéa qui n'existe pas dans le projet gouvernemental, et qui est le résultat d'un amendement de séance. L'exception prévue ainsi en faveur des régimes de retraites plus avantageux existant déjà est peut-être gênante pour le bon fonctionnement de la Caisse créée par l'ordonnance du 17 mai 1945, mais il est de tradition de respecter les droits acquis.

Le Rapporteur de la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale était toutefois hostile à cet amendement, étant donné que l'article 89 consacre le maintien des droits acquis. Il n'est peut-être pas indispensable, dès lors, de préciser cette disposition spécialement en matière de pensions de retraites; laisse le soin d'apprécier si le texte de l'article 89 peut vous paraître suffisant à cet égard.

Quant à l'affiliation obligatoire à la Caisse nationale des retraites des collectivités locales, elle me paraît indiscutable dans son principe. Mais je veux attirer votre attention sur les versements considérables que cette Caisse demande aux communes. En ajoutant les 6 % retenus sur le traitement de l'agent communal, aux 18 % demandés à la Commune, cela fait environ le quart du traitement. Et il serait question d'augmenter encore la contribution du budget communal pour approcher du tiers du traitement.

Des Sociétés d'Assurances prétendent pouvoir assurer les mêmes avantages au personnel communal en appliquant des tarifs inférieurs à ceux actuels.

Sans retenir cette possibilité de laisser aux municipalités le choix de l'organisme (public ou privé) auquel le personnel devra être affilié en vue de la liquidation des pensions de retraite, ne serait-il pas utile d'attirer l'attention du Gouvernement et de la Caisse elle-même sur la gestion onéreuse de cette dernière ?

Article 82.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte se rapproche de celui proposé par le Gouvernement. Il fait toutefois disparaître un deuxième alinéa du projet gouvernemental qui stipulait :

"Ce régime se substituera à l'ensemble des régimes dont relevaient jusqu'à présent les intéressés".

La Chambre a estimé cet alinéa inutile.



Par contre, il serait peut-être bon d'ajouter, à cet article 82, le dernier alinéa de l'article 80 du projet adopté par l'Assemblée Nationale, ainsi rédigé :

"Les veuves et orphelins mineurs des agents soumis au présent Statut, décédés en service, auront droit au paiement du reliquat des appointements du mois en cours et du capital-décès par le régime de Sécurité Sociale applicable aux fonctionnaires. Ce capital est calculé sur le montant des appointements soumis à retenue, à l'exclusion de tout supplément".

Le décret n° 51-280 du 2 mars 1951, relatif au régime de Sécurité Sociale des agents permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial (J.O. du 6 mars) prévoit déjà le principe de ces avantages. Mais l'Assemblée Nationale ayant tenu à les préciser, je vous demande d'envisager la reprise, à l'article 82, du texte de la Chambre.

Il m'a été suggéré, par des représentants du personnel, qu'en ce cas, il serait bon de prévoir la faculté, pour la commune, de s'assurer pour parer à toute attribution de capital-décès.

C'est à mon sens une possibilité avantageuse pour la commune, sans qu'elle soit une obligation.

Il suffirait d'ajouter une dernière phrase, au dernier alinéa, qui pourrait être ainsi rédigée :

"Le Conseil Municipal peut décider l'affiliation de la commune à une Compagnie ou Société d'Assurances, en vue d'assumer le versement de ce capital-décès".

## TITRE X

=====

### Dispositions diverses et transitoires.

#### Article 83.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Ce texte est celui du Gouvernement, à l'exception du nombre de 40 remplaçant celui de 50 agents.

Il me paraît devoir comporter de légères modifications.

Au premier paragraphe, je propose d'ajouter :

"Le Conseil municipal déterminera, pour chaque commune, les modalités d'application du statut dont le principe aura été arrêté par le Comité du Syndicat de communes".

../..



Au dernier alinéa, je propose de supprimer les mots "ainsi que dans les chefs-lieux de départements", puisque nous n'avons prévu aucune exception en-dessous de 40 agents.

Article 84.

Cet article vise les personnels de la ville de Paris, de la Préfecture de la Seine, de la Préfecture de Police et des Administrations annexes de ces collectivités.

Je propose d'entendre nos collègues du département de la Seine, pour en arrêter le texte.

Article 85.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Par contre, ce texte peut être retenu, à mon sens, moyennant d'ajouter au premier alinéa : "autres que la ville de Paris", afin d'éviter toute confusion et comme le propose d'ailleurs le texte du Gouvernement.

Article 86.

(Reprendre tout d'abord les deux premiers alinéas du texte de l'Assemblée Nationale).

Ajouter ensuite :

Le Comité paritaire national est composé de 25 représentants des Maires de France et de 25 représentants du personnel. Les premiers seront élus par l'ensemble des Maires de France, dont les communes sont visées par le présent Statut. Les représentants du personnel seront également désignés par leurs pairs.

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur fixera les modalités d'élection des représentants des deux catégories.

La présidence du Comité sera assurée par un Conseiller d'Etat désigné par le Gouvernement.

Trois délégués du Ministre de l'Intérieur seront en outre adjoints au Comité paritaire national à titre consultatif.

Un règlement intérieur précisera les conditions de fonctionnement du Comité.

Le Comité pourra être consulté sur les différends qui n'auraient pu être tranchés sur le plan local ou départemental".



Le texte de l'Assemblée Nationale ne pouvait être retenu dans son ensemble, puisqu'il prévoit qu'un "règlement intérieur déterminera le nombre des membres du Comité". Or, un règlement intérieur ne peut intervenir qu'autant que le Comité est formé pour l'état.

D'autre part, il vous est déjà apparu que l'Association Nationale des Maires de France ne peut être mentionnée dans une loi et pour une double raison : elle peut changer de nom et, surtout, un grand nombre de Maires de France n'appartiennent à aucune association. Le Ministre de l'Intérieur peut au contraire, avec le concours des Préfets, organiser un vote de tous les Maires employant du personnel visé par le Statut. Ce même arrêté ministériel peut préciser le mode d'élection des délégués du personnel. Je ne vois aucun inconvénient à ce que soit retenu, à cette occasion, "la désignation des représentants du personnel par les organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national", encore que de nombreux agents ne font partie d'aucun syndicat. Mais cette formule avait été adoptée par l'Assemblée Nationale et si elle a déjà été discutée au sein de la Commission, c'est uniquement parce que la liste "des organisations syndicales les plus représentatives" a besoin d'être révisée. Il n'est que moyennant cette révision préalable que l'arrêté ministériel pourrait, à notre sens, retenir la formule adoptée à cet égard par l'Assemblée Nationale.

Quant à l'organisation du fonctionnement du Comité paritaire national consultatif, qu'esquisse le texte de la Chambre, il me semble préférable que ce soin soit laissé au Comité lui-même. Un règlement intérieur peut être prévu utilement sur ce point.

#### Article 86 bis.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Cet article, ajouté par l'Assemblée Nationale, répond à une nécessité, je crois. Peut-être serait-il opportun d'ajouter à la fin du premier alinéa : "quel que soit leur âge". La limite de 30 ans d'âge ne doit plus jouer, en la circonstance, puisque les auxiliaires titularisés auront la faculté de faire décompter leurs services antérieurs, par application de l'article 5 du décret du 2 avril 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 19 septembre 1947 qui a institué la Caisse Nationale de retraites des agents des collectivités locales.

#### Article 87.

L'Assemblée Nationale ne l'a pas retenu.

Il visait l'intervention de deux règlements : l'administration publique :

- 1°) déterminant un régime de compensation pour la répartition



des charges prévues par les articles 48, 49 et 50 ;

2°) fixant le régime de compensation des suppléments pour charges de famille.

L'opportunité de cette disjonction peut être discutée. Je sollicite votre avis à cet égard.

Article 87 bis.

Là, au contraire, je propose la disjonction de cet article ajouté par l'Assemblée Nationale, pour stipuler :

"qu'il sera remis à chaque agent soumis au présent Statut un exemplaire de son texte".

Un article de loi pour semblable indication me paraît peu indiqué, d'autant plus qu'il ne précise pas sur quel budget serait imputée la dépense correspondante.

Article 88.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

L'Assemblée Nationale a ajouté "ainsi qu'à l'Algérie", ce qui m'a permis d'entendre plusieurs de nos collègues des départements nord-africains exprimer des réserves. Ce point est à discuter, car il paraît constituer un empiètement sur les prérogatives de l'Assemblée Algérienne. Si cette adjonction devait être maintenue, peut-être pourrait-on ajouter :

"dans les conditions qui seront fixées par l'Assemblée Algérienne".

L'application du Statut à l'Algérie et aux départements d'outre-mer pose d'ailleurs un problème difficile : celui de la représentation de ces départements éloignés au sein du Comité paritaire national. Il serait essentiel que les trois départements algériens et les quatre départements d'outre-mer pussent faire entendre leur point de vue dans le Comité paritaire national, lequel, bien que consultatif, pourrait, dans le cas contraire, donner des conseils ou des directives de principe inadaptés aux réalités existant hors de la Métropole. Mais comment envisager pratiquement les déplacements sans doute fréquents des Maires représentant les municipalités de ces sept départements ?

On peut même se demander si l'application de la loi à l'Algérie et aux départements d'outre-mer peut se concilier avec l'article 86, instituant un Comité paritaire national consultatif, à la place duquel le Gouvernement se contentait de la consultation du Comité National des services publics départementaux et communaux.



Article 89.

"Les personnels en fonctions lors de la promulgation de la présente loi bénéficient des droits et avantages acquis en vertu des dispositions particulières en vigueur avant le 1er Janvier 1950".

Ce texte est la reproduction de la plus grande partie de l'article 89 adopté par l'Assemblée Nationale. Le surplus qui peut plus utilement trouver sa place à l'article suivant, est ainsi libellé :

Sont abrogés tous règlements et arrêtés concernant les personnels communaux.

Une rédaction moins brutale est peut-être préférable, puisqu'une exception d'ensemble est édictée.

Le Gouvernement avait prévu, au contraire, en cet article 89 que les statuts particuliers en vigueur ne seraient plus applicables après un certain délai. Mais l'Assemblée Nationale a déjà manifesté son souci du maintien des droits acquis à l'occasion de l'article 81. Elle l'a renouvelé par l'article 39. Nous ne pouvons pas, semble-t-il, prendre une position différente.

Article 90.

(Texte de l'Assemblée Nationale).

Le texte du dernier paragraphe suffit pour répondre au désir de la Chambre quand elle vise l'abrogation de tous les règlements et arrêtés concernant les personnels communaux. Mais il serait logique d'écrire en tête de l'article, au lieu de "sont abrogés" : "sont abrogés sous réserve des dispositions de l'article précédent".

D'autre part, avant la formule finale : "et, généralement, tous les textes législatifs ou réglementaires pour lesquels de leurs dispositions contraires à la présente loi",

il serait bon de préciser certains textes qui sont à signaler :

"L'article 2 de l'ordonnance du 17 mai 1945 ;

"L'article 29, paragraphe b, de la loi de finances du 24 mai 1951, en ce qui concerne les communes ;"

Cette dernière loi est un exemple de l'intervention insouhaitée du Ministère des Finances. En Voici le texte :

Article 29. - L'article 14 de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

../..



Article 14. - A compter de la promulgation de la présente loi et jusqu'à une date qui sera fixée par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la fonction publique, du ministre du budget et du ministre des affaires économiques (1), Les concours ouvrant l'accès aux corps et cadres des personnels titulaires de l'Etat et des collectivités locales conformément aux statuts particuliers régissant ces personnels, ne pourront être organisés que dans les conditions suivantes :

a) pour les personnels de l'Etat, en vertu d'un arrêté du ministre intéressé pris après avis du contrôleur des dépenses engagées et contresigné par le ministre chargé de la fonction publique ;

b) pour les personnels des collectivités locales (départements et communes de plus de 50.000 habitants) en vertu de délibérations du conseil général ou du Conseil municipal, approuvées par arrêté du Préfet pris sur avis conforme du trésorier payeur général.

En résumé, c'est une loi de finances qui en modifie une autre et qui ajoute : avis conforme du trésorier-payeur général, là où il n'y avait qu'avis. Il ne s'agit que des villes de plus de 50.000 habitants, il est vrai, mais que le représentant de l'administration des Finances soit le juge des besoins en personnel d'une ville, il y a là une atteinte aux droits des Maires et aux prérogatives du Ministère de l'Intérieur qui mérite d'être signalée à la Commission. C'est pour cela que je vous propose de viser spécialement ce texte dans les abrogations.

Et nous devons nous méfier davantage encore des pièges que peut contenir une loi de finances.

Peut-être les délégués du Ministère de l'Intérieur nous indiqueront-ils d'autres textes à viser ?

#### Article 91 et dernier.

Disjoint par l'Assemblée Nationale.

Devenu sans intérêt.

#### Article 13.

Nous avions réservé l'article 13 pour en arrêter le texte après celui de l'article 83.

Je propose le texte suivant :

Il est constitué, dans chaque département, un syndicat de communes auquel sont obligatoirement affiliées toutes les communes occupant de 1 à 40 agents soumis au présent statut, c'est-à-dire titularisés dans un emploi permanent à temps complet.

Ce syndicat a pour objet de faciliter aux communes l'application du présent statut. Il exerce en outre les attributions qui lui sont conférées par la présente loi.

.../...



Un décret, qui devra intervenir dans un délai de trois mois après la promulgation de la loi, fixera les conditions de constitution et de fonctionnement de ces syndicats intercommunaux.

L'adhésion à ce syndicat sera facultative pour les communes n'employant aucun agent permanent à temps complet.

o  
o o  
Ce texte reproduit les dispositions du texte proposé par le Gouvernement et adopté par l'Assemblée Nationale, ainsi que les dispositions complémentaires que la Commission a envisagé d'adopter pour assurer la constitution et le fonctionnement de syndicats intercommunaux qui, sans cela, risqueraient de n'exister que sur le papier.

Le dernier alinéa reprend enfin une suggestion de notre collègue, M. Pinton, qui proposait d'ajouter aussi : "étant spécifié qu'en aucun cas ne sera autorisée la transformation d'un emploi à complet en plusieurs emplois à temps incomplet".

La Commission a hésité à introduire cette adjonction, notamment à l'article 13.

Si elle devait être retenu, et qu'on ne juge pas expédient de la rattacher à l'article 13, elle pourrait faire l'objet d'un article bis.

o  
o o  
Reste aussi une réserve qui nous avait fait ajourner l'examen de l'article 62 bis.

Je vous fournirai les explications utiles à notre prochaine réunion.



## PROJET DE LOI

-:-:-:-:-

portant statut des agents communaux.

-:-:-:-:-

Texte voté par la Commission de l'Intérieur en première lecture

TITRE PREMIERDispositions générales.-Article premier.

Le présent statut s'applique aux agents des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux titularisés dans un emploi permanent à temps complet, sans qu'il soit dérogré aux dispositions législatives et réglementaires qui créent, en faveur de certaines catégories d'agents, un régime spécial.

Il ne s'applique pas aux personnels des établissements communaux qui présentent un caractère industriel ou commercial.

Le conseil municipal fixe par délibération, soumise à la seule approbation préfectorale dans les conditions prévues par l'article 69 de la loi municipale, la liste des emplois permanents confiés à un personnel exclusivement communal dont les titulaires sont soumis au présent statut. Seront considérés comme agents permanents à temps complet ceux remplissant un emploi correspondant à un minimum de heures de travail par an.

Sous réserve des dispositions particulières prévues par la présente loi, le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels les lois, décrets et ordonnances actuellement en vigueur ne fixent pas un droit spécial de nomination. Il suspend et révoque les titulaires de ces emplois. Il peut faire assermenter les agents nommés par lui, à condition qu'ils soient agréés par le Préfet ou le sous-préfet.

.../...



Les attributions dévolues par la présente loi au Conseil Municipal et au Maire sont exercées, en ce qui concerne le personnel des établissements publics communaux et intercommunaux, par la Commission administrative, le Conseil d'administration ou le comité chargé de la gestion et de l'administration de l'établissement public et leur président.

Les conseils municipaux intéressés devront être saisis, pour avis, des délibérations des commissions administratives, conseils d'administration ou comités, relatives aux effectifs et à la rémunération de leur personnel.

#### Article 2.

Le droit syndical est reconnu au personnel visé à l'article premier ci-dessus. Les syndicats professionnels régis par le Livre III du Code du travail peuvent ester en justice devant toute juridiction. Ils peuvent notamment, devant les juridictions de l'ordre administratif, se pourvoir contre les actes réglementaires concernant le statut du personnel et contre les décisions individuelles portant atteinte aux intérêts collectifs des agents.

L'appartenance ou la non-appartenance à un syndicat ne doit entraîner aucune conséquence en ce qui concerne le recrutement, l'avancement, l'affectation et, d'une manière générale, la situation des agents soumis au présent statut. L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois.

Toute organisation syndicale d'agents soumis au présent statut est tenue d'effectuer, dans les deux mois de sa création, le dépôt de ses statuts et de la liste de ses administrateurs auprès de l'autorité hiérarchique dont dépendent les agents appelés à en faire partie. Pour les organisations syndicales déjà existantes, les dépôts ci-dessus devront être effectués dans les deux mois à compter de la promulgation de la présente loi.

#### Article 3.

Sous réserve des dispositions spéciales prévues par le présent statut, aucune distinction n'est faite pour son application entre les agents des deux sexes.

#### Article 4.

Il est interdit à tout agent soumis au présent statut, quelle que soit sa position, et sous quelque dénomination que ce soit, d'avoir, par lui-même ou par personne interposée, des intérêts dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration ou du service dont il fait partie ou en relation avec son administration ou service.

Un décret fixera le délai pendant lequel, à la suite de la cessation de ses fonctions, le fonctionnaire municipal demeurera soumis à cette interdiction.

.../...



Article 5.

Il est interdit à tout agent soumis au présent statut d'exercer une activité privée professionnelle de quelque nature que ce soit. Il ne peut être exceptionnellement dérogé à cette interdiction que dans les conditions prévues par le décret du 29 octobre 1936 et les textes subséquents.

Lorsque le conjoint d'un agent exerce, à titre professionnel, une activité privée lucrative, déclaration doit en être faite au maire. Celui-ci prend, s'il y a lieu, les mesures propres à sauvegarder les intérêts du service, après avis de l'une ou l'autre des commissions paritaires prévues aux articles 14 et 14 bis ci-après.

Article 6.

Tout agent, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Article 7.

L'agent chargé d'assurer la marche d'un service est responsable à l'égard de ses chefs de l'autorité qui lui a été conférée pour cet objet et de l'exécution des ordres qu'il a donnés. Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.

Article 8.

Indépendamment des dispositions de l'article 378 du Code pénal, tout agent est lié par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Tout détournement, toute communication contraire aux règlements de pièces ou documents de service à des tiers sont formellement interdits.

En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, l'agent ne peut être délié de cette obligation de discrétion ou relevé de l'interdiction édictée par l'alinéa précédent qu'avec l'autorisation du maire.

Article 9.

Toute faute commise par un agent dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale.



Dans le cas où un agent a été poursuivi par un tiers pour faute de service et où le conflit d'attribution n'a pas été élevé, la collectivité locale doit couvrir l'agent des condamnations civiles prononcées contre lui, dans le cas seulement où la faute de service est établie.

#### Article 10.

Les agents ont droit, conformément aux règles fixées par le Code pénal et les lois spéciales, à une protection contre les menaces, outrages, injures ou diffamations dont ils peuvent être l'objet.

L'autorité investie du pouvoir de nomination est tenue de protéger ses agents contre les menaces, attaques, de quelque nature que ce soit, dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de leurs fonctions. La collectivité locale doit réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté dans tous les cas non réglés par la réglementation des pensions des personnels en cause.

#### Article 11

Il sera tenu un dossier individuel pour chaque agent soumis au présent statut ; ce dossier doit contenir toutes les pièces intéressant sa situation administrative. Celles-ci doivent être enregistrées, numérotées et classées sans discontinuité. Ne pourra figurer au dossier aucune mention faisant état des opinions politiques, philosophiques ou religieuses de l'intéressé.

Le dossier doit suivre l'agent lorsque celui-ci prend un emploi dans une autre commune.

#### Article 12.

Disjoint

### TITRE II

Dispositions organiques

Syndicat de communes pour le personnel

Commissions paritaires

#### Article 13.

Réservé.



Article 14.

Dans les communes occupant au moins 40 agents soumis au présent statut, il est créé une commission paritaire communale comprenant, d'une part, le maire et des délégués choisis par lui parmi les adjoints ou les conseillers municipaux, et d'autre part, en nombre égal des représentants du personnel.

Chaque catégorie d'agents élit, au bulletin secret et à la majorité, ses représentants à la commission.

Cette commission est présidée par le maire ou son représentant.

Une délibération du conseil municipal déterminera les catégories en vue de l'élection des délégués du personnel aux commissions paritaires.

Le maire pourra se faire assister, à titre consultatif, par les chefs des services municipaux.

Article 14 bis.

Il est créé dans chaque département, pour les communes possédant moins de 40 agents soumis au présent statut, une commission paritaire intercommunale composée d'un nombre égal de maires désignés par le syndicat prévu à l'article 13 ci-dessus et de délégués du personnel élus au scrutin de liste, avec représentation proportionnelle, par les personnes de la catégorie intéressée.

La commission paritaire intercommunale nomme son président parmi les maires qui en font partie.

Le syndicat intercommunal déterminera les catégories en vue de l'élection des délégués du personnel aux commissions paritaires.

Article 15.

Les modalités des élections des représentants du personnel aux commissions paritaires prévues aux articles 14 et 14 bis ci-dessus sont fixées par délibération du conseil municipal pour les commissions paritaires communales et par délibération du bureau du syndicat de communes pour la commission paritaire intercommunale.

/...



Faute par les conseils municipaux intéressés ou le comité du syndicat de communes d'avoir pris les mesures nécessaires dans les six mois qui suivent la constitution du syndicat de communes, il y sera, après mise en demeure, pourvu d'office par le Préfet.

Le président du bureau du syndicat de communes, en ce qui concerne l'élection des représentants du personnel au sein de la commission paritaire intercommunale, le maire de la commune occupant 40 agents et plus soumis au statut en ce qui concerne la commission paritaire communale, dressent la liste des électeurs, reçoivent les candidatures, portent celles-ci à la connaissance des électeurs, convoquent les collègues électoraux, procèdent au dépouillement des suffrages et à la proclamation des résultats, dans les conditions et les délais fixés par les délibérations prévues à l'alinéa premier du présent article.

Le vote peut avoir lieu par correspondance.

Les représentants du personnel assistent aux opérations du scrutin et au dépouillement des suffrages.

#### Article 16.

Les commissions paritaires communales et la commission intercommunale se réunissent sur convocation de leur président. Cette convocation est obligatoire chaque fois qu'elle est demandée par la moitié au moins des membres de la commission ou lorsqu'un conseil municipal, ou le bureau du syndicat de communes, sollicite un avis.

Toutefois, le conseil municipal, pour la commission paritaire communale, et le bureau du syndicat de communes en ce qui concerne la commission paritaire intercommunale, peuvent fixer une ou plusieurs sessions obligatoires pour les travaux des commissions paritaires.

Dans ce cas, les demandes d'avis sont renvoyées à la plus proche session obligatoire.

Les commissions paritaires communales et intercommunales donnent des avis aux maires et au bureau du syndicat de communes, notamment sur les modalités d'application de la présente loi, et chaque fois qu'elles sont consultées par un maire ou le bureau du syndicat de communes.

Les commissions paritaires intercommunales peuvent donner leur avis sur les conflits provoqués par l'application du présent statut dans les communes possédant moins de quarante agents à temps complet.

Les commissions paritaires communales pourront, en pareil cas, demander l'avis du comité national paritaire prévu à l'article 86.



Article 17.

Le comité d'administration du syndicat de communes répartit entre les collectivités adhérentes les dépenses engagées par le fonctionnement du syndicat, de la commission paritaire intercommunale et du conseil de discipline intercommunal prévu à l'article 32 ci-dessous.

TITRE III

Recrutement.

Article 18.

Nul ne peut être nommé à un emploi communal :

1°) s'il ne possède la nationalité française depuis cinq ans ou moins, sauf s'il a été naturalisé Français au titre de l'article 64 du Code de la nationalité française ;

2°) s'il ne jouit de ses droits civiques et s'il n'est de bonne moralité ;

3°) s'il ne <sup>se</sup>trouve en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'armée.

Toutefois, les conditions énumérées dans l'alinéa précédent n'excluent pas la nomination de jeunes Français âgés de moins de vingt-et-un ans.

4°) s'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction et s'il n'est reconnu, soit indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse ou mentale, soit définitivement guéri.

Les candidats devront justifier de leur aptitude à remplir l'emploi pour lequel ils postulent.

Article 19.

A l'exception des bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés et sauf pour les emplois prévus au 7<sup>e</sup> alinéa à l'article 20, nul ne peut être nommé à un emploi permanent à temps complet, dans les services communaux s'il a dépassé 30 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours, pour les communes de plus de 2.500 habitants. Cette limite d'âge sera reculée d'une période égale à la durée des services militaires obligatoires ou à celle des engagements à l'exercice de la fonction publique prévus par l'ordonnance du 15 juin 1945 modifiée ; elle sera également reculée de la durée des services accomplis en qualité de titulaire ou d'auxiliaire, soit au compte de l'Etat, soit au compte d'une collectivité locale. Cette limite d'âge sera reculée également d'une année par enfant à charge au profit des père et mère de famille.

/...



Toutefois, aucune limite d'âge n'est fixée pour le personnel enseignant dans les conservatoires de musique à caractère communal, de même que pour le personnel des écoles régionales des Beaux-Arts qui sont régies sur le plan communal.

#### Article 20.

Sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent statut, de conseil municipal ou le comité du Syndicat de communes prévu à l'article 13 ci-dessus, suivant le cas, fixent par délibérations soumises à l'approbation préfectorale, les conditions de recrutement pour l'accès aux différents emplois,

Le maire a la faculté de déterminer par arrêtés les modalités d'application des règles de recrutement qu'il jugera opportunes.

A l'exception des bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés, titulaires d'un emploi de début à ce titre, nul ne peut être titularisé dans un emploi permanent dans les services communaux s'il n'a satisfait aux épreuves soit d'un concours, soit d'un examen d'aptitude, ou s'il ne possède un diplôme spécial et en ce dernier cas après concours sur titres et s'il n'a dans tous les cas effectué un stage d'un an dans l'emploi qu'il sollicite.

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur fixera, après avis du Comité paritaire national prévu à l'article 86, la liste des diplômes et des programmes des concours pour l'accès à certains emplois administratifs ou techniques spécialisés, déterminés par le plan de reclassement, en raison de leur analogie avec certains emplois de l'Etat.

Les agents masculins qui n'ont pas accompli de services militaires ne peuvent être titularisés qu'un an après la libération de leur classe.

Peuvent être dispensés par le maire des conditions de diplômes et de stage, les candidats qui justifient avoir exercé pendant 3 ans comme titulaires, l'emploi immédiatement inférieur dans la même administration.

Peuvent, en outre, être dispensés de concours et examens, les candidats qui justifient avoir exercé, pendant deux ans au moins, un emploi équivalent dans une autre administration où les conditions de recrutement sont identiques à celles de la nouvelle administration.

.../...



Les emplois de secrétaire général ou secrétaire de mairie, directeur général des services techniques et de direction de services autres qu'administratifs peuvent être pourvus par la voie de recrutement direct parmi les personnes justifiant des conditions de diplômes ou de capacités requises pour occuper ces emplois et bénéficier des indices y afférents.

La nomination a un caractère conditionnel. Elle peut être annulée au cours de la période de stage à l'issue de laquelle est prononcée l'admission définitive dans les cadres municipaux. En cas d'insuffisance professionnelle, les agents ainsi recrutés peuvent être licenciés au cours du stage.

Le congé de maladie n'entre pas en ligne de compte pour la durée du stage.

La période du stage entre en ligne de compte pour l'avancement et pour la retraite, après validation, conformément au règlement de la Caisse Nationale des retraites.

#### TITRE IV

#### Rémunération

#### Article 21.

La rémunération des agents comprend le traitement, l'indemnité de résidence et les prestations familiales obligatoires.

Le Ministre de l'Intérieur fixe par arrêté les échelles de traitement susceptibles d'être attribués par le conseil municipal aux titulaires des emplois administratifs ou techniques déterminés par le plan de reclassement, en raison de leur analogie avec certains emplois de l'Etat.

Compte tenu de cet arrêté, le Comité paritaire national consultatif des services municipaux prévu à l'article 86 établit :

1°) un classement-type détaillé, par catégorie, de tous les emplois nécessaires au fonctionnement de tous les services municipaux en tenant compte, d'une part, de la limitation fixée au paragraphe précédent pour les emplois analogues à certains emplois de l'Etat et, d'autre part, de la position hiérarchique des autres emplois par rapport à ceux ayant un caractère d'analogie avec les emplois de l'Etat. Ces catégories seront divisées en échelons;

2°) le tableau des effectifs maxima de chacune des catégories d'emplois communaux, compte tenu de l'importance respective des différentes communes.

.../...



Dans la limite du classement-type et des effectifs fixés par le Comité paritaire national consultatif, après avis de la commission paritaire intercommunale et sur proposition du comité du syndicat de communes, pour les communes occupant moins de 40 agents d'une part; après avis de la commission paritaire communale, pour les communes occupant plus de 40 agents. d'autre part, le conseil municipal fixe l'effectif des différents emplois communaux et les échelles de traitements des différentes catégories de personnels.

L'échelon le plus bas de la première catégorie des emplois communaux devra comporter un traitement net qui ne pourra être inférieur à 120% du minimum vital fixé par la loi.

Article 22.

Des avantages accessoires pourront être accordés à titre exceptionnel, notamment pour travaux pénibles ou insalubres. Des primes de rendement ou des indemnités pour travaux supplémentaires pourront également être attribuées à des agents du personnel communal.

Ces avantages et ces primes seront déterminés selon la procédure suivie pour les échelles de traitements et salaires.

Article 22 bis.

Disjoint.

Article 23.

Tout agent remplaçant exceptionnellement un agent de grade supérieur au-delà d'une durée d'un mois, bénéficiera, pendant les trois premiers mois du remplacement, d'une indemnité égale à la moitié de la différence entre le traitement qui lui serait attribué s'il était nommé dans ce grade et son traitement personnel; et, à partir du 4ème mois, d'une indemnité égale à la totalité de la différence entre ces traitements.



TITRE VNotation et avancementArticle 24.

Il est attribué chaque année, à tout agent en activité, une note chiffrée accompagnée d'une appréciation écrite exprimant sa valeur professionnelle.

Le maire note les agents après avis du chef de service et du secrétaire général.

Les notes chiffrées ainsi attribuées sont obligatoirement portées à la connaissance des intéressés et des commissions paritaires visées aux articles précédents. Celles-ci peuvent à la requête de l'intéressé proposer aux maires la révision de la note attribuée. Dans ce cas, communication doit être faite à la commission de tous les éléments d'information utiles.

Toutefois, les notes ne pourront être communiquées aux agents des catégories inférieures à celles de l'intéressé.

Les éléments pour la détermination des notes seront fixés par le comité paritaire national prévu à l'article 86.

Article 25.

Il est établi pour chaque agent soumis au présent statut une fiche annuelle de notes, annexée au dossier et comportant les indications prévues à l'article précédent.

Article 26.

Pour l'ensemble ou pour une partie des personnels communaux, il pourra être procédé, sur le plan départemental, à une réévaluation générale de la notation. Les modalités de cette réévaluation seront fixées par la Commission paritaire intercommunale à laquelle seront adjoints, pour la circonstance, des membres de la ou des commissions paritaires communales.



Article 27.

L'avancement des agents soumis au présent statut comprend l'avancement d'échelon et l'avancement de grade.

Il a lieu d'échelon à échelon et de grade à grade.

Article 28.

L'avancement d'échelon se traduit par une augmentation de traitement. Il est fonction à la fois de l'ancienneté et des notes de l'agent.

La durée maxima et la durée minima du temps susceptible d'être passé dans chaque échelon sont fixées, pour chaque catégorie d'emplois, par le conseil municipal ou le comité du syndicat de communes ; ces assemblées doivent tenir compte de l'ancienneté minima arrêtée par le Ministre de l'Intérieur pour l'accès aux échelons moyen et terminal de chacun des grades ou emplois dont il détermine les échelles de traitement maxima.

L'avancement d'échelon à l'ancienneté maxima est accordé de plein droit. L'avancement d'échelon à l'ancienneté minima peut être accordé par le maire, après avis de la commission paritaire, aux agents auxquels a été attribuée une note supérieure à la note moyenne obtenue par les agents du même grade, sans que plus d'une promotion sur trois puisse être prononcée par application de ces dispositions. Les fonctionnaires, seuls de leur grade dans une collectivité, pourront bénéficier de l'avancement d'ancienneté minima dans la limite d'une nomination sur trois.

Article 29.

L'avancement de grade a lieu exclusivement au choix d'après la liste d'aptitude dressée selon les dispositions prévues à l'article 30.

L'agent bénéficiant d'un avancement de grade est placé dans l'échelon de son nouveau grade comportant un traitement au moins égal à celui que lui aurait procuré un avancement réel correspondant à une classe de son ancien grade.

L'avancement de grade est accordé exclusivement au choix d'après la liste d'aptitude dressée conformément aux prescriptions de l'article 30.



L'agent bénéficiant d'un avancement de grade dans sa commune ou après nomination dans une autre collectivité est classé, dans son nouveau grade, à l'échelon comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont il bénéficiait dans son ancien grade.

#### Article 29 bis. (nouveau)

La durée des périodes d'instruction militaire, de congés de maladie et éventuellement des congés d'allaitement entre en ligne de compte pour l'avancement d'échelon et de grade. La durée des services militaires est également prise en compte conformément aux règles applicables en l'espèce aux fonctionnaires de l'Etat.

#### Article 29 ter. (nouveau)

Lorsqu'un agent est nommé sans avancement de grade d'une collectivité dans une autre, il est classé à un échelon comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont il aurait bénéficié après avancement d'un échelon dans son ancien grade.

Lorsqu'un agent est muté dans la même collectivité sans avancement de grade, d'un service à un autre dans lequel son grade n'est pas prévu, il conserve, à titre personnel, le bénéfice de son grade et de son échelon.

#### Article 30.

Les listes d'aptitude sont communiquées chaque année, pour avis, à la Commission paritaire communale ou intercommunale, suivant le cas. Celle-ci peut charger de l'examen des listes, une sous-commission de six membres comprenant obligatoirement trois délégués du Maire, ou du Bureau du Syndicat de communes suivant le cas et trois représentants du personnel. La Sous-Commission choisit son président parmi les élus municipaux.

En aucun cas, un agent ne peut être appelé à donner son avis sur l'avancement d'un agent d'une catégorie supérieure à la sienne.

La Commission paritaire ou la Sous-Commission peut s'adjoindre des techniciens n'ayant que voix consultative.

Les listes d'aptitude comprendront un nombre de candidats égal au nombre d'emplois susceptibles de devenir vacants dans l'année, nombre majoré de 50%. Elles seront arrêtées par l'autorité investie du pouvoir de nomination.



## TITRE VI

### Garanties disciplinaires

#### Article 31.

Les sanctions disciplinaires applicables au personnel communal sont les suivantes :

- 1°) l'avertissement ou rappel à l'ordre ;
- 2°) le blâme avec inscription au dossier ;
- 3°) la mise à pied jusqu'à un maximum de cinq jours ;
- 4°) l'exclusion temporaire de fonction pour une durée qui ne peut excéder quinze jours ;
- 5°) le retard dans l'avancement ;
- 6°) l'abaissement d'échelon ;
- 7°) la rétrogradation ;
- 8°) la mise à la retraite d'office ;
- 9°) la révocation sans suspension des droits à pension, ou la révocation avec suspension des droits à pension.

Les sanctions prévues aux paragraphes 3° et 4° sont privatives de toute rémunération, à l'exception des prestations familiales obligatoires.

Le comité paritaire national fixera pour chacune des sanctions prévues aux paragraphes 1° à 7° les délais de réhabilitation à l'expiration desquels les sanctions prononcées seront radiées, si au cours de ces délais l'agent en cause n'a pas été l'objet d'une nouvelle mesure disciplinaire.

#### Article 32

Le conseil de discipline comprend trois conseillers municipaux et trois représentants du personnel s'il s'agit du conseil de discipline communal et trois maires et trois représentants du personnel s'il s'agit du conseil de discipline intercommunal.

Les membres du conseil de discipline sont tirés au sort parmi les membres des commissions paritaires.

En aucun cas, le conseil de discipline ne doit comprendre des agents d'une catégorie inférieure à celle de l'agent déféré devant lui. Il doit comprendre au moins un agent de son grade ou d'une catégorie équivalente lorsqu'il n'existe qu'un emploi d'un grade donné.

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur fixera les équivalences d'emplois pour l'application du présent article.



Le conseil de discipline est présidé par le juge de paix le plus ancien de l'arrondissement.

Ce magistrat procède au tirage au sort des membres du conseil de discipline en présence de deux membres de la commission paritaire, l'un représentant le personnel, l'autre le conseil municipal ou les maires.

Article 33.

Les sanctions sont prononcées par le maire. Les sanctions énumérées aux paragraphes 4° à 9° de l'article 31 ci-dessus ne peuvent être prononcées qu'après avis motivé du Conseil de discipline.

Article 34.

Si le maire a prononcé une sanction plus sévère que celle qui a été proposée par le Conseil de discipline communal ou par le conseil de discipline intercommunal, l'intéressé peut saisir le conseil de discipline départemental de la décision du maire, dans un délai de quinze jours à compter de sa notification.

Ce conseil est présidé par le président du tribunal civil siégeant au chef-lieu du département. Il comprend trois représentants des maires tirés au sort par le président, parmi les membres du bureau du syndicat de communes et parmi les maires présidents des commissions paritaires communales, et trois représentants du personnel tirés au sort parmi les membres du personnel des commissions paritaires communales et intercommunales.

Les troisième, quatrième et septième alinéas de l'article 32 ci-dessus sont applicables au conseil de discipline départemental.

Le conseil de discipline départemental statue à la majorité de ses membres; le vote a lieu à bulletins secrets. Le Maire ne peut, dans ce cas, prononcer de sanctions plus sévères que celles prévues par l'avis ainsi émis. Les frais de déplacement des membres du conseil de discipline départemental sont supportés par les communes dont relèvent les membres de ce conseil.

Le Secrétariat sera assuré par la préfecture du département.

Article 35.

L'agent révoqué sans pension peut prétendre au remboursement des retenues pour la retraite opérées sur son traitement, si lui-même ou ses ayants droit ne peuvent, en fait, faire valoir leurs droits à pension, sous réserve du remboursement aux assurances sociales des réserves mathématiques pour les risques à couvrir.

Article 36.

En cas de faute grave commise par l'agent, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, l'auteur de cette faute peut être immédiatement suspendu par le maire.



L'agent frappé de suspension peut continuer, pendant la durée de celle-ci, à percevoir l'intégralité de son traitement ou bien être atteint d'une privation partielle ou complète de celui-ci.

En cas de privation partielle de traitement, la décision doit déterminer la quotité de la retenue.

En tout état de cause, l'intéressé continue à percevoir la totalité des suppléments pour charges de famille s'il reste sans emploi et non affilié à une caisse de compensation des allocations familiales pendant la durée de sa suspension.

En cas de suspension préalable, le maire avise immédiatement le juge de paix, président du conseil de discipline, lequel doit convoquer celui-ci dans le mois qui suit.

#### Article 37.

Le conseil de discipline est saisi par un rapport de l'autorité ayant pouvoir disciplinaire, qui doit indiquer clairement les faits répréhensibles et, s'il y a lieu, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis.

#### Article 38.-

L'agent incriminé a le droit d'obtenir, aussitôt que l'action disciplinaire est engagée, la communication intégrale de son dossier individuel et de tous documents annexes.

Il peut présenter devant le conseil de discipline des observations écrites ou verbales, citer des témoins et se faire assister d'un défenseur de son choix.

Le droit de citer des témoins appartient également à l'Administration.

#### Article 39.

Le Conseil de discipline doit statuer dans le délai d'un mois à dater de la réception du rapport du Maire par son Président s'il s'agit du Conseil de discipline du 1er degré et du recours de l'Agent s'il s'agit du Conseil de discipline d'Appel.

A titre exceptionnel, ce délai peut être porté à trois mois au maximum lorsqu'il est procédé à une enquête.

En cas de poursuites devant un tribunal répressif, le conseil de discipline peut décider qu'il y a lieu de surseoir à émettre son avis jusqu'à la décision de cette juridiction.



TITRE VII

Positions

Article 40

Tout agent soumis au présent statut est placé dans une des positions suivantes :

- 1°) En activité ;
- 2°) En service détaché ;
- 3°) En disponibilité ;
- 4°) Sous les drapeaux ;

Chapitre premier

Activité - Congé  
-----

Article 41

L'activité est la position de l'agent communal qui, régulièrement titulaire d'un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondants.

Article 42

Tout agent en activité a droit à un congé de trente jours consécutifs, ou de 26 jours ouvrables pour une année de service accompli.

Les congés de maladie ainsi que celui prévu à l'article 73 bis sont considérés, pour l'application de cette disposition, comme service accompli.

L'administration conserve toute liberté pour échelonner les congés. Elle peut, en outre, s'opposer, si l'intérêt du service l'exige, à tout fractionnement de congé.

Les fonctionnaires chargés de famille bénéficient d'une priorité pour le choix des périodes des congés annuels.

Article 43

Le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle donnée par le maire après avis du chef de service.



Toutefois, les agents originaires de la Corse ou des départements et territoires d'Outre-Mer peuvent bénéficier sur leur demande d'un congé bloqué de soixante jours tous les deux ans pour se rendre dans leur pays d'origine.

Dans les départements d'Outre-Mer, les maires sur proposition du conseil municipal ou des bureaux des syndicats communaux, selon le cas, pourront accorder des congés administratifs et de convalescence dans les conditions prévues par les textes en vigueur, en faveur des fonctionnaires de l'Etat, en service dans ces départements.

#### Article 44

Un arrêté du Maire, pris après avis de la Commission paritaire communale ou intercommunale, suivant le cas, déterminera les conditions dans lesquelles des autorisations d'absence pourront être accordées aux agents soumis au présent Statut, à l'occasion de certains événements familiaux.

#### Article 45

Des autorisations spéciales d'absence n'entrant pas en compte dans le calcul des congés annuels seront accordées :

1°) Aux agents occupant des fonctions publiques électives pour la durée totale des sessions des assemblées dont ils font partie ;

2°) Aux représentants dûment mandatés des syndicats à l'occasion de la convocation des congrès professionnels syndicaux fédéraux, confédéraux et internationaux, ainsi que des organismes directeurs des syndicats dont ils sont membres élus ;

3°) Aux membres des commissions paritaires et conseils de discipline ;

4°) aux agents fréquentant les cours de formation professionnelle dans le cadre de l'administration municipale.

#### Article 46

En cas de maladie dûment constatée par un certificat médical et le mettant dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, l'agent est de droit mis en congé.

Le maire peut exiger un examen d'un médecin assermenté ou provoquer une expertise par un comité médical.

/...



L'intéressé peut demander une expertise contradictoire entre un médecin choisi par lui et un autre médecin désigné par le maire.

#### Article 47

Compte tenu des dispositions du régime de sécurité sociale prévu à l'article 82 ci-après, les agents soumis au présent statut bénéficient des mêmes congés de maladie que ceux accordés aux fonctionnaires de l'Etat par l'article 39 de la loi du 19 octobre 1946 et dans les conditions prévues par les articles 91 et 92, premier alinéa, de ladite loi.

#### Article 48

Les agents atteints d'une maladie provenant de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article 25 de la loi n°48-1450 du 20 septembre 1948, ou d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, conservent l'intégralité de leurs émoluments jusqu'à ce qu'ils soient en état de reprendre leur service ou jusqu'à la mise à la retraite.

Ils ont droit au remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident.

Pour l'application du présent article, l'imputabilité au service de l'accident est appréciée par la commission de réforme instituée par le régime de pensions des personnels des collectivités locales.

#### Article 49

Les agents remplissant les conditions exigées des fonctionnaires de l'Etat pour bénéficier des dispositions de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 peuvent demander qu'il leur en soit fait application.

Le bénéfice de ces dispositions est étendu aux agents atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre ayant ouvert droit à pension au titre de la loi du 31 mars 1919 et des textes subséquents.

Peuvent également bénéficier du même congé les agents atteints d'une infirmité ayant ouvert droit à une pension au titre de la loi du 24 juin 1919 et des textes subséquents.

#### Article 50

Les agents atteints de l'une des maladies visées à l'article 93 du statut des fonctionnaires bénéficient du congé de longue durée.



Toutefois, s'il est constaté dans les formes prévues ci-après que la maladie donnant droit à un congé de longue durée a été contractée dans l'exercice des fonctions, les délais fixés par l'alinéa précédent sont respectivement portés à cinq et trois années.

Les congés de longue durée peuvent être accordés et renouvelés par périodes successives ne devant pas dépasser six mois, après examen par le comité médical départemental chargé d'examiner les fonctionnaires de l'Etat.

En outre, lorsque l'intéressé demande le bénéfice de la prolongation prévue au deuxième alinéa du présent article, la décision doit être prise par le comité médical supérieur relevant du Ministre de la Santé Publique.

#### Article 51

Les agents qui n'ont plus droit aux congés prévus par les articles 49 et 50 ci-dessus et qui, à l'expiration de leur dernier congé, ne peuvent reprendre leur service, sont, soit mis en disponibilité, soit, sur leur demande et s'ils sont reconnus définitivement inaptes, admis à la retraite.

#### Article 52

Lorsque des agents prolongent leur absence sans autorisation, ils sont immédiatement placés dans la position de congé sans traitement, sous réserve de justification ultérieure, reconnue valable par le médecin de l'administration.

#### Article 53

Les agents bénéficiaires d'un congé de maladie doivent se soumettre au contrôle exercé par l'administration.

Ceux qui au cours de ce congé, se livreront à une activité lucrative quelconque, ne recevront aucune rémunération et seront passibles de sanctions disciplinaires.

Sous peine des mêmes sanctions, les bénéficiaires de congés de longue durée, obtenus en application de l'article 50 ci-dessus, doivent se soumettre au contrôle de l'administration, et, en outre, au régime que comporte leur état. Le temps pendant lequel la rémunération aura été suspendue comptera dans la période de congé en cours.

/...



Article 54.

L'agent atteint, à la suite d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, d'une invalidité partielle permanente ne lui permettant pas d'assurer son emploi, pourra, sur avis de la commission de réforme, être pourvu d'un emploi correspondant à ses aptitudes physiques.

Dans ce cas, les avantages assurés à l'intéressé devront lui être maintenus suivant les modalités prévues à l'article 29 ter.

La commune est subrogée dans les droits éventuels de l'agent victime d'un accident provoqué par un tiers jusqu'à concurrence du montant des charges qu'elle a supportées ou supportera du fait de cet accident.

Article 55.-

Le personnel féminin bénéficie d'un congé avec traitement pour couches et allaitement. La durée de ce congé est égale à celle prévue par la législation sur la sécurité sociale.

Article 56.

Les congés maladie et les congés exceptionnels rémunérés sont considérés comme services accomplis.

° ° °

Chapitre II

Détachement

Article 57.

Les agents pourront obtenir, sur leur demande, leur détachement :

- a) Auprès d'une autre administration publique;
- b) Auprès d'un organisme d'intérêt communal ou intercommunal;
- c) Pour remplir une fonction publique élective ou un mandat syndical.

Dans ce dernier cas, le détachement est accordé de plein droit.

.../...



Article 58.-

Le détachement est autorisé par arrêté du maire dans les conditions prévues à l'article 57 ci-dessus. Il existe deux sortes de détachements :

- 1°) Le détachement de courte durée ou délégation;
- 2°) Le détachement de longue durée.

Article 59.

Le détachement de courte durée ne peut excéder six mois, ni faire l'objet d'aucun renouvellement.

A l'expiration du détachement et, en tout état de cause, de ce délai de six mois, l'agent détaché est obligatoirement réintégré dans son emploi antérieur.

Article 60.

Le détachement de longue durée ne peut excéder cinq années. Toutefois, il peut être indéfiniment renouvelé par arrêté du maire par période de cinq années.

L'agent qui fait l'objet d'un détachement de longue durée peut être aussitôt remplacé dans son emploi.

A l'expiration du détachement de longue durée, l'agent est obligatoirement réintégré, à la première vacance, dans son cadre d'origine et réaffecté à un emploi correspondant à son grade dans ce cadre. Il a priorité pour être affecté au poste qu'il occupait avant son détachement.

S'il refuse le poste qui lui est assigné, il ne pourra être nommé au poste auquel il peut prétendre ou à un poste équivalent que lorsqu'une vacance sera budgétairement ouverte.

Article 61.-

L'agent détaché est noté par le chef de service dont il dépend dans l'administration ou le service où il est détaché. Sa fiche de notation est transmise à son administration d'origine.

En cas de détachement de courte durée, le chef de service transmet, à l'expiration du détachement, une appréciation sur l'activité de l'agent détaché.

La note attribuée à l'agent est corrigée, le cas échéant, de façon à tenir compte de l'écart entre la moyenne de la notation des agents du même grade dans son service d'origine, d'une part, et dans le service où il est détaché, d'autre part.

.../...



L'agent détaché conserve son droit à l'avancement de classe et de grade.

Pour faire entrer en ligne de compte le temps de son détachement, il doit effectuer les versements fixés par le règlement de la Caisse Nationale de Retraites des collectivités locales, sur le traitement d'activité afférant à son grade et à son échelon dans le service dont il est détaché.

Article 62 bis

Réservé.

°  
° °

Chapitre III

Disponibilité

Article 63.

La disponibilité est la position du fonctionnaire qui, placé hors des cadres de son administration communal d'origine, cesse de bénéficier, dans cette position, de ses droits à l'avancement et à la retraite.

La disponibilité est prononcée par arrêté du maire, soit d'office, soit à la demande de l'intéressé.

Il existe, en outre, à l'égard du personnel féminin, une disponibilité spéciale accordée conformément aux dispositions de l'article 69 ci-après.

Article 64.

La mise en disponibilité ne peut être prononcée d'office que dans les cas prévus aux articles 47 et 51 ci-dessus.

Dans le premier cas, le fonctionnaire mis d'office en disponibilité perçoit pendant six mois la moitié de son traitement d'activité ainsi que la totalité des suppléments pour charges de famille.



Article 65.

La durée de la disponibilité prononcée d'office ne peut excéder une année. Elle peut être renouvelée à deux reprises pour une durée égale.

A l'expiration de cette durée, le fonctionnaire doit être, soit réintégré dans les cadres de son administration ou service d'origine, soit mis à la retraite, soit, s'il n'a pas droit à pension, rayé des cadres par licenciement.

Article 66.

La mise en disponibilité sur demande de l'intéressé ne peut être accordée que pour accident ou maladie grave du conjoint ou d'un enfant, après un an de service effectif, à titre exceptionnel, pour convenances personnelles ou pour recherches ou études présentant un intérêt général incontestable.

Article 67.

La durée de la mise en disponibilité sur demande de l'intéressé ne peut excéder trois années. Mais elle peut être renouvelée à deux reprises pour une durée égale, après avis de la commission paritaire.

Toutefois, lorsque la mise en disponibilité est accordée pour convenances personnelles, sa durée est limitée à six mois sans possibilité de renouvellement.

Article 68

Le maire peut, à tout moment, et doit, au moins deux fois par an, faire procéder aux enquêtes nécessaires en vue de s'assurer que l'activité de l'agent mis en disponibilité correspond réellement aux motifs pour lesquels il a été placé dans cette position.

Article 69

La mise en disponibilité est accordée de droit à la femme fonctionnaire ayant au moins deux enfants dont un âgé de moins de cinq ans ou frappé d'une infirmité exigeant des soins continus, qui demande à quitter temporairement les cadres de son administration pour élever ses enfants.

Cette mise en disponibilité dure aussi longtemps que sont remplies les conditions prévues à l'alinéa précédent dans la limite d'un maximum de deux ans.



Elle peut être renouvelée à la demande de l'intéressé aussi longtemps que sont remplies ces conditions.

830

#### Article 70.

L'agent mis en disponibilité sur sa demande n'a droit à aucune rémunération. Toutefois, dans le cas prévu à l'article précédent, la femme fonctionnaire perçoit la totalité des prestations familiales obligatoires.

#### Article 71

L'agent mis en disponibilité sur sa demande doit solliciter sa réintégration deux mois au moins avant l'expiration de la période en cours. Cette réintégration est de droit à l'une des trois premières vacances si la durée de la disponibilité n'a pas excédé trois années.

#### Article 72

L'agent mis en disponibilité qui, lors de sa réintégration, refuse le poste qui lui est assigné, peut être rayé des cadres par licenciement, après avis de la commission paritaire compétente.

### Chapitre IV

#### Position "sous les drapeaux"

#### Article 73.

Pendant la durée légale de son service militaire l'agent est placé dans une position spéciale dite "sous les drapeaux".

Il perd alors son traitement d'activité et ne perçoit que sa solde militaire.

En cas de mobilisation générale ou de rappel sous les drapeaux, les fonctionnaires et agents communaux bénéficient des mêmes dispositions que les fonctionnaires de l'Etat, en ce qui concerne leur situation administrative et leurs traitements.

#### Article 73 bis

L'agent qui accomplit une période d'instruction obligatoire est mis en congé avec traitement pour la durée de cette période.



CONSEIL  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE \_\_\_\_\_

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration  
Générale, Départementale et Communale, Algérie)

-----  
Présidence de M. SARRIEN, Vice-Président

-----  
Séance du jeudi 23 août 1951

-----  
La séance est ouverte à 9 heures 30.

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, François DUMAS, Léo HAMON, LODEON,  
ROGIER, SARRIEN, SOLDANI, ZUSSY.

Suppléants; MM. Georges BERNARD, de M. Sisbane Chérif;  
CHAINTRON, de M. MARRANE;  
GASPARD, de M. FRANCK-CHANTE;  
MAURICE, de M. de LA GONTRIE;  
RESTAT, de M. BORGEAUD.

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, Mme DEVAUD, MM. de FRAISSINETTE,  
de LACHOMETTE, LE BASSER, LIONEL-PELERIN, MUSCATELLI,  
RUPIED, SCHWARTZ, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE.



- 2 -

Ordre du Jour

- I - Nomination d'un représentant au Comité Directeur du Fonds de progrès social de l'Algérie (application du décret n° 50-269 du 4 mars 1950).
- II - Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 387, année 1951) portant création d'une Société d'Etudes d'Economie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S.E.A.R.O.), en remplacement de M. CORNU.
- III - Examen du rapport :
- de M. LE BASSER sur la proposition de loi (n° 446, année 1951) relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise ;
  - de M. LODEON sur la proposition de loi (n° 449, année 1951) portant organisation du département de la Guyane française.
- IV - Deuxième lecture du projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux.

-0-0-0-0-

Compte-rendu-.

M. SARRIEN, Vice-Président, ouvre la séance.

La Commission nomme M. ROGIER candidat au poste de représentant du Conseil de la République au Comité Directeur du Fonds de progrès social de l'Algérie, en remplacement de M. VALLE, élu député.

°  
& &

/...



- 3 -

M. SARRIEN est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 387, année 1951) portant création d'une Société d'Etudes d'Economie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan, en remplacement de M. CORNU.

° °

La Commission adopte, ensuite, sans discussion, le rapport de M. Le Basser sur la proposition de loi, (n° 446, année 1951), relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise. Le texte de l'Assemblée Nationale est adopté sans modification.

Il en est de même pour le rapport de M. LODEON sur la proposition de loi (n° 449, 1951) portant organisation du département de la Guyane française.

° °

La Commission procède, ensuite, à une seconde lecture du statut des agents communaux. Une seule modification importante est apportée au texte qui a été voté, en première lecture.

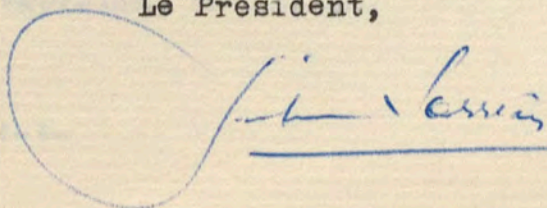
A l'article premier, M. RESTAT fait adopter un amendement précisant que le statut ne s'appliquera pas aux communes d'une population inférieure à 2.000 habitants. Cet amendement est adopté à main levée.

Les articles suivants sont adoptés sans modification notable.

L'ensemble du projet de loi est adopté à main levée, à l'unanimité.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,





S.V.

PARIS, LE \_\_\_\_\_

Examen de la position prise par la Commission des Finances  
du Conseil de la République sur le projet de loi (n° 210, année  
1951) portant statut général du personnel des communes et des  
établissements publics communaux.

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE

ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. SARRIEN, Vice-Président

Séance du mercredi 29 Août 1951

La séance est ouverte à 10 heures

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, Mme DEVAUD, MM. DUMAS François,  
FRANCK-CHANTE, LE BASSER, LODEON, ROGIER, SARRIEN,  
SCHWARTZ, ZUSSY.

Suppléants: MM. CHANTRON ( de M. MARRANE)  
PINTON ( de M. BORGEAUD)

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, de FRAISSINETTE, Léo HAMON,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN,  
MUSCATELLI, RUPIED, SISBANE CHERIF, SOLDANI,  
SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE.



ORDRE DU JOUR

Examen de la position prise par la Commission des Finances du Conseil de la République sur le projet de loi ( n° 270, année 1951) portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux.

-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président, M. SARRIEN, ouvre la séance.

M. DUMAS, Rapporteur, indique aux Commissaires que la Commission des Finances du Conseil de la République avait, dans la journée d'hier, l'intention de poser la question préalable à la discussion du projet de loi portant statut des agents communaux. Elle estimait que ce texte était inconstitutionnel.

Elle est cependant revenue sur cette position. Il n'y a donc plus qu'à examiner les amendements qu'elle a l'intention de déposer sur le texte établi par la Commission de l'Intérieur. Le seul amendement important consiste à restreindre le champ d'application du statut aux communes de plus de 5.000 habitants. Qu'en pense la Commission ?

M. PINTON n'est pas opposé à cette solution . Il signale que, dans ce cas, les syndicats intercommunaux deviendront absolument superflus car ils avaient été prévus essentiellement pour aider les petites communes à appliquer les dispositions du statut.

M. LE BASSER pense également que les Syndicats sont superflus. Il ne voit donc que des avantages à leur suppression.

M. CHAINTRON tient à prévenir la Commission qu'il réclamera en séance publique l'extension du champ d'application du statut car les personnels consultés sont très déçus par la teneur du texte établi par la Commission.

.../...



M. PINTON au lieu d'adopter une règle basée sur le nombre d'habitants des communes propose que le statut ne s'applique pas aux communes possédant moins de quatre agents à temps complet.

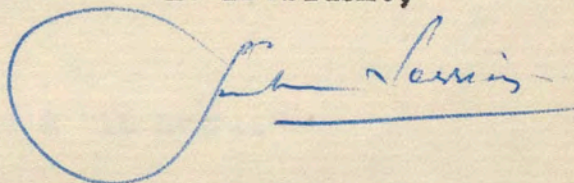
La Commission, malgré l'avis contraire de M. CHAMPEIX, se rallie à ce point de vue et il est entendu que le Rapporteur soutiendra, en séance publique, l'amendement de M. PINTON.

A l'article 21, la Commission adopte une modification proposée par la Commission des Finances, tendant à remplacer le mot: "établi", par le mot: "propose"; sur la suggestion du Rapporteur, elle décide de remplacer, au 6ème alinéa, du même article, les mots: "dans la limite", par les mots: "en fonction".

M. DUMAS indique à la Commission la teneur de plusieurs autres amendements qui, croit-il, seront déposés par la Commission des Finances. La Commission décide de laisser le Conseil juge de leur adoption.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE \_\_\_\_\_

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

---:---:---:---:---:---

Présidence de M. SCHWARTZ, Secrétaire

---:---:---:---

Séance du jeudi 6 septembre 1951

---:---:---

La séance est ouverte à 11 heures

---:---

Présents : Mme DEVAUD, MM. Léo HAMON, LODEON, ROGIER,  
SCHWARTZ, SISBANE Chérif, SOLDANI, SYMPHOR,  
VAUTHIER.

Suppléant : M. TAMZALI (de M. FRANCK CHANTE).

Excusés : MM. Georges BERNARD, LE BASSER.

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BORGEAUD, BOZZI,  
CHAMPEIX, DUMAS, de FRAISSINETTE, GADOIN,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LIONEL-PELERIN,  
MARRANE, MUSCATELLI, RUPIED, SARRIEN, VERDEILLE,  
ZUSSY.

---:---

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Examen du rapport de M. Soldani sur la proposition de loi (n° 450, année 1951) tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance.

-:-:-

COMPTE RENDU

M. SCHWARTZ, Secrétaire, ouvre la séance.

M. SOLDANI présente son rapport sur la proposition de loi (n° 450, année 1951) tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance.

Il propose à la Commission d'adopter sans modifications le texte voté par l'Assemblée Nationale. En effet, il a été saisi de plusieurs amendements présentés par des associations de fonctionnaires résistants ou par le Ministre de la Défense Nationale.

Les modifications ainsi suggérées paraissent justifiées.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que cette proposition de loi s'est heurtée pendant quatre ans à l'hostilité du Ministre des Finances qui n'a été débordé que par l'approche des élections législatives.

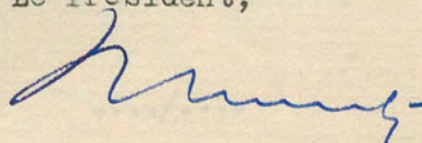
Si le champ d'application du texte est étendu, il est certain que la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale s'y opposera très vivement.

Il serait donc prudent, dans l'intérêt même des ayants droit, d'adopter le texte tel que l'Assemblée Nationale l'a voté.

Après un bref échange de vues entre M. Hamon et le Rapporteur, la Commission adopte le point de vue de celui-ci.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,





## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Présidence de M. SARRIEN, Vice-Président

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Séance du jeudi 8 novembre 1951

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 30

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Présents : MM. BORGEAUD, CHAMPEIX, Mme DEVAUD, MM. Léo HAMON, de la  
GONTRIE, LE BASSER, LODEON, MARRANE, MUSCATELLI, SARRIEN,  
SCHWARTZ, SYMPHOR, VERDEILLE.

Excusés : MM. ASSAILLIT, ROGIER.

Absents : MM. BERNARD, BONNEFOUS, BOZZI, DEUTSCHMANN, DUMAS, de  
FRAISSINETTE, FRANCK-CHANTE, GADOIN, de LACHOMETTE,  
LIONEL-PELERIN, RUPIED, SISBANE, SOLDANI, VAUTHIER, ZUSSY.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-



ORDRE DU JOUR

- Rapport de M. VERDEILLE sur le projet de loi (n° 440, année 1951) portant relèvement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers.
- Rapport de M. MARRANE sur la proposition de loi (n° 383, année 1951) relative à l'aménagement des lotissements défectueux.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. SARRIEN, président, ouvre la séance.

Le rapport de M. Verdeille sur le projet de loi (n° 440, année 1951) est adopté à l'unanimité sans discussion.

Le texte voté par l'Assemblée Nationale n'est pas modifié.

o        o  
o

M. MARRANE présente son rapport sur la proposition de loi (n° 383, année 1951). Après avoir fait un exposé d'ensemble sur la situation actuelle des "mal lotis", il conclut à l'adoption sans modification du texte de l'Assemblée Nationale. Il signale toutefois à ses collègues qu'il a reçu une lettre par laquelle le Ministre de la Reconstruction suggère plusieurs modifications à la proposition étudiée.

LE PRESIDENT indique qu'après entente avec M. Marrane il a demandé à un représentant du Ministre de la Reconstruction de bien vouloir venir exposer les modifications proposées.

La Commission entend M. Thiébaud, Chef du Service de

.../...



l'Habitat au Ministère de la Reconstruction. Celui-ci demande qu'à l'article premier la date du 11 août 1946 soit substituée à la date prévue dans le texte de l'Assemblée Nationale, afin de donner à la loi un champ d'application aussi large que possible et de permettre au plus grand nombre possible de "mal lotis" de régulariser leur situation.

La Commission adopte ce point de vue.

La seconde observation présentée par M. Thiébaut a trait à la réduction du taux des subventions attribuées aux associations syndicales fixé par l'article 2. Il demande de ramener le taux de 75% à 50% afin de maintenir le rythme de l'amélioration des lotissements défectueux. L'effort complémentaire pourrait être fourni par les départements et les communes.

M. MARRANE critique cette façon de voir. En effet, étant donné la hausse considérable du coût de la construction, la réduction du taux des subventions votée par l'Assemblée Nationale aurait pour conséquence de retarder les travaux d'aménagement des lotissements défectueux.

La Commission suit l'avis de son rapporteur et maintient le taux à 75%.

M. THIEBAUT, enfin, demande de modifier le dernier alinéa de l'article 9 afin de supprimer les deux mots: "l'acte dit"...

La Commission n'approuve pas cette suggestion, l'expression: "acte dit" pour caractériser une loi de Vichy étant devenue un usage courant dans les textes législatifs.

A la demande de M. de la Gontrie, l'article 2 bis est modifié. Il est substitué au texte de l'Assemblée Nationale le texte de l'article 9 de la loi du 15 mars 1928, ce afin d'éviter certaines erreurs d'interprétation.

M. HAMON fait remarquer que la loi du 15 mars 1928, qui était jusqu'à présent le texte de base en matière de lotissement défectueux, est partiellement abrogée par le présent texte mais il serait utile de préciser exactement quels sont ceux de ses articles qui demeureront en vigueur ou qui seront expressément annulés. Il serait nécessaire d'ajouter à la proposition de loi un article précisant bien les domaines de ces deux textes législatifs.

M. BORGEAUD demande l'application de la loi à l'Algérie.

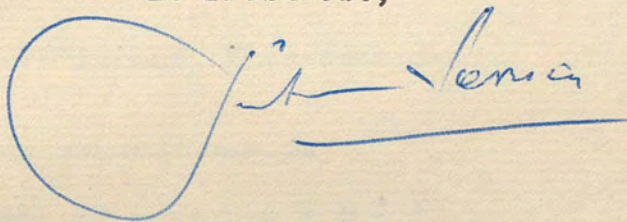


La Commission donne son approbation.

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à midi.

Le Président,





COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration Générale,  
Départementale et Communale, Algérie)

Présidence de M. VERDEILLE, Vice-Président

Séance du jeudi 22 novembre 1951

La séance est ouverte à 10 heures.

Présents : MM. BERNARD, BORGEAUD, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN,  
GADOIN, Léo HAMON, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LE  
BASSER, LODEON, MARRANE, MUSCATELLI, ROGIER, SARRIEN,  
SCHWARTZ, SOLDANI, SYMPHOR, VERDEILLE, ZUSSY.

Délégués : MM. BERNARD, par M. Franck-Chante ;  
BORGEAUD, par M. Sisbane Chérif  
GADOIN, par M. Dumas  
Léo HAMON, par M. Vauthier  
ZUSSY, par Mme Devaud.

Suppléants : M. BRIZARD, de M. Rupied - TESSEIRE, de M. Lionel-Pele-  
rin.

Absents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, de FRAISSINETTE.



- 2 -

Ordre du Jour

Election du Président.

Nomination de rapporteurs pour :

- 1°) la proposition de loi (n° 678, année 1951) concernant la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes.
- 2°) la proposition de résolution (n° 713, année 1951) de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale;
- 3°) la proposition de résolution (N° 716, année 1951) de M. Jean Durand, tendant à inviter le Gouvernement à constituer une retraite des élus cantonaux et municipaux.

-ooo-

Compte-rendu

M. VERDEILLE, Vice-Président, ouvre la séance.

Il invite la Commission à procéder à l'élection de son Président.

Deux candidatures sont présentées : celle de MM. SARRIEN et MARRANE.

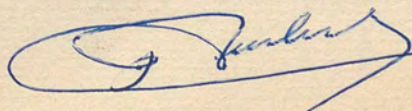
Il est procédé au scrutin qui donne les résultats suivants

Votants : 26  
Bulletins blancs : 2  
Majorité absolue : 13

M. SARRIEN : 23 voix  
M. MARRANE : 1 voix.

M. SARRIEN est proclamé élu.

Le Vice-Président,



/...



- 3 -

M. SARRIEN, après avoir remercié ses collègues, demande à la Commission de désigner un vice-Président.

M. Muscatelli est élu à mains levées.

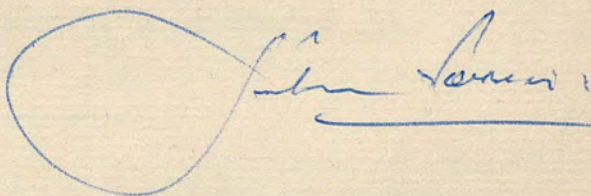
°  
°° °°

M. MUSCATELLI est, ensuite, nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 678, année 1951) concernant la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes.

M. Léo HAMON est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 713, année 1951) de M. Jean BERTAUD, tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale.

La séance est levée à 10 heures 30.

Le Président,





COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. SARRIEN, président

-----

Séance du jeudi 29 novembre 1951

-----

La séance est ouverte à 10 heures 30

-----

Présents : MM. BORGEAUD, BOZZI, DEUTSCHMANN, Mme DEVAUD,  
MM. FRANCK-CHANTE, Léo HAMON, de LA GONTRIE, LE BASSER,  
LODEON, MUSCATELLI, ROGIER, SARRIEN, SCHWARTZ, SISBANE  
Chérif.

Excusés : MM. Georges BERNARD, CHAMPEIX.

Absents : MM. ASSALLIT, BONNEFOUS, DUMAS, de FRAISSINETTE,  
GADOIN, de LA CHOMETTE, LIONEL-PELERIN, MARRANE,  
RUPIED, SOLDANI, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

-----

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Examen pour avis de la proposition de loi (n° 687, année 1951) relative à l'échelle mobile des salaires.

II - Nomination de rapporteurs pour les propositions de résolution (n°s 728, 744, 747, 748, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des victimes des inondations du Vaucluse, du Rhône, de la Drome et des Bouches-du-Rhône.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président, M. SARRIEN, ouvre la séance.

Il informe la Commission qu'il a demandé, en son nom, l'examen pour avis de la proposition de loi relative à l'échelle mobile des salaires.

En effet, le texte de cette loi voté par l'Assemblée Nationale stipulait dans son article 2 qu'elle était applicable à l'Algérie.

Or, le nouveau texte élaboré par la Commission du Travail du Conseil de la République est très différent de celui de l'Assemblée Nationale et l'article 2 a été disjoint.

Il incombe donc à la Commission de l'Intérieur d'élaborer un article 2 qui, tenant compte de la nouvelle rédaction, permette l'application de la loi à l'Algérie.

LE PRESIDENT propose l'adoption d'un texte attribuant au Gouverneneur Général les pouvoirs dévolus aux ministres, dans la Métropole, pour l'application de la loi.

Les attributions de la Commission Nationale des Conventions Collectives seront transférées à la Commission spéciale créée en Algérie par la loi du 27 mars 1951.

Enfin, les indices calculés en France par l'Institut National de la Statistique, le seront en Algérie par l'Institut correspondant qui fonctionne déjà à Alger.

.../...



- 3 -

Le texte proposé par M. Sarrien est adopté à l'unanimité sans discussion.

M. ROGIER est chargé de le déposer sous forme d'amendement et il est désigné comme rapporteur pour avis.

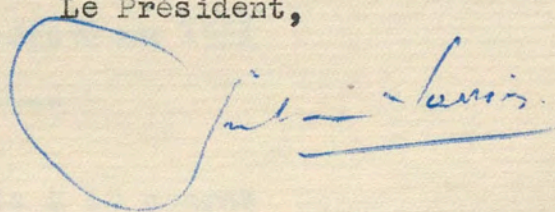
o

o o

M. FRANCK CHANTE est ensuite nommé rapporteur des propositions de loi (n°s 728, 744, 747, 748, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des victimes des inondations du Vaucluse, du Rhône, de la Drôme et des Bouches-du-Rhône.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,





COMMISSION DE L'INTERIEUR  
(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE  
ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. SARRIEN, Président

-----

Séance du Jeudi 13 décembre 1951

-----

La séance est ouverte à 10 heures

-----

Présents : MM. ASSAILLIT, BORGEAUD, DEUTSCHMANN, Mme DEVAUD,  
FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo HAMON, de  
LACHOMETTE, LE BASSER, LIONEL PELERIN, LODEON,  
MARRANE, MUSCATELLI, RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ,  
Chérif SISBANE, SYMPHOR, VAUTHIER.

Excusés : MM. Georges BERNARD, CHAMPEIX, ROGIER.

Délégué : M. MUSCATELLI ( par M. ZUSSY)

Absents : MM. Raymond BONNETOUS, BOZZI, François DUMAS, de  
FRAISSINETTE, de LA GONTRIE, SOLDANI, VERDEILLE.

-----



ORDRE DU JOUR

- I - Examen du Budget du Ministère de l'Intérieur.
- II - Affaires diverses.

COMPTE RENDU

M. SARRIEN, Président, ouvre la séance.

Il propose à la Commission de bien vouloir demander au Conseil de la République l'octroi des pouvoirs d'enquête prévus par l'article 30 du Règlement. Il rappelle, en effet, que les Commissaires ont été alertés à plusieurs reprises sur les difficultés soulevées par le rattachement du territoire du M'zab au département d'Alger. Ce rattachement a été prévu par l'article 50 du statut de l'Algérie. Il n'y a point encore été procédé.

Les populations mozabites ont, en effet, toujours bénéficié depuis la conquête de l'Algérie, d'un statut spécial qui tient compte de leur particularité. Or, il semble que, depuis quelque temps, une certaine agitation soit entretenue, dans ces territoires, à des fins politiques. La question du rattachement doit être réglée au plus tôt, mais la Commission est insuffisamment informée pour prendre, quand le moment sera venu, une décision mûrement réfléchie.

Les Commissaires sont d'accord pour qu'une délégation se rende sur place. Celle-ci sera composée du Président, de M. BORGEAUD, de M. MUSCATELLI et de M. SCHWARTZ. Elle sera accompagnée par le Secrétaire de la Commission.

Il est décidé que la mission d'enquête se rendra à Alger du 2 au 8 Janvier 1952.



La Commission aborde ensuite l'examen du budget de l'Intérieur.

M. LE BASSER procède à une étude d'ensemble de ce budget. Il propose à la Commission d'attirer l'attention du Ministre de l'Intérieur sur deux points principaux :

1.- les efforts de déconcentration qui doivent être poursuivis en faveur des Préfets qui devraient pouvoir régler sur place un grand nombre de questions qui sont, à l'heure actuelle, soumises au contrôle de l'administration centrale.

2.- la situation critique des finances des départements qui ne bénéficient pas des garanties financières qui ont été récemment accordées aux communes.

M. LE BASSER se félicite de ce que, pour la première fois, depuis bien longtemps, la Commission soit à même d'examiner le budget à une date normale.

Après un examen détaillé des chapitres, la Commission exprime le désir d'entendre, lors de sa prochaine séance, M. BRUNE, Ministre de l'Intérieur, et elle décide de lui poser les questions suivantes :

1.- Le Ministre a fait état devant l'Assemblée Nationale d'un rapport de l'Inspection générale de l'Administration favorable au Centre Administratif Technique Interdépartemental. En quoi consiste ce rapport et quelles sont ses conclusions ?

2.- Où en sont les travaux de réorganisation et de coordination des différentes polices ?

3.- Où en est la question de la désétatisation des polices locales ?

4.- Quels sont les résultats des travaux du service de la réorganisation des méthodes. Ce service a-t-il tout particulièrement orienté ses études sur une amélioration du rendement, du matériel ou du personnel.

5.- Où en sont les travaux de la Commission d'unification de la législation d'Alsace-Lorraine ?

6.- Quels sont les projets du Ministre en ce qui concerne le futur recensement ?

7.- Quelle est la position du Ministre au sujet des



problèmes posés par le Budget de la Préfecture de police.

8.- Quelle sera la politique suivie par le Ministre au sujet des effectifs de la police ?

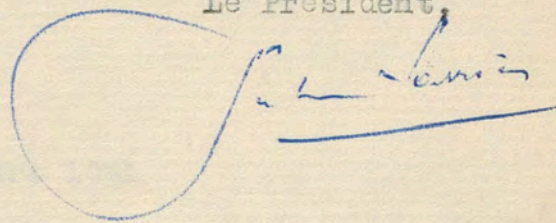
9.- Quelle sera la politique suivie par le Ministre au sujet de la main-d'oeuvre nord-africaine ?

10.- Comment compte-t-il régler la question de l'intégration de certaines personnels départementaux dans les cadres des fonctionnaires de l'Etat ?

La Commission charge son Président de bien vouloir demander au Ministre de l'Intérieur de venir devant elle, le jeudi 20 à 10 heures.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,

A large, stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to the President of the Commission, is written over a horizontal line.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SV

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE  
ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. SARRIEN, Président

-----

Séance du Jeudi 20 décembre 1951

-----

La séance est ouverte à 10 heures

----

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, Mme DEVAUD, MM. FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo HAMON, de LACHOMETTE, LE BASSER, LIONEL-PELERIN, LODEON, MARRANE, MUSCATELLI, RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

Suppléants: MM. REVEILLAUD ( de M. BORGEAUD)  
TAMZALI ( de M. Sisbane CHERIF)

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, François DUMAS, ROGIER

Absents : MM. BOZZI, de FRAISSINETTE, de LA GONTRIE, SOLDANI.

-----



I. 20.12.52

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Audition de M. Charles BRUNE, Ministre de l'Intérieur, sur le budget de son Département.
- II - Rapport de M. FRANCK-CHANTE sur l'ensemble des propositions de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes inondations du Sud-Est de la France.
- III - Nomination de rapporteurs pour :
- la proposition de résolution (n° 771, année 1951) de M. RADIUS, tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.
  - la proposition de loi ( n° 805, année 1951) tendant à abroger l'article 44 de la loi communale d'Alsace-Lorraine du 6 juin 1895.
  - la proposition de résolution (n° 814, année 1951) de M. DEUTSCHMANN, tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale.

-----

COMPTE RENDU

M. SARRIEN, Président, ouvre la séance.

Il remercie tout d'abord M. Charles BRUNE, Ministre de l'Intérieur, d'avoir bien voulu venir devant la Commission répondre aux diverses questions qui lui ont été posées.

°  
°   °

../..



- 3 -

La première de ces questions est celle-ci : l'inspecteur Général Boursicot a été chargé d'une étude sur le regroupement et la réorganisation des divers services de police. Quel est l'état actuel de ses travaux ?

Le Ministre de l'Intérieur répond que dès son arrivée à la Place Beauvau, il a été saisi du rapport d'ensemble établi par M. Boursicot.

Le Ministre s'excuse de ne pouvoir préciser en détail les conclusions de M. Boursicot. Il lui est possible d'indiquer toutefois que les conclusions du rapport tendant à l'unification des différents services de renseignements.

Le Ministre est personnellement opposé à cette solution. En régime démocratique, il n'est pas bon que l'ensemble des services de renseignements soient sous la coupe d'un très petit nombre de personnes.

L'ensemble de la question demeure donc à l'étude.

°  
° °

Deuxième question.- Où en est la désétatisation des polices locales ?

Le Ministre répond qu'après la période d'étatisation des polices locales qui a suivi l'année 1941, le Gouvernement s'est engagé aujourd'hui dans la voie contraire.

Ses intentions personnelles sont de conserver un commissaire de police dans les villes d'au moins 2 à 3000 ha, le commissaire de police étant utilisé pour le maintien de l'ordre et les services de renseignements. Dans chaque localité un peu importante, il devra y avoir au moins un inspecteur.

M. LE BASSER, demande au Ministre si l'idée qui avait été lancée à une certaine époque de prévoir un policier par 1000 habitants prévaut toujours.

Le Ministre répond par la négative et souligne qu'il faut éviter dans les petites localités d'adjoindre des policiers aux gendarmes. Dans la plupart des cas, ceux-ci suffisent très largement pour assurer le maintien de l'ordre.

°  
° °

..../..



Troisième question.- Où en est la réorganisation des méthodes de travail au ministère de l'Intérieur ?

Le Ministre répond que, pour avoir des précisions à ce sujet, les commissaires pourront utilement consulter M. Jean Paul Martin qui, à son cabinet, est le spécialiste de cette question.

Le Bureau de l'organisation des méthodes, créé en 1945, poursuit ses efforts de rationalisation du travail. La bibliothèque de la rue des Saussaies a été entièrement réaménagée.

Il est inutile de revenir sur le gros effort qui a été fait par le Ministère dans le domaine de la mécanographie. C'est une question que la Commission de l'Intérieur connaît bien. Il suffit de rappeler qu'à l'heure actuelle une seule machine électro-comptable assure la paie de 16.000 personnes.

Le matériel des préfectures est standardisé au possible.

Enfin, les services de la Direction des affaires départementales ont été implantés dans les locaux de la Place Beauvau car leur installation à la Cité des Ternes était mal pratique à l'excès.

°  
° °

Quatrième question.- Où en sont les travaux de la Commission d'unification des textes législatifs en Alsace - Lorraine ?

Le Ministre répond que ces travaux avancent assez lentement, faute de crédits. Seuls sont terminés à l'heure actuelle les travaux entrepris sur l'unification des textes en matière postière et vétérinaire. Dans la mesure où des crédits nouveaux seront accordés, les travaux seront accélérés.

°  
° °

Cinquième question.- Quelles sont les intentions de

../..



M. le Ministre au sujet du futur recensement ?

Le Ministre rappelle que le recensement général de la population aurait dû avoir lieu en 1951. Il n'a pu en être ainsi car cette opération coûte très cher, environ trois milliards.

Or, il y a eu en 1951 les élections générales qui ont entraîné des frais considérables.

Le Ministre du Budget, pour des raisons d'économie, s'est refusé à inscrire les sommes nécessaires au budget de 1952. Il n'est donc plus question d'un recensement pour cette année.

On avait envisagé à un moment donné, de faire des recensements régionaux, mais cette idée a été abandonnée. Peut-être pourra-t-on recenser en 1953.

Le Ministre assure qu'il s'y emploiera, car il n'ignore pas les inconvénients de la situation actuelle. En effet, au sujet du rendement de la taxe locale, certaines communes dont la population réelle a augmenté, sont sévèrement pénalisées car leurs dotations allouées par le fonds de péréquation sont toujours calculées sur les bases du recensement de 1946.

o

o o

Sixième question.- Quelle est la position du Ministre au sujet du contrôle par le Parlement des crédits de la préfecture de Police?

Le Ministre se déclare partisan du contrôle des crédits votés par le Parlement.

Un texte de loi le prévoyant est à l'étude. Le Ministre des Finances doit être consulté à ce sujet.

S'il est partisan du contrôle, le Ministre se déclare hostile à la suppression du régime actuel du vote des crédits par le Conseil Municipal.

M. Léo HAMON insiste pour que cette affaire soit réglée rapidement. Il estime inadmissible que le budget de la Préfecture de police soit approuvé avec des mois de retard.



Septième question.— Quelle est la position du Ministre à l'égard des Compagnies Républicaines de la Sécurité ?

Le Ministre répond qu'il s'attachera à les développer car elles rendent des services précieux. Un exemple récent en a été fourni lors des inondations qui ont ravagé le Sud-Est de la France. Les C.R.S. ont apporté un concours précieux à la population.

°  
° °

Huitième question.— Que pense le Ministre du problème posé par l'afflux des nord-africains en France ?

Le Ministre pense que la solution du problème doit être recherchée davantage en Algérie qu'en France. Les Algériens sont des citoyens français et peuvent par conséquent s'installer où bon leur semble.

C'est parce que l'industrie algérienne est insuffisamment développée que les Nord-africains viennent chercher du travail dans la Métropole.

Il faut donc, d'une part, développer l'industrie, et, d'autre part, accroître l'effort de formation professionnelle en Algérie.

Mme DEVAUD pense que c'est surtout le Ministère du Travail qui devrait s'occuper des Nord-africains. Ceux-ci n'aiment pas, c'est un fait, avoir affaire au Ministère de l'Intérieur qui leur rappelle de mauvais souvenirs.

M. MARRANE est de cet avis.

Le Ministre précise qu'il s'attachera à faciliter l'immigration algérienne vers Madagascar et les territoires du Niger.

M. MUSCATELLI pense qu'il rencontrera les plus grandes difficultés dans sa tâche car c'est une main-d'œuvre principalement saisonnière qui ne s'implante que difficilement.



M. VAUTHIER signale au Ministre que, si les Algériens sont citoyens français, les habitants de la Réunion le sont autant. Or, les Algériens peuvent se déplacer librement dans toute l'Union française; les Réunionnais ne peuvent en faire autant car, lorsqu'ils veulent aller à Madagascar par exemple, ils sont tenus de verser un cautionnement. Il faudrait que cesse cette situation discriminatoire.

Le Ministre répond qu'il étudiera cette affaire.

Mme DEVAUD signale qu'il arrive fréquemment que les jeunes Nord-africains arrivant à Paris commettent de légers délits. Dès qu'ils ont une condamnation sur leur casier judiciaire, il leur est impossible de trouver du travail; ils sont condamnés de ce fait, à devenir des repris de justice.

Ne pourrait-on pas effacer ces condamnations de leur casier judiciaire ?

Le Ministre rappelle à Mme DEVAUD que, si les Algériens ont le bénéfice de la citoyenneté française, il faut qu'ils soient soumis à ses règles.

Le Ministre donne l'assurance à la Commission, pour terminer, qu'il concentrera toute son attention à ce problème dont il n'ignore pas l'importance.

Les Commissaires n'ayant plus d'autre question à poser, le Président remercie M. Charles BRUNE d'avoir bien voulu venir apporter d'intéressantes précisions sur son budget.

° ° °

Après le départ du Ministre, la Commission adopte sans discussion le rapport de M. Franck-Chante sur les propositions de résolution n° 728, 744, 747, 748, 758, 778 de MM. Pellenc, Mlle Mireille Dumont, MM. Pic, Carcassonne, Tailhades, Maupoil, tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes des récentes inondations qui ont ravagé le Sud-Est de la France.

M. Schwartz est nommé rapporteur de la proposition de loi ( n° 805, année 1951) tendant à abroger l'article



44 de la loi communale d'Alsace et de Lorraine, du 6 juin 1895.

M. Zussy est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 771, année 1951) de M. Radius, tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée au personnel civil de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

M. Deutschmann est nommé rapporteur de sa proposition de résolution (n° 814, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale.

Le rapport de M. Muscatelli sur la proposition de loi (n° 678, année 1951) tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes, est adopté.

La séance est levée à 12 heures 30.

Pour Le Président, empêché  
de Vice Président

*Lean avec celle-ci*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration Générale,  
Départementale et Communale, Algérie).

\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_

Présidence de M. RUPIED, Doyen

\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_

Séance du mercredi 9 janvier 1 952.

\_\*\*\_\*\*\_\*\*\_\*\*\_

La séance est ouverte à 16 heures 30.-

\_\*\*\_\*\*\_

Présents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, BOZZI,  
CHAMPEIX, CHASTEL, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo  
HAMON, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, LE BASSER,  
LODEON, RESTAT, ROGIER, RUPIED, SARRIEN, SCHWARTZ,  
VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

Délégué : M. de LA GONTRIE, (par M. DUMAS).

Suppléants: MM. BORGEAUD (de M. Sisbane CHERIF), LEONETTI (de M. SYM-  
PHOR), MERIC, (de M. SOLDANI).

Absents : MM. MARRANE, MUSCATELLI.

\_\*\*\_\*\*\_

/...



- 2 -

Ordre du Jour

- Election du bureau.

- \* - \*

Compte-rendu

L'ordre du jour appelle la nomination du bureau pour la session de 1952.

M. LE BASSER. Je propose la reconduction du Bureau sortant.

Il en est ainsi décidé par un vote à mains levées.

Sont donc élus :

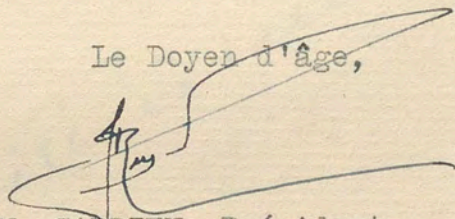
Président : M. SARRIEN

Vice-Présidents M. MUSCATELLI

M. VERDEILLE

Secrétaires M. Sisbane CHERIF  
SCHWARTZ

Le Doyen d'âge,



Présidence de M. SARRIEN, Président.

M. SARRIEN. Mes chers collègues, je vous remercie vivement, au nom du Bureau tout entier, de la confiance que vous avez bien voulu lui accorder une fois encore.

Je puis vous assurer que nous mettrons tout en oeuvre pour que les travaux de cette Commission se déroulent dans le climat de cordialité qui a été le sien jusqu'à présent.

° ° °

/...



- 3 -

M. VERDEILLE est ensuite nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 901, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951, de façon à faire bénéficier la voirie vicinale et rurale du "Fonds spécial d'investissement routier".

M. BONNEFOUS est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 906, année 1951) tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de maladie de longue durée.

M. Léo HAMON est nommé rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 907, année 1951) relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin détruit par les Allemands en 1940, et instituant une souscription nationale à cet effet.

La séance est levée à 17 heures.

Pour Le Président, empêché,  
Le Vice-Président :

*Léon Hamon*



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE  
S.V.

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE

ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. MUSCATELLI, Vice-Président

Séance du Jeudi 7 Février 1952

La séance est ouverte à 10 heures 30

--:--

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN,  
Jacques GADOIN, IODEON, MARRANE, MUSCATELLI,  
RUPIED, PATIENT, ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, François DUMAS, FRANCK-CHANTE, LE BASSE  
ROGIER, SARRIEN.

Absents : MM. Georges BERNARD, CHASTEL, Mme Marcelle DEVAUD,  
ENJALBERT, Léo HAMON, de IACHOMETTE, de LA GONTRIE,  
RESTAT, SCHWARTZ, Chérif SISBANE, Symphor, Vauthier,  
VERDEILLE.

--:--

.../...



ORDRE DU JOUR  
-----

- Rapport de M. BONNEFOUS sur la proposition de loi (n° 906, année 1951) tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice du congé de maladie de longue durée.
- Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 9, année 1952) de M. TINAUD, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés de la côte basque.

-:-:-

COMPTE RENDU  
-----

La séance est ouverte par M. MUSCATELLI, Vice-Président.

M. MUSCATELLI.- Je vous prie, mes chers collègues, d'excuser M. SARRIEN qui ne peut assister à la présente séance. Il est contraint de garder la chambre quelques jours. Si vous le voulez bien, je lui adresserai en votre nom mes vœux de prompt rétablissement. (Assentiments).

Sur le point n°1 de l'ordre du jour, j'ai reçu la lettre suivante du ministre de la Santé Publique :

" J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint en double exemplaire, mon avis sur la proposition de loi ( n°906 CR, transmise par M. le Président de l'Assemblée Nationale, et tendant à modifier le 1er alinéa de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19.10.46 relative au statut général des fonctionnaires et à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de longue durée.

" Je vous serais très obligé de bien vouloir remettre l'un des exemplaires de cet avis au Rapporteur désigné par la Commission.

" Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération."



.. Le Ministère de la Santé Publique et de la Population estime que cette proposition ne saurait être retenue pour les raisons suivantes :

" Les congés de longue durée ont été créés en 1929 pour les fonctionnaires atteints de tuberculose. Ces congés étaient destinés d'une part, à soustraire à la contagion l'entourage professionnel du malade, qui, assuré de toucher son traitement intégral, n'était plus tenté de continuer à exercer sa profession en dissimulant sa maladie. D'autre part, l'attribution de congés de longue durée était logique puisque les différentes formes de la tuberculose s'étaient révélées curables au prix de soins prolongés. Les congés ordinaires n'auraient pu permettre au fonctionnaire malade de se soigner pendant le temps nécessaire à la guérison. Les congés de longue durée l'ont permis.

" Lors de l'élaboration de la loi du 19 octobre 1946, le législateur a estimé que les affections cancéreuses et les maladies mentales, étaient également susceptibles de guérison après un traitement dont la durée dépassait en général celle des congés ordinaires et il a accordé le bénéfice de congé de longue durée aux malades atteints de cancer ou de maladie mentale.

" Dans les deux cas, c'est l'idée de récupération des malades judicieusement soignés qui a guidé le législateur.

" Il ne saurait en être de même pour la poliomyélite. Dans cette affection, en effet, après une période aiguë de deux à trois semaines qui peut se terminer par la mort et qui est, en général, caractérisée par des paralysies importantes, les troubles moteurs recèdent progressivement, au bout de quelques mois, si la guérison n'est pas obtenue, il reste une paralysie plus ou moins localisée, mais définitive, c'est-à-dire non plus une maladie, mais une infirmité. Cette infirmité est, en bien des cas, compatible avec une activité professionnelle; si elle ne l'est pas, l'invalidité peut alors être constatée.

" Or, à l'expiration des congés de maladie normaux, et d'une période de mise en disponibilité au cours de laquelle ils perçoivent, pendant 6 mois, leur demi-traitement, les fonctionnaires reconnus définitivement inaptes, sont mis à la retraite, sans condition d'âge ni de durée de services.

" Il s'agit donc d'une situation bien définie et prévue par les textes.

" Il faut noter, au surplus, que les fonctionnai-



- 4 -

res sont assurés sociaux et à ce titre, peuvent bénéficier des prestations de longue maladie ce qui représente un secours très appréciable.

" Pour toutes les raisons indiquées ci-dessus, le Ministère de la Santé Publique et de la Population estime qu'il n'y a pas lieu de retenir la proposition de loi dont il s'agit !

Que pense de cette lettre M. BONNEFOUS, Rapporteur de la proposition de loi ?

M. BONNEFOUS.- Je ne partage pas l'avis du Ministre. Ce qui vaut pour le cancer, doit valoir pour la poliomyélite.

De plus, la période de réadaptation des poliomyélitiques est très longue. Le congé de longue maladie est donc très utile car il est médicalement certain que de nombreux fonctionnaires atteints par cette maladie sont tout à fait récupérables pour leur service et ne sont pas condamnés à l'infirmité.

Les soins exigés pour la guérison sont très onéreux, raison de plus pour que, par pure humanité, les malades bénéficient de leur plein traitement.

La charge financière de l'Etat ne sera pas lourde, car la poliomyélite est essentiellement une maladie infantile, elle est rare chez l'adulte.

Pour ces raisons, je propose l'adoption sans modification du texte de l'Assemblée Nationale.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

o

o o

M. MUSCATELLI.- Outre la proposition de résolution inscrite à l'ordre du jour, plusieurs autres ont été déposées, elles concernent les sinistrés du Sud-Ouest et de la Guyane. Peut-être pourrait-on nommer un Rapporteur pour l'affaire des départements métropolitains et un rapporteur distinct pour la Guyane ? (Assentiments).

M. LODEON est nommé Rapporteur de la proposition de résolution n° 43-52 tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de Kourou ( Guyane ).

.../...



M. RESTAT est nommé rapporteur des propositions de résolution n° 40, 41, 42 (année 1952), tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de l'Aude, de la Gironde, des Landes, du Gers et de la Haute-Garonne.

o o

o

M. CHAMPEIX.- A la suite du vote par le Parlement des crédits destinés à la mise en application de la loi Barangé sur l'enseignement privé, le Ministre de l'Intérieur a prescrit, par circulaire aux communes intéressées, de faire l'avance des fonds nécessaires. Cette avance leur sera ensuite remboursée.

Cette procédure est tout à fait anormale. Ne pourrait-on demander des explications sur ce point, au Ministre ? (Assentiment).

M. MUSCATELLI.- Je saisisrai le Ministre de l'Intérieur de cette affaire.

La séance est levée à 11 heures 10.

Le Président,

*Le Président*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et Communale,  
Algérie)

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Présidence de M. MUSCATELLI, Vice-Président

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Séance du Jeudi 14 Février 1952

-o-o-o-o-o-o-o-

La séance est ouverte à 10 Heures 30

-ooo-

Présents : MM. Georges BERNARD, CHASTEL, DEUTSCHMANN,  
ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, LODEON,  
MUSCATELLI, RESTAT, ROGIER, RUPIED, SCHWARTZ,  
VAUTHIER, VERDEILLE.

Excusés : MM. BOZZI, CHAMPEIX, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. François DUMAS, LE BASSER, SARRIEN, ZUSSY.

Absents : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, Léo HAMON,  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, MARRANE, Chérif  
SISBANE, SOLDANI, SYMPHOR.

-ooo-

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

## Nomination de rapporteurs pour :

- le projet de loi (n° 51, année 1952) portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt;
- le projet de loi (n° 52, année 1952) tendant au maintien en activité, au-delà de la limite d'âge de certains agents de l'Etat ;
- la proposition de loi (n° 59, année 1952) tendant à refuser l'homologation de la décision n° 51-A-17 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1951, relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, et à déterminer les éléments de la rémunération des fonctionnaires algériens.

-ooo-

COMPTE-RENDU

M. MUSCATELLI, Vice-Président, ouvre la séance.

M. ENJALBERT est nommé rapporteur du projet de loi (n° 51, année 1952) portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt.

M. SCHWARTZ est nommé rapporteur du projet de loi (n° 52, année 1952), tendant au maintien en activité, au-delà de la limite d'âge de certains agents de l'Etat.;

M. LODEON est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 59, année 1952), tendant à refuser l'homologation de la décision n° 51-A-17, votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1951, relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, et à déterminer

.../...



- 3 -

les éléments de la rémunération des fonctionnaires algériens.

La séance est levée à 11 Heures.

Le Président,

*Bencherche*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et Communale,  
Algérie).

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. MUSCATELLI, Vice-Président

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Séance du Jeudi 21 Février 1952

-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 10 Heures 30

-OOO-

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX, Mme Marcelle  
DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques  
GADOIN, LODEON, MUSCATELLI, ROGIER.

Excusés : MM. Georges BERNARD, François DUMAS, LE BASSER,  
SARRIEN, SCHWARTZ.

Suppléant : M. CHAINTRON (de M. MARRANE).

Absents : MM. Raymond BONNEFOUS, CHASTEL, DEUTSCHMANN,  
Léo HAMON, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, RESTAT,  
RUPIED, Chérif SISBANE, SOLDANI, SYMPHOR, VAUTHIER,  
VERDEILLE, ZUSSY.

-OOO-

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. ENJALBERT sur le projet de loi (n° 51, année 1952) portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt.
- II - Rapport de M. SCHWARTZ sur la proposition de loi (n° 52, année 1952) tendant au maintien en activité, au-delà de la limite d'âge, de certains agents de l'Etat.
- III - Rapport de M. LODEON sur la proposition de loi (n° 59, année 1952) tendant à refuser l'homologation de la décision n° 51-A-17, votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1951, relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, et à déterminer les éléments de la rémunération des fonctionnaires algériens.
- IV - Rapport pour avis de M. Léo HAMON sur le projet de loi (n° 907, année 1951) relatif à la reconstruction du monument commémoratif du Général Mangin détruit par les Allemands en 1940.

-oOo-

COMPTE-RENDU

M. MUSCATELLI, Vice-Président, ouvre la séance.

M. ENJALBERT donne lecture de son rapport sur le projet de loi (n° 51, année 1952) portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt: la loi du 30 Septembre 1947, portant statut organique de l'Algérie, prévoit la suppression du régime spécial des territoires du Sud. Conformément à l'article 50 de cette loi, on peut envisager le rattachement du territoire de Touggourt au Département de Constantine et, comme conséquence de cette modification administrative, il paraît

.../...



- 3 -

nécessaire de substituer à la justice de paix militaire une justice de paix à compétence étendue pour l'application des textes actuellement en vigueur en Algérie.

Le développement agricole et économique des oasis de cette région justifie amplement le dépôt de ce projet de loi. L'Assemblée algérienne a prévu l'extension de cette nouvelle juridiction en inscrivant les crédits nécessaires au Budget de l'Algérie pour l'exercice 1951-1952 et en construisant les bâtiments indispensables au fonctionnement de cette nouvelle justice de paix.

Pour ces différentes raisons, je propose à la Commission d'adopter, sans modification, le texte de ce projet de loi.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

o

o o

M. LODEON donne ensuite lecture de son rapport sur la proposition de loi (n° 59, année 1952) tendant à refuser l'homologation de la décision n° 51-A-17 votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1951, relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, et à déterminer les éléments de la rémunération des fonctionnaires algériens.

Ses conclusions tendant à l'adoption du texte de l'Assemblée Nationale sont adoptées sans débat à l'unanimité.

M. MUSCATELLI. M. Schwartz s'est excusé de ne pouvoir assister à la présente séance. Son rapport sera renvoyé à une séance ultérieure.

M. Léo HAMON est, d'autre part, absent.

L'ordre du jour est épuisé.

La séance est levée à 11 Heures.

Le Président,  
*Muscattelli*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

- " - " - " - " - " - " - " - " - " - "

Présidence de M. SCHWARTZ, Secrétaire

- " - " - " - " - " - " - " - " - " - "

Séance du mercredi 27 février 1952

- " - " - " - " - " - " - " - " - " - "

La séance est ouverte à 10 heures 30

- " - " - " - " - " - "

Présents : MM. BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, Mme DEVAUD, MM. HAMON,  
LODEON, ROGIER, SCHWARTZ, VERDEILLE.

Excusés : MM. ASSAILLIT, DUMAS, FRANCK-CHANTE, MUSCATELLI,  
SARRIEN.

Absents : MM. BERNARD, CHASTEL, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Jacques  
GADOIN, de LACHOMETTE, de la GONTRIE, LE BASSER,  
MARRANE, RESTAT, RUPIED, SISBANE, SOLDANI, SYMPHOR,  
VAUTHIER, ZUSSY.

- " - " - " - " - " - "

.../...



ORDRE DU JOUR

- Rapport pour avis de M. Léo HAMON sur la proposition de loi (n° 907, année 1951) relative à la reconstruction du monument du Général Mangin.

-"-"-"-"-"-

COMPTE RENDU

M. SCHWARTZ, Secrétaire, ouvre la séance et donne la parole à M. Léo Hamon, rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 907, année 1951) relative à la reconstruction du monument du Général Mangin.

M. Léo HAMON .- Mes chers Collègues, aussitôt après leur entrée à Paris, en 1940, dès le 17 juin, les Allemands détruisaient le monument érigé à la mémoire du général Mangin, place Denys-Cochin, comme ils avaient détruit le monument de Metz. Par leur empressement même nos ennemis attestaient leur tenace rancune envers le vainqueur de Verdun, le général qui avait su associer l'Afrique Noire tout entière à la victoire remportée sur le pan-germanisme impérial.

Aussi dès la libération de Paris, un des premiers soucis du Comité de Libération fut de venir manifester sur l'emplacement du monument détruit la fidélité des Parisiens à la mémoire de Mangin.

Votre rapporteur, alors vice-président du Comité parisien de Libération, se souvient d'avoir eu lui-même l'honneur d'apporter cet hommage de la liberté retrouvée.

Mais le souvenir étant réaffirmé, il restait à restaurer le monument lui-même. Ceci fut l'objet des soins continus de la Ville de Paris.

Dès le 19 juin 1945, M. Frédéric Dupont demandait la reconstruction rapide du monument du général Mangin. La proposition

.../...



était renvoyée aux commissions compétentes, lesquelles, en séance du 6 juillet 1945, demandaient le renvoi à l'Administration "en insistant auprès de celle-ci pour que les réfections soient inscrites en tête du programme de reconstruction des monuments dont la barbarie nazie a privé notre capitale".

Mais dès ce moment, M. Georges Contenot, ancien Président du Conseil Municipal de Paris indiquait :

"Je suis tout à fait d'accord avec le rapporteur en ce qui concerne le général Mangin, mais à une condition : c'est que l'ancien monument du général Mangin ne soit pas reconstitué. Vous savez qu'il était laid, qu'il ne faisait pas honneur à Paris. Je pense qu'il y aurait lieu d'ouvrir entre les artistes un concours qui donne à la Ville la certitude de posséder bientôt un très beau monument digne d'elle-même et digne de la mémoire du général Mangin".

Le compte rendu continue :

"M. Le Président.- Je mets aux voix le renvoi à l'Administration des propositions de M. Frédéric Dupont et de Mme Lefaucheux conformément aux conclusions du rapporteur et sous réserve du souhait exprimé par M. Contenot.

"Il n'y a pas d'opposition ?

"Le renvoi à l'Administration est prononcé".

C'est encore sous le bénéfice de cette considération que le Conseil municipal de Paris examinait, les 3 et 4 juillet 1947 la constitution d'un comité. On lit au Bulletin municipal officiel de Paris :

"20.- Restauration du monument du général Mangin.

"M. Henri Vergnolle, au nom de la 3ème Commission.- Mesdames, Messieurs, le monument élevé à Paris, à la mémoire du général Mangin, a été détruit par les Allemands pendant l'occupation, il importe de le remplacer au plus tôt et un comité se constitue dans ce but.

"Par lettre du 10 mars 1947, Mme la Générale Mangin a manifesté le désir que ce monument fût rétabli sous l'égide de la Ville de Paris et que le comité d'organisation, en cours de constitution, ne comprit que des personnalités ayant donné des preuves de leur patriotisme, notamment pendant l'occupation.

"Les troisième et quatrième commissions partageant absolument cette manière de voir, aussi, au nom de la 3ème commission et en accord avec M. Henri Gourdeaux, rapporteur pour la 4ème commission



je vous propose de donner une suite favorable à la pétition sus-visée en décidant que toutes mesures seront prises pour rétablir le monument Mangin et que le comité qui sera constitué le sera sous l'égide de la Ville de Paris et en accord avec Madame la générale Mangin".

Effectivement, un comité se constituait le 16 janvier 1949 sous le haut patronage du Président de la République. Le 11 janvier 1950, le Conseil municipal de Paris examinait encore la question dans les termes suivants ;

"75.- Erection au chevet de l'église Saint-François-Xavier d'un monument au général Mangin.

"M. Le Président.- La parole est à M. Vergnolle.

"M. Henri Vergnolle, au nom de la 3ème Commission.- Mesdames, Messieurs, un comité s'est constitué, sous la présidence du général de Larminat, en vue de l'érection d'un monument au général Mangin, en remplacement de celui qui fut détruit par les Allemands lors de leur arrivée à Paris en 1940.

"Ce dernier était situé place Denys-Cochin, au carrefour des avenues Lowendal et de Tourville et du boulevard de Latour-Maubourg. Mais il est apparu que ce cadre était exigü et d'intérêt secondaire et que la personnalité du général Mangin, comme l'importance du monument, étaient dignes d'un emplacement plus judicieusement choisi.

"Au cours de l'étude effectuée, cinq autres emplacements ont été envisagés, tous situés aux environs de l'Hôtel des Invalides. Mais c'est, en définitive, sur le terre-plein situé au chevet de l'église Saint-François-Xavier et dans l'axe du carrefour formé par les avenues Duquesne et de Breteuil qu'a été fixé de choix, tant du Comité que de l'Administration. Le monument s'y trouvera, en effet, dans un cadre intéressant et bien adapté et s'harmonisera bien avec le volume de l'église, malgré l'inclinaison de son axe, par rapport à celui de l'édifice.

"Vos commissions se sont ralliées à cette solution. C'est pourquoi je vous propose, en conséquence, au nom de la 3ème commission et en accord avec mon collègue M. Suzanne, pour la 4ème commission, d'autoriser l'érection du nouveau monument au général Mangin sur le terre-plein situé au chevet de l'église Saint-François-Xavier."

Et le 27 mars 1950, le Gouvernement approuvait par décret, conformément à l'avis exprimé, dans sa séance du 3 mars 1950, par la commission centrale des monuments commémoratifs, la reconstitution du monument suivant le projet établi par le comité



ainsi constitué, la maquette due à MM. Raymond Martin et Warnery et retenue après concours, était préférée au rétablissement pur et simple de l'ancien monument.

Entre temps, le Conseil municipal de Paris avait, le 23 mars 1950, au rapport de Mme Bécourt-Foch, accordé une subvention de 200.000 francs, au comité ainsi constitué en visant expressément le projet Martin-Warnery (Bulletin municipal officiel, p. 216).

Cependant, tandis que se déroulait régulièrement la procédure ci-dessus décrite, un autre comité se constituait à titre privé, sous la présidence du général Niessel et commandait une reproduction de la statue du général Mangin existant à Metz en se donnant pour but la reconstruction "à l'identique" du monument détruit de Paris, dû au ciseau de Maxime Real del Sarte.

La coexistence des deux comités devait susciter plusieurs initiatives parlementaires : l'une d'elles, due à M. Bardoux, a abouti, sur le rapport de M. Triboulet, au vote d'un projet de loi prévoyant la reconstruction "à l'identique" du monument de 1932 sur un emplacement à déterminer avec le Conseil municipal de Paris - et une souscription nationale, sous les auspices d'un comité d'honneur dont les membres seront désignés par le Président du Conseil.

La Commission de la défense nationale du Conseil de la République, tout en retenant les dispositions relatives à la souscription, vient, au contraire, de conclure à la reconstruction suivant les dessins nouveaux dit "de Larminat" (parce que placé sous la présidence du général de Larminat) - et constitué comme il a été indiqué ci-dessus, en accord avec l'initiative du Conseil municipal.

Votre rapporteur se prononce sans hésiter en faveur de la même solution.

Il lui apparaît, en effet, tout d'abord, que les arguments donnés à l'appui de la solution de reconstruction à l'identique énoncée dans le rapport de M. Triboulet, doivent être retenus :

1° - le distingué rapporteur de l'Assemblée Nationale indique "qu'il est impossible, d'après la loi du 28 octobre 1946, d'affecter la somme due au titre des dommages de guerre à un autre monument que l'ancien. Le Conseil d'Etat ne pourrait que casser toute décision du Ministre de la Reconstruction qui abuserait de la faculté de ne pas reconstruire exactement à l'identique". Mais cet argument est évidemment inopérant dans l'hypothèse d'une intervention législative qui aurait nécessairement pour effet



de dispenser de l'obligation de reconstruction à l'identique et s'imposerait au Ministre de la Reconstruction comme au Conseil d'Etat lui-même.

2° - l'hommage à rendre au général Mangin "ne pourrait - selon le rapporteur de l'Assemblée Nationale - être significatif qu'en relevant le monument même que les Allemands avaient eu soin de faire sauter dès leur entrée à Paris". Cette affirmation ne nous paraît pas convaincante. On ne voit pas en quoi le caractère symbolique de l'hommage rendrait exigent qu'il consistât en la restauration du monument détruit lui-même : de même qu'un emplacement meilleur, une oeuvre plus belle ne peut qu'ajouter à l'hommage et n'y retranche rien.

3° - le rapporteur de l'Assemblée Nationale déclare "l'ancien monument était un chef-d'oeuvre qu'il serait déplorable de remplacer par une sculpture médiocre."

Il ne saurait être question d'ériger des assemblées parlementaires en jury d'un concours de sculpture : votre rapporteur ne se reconnaît en tout cas pas, pour sa part, la compétence suffisante pour une telle appréciation : mais il constate qu'au sein du Conseil municipal de Paris, l'opinion du président Contenot qui fut longtemps président de la commission des beaux-arts, n'avait rien de favorable au monument détruit, que son appréciation péjorative n'a été contestée par personne, que les services architecturaux de la Ville de Paris, comme ceux de la commission centrale des monuments commémoratifs se sont prononcés pour la maquette de MM. Raymond Martin, sculpteur et Warnery, architecte. L'appréciation esthétique est donc trop contestée pour pouvoir fournir ici un argument.

Si ces arguments ne paraissent pas devoir être retenus, d'autres doivent, par contre, selon nous, faire pencher en faveur de la solution du monument étudié par le Comité dit "de Larminat" :

a - Des souscriptions ont été réunies par ce comité, une subvention de 200.000 francs versée par la Ville de Paris; une première tranche de 3 millions très régulièrement versée par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Une commande a été passée dans les conditions, les plus régulières; il paraîtrait à tout le moins singulier de gaspiller, après coup, l'argent régulièrement dépensé;

b - D'autre part et surtout, la solution de la reconstruction à l'identique (Comité Niessel) envisagée par l'Assemblée Nationale est directement contraire au voeu du Conseil municipal de Paris qui s'est, on l'a vu, à plusieurs reprises, prononcé pour la procédure et les solutions du Comité de Larminat, auquel elle participe. La Ville de Paris étant le maître de l'ouvrage,

.../...



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"

Présidence de M. MUSCATELLI, Vice-Président

-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"

Séance du jeudi 28 février 1952

-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"-"

La séance est ouverte à 10 heures 30

-"-"-

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, Mme  
DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques  
GADOIN, LE BASSER, LODEON, MUSCATELLI, ROGIER,  
SCHWARTZ, VERDEILLE, ZUSSY.

Excusés : MM. BERNARD, DUMAS, SARRIEN.

Suppléant : M. BOISROND (de M. RUPIED).

Absents : MM. BONNEFOUS, CHASTEL, Léo HAMON, de LACHOMETTE,  
de la GONTRIE, MARRANE, RESTAT, SISBANE, SOLDANI,  
SYMPHOR, VAUTHIER.

-"-"-"-"-

.../...



ORDRE DU JOUR

I - Nomination de rapporteurs pour :

- la proposition de loi (n° 72, année 1952) tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945;
- la proposition de résolution (n° 69, année 1952) de M. BERTAUD, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi du 24 février 1928 relative au renouvellement des concessions funéraires.

II - Examen de la proposition de résolution (n° 30, année 1952) de M. BERTAUD, tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 mars le délai imparti aux communes et aux départements pour la présentation de leur budget 1952 et à déposer dans le plus bref délai le projet de loi portant réforme des finances locales.

-"-"-"-"-"-"-"

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Vice-Président, ouvre la séance.

M. ZUSSY est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 72, année 1952) tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945.

M. LODEON est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 69, année 1952) de M. BERTAUD, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi du 24 février 1928 relative au renouvellement des concessions funéraires.

M. DEUTSCHMANN est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 80, année 1952) de M. BERTAUD, tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 mars le délai imparti aux communes et aux départements pour la présentation de leur budget 1952 et à déposer dans le plus bref délai possible, le projet de loi portant réforme des finances locales.

.../...



M. DEUTSCHMANN .- Etant donné l'urgence qu'il y a à adopter le texte dont je viens d'être nommé rapporteur, je demande à la Commission de bien vouloir statuer immédiatement de façon à ce que je puisse présenter mon rapport en séance publique dans les moindres délais. Je pense d'ailleurs que la Commission sera unanime à adopter cette proposition de résolution.

- Il en est ainsi décidé -

A la demande de Madame DEVAUD, la Commission décide de se saisir pour avis de la proposition de résolution (n° 45, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant :

- 1° - à augmenter le taux des allocations de chômage;
- 2° - à uniformiser le taux de ces allocations;
- 3° - à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi.

M. VERDEILLE est nommé rapporteur pour avis.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,

*Henri Tulle*



MJ.-

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. MUSCATALLI, Vice-Président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 13 mars 1952

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 30

-:-:-

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN,  
ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, LODEON, MUSCATALLI,  
ROGIER, SCHWARTZ, Chérif SISBANE.

Excusés : MM. Georges BERNARD, François DUMAS, Léo HAMON,  
SARRIEN, ZUSSY.

Suppléants: MM. BOISROND (de M. RUPIED),  
CHAINTRON (de M. MARRANE).

Absents : MM. Raymond BONNEFOUS, CHASTEL, Mme Marcelle  
DEVAUD, Jacques GADOIN, de LACHOMETTE, de  
LA GONTRIE, LE BASSER, RESTAT, SOLDANI, SYMPHOR,  
VAUTHIER, VERDEILLE.

-:-

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution (n° 43, année 1952), de M. Patient, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux habitants de l'anse de Kourou (Guyane française) victimes des tempêtes qui ont fait rage sur les côtes de Guyane en novembre et décembre 1951.

II - Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi (n° 52, année 1952) tendant au maintien en activité au delà de la limite d'âge applicable à leur emploi, de certains fonctionnaires et agents titulaires des services publics de l'Etat.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATALLI, vice-président, ouvre la séance et donne la parole à M. Schwartz pour son rapport.

M. SCHWARTZ.- Mes chers Collègues, La IVe République s'est efforcée de réparer, au moyen de textes aussi divers que nombreux, les dommages de toutes sortes et de toutes origines subis par les Français au cours et du fait de la dernière guerre.

L'ordonnance du Gouvernement provisoire de la République du 29 novembre 1944 a institué la réintégration des fonctionnaires relevés de leurs fonctions ou licenciés en application d'un certain nombre d'actes de l'occupant ou de l'autorité de fait, actes qui ont été abrogés ou frappés de nullité.

La loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 (article 16) a accordé à ces mêmes fonctionnaires, par dérogation aux dispositions de l'article 21 de la loi du 8 août 1947 ci-après inséré, la faculté de demeurer en fonctions jusqu'aux limites d'âge fixées par la loi n° 46-195 du 15 février 1946 portant révision des effectifs des personnels des administrations réglementant le recrutement de ces personnels et fixant les limites d'âge en les relevant.

.../...



- 3 -

Les fonctionnaires lésés ou, tout au moins, ceux d'entre eux dont la limite d'âge était fixée à 70 ans sous le régime antérieur, ont obtenu en outre que cette limite d'âge fut repoussée jusqu'à 73 ans.

L'article 21 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 auquel il est fait allusion ci-dessus est ainsi conçu :

"A titre transitoire, la durée de la prorogation accordée à un fonctionnaire par application de l'article 10 de la loi du 15 février 1946 ne pourra excéder la durée des services restant à accomplir entre le 15 février 1946 et la date à laquelle ce fonctionnaire aurait atteint la limite d'âge précédemment en vigueur.

"Toutefois, les fonctionnaires qui auront atteint la limite d'âge résultant des dispositions ci-dessus seront maintenus en fonctions jusqu'au 31 décembre 1947 inclus."

L'article 16 de la loi du 14 septembre 1948 précitée a dérogé à ces dispositions, parce que le législateur a pensé qu'il était normal et équitable de permettre à tous les fonctionnaires, écartés par la force et injustement de leur service, de compenser cette période d'absence et les désavantages qui en sont résultés pour eux par une prolongation d'activité équivalente. La condition exigée pour que cet article 16 puisse trouver son application était donc, pour tout fonctionnaire susceptible d'en bénéficier, la production ou, tout au moins, l'indication précise d'un acte de révocation ou d'éloignement. On s'aperçut cependant bientôt qu'un certain nombre de fonctionnaires - à la vérité peu nombreux - n'ont pu produire un tel acte parce qu'ils avaient été en fait obligés d'abandonner leur activité professionnelle sans qu'une mesure de révocation soit expressément intervenue à leur égard (songez en effet aux fonctionnaires déportés, par exemple, ou simplement traqués ou menacés, qui ont dû quitter du jour au lendemain leur service).

La proposition de loi soumise à vos délibérations, déjà adoptée par l'Assemblée Nationale, a pour objet de réparer cette lacune, en complétant l'article 16 de la loi du 14 septembre 1948. Son texte est précis et prudent et ce, afin d'éviter tous abus. Ne pourront, en effet, bénéficier du nouveau texte que deux catégories d'agents :

1°- ceux qui, ayant activement participé à la Résistance, ont dû, de ce fait, avant le 1er janvier 1944 et pendant au moins six mois, cesser totalement d'exercer leurs fonctions (les preuves de ces faits étant évidemment à rapporter par les intéressés) ;

.../...



- 4 -

2°- les fonctionnaires déportés résistants entrant dans les catégories expressément visées à l'article 2 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, article qui définit le déporté résistant.

~~Sous~~ le bénéfice de ces observations, je ne puis que vous recommander, mes chers Collègues, l'adoption sans modification du texte de l'Assemblée Nationale.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

o

o

o

LE PRESIDENT donne ensuite la parole à M. Lodéon pour son rapport.

M. LODEON.- Mes chers Collègues, dans sa proposition de résolution n° 43 du 5 février 1952, notre collègue de la Guyane expose qu'en novembre et décembre 1951 la côte de la Guyane française, dans la partie appelée anse Kourou, a été durement éprouvée par la tempête.

La route entre Kourou et Karouabo a été coupée sur cinq kilomètres, les propriétés envahies par la mer sur une étendue de huit kilomètres et 80 mètres de profondeur, à un niveau moyen d'un mètre. Les cultures vivrières qui sont les seules ressources de la région sont détruites, les immeubles gravement endommagés. Un pont s'est effondré.

La première évaluation des dégâts serait de vingt millions, la Commission chargée d'enquêter n'ayant pas encore terminé ses travaux.

Cette proposition de résolution rejoint dans sa nature toutes celles votées par les deux Assemblées à la suite de calamités agricoles et publiques, de même que les lois accordant des crédits en faveur des régions sinistrées de la Métropole, dans le cadre des mesures envisagées.

Je vous demande donc d'adopter sans modification cette proposition de résolution.

.../...



I. 13.3.52.

- 5 -

Il en est ainsi décidé sans autre débat et à l'unanimité.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Le Président*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SV

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE  
ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----  
Présidence de M. MUSCATELLI, Vice-Président  
-----

Séance du jeudi 27 mars 1952  
-----

La séance est ouverte à 10 heures 30  
-----

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX, CHASTEL, DEUTSCHMANN,  
FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo HAMON, LE BASSER,  
LODEON, MUSCATELLI, ROGIER, SCHWARTZ, Chérif SISBANE  
VAUTHIER, ZUSSY.

Suppléant : M. BOISROND ( de M. RUPIED)

Excusés : MM. Georges BERNARD, François DUMAS, SARRIEN, SOLDANI.

Absents : MM. Raymond BONNEFOUS, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT  
de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, MARRANE, RESTAT,  
SYMPHOR, VERDEILLE.

.../...



ORDRE DU JOUR  
-----

- I.- Rapport de M. ZUSSY sur la proposition de loi ( n° 72, année 1952) tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945.
- II.- Examen de la proposition de résolution ( n° 149, année 1952) de M. VAUTHIER, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour venir en aide aux victimes du cyclone et des inondations qui ont dévasté le département de la Réunion.
- 

COMPTE RENDU  
-----

M. MUSCATELLI, Vice-Président, ouvre la séance.

M. ZUSSY présente son rapport sur la proposition de loi N° 72, année 1952, tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945.

M. ZUSSY.- Mes chers collègues, l'Assemblée Nationale nous a transmis un texte indiquant que le 8 mai, jour anniversaire de l'armistice de 1945, est déclaré fête nationale. Ce jour sera férié et chômé dans les mêmes conditions que le 1er mai.

Sur le fond, je pense que nous ne pouvons qu'être d'accord sur ce texte. Il est, en effet, indispensable, que le souvenir de la capitulation allemande mettant fin à la 2ème guerre mondiale soit commémoré avec l'éclat qui lui convient. Il me sera toutefois permis de regretter que le hasard ait voulu que cette commémoration tombe au mois de mai qui est particulièrement chargé en jours fériés.

Du fait de l'Ascension, du 1er mai, du 8 mai, l'on peut constater que certaines années, étant donné les ponts qui seront pratiqués à l'occasion du 1er et du 8, le nombre des jours de travail dans la 1ère quinzaine de mai sera extrêmement réduit.

Je n'approuve personnellement pas le texte de l'Assemblée Nationale sur un point.

../..



- 3 -

L'Assemblée a, en effet, précisé que le 8 mai serait chômé dans les mêmes conditions que le 1er mai, c'est-à-dire que ce jour férié serait payé.

Il est permis de s'étonner qu'un régime pareil soit accordé à la commémoration de la capitulation de 1945, alors que le 11 novembre, jour anniversaire de l'armistice de 1918, s'il a toujours été férié n'a jamais été chômé dans les conditions du 1er mai.

Je pense qu'il serait donc nécessaire qu'un amendement soit apporté au texte précisant que le 8 mai sera célébré dans les mêmes conditions que le 11 novembre.

La solution la meilleure d'ailleurs, serait que la commémoration du 8 mai soit reportée au dimanche d'après, ce qui permettrait de célébrer en même temps la fête de Jeanne d'Arc, et aurait pour avantage de ne pas faire perdre un jour de travail supplémentaire. La célébration de ces deux fêtes un dimanche permettrait de leur accorder tout l'éclat qui doit être le leur.

Je proposerai donc à la Commission ces deux solutions, à elle de choisir.

M. BOISROND.- M. ZUSSY a eu parfaitement raison de souligner les inconvénients du texte de l'Assemblée Nationale; je pense, quant à moi, que la commémoration des deux victoires sur l'Allemagne doit être célébrée de façon identique.

Le 8 mai doit être fêté comme le 11 novembre.

Ne serait-il pas possible, dans ces conditions, de préciser que le 11 novembre et le 8 mai seront fêtés le 1er dimanche qui suivra ces deux dates.

M. CHAMPEIX.- Je reconnais que les critiques exposées par M. ZUSSY sont justifiées. Il ne faudrait cependant pas qu'elles soient mal interprétées par les combattants de la guerre 1939 - 1945 dont les sacrifices ont été aussi grands que ceux de leurs aînés.

Je crois qu'il serait bon qu'avant de prendre une décision quelconque, le Rapporteur prenne contact avec les organisations les plus représentatives des anciens combattants des deux guerres.

La formule proposée par M. BOISROND aurait mon agrément si elle était approuvée par les fédérations d'anciens combattants. Dans le cas contraire, je me raillerai à la lère solution préconisée par M. ZUSSY, celle du 8 mai célébrée le jour même, étant

.../...



- 4 -

entendu que le 8 mai serait férié dans les mêmes conditions que le 11 novembre.

M. MUSCATELLI.- Je crois qu'il serait bon, en effet, de prendre contact avec les associations d'anciens combattants. Je crains toutefois qu'une modification du régime adopté pour le 11 novembre se heurte à de grosses difficultés. La commémoration de l'armistice est, en effet, entrée dans les mœurs depuis longtemps, mais je ne crois pas qu'il serait opportun de la modifier.

La Commission demande alors à son Rapporteur de bien vouloir recueillir l'avis, sur cette question, des fédérations d'anciens combattants des deux guerres.

o  
o o

La proposition de résolution N° 149, année 1952, de M. VAUTHIER, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour venir en aide aux victimes du cyclone et des inondations qui ont dévasté le département de la Réunion est ensuite adoptée à l'unanimité, sans débat.

M. VAUTHIER est nommé Rapporteur de son texte dont la Commission décide de demander la discussion immédiate pour le jour même.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Muscattelli*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SV

COMMISSION DE L'INTERIEUR  
( ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE  
ET COMMUNALE, ALGERIE )

-----

Présidence de M. BOZZI, Doyen

-----

Séance du jeudi 10 avril 1952

-----

La séance est ouverte à 11 heures

-----

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX, CHASTEL, Mme Marcelle  
DEVAUD, MM. François DUMAS, FRANCK-CHANTE, LE BASSER  
LODEON, RESTAT, ROGIER, SCHWARTZ, ZVSSY.

Suppléant : M. BOISROND ( de M. RUPIED )

Excusés : MM. Georges BERNARD, MUSCATELLI, SOLDANI.

Absents : MM. Raymond BONNEFOUS, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Jacques  
GADOIN, Léo HAMON, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE,  
MARRANE, Chérif SISBANE, SYMPHOR, VAUTHIER, VERDEILLE

-----

.../...



ORDRE DU JOUR  
-----

- Rapport de M. ZUSSY sur la proposition de loi ( n° 72, année 1952), tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945).

-----  
COMPTE RENDU  
-----

M. BOZZI, Président d'âge, ouvre la séance.

M. BOZZI.- Mes chers collègues, la Commission a été réunie afin de statuer sur la proposition de loi ( n° 72, année 1952), tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945.

Une première question se pose. Le délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour cette affaire expire le 21 avril. Or, il semble que les vacances parlementaires soient imminentes; si le Parlement devait suspendre ses travaux le 12 avril, comme il est prévu, il nous resterait à la rentrée un délai de 9 jours pour que le Conseil de la République statue en séance publique sur cette affaire.

La question se pose de savoir si la discussion immédiate du texte doit être demandée avant le départ en vacances ou si nous attendrons la rentrée pour statuer. Il restera ensuite à prendre position sur les conclusions du Rapporteur.

M. ZUSSY.- Vous avez bien voulu me charger, lors de la dernière séance, de prendre contact avec les différentes fédérations d'anciens combattants des deux guerres. J'ai écrit à ces différents organismes, mais je n'ai malheureusement reçu jusqu'à ce jour aucune réponse. Je ne peux donc vous communiquer leur sentiment sur la solution qui avait été envisagée de faire célébrer le 11 novembre et le 8 mai, le dimanche suivant immédiatement ces deux dates, lorsqu'elles ne coïncident pas elles-mêmes avec un dimanche.

Il me semble donc qu'il serait préférable d'attendre la rentrée parlementaire pour régler cette affaire en séance publique. La Commission décide, à main levée, de procéder ainsi.

.../...



M. ZUSSY.- Quant au fond de l'affaire, d'après les conversations que j'ai pu avoir avec plusieurs de nos collègues, il semble qu'une solution tendant à remettre en cause le régime actuel de la fête du 11 novembre, rencontrerait bien des oppositions et je crois que cette formule devrait être abandonnée par la Commission. Je vous proposerai donc de retenir l'autre solution que vous avez suggérée, c'est-à-dire l'adoption du texte de l'Assemblée Nationale, modifié sur un point :

le 8 mai serait férié mais non pas chômé, dans les mêmes conditions que le 1er mai.

M. BOISROND.- La proposition que j'avais faite précédemment tendait à assurer une commémoration semblable des deux victoires sur l'Allemagne. La solution de M. ZUSSY me donne satisfaction et je m'y rallie.

M. BOZZI.- Quelqu'un a-t-il des objections à formuler à la proposition de M. ZUSSY ?

Aucune opposition ne se manifestant, la solution de M. ZUSSY est adoptée.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,

